

UNIVERSITÉ LYON 2 – LUMIÈRE  
FACULTÉ DES LANGUES  
THÈSE pour obtenir le grade de DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ LYON 2  
Discipline : Études anglophones  
présentée et soutenue publiquement par  
**Françoise ORAZI**  
14 décembre 2001

# LA PENSÉE POLITIQUE DE LEONARD TRELAWNY HOBHOUSE

Directeur de thèse : Maurice Chrétien

M. Maurice Chrétien M. Robert Griffiths M. François Poirier M. Michel Prum



# Table des matières

<b>REMERCIEMENTS .</b>	<b>1</b>
<b>INTRODUCTION GÉNÉRALE . .</b>	<b>3</b>
1. Éléments biographiques .	3
1.1. L'enfance .	3
1.2. Oxford . .	4
1.3. Manchester . .	5
1.4. Londres . .	7
2. L'unité et la diversité de l'oeuvre de Hobhouse. .	8
3. Le contexte historique et idéologique .	10
3.1. Hobhouse et le « nouveau libéralisme » . .	11
3.2. Définition des termes clés . .	12
3.3. L'État . .	12
<b>PREMIÈRE PARTIE LES FONDEMENTS THÉORIQUES .</b>	<b>15</b>
CHAPITRE 1 : L'HARMONIE .	15
1. Différents angles d'approche . .	15
2. La raison .	19
3. Raison et harmonie .	23
4. L'harmonie comme concept central de la pensée hobhousienne .	26
Chapitre 2 <i>Orthogenic evolution</i> ou le Progrès selon Hobhouse . .	29
1. Lien entre l'harmonie et le progrès .	29
2. Théorie de l'évolution sociale de Hobhouse .	31
3. L'« évolution orthogénique » .	40
4. Éthique . .	44
Chapitre 3 Les influences REVENDIQUÉES .	48
1. Le caractère complexe de la question des influences chez Hobhouse . .	48
2. les influences revendiquées .	50

chapitre 4 Les influences ambiguës .	68
1. L'idéalisme . .	69
2. La science .	84
3. La conception organique : un collectivisme altruiste .	92
<b>Deuxième partie L'organisation sociale . .</b>	<b>97</b>
Chapitre 5 La liberté et les droits .	97
1. Introduction .	97
2. La sphère individuelle : rapprochement avec la sphère collective . .	101
3. Les droits et devoirs . .	105
chapitre 6 l'organisation politique .	115
1. Les associations .	116
2. L'État .	124
3. La démocratie .	129
Chapitre 7 : l'organisation économique . .	139
1. La remise en question de l'organisation économique .	139
2. Les principes de l'économie .	140
3. La coopération . .	150
4. Le « nouveau libéralisme » : entre socialisme et capitalisme .	160
<b>TROISIÈME PARTIE LA PENSÉE POLITIQUE DE HOBHOUSE À L'ÉPREUVE DE LA GUERRE .</b>	<b>165</b>
CHAPITRE 8 LA POLITIQUE INTERNATIONALE : RAISONS DU SOUTIEN À LA GUERRE . .	165
1. Introduction .	165
2. L'avenir du libéralisme selon Hobhouse en 1911 .	166
3. Le tournant de la guerre dans la pensée hobhousienne .	168
4. Fidélité aux libéraux et au libéralisme .	168
5. Fidélité aux principes du libéralisme en matière de politique internationale .	173
6. La pensée internationale .	177
CHAPITRE 9 L'ÉTAT ET LA « CULTURE ALLEMANDE » .	191
1. Le combat contre l'Allemagne : un combat idéologique .	191

2. La guerre intérieure .	202
chapitre 10 les « dialogues du pessimisme » .	211
1. La fin de l'optimisme .	211
2. Les dialogues : expression du doute de Hobhouse . .	216
CHAPITRE 11 LE DÉCLIN DU LIBÉRALISME . .	223
1. Remise en question de la conception de l'État du « nouveau libéralisme » .	223
2. Hobhouse et le parti libéral .	229
3. L'après guerre et la fin du « nouveau libéralisme » . .	232
<b>conclusion . .</b>	<b>239</b>
<b>SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE . .</b>	<b>245</b>
OEUVRES DE LEONARD TRELAWNY HOBHOUSE .	245
OUVRAGES .	245
ARTICLES extraits du <i>Manchester Guardian</i> .	246
CORRESPONDANCE . .	249
ÉTUDES SUR LEONARD TRELAWNY HOBHOUSE .	250
OUVRAGES .	250
ARTICLES . .	250
ÉTUDES SUR LE « NOUVEAU LIBÉRALISME » .	250
OUVRAGES .	251
ARTICLES . .	251
OUVRAGES THÉORIQUES . .	251
ÉTUDES D'INTÉRÊT GÉNÉRAL .	252
OUVRAGES .	252
ARTICLES . .	254



## REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier mon directeur de thèse, M. Maurice Chrétien.

J'ai aussi une pensée pour tous ceux qui m'ont apporté leur aide et leur soutien pendant la préparation de cette thèse.





# INTRODUCTION GÉNÉRALE

## 1. Éléments biographiques

### 1.1. L'enfance

---

Leonard Trelawny Hobhouse naquit le 8 septembre 1864 dans le village de St Ive en Cornouailles. Son père, Reginald Hobhouse, était issu d'une famille prospère : au 18<sup>e</sup> siècle ses ancêtres étaient marchands à Bristol. Quant à Reginald, il était haut fonctionnaire de l'État, éduqué à Eton puis à Oxford. En 1851, il épousa Caroline Salisbury Trelawny qui était membre d'une vieille famille de Cornouailles. Elle possédait un don pour les langues puisqu'elle parlait le français, l'allemand et l'italien, et peut-être est-elle à l'origine de l'intérêt que Hobhouse portera aux autres cultures d'Europe et du reste du monde.

Leonard, le dernier-né de sept enfants, est très proche de sa plus jeune soeur Emily, de quatre ans son aînée. Cette relation privilégiée dure tout au long de leur existence, et Emily exerce une forte influence sur Hobhouse, notamment lors d'événements clés dans le développement de sa pensée. En effet, Emily atteint elle-même la renommée : elle accomplit un travail d'assistance aux prisonniers boers des camps de concentration

britanniques lors de la guerre en Afrique du Sud (1899-1902) et crée, à cette occasion, l'association Relief Fund for South African Women and Children. Parce qu'elle attire l'attention de la presse sur le sort inique des prisonniers, elle est déclarée indésirable et on lui refuse l'autorisation de débarquer au Cap en octobre 1901. À cette époque, le frère et la soeur sont unis dans leur opposition à la guerre et lorsque Hobhouse s'emploie à la dénoncer dans les colonnes du *Manchester Guardian*, son indignation s'inspire des récits d'Emily. Plus tard, Emily s'oppose également à la participation britannique à la première guerre mondiale et dénonce, notamment, les conditions d'emprisonnement des objecteurs de conscience, alors que plusieurs articles de son frère font part de la même indignation.

Dès sa scolarité à Marlborough College, Hobhouse se concentra sur les sciences politiques et sociales. En terminale, il lut notamment J. S. Mill, Spencer et Mazzini. C'est aussi de cette époque que date son attachement pour le parti libéral : bien que son père fût conservateur, il était probablement soumis à une forte influence libérale radicale au travers de son oncle, Sir Arthur Hobhouse<sup>1</sup> qui, avec John Morley<sup>2</sup>, brigua la circonscription de Westminster aux élections de 1880. Toujours au lycée, Hobhouse fit la rencontre de son ami Maurice Llewelyn-Davies ainsi que de sa soeur Margaret Llewelyn-Davies, avec laquelle il entretenait une correspondance jusqu'à sa mort. Comme pour Emily, l'amitié entre Hobhouse et Margaret Llewelyn-Davies semble provenir d'une grande proximité intellectuelle. Elle était, en effet, secrétaire générale de la Women's Co-operative Guild, association qui militait pour les droits des femmes, dont le droit de vote. Pendant la première guerre mondiale, elle fut membre de l'Union of Democratic Control, qui avait la sympathie de Hobhouse sans qu'il n'en soit toutefois adhérent.

### 1.2. Oxford

---

Dans les années 1880, Oxford était sous l'influence des successeurs de T. H. Green, mais Hobhouse ne devint pas, pour autant, un adepte de l'idéalisme : il continua, au contraire, de préférer la pensée de J. S. Mill. Néanmoins, la scolarité de Hobhouse à Corpus Christi lui fit nouer une relation paradoxale avec cette philosophie qui devait être fondatrice de sa pensée. Devenu tuteur, il donna des cours sur Aristote, se passionnant particulièrement pour le concept de justice et l'éthique. Selon un témoignage de l'époque<sup>3</sup>, **« à part la philosophie, la politique était son centre d'intérêt principal. A ses yeux, celle-ci se confondait avec l'économie »**, laquelle à son tour représentait **« la recherche de la justice distributive »**. Ce double intérêt devait l'accompagner toute sa vie, et les dix ans qu'il passa en tant que professeur à Oxford furent aussi une époque de militantisme aux côtés de mouvements sociaux et syndicaux. Signalons, en outre, que sa curiosité le poussait vers un autre domaine, puisqu'il consacrait des journées entières à

<sup>1</sup> Il fut nommé Lord plus tard.

<sup>2</sup> Homme d'État gladstonien, membre de divers gouvernements libéraux jusqu'en 1914.

<sup>3</sup> H. M. Conacher, « Apart from philosophy, perhaps his chief interest was in politics, which for him merged in economics- and economics, again was a case of [...] the pursuit of economic justice. » cité dans J. A. HOBSON, Morris GINSBERG, *L. T. Hobhouse*, p. 25. Cet ouvrage est désormais abrégé « Hobson/Ginsberg ».

étudier la physiologie et la biochimie sous la direction de l'éminent professeur J. S. Haldane.

En 1893, il publie son premier livre *The Labour Movement*<sup>4</sup> qui, d'après Collini<sup>5</sup>, relève d'une « inspiration socialiste » ou du moins « collectiviste ». La thèse centrale de l'ouvrage est que « **le mouvement coopératif, le syndicalisme, le socialisme d'État et le socialisme municipal sont des tentatives complémentaires**<sup>6</sup> » qui doivent permettre d'atteindre « **le contrôle collectif de l'industrie et de ses produits par la communauté**<sup>7</sup> ». Toujours selon Collini, l'influence fabienne s'y fait fortement sentir. Toutefois, la question de la proximité de Hobhouse avec les Fabiens à cette période n'est pas tout à fait claire : s'agissait-il purement d'une influence de leurs outils conceptuels ou y avait-il un lien plus profond ? L'idée d'un État fondé sur les syndicats et les mouvements coopératifs que Hobhouse expose dans *The Labour Movement* lui avait été inspiré par *The Co-operative Movement in Great Britain* de Beatrice Potter, la future Beatrice Webb. De plus, il est vrai que Hobhouse était relativement isolé sur le plan de ses idées politiques à Oxford et seul le Fabien Sydney Ball l'accompagnait dans ses activités militantes. Enfin, Margaret, la soeur aînée de Beatrice Webb, avait épousé son cousin Henry Hobhouse. Néanmoins, selon Collini, il faut user de circonspection lorsque l'on fait référence à l'allusion à Hobhouse faite par Beatrice Webb dans son journal en 1895. Elle affirme, en effet, que « **Leonard Hobhouse recrute pour nous à Oxford**<sup>8</sup> », mais l'on ne peut être sûr du sens de cette phrase, notamment s'il s'agit d'une démarche consciente et volontaire de la part de Hobhouse. Ainsi, on ne connaît pas la mesure exacte de sa sympathie envers le fabianisme. En tout état de cause, la relation prit fin assez rapidement pour se transformer en une inimitié définitive.

### 1.3. Manchester

*The Theory of Knowledge* paraît en 1896. Hobhouse y expose ses conceptions en matière de philosophie de la connaissance. Le livre est mal reçu par les adeptes de l'idéalisme dominant, et cette déception convainc Hobhouse de réaliser son projet de quitter le monde universitaire pour celui du « **journalisme actif et des activités politiques**<sup>9</sup> ». Il partit s'installer à Manchester où C. P. Scott<sup>10</sup> lui avait proposé un poste

<sup>4</sup> L. T. HOBHOUSE, *The Labour Movement*. Cet ouvrage est désormais abrégé « TLM ». Nous préciserons, lorsque les références seront à l'édition de 1912.

<sup>5</sup> Voir Stephen COLLINI, *Liberalism and sociology. L.T. Hobhouse and political argument in England, 1880-1914*. Cet ouvrage est désormais abrégé « Collini LS ».

<sup>6</sup> Ibid.

<sup>7</sup> TLM cité par Collini LS.

<sup>8</sup> « Leonard Hobhouse is recruiting for us at Oxford ».

<sup>10</sup> Charles Prestwich Scott (1846-1932), directeur du Manchester Guardian pendant 57 ans.

dans l'équipe éditoriale du *Manchester Guardian*. La relation professionnelle des deux hommes eut tôt fait de se muer en une amitié solide fondée sur une confiance et une estime mutuelles que rien ne devait plus démentir. Les cinq années passées à Manchester semblent avoir achevé la maturation de la pensée politique de Hobhouse. Deux éléments déterminants nous semblent être à l'origine de l'élaboration du « nouveau libéralisme » qui caractérise désormais la pensée politique de l'auteur : la guerre des Boers (1899-1902) et l'influence de Scott. Selon le propre témoignage de Hobhouse, Scott fit appel à lui parce qu'il avait décidé de repositionner son journal à gauche :

***When in 1897 Scott invited this writer to join his staff the reason he gave was his belief that the relation between Liberalism and Labour must govern the future of politics, and that the problem was to find the lines on which Liberals could be brought to see that the old tradition must be expanded to yield a fuller measure of social justice, a more real equality, an industrial as well as a political liberty***<sup>11</sup>.

Aux côtés de C. E. Montague et de W. T. Arnold, Hobhouse était chargé de définir une ligne éditoriale du journal susceptible de promouvoir l'alliance de ces deux pôles politiques, parce que ses opinions politiques exprimées dans *The Labour Movement* semblaient le désigner comme le candidat idéal pour une telle tâche. Cependant, la guerre des Boers rapprocha l'auteur du libéralisme traditionnel : il prit part à la direction du Manchester Transvaal Committee où il côtoya John Morley dans une collaboration emblématique de ce que P. Clarke décrit comme « ***l'in vraisemblable association des progressistes, gladstoniens et travaillistes dans l'opposition à l'impérialisme*** »<sup>12</sup>. Son activité journalistique se concentre alors sur la politique étrangère, et ses articles révèlent son attachement aux principes fondamentaux du libéralisme. L'ouvrage *Democracy and Reaction*, paru en 1904, est fondé sur certains des articles<sup>13</sup> écrits au sujet de la guerre en Afrique du Sud. On peut penser que le « collectivisme » auquel se rattache la politique de Hobhouse dans les dernières années du siècle a désormais pris un tour plus libéral. En tout état de cause, il semble qu'après 1904, la pensée politique de Hobhouse est établie, se caractérisant par une adhésion au « nouveau libéralisme ».

Les raisons du départ de Hobhouse de Manchester semblent multiples. Il souffrait de surmenage et de fréquents accès dépressifs pour lesquels les médecins recommandaient le repos : un emploi à plein temps au *Manchester Guardian* représentait une trop lourde charge, d'autant qu'il n'avait jamais délaissé la philosophie puisqu'il avait fait paraître *Mind in Evolution* en 1901. Ce livre se fonde sur des études du comportement animal auquel l'auteur s'était livré à la suite de ses recherches avec le professeur Haldane. Aujourd'hui encore, il est, selon Collini, difficile à classer et semble être un « **hybride engendré par**

<sup>9</sup> Hobson/Ginsberg p. 37 : « Hobhouse's decision to leave Oxford and to throw himself into active journalism and political activities was no surprise to those who knew him best. »

<sup>11</sup> L. T. HOBHOUSE, « *Liberal and Humanist* », pp. 85, 86.

<sup>12</sup> P. Clarke, introduction à *Democracy and Reaction*, p xvii : « The improbable combination of progressives, Gladstonians and Labour in opposition to Imperialism led each group towards a more sympathetic understanding of the position of the others. »

<sup>13</sup> Ces articles furent initialement publiés dans le *Speaker*.

**une monographie sur la psychologie animale sortie tout droit d'un manuel sur l'évolution**<sup>14</sup> ». Il marque, en tout cas, l'apparition du thème de l'évolution, qui mène Hobhouse à concentrer ses recherches philosophiques sur la philosophie sociale et sur l'étude du développement de l'individu et de la société qui forment la base de sa sociologie. De plus, Hobhouse voulait disposer de plus de temps pour ses activités intellectuelles. Arrivé à Londres, il participe, en effet, à la création de la *Sociological Society* et publie *Morals in Evolution* en 1906. L'ouvrage contient la substance de la sociologie hobhousienne, exposée de manière approfondie dans *Social Development*, de même que la conclusion de ses recherches dans le domaine de « l'éthique comparée »<sup>15</sup> (*comparative ethics*). Celle-ci l'amène à distinguer « le lien étroit entre la rationalité et l'humanité »<sup>16</sup> et à établir « l'humanitarisme rationnel » (*rational humanitarianism*) en tant que fondement de son éthique : *The Rational Good* explore cette voie plus avant.

Une raison supplémentaire pour expliquer le départ de Manchester est avancée par David Ayerst<sup>17</sup> : Hobhouse aurait considéré qu'il ne jouissait pas de la liberté suffisante pour pouvoir s'épanouir dans ses fonctions d'éditorialiste du *Manchester Guardian*. À cet égard, Ayerst cite une lettre où l'auteur exprime son amertume :

***If one is as much responsible for the policy of a paper as I have been on certain matters I think one ought to have a recognized consultative voice in deciding what subjects should be treated in leaders and also whether the occasional articles and contributions that come to hand bearing on one's subject should be used. On such points I have hitherto felt that I can only request and suggest and I have sometimes felt considerably hampered by the rejection of my suggestions. I am not speaking of times when you are here... What I want to feel is that my view has a right to be considered and on my own subject ought, unless definite reason is assigned to me for the contrary, to be taken***<sup>18</sup>.

#### 1.4. Londres

Ce n'est que la garantie d'une indépendance totale qui lui fit accepter le poste de rédacteur politique de la *Tribune* en 1905. Toutefois, ce travail fut de courte durée puisque Hobhouse démissionna quelques dix-huit mois plus tard, à la suite de divergences avec la direction. Néanmoins, il ne rompit pas avec le journalisme et continua à collaborer avec le *Manchester Guardian* ainsi que, plus épisodiquement, avec d'autres journaux<sup>19</sup>. Il semble,

<sup>14</sup> Collini LS p. 79 : « At first sight, it [*Mind in Evolution*] reads like a hybrid, sired by a monograph on animal psychology out of a text-book on evolution. »

<sup>15</sup> En 1904 il donna une série de conférences à l'Université de Londres sur ce sujet.

<sup>16</sup> S. G. SCHNORR, *Liberalismus zwischen 19. und 20. Jahrhundert*, p. 297 : « Besonders in diesem Werk [*Morals in Evolution*] von Hobhouse wird die enge Verbindung von Rationalität und Humanität deutlich. ». Cet ouvrage est désormais abrégé « Schnorr ».

<sup>17</sup> Voir D. AYERST, *The Manchester Guardian. Biography of a Newspaper*.

<sup>18</sup> *Ibid.*, Ayerst cite une lettre de Hobhouse à Scott, datée du 21/02/1901).

en effet, qu'il ait été plus à l'aise dès lors qu'il ne dépendait plus financièrement de ces contributions. Ainsi, en devenant le premier titulaire de la chaire de sociologie de l'université de Londres, Hobhouse peut désormais conserver l'équilibre entre ses différentes activités. Celles-ci semblent connaître un redoublement alors que le parti libéral, enfin au pouvoir en 1906, commence à mettre en oeuvre une politique sociale inspirée du « nouveau libéralisme ». L'auteur participe à la création des Trade Boards, préside un petit groupe appelé « A Foreign Policy Committee » qui a pour but d'attirer l'attention des parlementaires et des journalistes les affaires étrangères et se rend aux États-Unis pour y donner des conférences. La pensée politique de Hobhouse est alors dans sa phase la plus originale et la plus productive : deux ouvrages essentiels sont publiés en 1911. *Social Evolution and Political Theory* est écrit à la suite de conférences à l'université de Columbia : il y expose sa conception du progrès social qu'il oppose à la notion d'évolutionnisme. *Liberalism* est une commande de la Home Library of Modern Knowledge, qui confie à Ramsay MacDonald le soin d'écrire *The Socialist Movement* et à Hugh Cecil celui de rédiger *Conservatism*. L'ouvrage retrace l'histoire de la pensée libérale et son aboutissement au « coeur du libéralisme<sup>20</sup> », que Hobhouse fait coïncider avec le « nouveau libéralisme ». En outre, la métaphysique est à l'honneur dans *Development and Purpose* en 1913.

L'optimisme de Hobhouse quant au triomphe du libéralisme rénové souffrit un sérieux revers lors de l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne en 1914. Ses doutes sont exprimés dans *The World in Conflict* et *Questions of War and Peace* ; enfin, en 1917, il publie *The Metaphysical Theory of the State*, sévère critique de la conception idéaliste de l'État, qui vient parachever la dénonciation d'une philosophie qu'il ne cessait d'accuser d'absolutisme depuis ses années à Oxford. Après la guerre, il continue de mener ses activités habituelles, mais il ne semble plus en mesure d'écrire des ouvrages novateurs. Ceux qui paraissent dans les années vingt se contentent essentiellement, comme nous l'avons dit, d'approfondir des sujets abordés avant 1914. En 1924, sa santé se met à décliner. De plus, il est très ébranlé par la mort de sa femme, Nora Hadwen, en 1925. En effet, la famille joue un rôle central pour Hobhouse et ce sur le plan personnel comme sur le plan de sa pensée où elle constitue l'unité permanente à toutes les formes de société. Pendant ses dernières années, il fait, en Normandie, de fréquents séjours en cure et meurt à Alençon le 21 juin 1929.

## 2. L'unité et la diversité de l'oeuvre de Hobhouse.

Si l'on s'en tient aux catégories (divisions de la connaissance en « matières ») qui sont les nôtres presque un siècle plus tard, l'oeuvre de Hobhouse peut sembler au lecteur contemporain déconcertante par sa diversité. Pourtant, comme tente de le montrer cette présentation biographique, elle participerait, plutôt, d'un encyclopédisme fréquent au 19<sup>e</sup>

<sup>19</sup> *The Pilot, The Speaker, The Contemporary Review, The Nation.*

<sup>20</sup> Voir chapitre VI de *Lib* intitulé : « *The Heart of Liberalism* », p. 56.

siècle, vestige de l'idéal de l'« homme universel ». En tout cas, l'oeuvre de Hobhouse témoigne de la tendance en vigueur pendant ce siècle, qui voulait l'unification des sciences sociales dans une science sociale unique, que l'auteur aurait probablement appelée sociologie. Ici, Hobhouse est proche de Bentham, de Spencer ou de Comte<sup>21</sup>. Ainsi, bien que ses incursions dans les différents domaines de la connaissance (sciences) et de la politique furent plus ou moins réussies, l'oeuvre de Hobhouse possède une caractéristique frappante : elle est à la fois particulièrement variée et particulièrement cohérente. L'auteur est en même temps théoricien politique et acteur dans les réformes socio-politiques, philosophe et journaliste, sociologue et moraliste. En ce sens la pensée hobhousienne est typique de la pensée du 19<sup>e</sup> siècle où les domaines de la connaissance humaine étaient encore interdépendants<sup>22</sup>. De cette caractéristique de l'oeuvre découle un dilemme auquel le chercheur est immédiatement confronté, puisqu'il lui faut trouver le moyen d'explorer chacun de ses aspects, sans, pour autant, opérer une fragmentation artificielle de la pensée de l'auteur. En effet, l'oeuvre ne livre tout le sens de la pensée politique de Hobhouse que lorsque tous ses aspects sont envisagés : chacun des domaines explorés est profondément relié aux autres, et c'est souvent dans ces liens mêmes que réside l'originalité et la force de la pensée de Hobhouse. A cet égard, Ginsberg parle de « **l'unité essentielle** » et du « **caractère systématique de sa pensée** »<sup>23</sup>. Il s'agit donc de rendre compte d'une totalité, d'un regard global, en un mot, d'une pensée véritablement politique en ce qu'elle concerne toutes les dimensions de la vie de l'homme dans la cité.

Toutefois, tout exposé nécessite que l'on fasse le choix d'un ordre de présentation, que l'on se résigne, somme toute, à sélectionner une piste qui sera notre début, et, par là, à exposer par un progrès linéaire une oeuvre que l'on serait pourtant tenté de décrire comme circulaire ou globale. Pour cette division, deux axes semblent possibles : on peut adopter la chronologie et rendre compte de la pensée politique de Hobhouse selon un axe diachronique qui sied singulièrement au penseur de l'évolution orthogénique. En effet, l'analyse de la société, à laquelle se livre Hobhouse, repose en grande partie sur un regard porté sur l'histoire en marche. En outre, un tel angle permet de rendre compte du développement de sa pensée de 1893 jusqu'au milieu des années vingt. Mais cette méthode pourrait laisser croire que la pensée varie selon la période, ce qui, justement, reviendrait à nier sa cohésion. La présentation biographique a fait apparaître les circonstances de la formation de la pensée hobhousienne. Si aucune des oeuvres de jeunesse n'a fait l'objet de correction majeure, il semble, néanmoins, qu'un processus d'affinement consistant en un rapprochement avec les principes libéraux, ait permis l'émergence d'une pensée de la maturité, vers les années 1902 (date de son arrivée à Londres) à 1906 (date de l'élection du gouvernement libéral). Par conséquent, sans toutefois exclure les ouvrages antérieurs, notre analyse de la pensée politique de

<sup>21</sup> Voir René DAVID dir., « Social Sciences », *Encyclopaedia Britannica*, Chicago, Encyclopaedia Britannica, 1987, 27, pp. 365-414.

<sup>22</sup> Voir M. FREEDEN, *The New Liberalism*, p. 6. Cet ouvrage est désormais abrégé *Freedon I.*

<sup>23</sup> Hobson/Ginsberg p. 99 : « The essential unity and systematic character of his thought ».

Hobhouse se fondera prioritairement sur les écrits de la maturité.

En revanche, une approche synchronique ou horizontale permet d'insister sur la permanence des thèmes principaux qui sous-tendent la pensée tout au long de la vie de l'auteur. De la même manière, elle permet d'indiquer que tous ses domaines d'études se rejoignent dans une vision d'ensemble qui traduit la conception organique de l'auteur. Mais il faut alors procéder à un découpage thématique au risque de diviser la pensée de l'auteur en des pans indépendants, ce qui serait tout à fait contraire à la conception organique de l'auteur, ainsi qu'au concept original d'harmonie. Toutefois, s'il ne nous semble pas qu'il existe un fil d'Ariane qui nous conduirait à travers l'oeuvre en restant absolument fidèle à son esprit, le recul permet de juger que la contribution la plus importante de l'auteur à l'histoire des idées est de nature politique. C'est pourquoi nous avons choisi d'intituler le présent ouvrage « La pensée politique de Leonard Trelawny Hobhouse ». En effet, une politique, même lorsqu'elle est fondée sur une philosophie, comme c'est le cas de celle de l'auteur, suppose un rapport au concret, une applicabilité. Or, pour paraphraser Karl Marx, Hobhouse n'est pas seulement un philosophe qui veut interpréter le monde, il s'agit pour lui de le transformer. On peut donc concevoir Hobhouse comme un penseur qui, armé de traditionnels outils conceptuels, produits d'une éducation classique, se tourne vers la question de la réforme sociale. En ce sens, sa pensée participe d'une tendance générale, selon laquelle « la philosophie, la religion, la science, la pensée politique et la pensée sociale commençaient à se concentrer sur le « problème social » et en venaient aux mêmes conclusions quant aux solutions possibles<sup>24</sup> ».

L'établissement d'une politique sur une base aussi large aurait été typique d'une époque :

***In the thirty years' span before the first World War, social policy, far from being an automated response to political exigencies, was the product of a highly ideological age, when basic ethical values, ground principles of social action, were being moulded out of intense and searching discussions. (Freedon I, 249)***

Il existe, dans l'oeuvre de Hobhouse, un mouvement vers la résolution des difficultés sociales, que l'on peut illustrer en allant des aspects les plus abstraits de la pensée de l'auteur vers les applications pratiques. Ainsi on peut partir des concepts fondamentaux, qui sont présentés dans la première partie, pour montrer, dans la deuxième partie, en quoi ils engendrent un programme de réforme politique et sociale.

### 3. Le contexte historique et idéologique

La pensée politique de Hobhouse n'est évidemment pas seulement caractéristique de son époque de par sa forme. Son pragmatisme la dirige naturellement vers la réalité sociale qu'elle veut transformer et suppose une implication dans le contexte dont témoigne l'activité journalistique. Par conséquent, elle entretient une relation permanente avec l'actualité, dont elle cherche à rattacher le sens à une interprétation globale de l'évolution

---

<sup>24</sup> Freedon I, p. 6 : « Philosophy, religion, science social and political thought were all beginning to concentrate on the issues relevant to the 'social problem' and often arrived [...] at similar conclusions regarding possible solutions. »



sociale. Cette démarche conduisit Hobhouse à de grandes difficultés lors de la première guerre mondiale. Contrairement aux années précédentes, Hobhouse eut du mal à discerner les manifestations du progrès, dont sa théorie affirmait pourtant qu'il sous-tendait l'histoire. A ce titre, la période de la guerre semble cruciale puisque c'est là, à notre avis, que se trouvent les causes du déclin du « nouveau libéralisme ». Nous proposons donc, en troisième partie, une étude de la confrontation de la théorie politique aux événements contemporains en utilisant notamment l'oeuvre journalistique de cette période.

### 3.1. Hobhouse et le « nouveau libéralisme »

Une étude de la pensée politique de Hobhouse ne peut ignorer sa participation à la création du « nouveau libéralisme ». C'est là l'un des éléments principaux du contexte idéologique qu'il nous faut prendre en compte, ne serait-ce que parce que l'auteur situe explicitement sa pensée politique dans cette mouvance. Néanmoins, comme nous le verrons, l'appartenance de Hobhouse au « nouveau libéralisme » suscite la question de l'identité de sa pensée. En tout état de cause elle se définit par le libéralisme, c'est-à-dire avec ou contre lui. Mais encore faut-il s'entendre sur les termes : l'auteur propose, quant à lui, sa propre définition du libéralisme au moyen d'une division en phases historiques qui lui permet de distinguer un libéralisme classique incarné par un Cobden, auquel succède un libéralisme avancé (*advanced Liberalism*) qui désigne ce que l'on peut appeler, de manière plus neutre, le libéralisme edwardien. Le terme « nouveau libéralisme » fait son apparition dans un article de R. B. Haldane<sup>25</sup> où les « **nouveaux libéraux** » sont décrits comme « **les idéalistes qui accordent plus d'importance à une politique progressiste en matière sociale que les libéraux actuels** »<sup>26</sup>.

Si la relation de ce mouvement au libéralisme ne fait aucun doute sur le plan historique, elle semble, cependant, être plus problématique sur le plan de la théorie politique, parce que la proximité avec un certain socialisme semble distinguer franchement le « nouveau libéralisme » du libéralisme. Certes, on pourrait juger qu'il ne s'agit là que d'une simple question d'étiquette, mais on omettrait alors de rendre compte d'un discours explicite sur la parenté libérale dans l'oeuvre de Hobhouse. Plus généralement, l'étude des liens de la pensée politique de l'auteur avec le libéralisme se divise en deux questions complémentaires : d'une part, un regard rétrospectif peut tenter d'éclairer la nature de la pensée de Hobhouse pour le lecteur actuel et, d'autre part, on peut interroger la perception de l'oeuvre de Hobhouse par ses contemporains. Or, sur le deuxième point, il semble que l'on puisse distinguer dans les efforts de Hobhouse pour affirmer son libéralisme, le souci du jugement de ses contemporains, voire la tentation de donner une façade libérale à une pensée socialiste. Mais il faut là encore préciser les termes ; si Hobhouse n'hésite pas à parler d'un « socialisme libéral » en une acception de

<sup>25</sup> Richard Burdon Haldane (1856-1926), juriste, philosophe et homme d'État : il fut notamment ministre de la guerre de 1905 à 1912.

<sup>26</sup> R. B. HALDANE, « The New Liberalism », p. 139 : « The New Liberals I take to be those idealists who esteem a progressive policy in social matters more highly than anything at present in Liberalism [...]. »

ce terme équivalente à un « libéralisme social », c'est parce qu'il n'entend en aucun cas le socialisme dans son sens marxiste. A l'époque en effet, le « socialiste » c'est celui qui veut des réformes sociales conduisant à la justice sociale. Donc, le socialisme « **attirait les libéraux et les progressistes en général parce qu'il soulignait la croyance capitale d'un âge pré-sociologique dans l'« inséparabilité » (inseparability) de l'éthique et de la politique**<sup>27</sup>. »

### 3.2. Définition des termes clés

---

Hobhouse a, toutefois, conscience que le terme de « socialisme » a mauvaise réputation et a tendance à lui préférer celui de « collectivisme » qui, selon Collini, « **fait référence plus largement à la tendance générale de l'augmentation du pouvoir de l'État** » et qui était utilisé dans ce sens au tournant du siècle<sup>28</sup>. En outre l'utilisation de ce terme présente l'avantage de faire apparaître une autre division politique que celle des partis (conservateur, libéral puis travailliste) ou des courants idéologiques généraux que l'on associe à ces mêmes partis (pour ces deux derniers, respectivement le libéralisme et le socialisme). C'est donc dans cette même définition que nous utilisons ce terme que l'époque opposait à l'« individualisme » dans le cadre d'un débat qui sous-tendait toutes les théories politiques. Il faut noter que « individualisme » était aussi un terme ambigu à l'époque. Si on le définissait pour décrire la pensée de Spencer, par exemple, comme typique d'une conception selon laquelle « **l'État ne pouvait légitimement restreindre la liberté d'un individu que pour empêcher ses actes d'être spécifiquement préjudiciables à autrui**<sup>29</sup> », il pouvait aussi correspondre à une conception moins extrémiste qui laissait une plus grande place au rôle de l'État. En revanche, Collini montre que l'individualisme et le collectivisme constituaient des pôles mutuellement exclusifs en fonction desquels le penseur politique était forcé de se définir : Hobhouse se présentait comme un collectiviste et, par là même, comme un anti-individualiste et courait le risque de ne plus être perçu comme un libéral. Mais, sa position collectiviste ne l'empêchait pas de conserver le concept libéral de l'individu comme l'unité de base de la société collectiviste. C'est, au contraire, tout l'enjeu de la pensée politique hobhousienne et, plus largement, du « nouveau libéralisme » que d'établir un projet de société qui réconciliera l'individu avec le Bien Commun, vers lequel le collectivisme doit tendre pour demeurer moral et, par conséquent, légitime.

### 3.3. L'État

---

<sup>27</sup> *Freedon I*, p. 25 : « It [socialism] appealed to liberals and to progressives in general because it underlined the cardinal belief of a pre-sociological age in the inseparability of ethics and politics. »

<sup>28</sup> Collini *LS*, p. 35 : « Collectivism could be used more broadly to refer to the general tendency to increase the powers of the state which [...] was the more common use by 1900. »

<sup>29</sup> Cette définition restreinte de l'individualisme est donnée par Collini *LS* p. 18 : « [...] the state was only justified in restricting an individual's liberty in order to prevent his actions causing specifiable harm to others. »

La question du rôle de l'État se trouve au coeur du débat entre le collectivisme et l'individualisme ainsi qu'au centre de la pensée politique de Hobhouse. Selon Meadowcroft, la période 1880-1914 est celle qui, sur le plan de l'histoire des idées britanniques, voit émerger la notion d'État en tant que concept central de la théorie politique. En effet, même si le terme n'apparaît pas nommément, puisqu'un collectiviste emploie volontiers les termes de « communauté » (*community*), municipalité (*municipality*) ou nation (*the nation*), l'individualisme, l'idéalisme ou le collectivisme s'attachent alors à en proposer leur définition<sup>30</sup>. Il faut retenir que les représentants de ces trois courants de pensée sont bien souvent des libéraux : le thème du rôle de l'État peut, à ce titre, être presque décrit comme un débat interne au libéralisme. D'après Meadowcroft, ce fait est dû d'abord à la nécessité de réagir à un nouveau contexte qui se manifeste au travers de trois tendances amorcées à la fin des années 1870 : premièrement, l'expansion progressive de la réglementation (*government regulation*), qui signifiait que l'intervention de l'État était devenue un fait ; deuxièmement, la marche vers le suffrage universel, qui légitimait cette intervention ; troisièmement, l'insatisfaction de l'opinion publique face à l'ampleur de la « souffrance sociale qui persistait<sup>31</sup> » et qui jetait le doute sur la pertinence du laisser-faire. Certes, la tradition libérale était de préserver la liberté de l'individu face à l'autorité du gouvernement, mais, à l'inverse, elle consistait aussi à défier les privilèges et à avoir de la sympathie pour les défavorisés. Il fallait donc « créer une nouvelle version de la doctrine libérale<sup>32</sup> » qui se définisse de manière cohérente face au nouveau rôle de l'État :

***[...] the State itself came to the fore as the central locus of liberal controversy: the correct understanding of 'the state', of its relation to individuals and groups, and of the functions it was equipped to assume, became a point of demarcation among liberal trends. Indeed, attitudes towards 'the state' were viewed as crucial to the identification of what constituted liberalism, and the authentic liberal tradition. To this extent, in turn of the century British political argument the state emerged as a theoretical category constitutive of liberal self-identity in a way that it did not for either conservatism or socialism. (Meadowcroft CS, 58)***

On peut donc envisager la pensée politique de Hobhouse comme participant à cette tentative de reconstruction ou de « reformulation » du libéralisme autour de l'État. Dans ce but, l'auteur propose une théorie politique qui se fonde sur un concept rénové de la liberté ainsi que sur une participation active des individus à la société. Il s'agit, en effet, de trouver un équilibre entre l'individu et l'État qui résiste à l'épreuve de la réalité.

<sup>30</sup> Voir J. MEADOWCROFT, *Conceptualizing the State* p. 12. Cet ouvrage est désormais abrégé « Meadowcroft CS ».

<sup>31</sup> Ibid. p. 55 : « residual social suffering ».

<sup>32</sup> Ibid. p. 57 : « It was in this context that various groups tried to rework the doctrine ».



# PREMIÈRE PARTIE LES FONDEMENTS THÉORIQUES

## CHAPITRE 1 : L'HARMONIE

### 1. Différents angles d'approche

---

Pour saisir toute la portée de l'oeuvre de Hobhouse, il faut s'interroger en premier lieu sur sa nature : Hobhouse s'est intéressé à de nombreux domaines des sciences humaines et sociales. Certes, il est indéniable que certains des travaux ne sont pas des contributions majeures à leur domaine propre comme, par exemple, les études d'ordre psychologique, que Hobhouse fonda sur son observation personnelle du comportement animal. Mais pour autant, on ne peut les négliger tant elles participent à l'élaboration de sa pensée politique, au même titre que la sociologie et la philosophie. De plus, ces catégories de sciences humaines et sociales ne sont évidemment que des divisions apparentes et, du temps de Hobhouse, elles étaient récentes et moins tranchées. En tout état de cause, elles ont, encore aujourd'hui, pour objet l'homme ou la société humaine sous leurs différents aspects. Or, chez Hobhouse, l'homme, en tant qu'individu, et la société constituent un couple inséparable. Son oeuvre est caractéristique des philosophies

fondatrices du libéralisme en cela que l'individu n'est jamais considéré uniquement comme isolé, de même que l'on ne peut envisager de groupe sans son constituant essentiel qui est l'individu<sup>33</sup>.

### 1.1. Volonté d'établir une vision globale

***[...] in all sciences specialism is a necessity and it is also a danger. [...] It is a danger because social life is no more divisible into independent sections than the human body is divisible into independent organisms***<sup>34</sup>.

Hobhouse se méfiait de ces divisions, tout en reconnaissant leur validité scientifique, parce qu'il craignait qu'elles ne procurent qu'une vision morcelée et incomplète de cet ensemble (l'homme et la société) qu'il considérait indivisible. Ce risque était d'autant plus grand qu'il ne pouvait que mener à l'erreur qui consistait, selon lui, à ne pas envisager la réalité dans sa dimension organique, laquelle est fondamentale dans sa pensée. Cependant, il ne doutait pas que ces nouvelles sciences permettaient enfin au penseur politique une connaissance rigoureuse qui, à son tour, engendrerait l'élaboration d'un projet de société pertinent. Afin de reconstruire une vision globale menacée par la diversification des sciences humaines, tout en mettant à profit les connaissances auxquelles celles-ci donnaient accès, Hobhouse fit le choix d'élargir ses recherches aux nouveaux domaines d'investigation. On pourrait rajouter qu'il n'est guère surprenant de trouver ici l'auteur une fois de plus dans le rôle de réconciliateur qu'il affectionne particulièrement et qui, en l'occurrence, consiste à faire la démonstration de l'interdépendance de la philosophie et des sciences sociales.

***If we begin by criticizing some particular injustice, we are led on to discuss what justice is. Beginning with some special social disorder, we are forced to examine the nature of social order and the purposes for which society exists. The social theory which we reach on these lines is a theory of ends, values, purposes, which lead us up to Ethics or Moral Philosophy***<sup>35</sup>.

Les différents axes de recherche de Hobhouse sont donc reliés entre eux par une perspective d'ensemble en utilisant la science et le savoir qu'elle procure pour distinguer des lois sociales qui constitueront, à leur tour, la base d'une théorie sociale :

***If the principles which it [the philosophical view] discovers are to be realized in this workaday world, this can only be by intimate knowledge of the details of this world, by the control of events through their causes, for the discovery of which we must go to pure science. (MTS 15)***

L'apparente diversité de l'oeuvre se trouve être la marque de la volonté d'une analyse

---

<sup>33</sup> Nous pensons notamment aux « trois grandes philosophies du contrat aux XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles ». Selon Louis Dumont, (*Essais sur l'individualisme*, p. 87), même lorsqu'il s'agit d'affirmer la primauté de l'individu, ces trois philosophies s'interrogent sur les liens que l'individu entretient avec autrui, et conçoit ceux-ci comme relevant de l'association ou de la subordination : « Il s'en suit que la distinction entre les conceptions holistique et individualiste, suppose un individualisme-dans-le-monde, par opposition à l'individualisme extra-mondain qui est le seul à prétendre penser l'individu de manière isolée. »

<sup>34</sup> *Social Evolution and Political Theory* cité par Schnorr p. 302.

<sup>35</sup> L. T. HOBHOUSE, *The Metaphysical Theory of the State* p. 11. Cet ouvrage est désormais abrégé « MTS ».

totale, et par là même correcte, qui permettra la connaissance de l'homme et de la société, notamment des rouages de l'évolution sociale et des limites que lui impose « la nature humaine » ou plutôt la réalité de la société humaine, telle qu'elle est accessible dans l'expérience.

## 1.2. Le progrès social : but commun des recherches

Si les recherches sociologiques et psychologiques de Hobhouse traitent essentiellement des conditions de l'évolution sociale et comportent, à ce titre, un objet commun, elles recèlent aussi un but commun : rendre compte des mécanismes du progrès social et en définir les conditions n'est que le moyen de le rendre possible :

***Thus the starting-point of social inquiry is the point at which we are moved by a wrong which we desire to set right, or, perhaps at a slightly higher remove, by a lack which we wish to make good. (MTS 11)***

Hobhouse est un penseur politique qui veut fonder son projet social sur des certitudes scientifiques parce qu'il est un « idéologue du possible » aux antipodes de l'utopie. Pour Hobhouse, une proposition de réforme politique doit, avant tout, être réaliste :

***The ethically right, Professor Höffding has said, must be sociologically possible. Thus, even as pure theory, the philosophical view cannot afford to disregard the facts. Still less can it do so, if it passes over, as philosophy should, into the constructive attempt to reorganize life in accordance with its ideals. (MTS 15)***

Ainsi toute l'œuvre<sup>36</sup> de Hobhouse tend vers la connaissance, qui permettrait d'établir un projet de société rationnel et par là irréfutable parce qu'il serait « vrai », c'est-à-dire précisément fondé sur la connaissance de l'être humain et de la société. Sa démarche participe d'ailleurs d'une ambition collective de l'époque :

***As Henry Drummond remarked, 'To discover the rationale of social progress is the ambition of this age', rightly emphasizing that there was 'a yearning desire, not from curious but for practical reasons, to find some light upon the course.' (Collini LS 188)***

Aux yeux de Hobhouse, l'émergence des sciences sociales (*social science*<sup>37</sup>) constitue indubitablement un tournant historique, puisque celles-ci permettraient de mettre fin aux tâtonnements inévitables de la philosophie sociale (*social philosophy*<sup>38</sup>) : « **Hobhouse insista fortement sur le fait que "la philosophie du futur doit compter avec la science"**<sup>39</sup>. »

<sup>36</sup> Y compris sa partie journalistique puisqu'il s'agit un projet pragmatique de progrès progressif (et non de révolution) : le moindre éditorial y participe donc pleinement.

<sup>37</sup> Celle-ci est définie comme suit par l'auteur dans *MTS* p. 14 : « The scientific method we call that which investigates facts, endeavours to trace cause and effect, aims at the establishment of general truths which hold good whether they are desirable or not. »

<sup>38</sup> Ibid. : « In principle we call the philosophical inquiry that which deals with the aim of life, with the standard of conduct, with all that ought to be no matter whether it is or not. »

<sup>39</sup> Collini *LS* p. 237 : « He [Hobhouse] insisted strongly that 'the philosophy of the future must make its account with science'. »

***En effet la philosophie sociale (ou politique) ne peut que se fourvoyer lorsqu'elle se détourne de la réalité que la science nous permet d'aborder : « en fait l'étude des idéaux ne peut jamais abandonner le monde de l'expérience sans risquer de se perdre<sup>40</sup>. » Or, jusqu'à l'émergence des sciences sociales, la philosophie sociale était nécessairement réduite à la spéculation, ce qui d'ailleurs permet à Hobhouse d'apporter une explication historique aux insuffisances des analyses de certains de ses prédécesseurs<sup>41</sup> qui, selon lui, avaient pourtant compris les enjeux de la connaissance scientifique : Thus he argued that the so-called 'English School' from Bacon and Locke to Mill and Spencer' despite its 'many defects and limitations', did at least have 'the merit of dealing, or attempting to deal, in a sympathetic spirit with the problems and methods of the sciences'. (Collini LS 237)***

### 1.3. Rôle de la philosophie

Puisqu'il s'agit d'élaborer un projet de société rationnel, il faut s'assurer que cette démarche elle-même est valide. C'est là l'une des finalités de la partie de l'oeuvre que nous appellerons « philosophique » et « métaphysique », pour la différencier des recherches scientifiques. Toutefois, pour éviter toute confusion, il faut préciser qu'ici le terme philosophie ne désigne pas, en l'occurrence, la philosophie sociale ou la philosophie politique, et que nous l'entendons donc au même sens que Ginsberg dans l'introduction à « The Works of L. T. Hobhouse<sup>42</sup> » :

***In the field of philosophy proper he made extensive and original studies in logic and the theory of knowledge [...]. In his metaphysical writings he has attempted a comprehensive synthesis. (Ginsberg 99)***

Quoi qu'il en soit ces divisions demeurent superficielles puisque les préoccupations philosophiques de l'auteur sont inextricablement liées à l'élaboration de la pensée politique :

***Thus the philosophical, the scientific, and the practical interest, however distinct in theory, tend in their actual operation to be intermingled, and it must be admitted that we cannot carry one through without reference to the other. (MTS 15)***

Pour illustrer notre propos, nous pourrions considérer l'enchaînement suivant à titre d'exemple : l'éthique sociale exposée dans *The Elements of Social Justice* correspond à un projet réaliste parce qu'elle tient compte de la réalité sociale, c'est-à-dire de celle de la société et de son composant, l'individu. Cette réalité nous est connue grâce aux recherches scientifiques. A leur tour, ces recherches sont valides parce qu'elles procèdent d'une méthode rationnelle qui a été elle-même définie dans l'épistémologie. Ainsi le projet politique se fonde sur la méthode qui consiste en une étude rationnelle de l'homme et de

<sup>40</sup> MTS p14 : « [...] in point of fact the inquiry into ideals can never desert the world of experience without danger of losing itself. »

<sup>41</sup> Voir chapitres 3 et 4 sur les influences.

<sup>42</sup> M. GINSBERG, « The Works of L. T. Hobhouse », in Hobson/Ginsberg. Cette partie de l'ouvrage est désormais abrégée « Ginsberg ».



la société et, par conséquent, on trouve au second plan une analyse des conditions de la validité de la méthode d'étude elle-même. C'est donc tout logiquement que la philosophie (*philosophy proper*) et la métaphysique sont associées au projet politique, au même titre que la science. Cette association est l'illustration même de ce que Ginsberg nomme « *l'attitude de Hobhouse envers la science et la philosophie*<sup>43</sup> » :

***Throughout his work he insisted on the close relation between them. [...] The true function of metaphysics was to co-ordinate the underlying ideas of the sciences and of experience generally. (Ginsberg 105)***

#### 1.4. Réalité et raison organiques

L'unité de l'oeuvre est donc explicitement revendiquée et justifiée. Elle est le fondement même de la pensée de Hobhouse, puisqu'elle consiste en une vision organique de la rationalité (*organic view of rationality*<sup>44</sup>) laquelle signifie que la raison est de nature organique et que parallèlement le réel, qui se révèle à nous au fur et à mesure du progrès de la raison, est aussi de nature organique. Ce parallèle est primordial car il sous-tend le fait que, s'il existe un principe unificateur et permanent dans notre esprit qui nous permet d'attribuer du sens à nos expériences fragmentées en faisant le lien entre celles-ci, ce principe n'est pas une création de l'esprit et ne réside donc pas dans l'idée mais bien dans le réel lui-même : « ***dans la connaissance nous identifions la relation ou la combinaison des choses, mais cette relation n'est pas créée par notre entendement***

45. »

## 2. La raison

---

L'épistémologie révèle donc la position cardinale de la raison dans le système hobhousien : l'examen des conditions de la rationalité n'y est pas réduit à une justification de la validité de la méthode employée dans les travaux politiques et sociologiques. Si la définition de la raison constitue, en effet, le fondement de la validité de ces derniers, notamment en ce qu'elle permet d'affirmer le principe de l'authenticité de la connaissance, elle fait aussi émerger le rôle que joue la raison dans la psychologie de l'individu (dans *The Rational Good*) et dans le développement de la société humaine (*Development and Purpose, Social Development*<sup>46</sup>), ce qui amène l'auteur à conclure que la raison est le moteur du progrès, de même qu'elle en est la finalité<sup>47</sup>. Celle-ci devient donc un enjeu politique puisque la pensée hobhousienne conçoit la société de progrès comme étant

<sup>43</sup> Ginsberg p. 105 : « Hobhouse's attitude to science and philosophy ».

<sup>44</sup> Ibid. p. 102.

<sup>45</sup> Ibid. p. 103 : « In knowledge we recognize things as combined or related, but we do not create the relation through the act of knowing .»

<sup>46</sup> Ainsi que dans les ouvrages qui les ont précédés. (voir introduction générale).

<sup>47</sup> Voir chapitre 2 sur l'évolution et le progrès dans la pensée de Hobhouse.

nécessairement une société du progrès de la raison<sup>48</sup>.

Étant données la prépondérance et la complexité du concept de raison ainsi que les conséquences théoriques qui en découlent, nous en proposons ici un exposé. En guise de préambule nous devons préciser que la définition de la raison selon Hobhouse amène nécessairement à la prise en compte du concept d'harmonie qui, nous allons le voir, est son corollaire ainsi que la clé de voûte de l'oeuvre entière.

## 2.1. La raison : synthèse des émotions de l'homme

### 2.1.1. Absence de contradiction réelle entre l'éthique et la science

Dans *The Rational Good*, Hobhouse précise les conditions dans lesquelles l'individu est capable de rationalité et examine les possibilités de l'application de la démarche rationnelle au « bien ». Cette mise en relation peut apparaître problématique puisqu'il s'agit de procéder à une recherche scientifique afin de distinguer des lois sociales universelles (car si elles sont rationnelles, elles sont nécessairement objectives donc universelles). Or, comme l'indique le titre, les lois sociales sont fondamentalement d'ordre moral. En effet, Hobhouse soutient que la sociologie nous apprend que la plus primitive des sociétés possède des coutumes qui relèvent de principes moraux, qui se manifestent au moins sous la forme religieuse, au sens large du terme :

***The question has often been asked whether any tribe, however primitive, has subsisted without some form of religion, but the answer depends on what we mean by religion. But if the question be whether any tribe has existed without morality, the reply can be made more definite. Investigation has shown that the simplest and most primitive peoples known have their definite codes of custom [...]***<sup>49</sup>.

Mais au sein de la conception organique, il n'y a pas d'incohérence entre la science et l'éthique. Ainsi, le titre même de l'ouvrage *The Rational Good* illustre la réconciliation de ces deux dernières, et le fait que les conclusions de cette enquête ont un caractère politique est annoncé directement au lecteur dès l'introduction :

***We shall inquire whether there is a Rational, and therefore a demonstrable, standard of values to which the actions of man and the institutions of society may be referred for judgment. [...] such a standard [...] we may call the Rational Good. (TRG 17)***

### 2.1.2. Absence de contradiction entre l'instinct et la raison

La démonstration prend ici la forme de l'observation du comportement humain. Il s'agit apparemment de déterminer si c'est l'impulsion (*impulse*) ou la raison qui déterminent l'action humaine. Il est intéressant de noter que les exemples nombreux évoquent tour à tour l'action de l'individu, l'action d'un groupe dans le cadre des institutions sociales et l'émergence des théories sociales et politiques. Ce parallèle est typique de la conception

---

<sup>48</sup> A cet égard, on pourrait être tenté de parler d'une identité entre ces deux termes.

<sup>49</sup> L. T. HOBHOUSE, *The Rational Good* p. 11. Cet ouvrage est désormais abrégé « TRG »

organique hobhousienne : l'auteur passe ainsi de la mère qui berce son enfant, soit dans le but conscient de le calmer, soit guidée par son instinct maternel, aux rites sacrificiels qui peuvent être interprétés soit comme la manifestation d'un instinct meurtrier, soit comme la recherche sincère d'une meilleure récolte agricole. Puis il interroge les motivations qui engendrèrent la formulation du concept de démocratie par les utilitaristes. Était-ce, dans ce cas précis, un instinct égoïste qui poussait la bourgeoisie à vouloir s'emparer du pouvoir ou bien le souhait de démocratie était-il la conclusion logique de principes éthiques ? C'est à dessein que l'auteur procède ici à une simplification de l'argument psychologique, de façon à établir un parallèle entre les exemples choisis qui semblera peu crédible au lecteur ; c'est, en effet, à son bon sens, comme souvent dans l'oeuvre, que l'auteur fait appel : « [...] **parmi les exemples que nous avons choisi le lecteur en aura trouvé certains bien plus convaincants que d'autres**<sup>50</sup>. »

En fait, l'usage de ces exemples est ici pédagogique. Il s'agit justement de démontrer que l'action humaine n'est en aucun cas imputable au seul instinct et qu'il faut au moins admettre que l'homme tend vers un comportement rationnel. A nouveau, la démarche est « réconciliatrice », puisqu'elle procède de la résolution d'une contradiction apparente. En effet, Hobhouse choisit d'affirmer la prépondérance de la raison dans la détermination d'une action, tout en reconnaissant qu'au regard de la psychologie il est impossible de nier les déterminations inconscientes ou instinctives<sup>51</sup> :

***Whether idea or impulse comes first may be difficult in a specific case to determine, but, whichever comes first, both in the end are equally essential to the developed purpose. (TRG 24)***

## 2.2. La raison : définition

Hobhouse prétend que la plupart des êtres agissent en fonction de ce qu'il nomme des « *impulse-feelings* » qui sont héréditaires et proches de l'instinct. Il appelle « impulsion » (*impulse*) ce qui est à l'origine de l'action spontanée dont est capable tout être vivant, même ceux qui sont tout à fait dénués d'intelligence, donc mus par leur seul instinct. Le sentiment/sensation (*feeling*)<sup>52</sup> est caractéristique des êtres vivants qui modifient leur comportement en fonction de l'expérience. En effet, les animaux qui sont susceptibles de ressentir ne serait-ce que la sensation de douleur, ne sont pas exclusivement régis par l'instinct, puisque leur capacité à ressentir fait qu'ils révisent leurs comportements. Le rôle de l'instinct, ou de sa manifestation l'impulsion-sensation (*impulse-feeling*), est de permettre la survie de l'espèce et non de l'individu : « [...] ***l'impulsion et la sensation/sentiment ont tous deux, dans cette mesure [où ils servent à des actions qui concernent les autres] une nature d'origine altruiste ou sociale***<sup>53</sup>. » Le raisonnement débute par cette affirmation, dont il faut souligner l'originalité, à une époque où l'évolutionnisme est en vogue, et où l'on est donc enclin à penser que l'homme est

<sup>50</sup> TRG 23 : « [...] of the examples chosen above, the reader will probably have found some much more convincing than others. »

<sup>51</sup> La confusion des deux concepts ; inconscient/instinct est la sienne.

<sup>52</sup> Ici c'est « sensation » qui semble être la meilleure traduction mais d'autres occurrences du terme « *feeling* » seraient mieux traduits par « sentiment », d'où la double traduction.

naturellement égoïste et tend instinctivement vers sa survie. Néanmoins, elle est présentée comme un fait scientifiquement avéré pour ceux qui comprennent bien les principes de la biologie, car elle se fonde sur l'observation minutieuse du comportement des animaux et des hommes entrepris par Hobhouse. Cette affirmation renferme, en outre, plusieurs implications. Notamment qu'il existe une « nature » ou, du moins, une réalité humaine spontanée et que celle-ci présente un caractère social qui est ancré dans les sentiments fondamentaux ou impulsions, ce qui indique à nouveau que le lien individu/société est essentiel, et rappelle que cette conception de l'individu sous-tend toute la pensée de Hobhouse. Néanmoins, pour l'heure, nous nous contenterons avec l'auteur de considérer l'évolution vers la raison qui s'opère comme suit :

Plus le degré de conscience de l'être<sup>54</sup> est développé (l'homme est l'être qui possède le plus haut degré de conscience), plus la capacité d'apprendre et, par là, de modifier non seulement son comportement mais aussi les sentiments qui déclenchent l'action, est grande. Ainsi, les sentiments<sup>55</sup> sont de plus en plus nombreux et complexes au fur et à mesure de l'évolution. Pour éviter la contradiction, et le comportement absurde qui en découlerait, les sentiments s'organisent de manière synthétique : « **Nous verrons que la fonction de la Volonté (Will) est de créer l'unité de nos volontés (volitions), de même que la fonction de la volonté (volition) était d'unifier les désirs** <sup>56</sup>. » Par exemple, les impulsions instinctives sont modifiées par l'expérience du plaisir et de la douleur : l'apprentissage de ce qui est douloureux et de ce qui est source de plaisir, permet à certains êtres vivants, dont les hommes, d'anticiper le plaisir ou la douleur et engendre donc l'évolution de l'impulsion en désir.

À ce stade de l'évolution, la motivation de l'action n'est plus l'impulsion mais la finalité de l'action. Ainsi, on en vient à un stade de développement téléologique : « **L'expérience réorganise en grande partie l'impulsion ou suggère de nouveaux moyens pour des fins identiques** <sup>57</sup>. » Si certains animaux atteignent ce stade, seul l'être humain rationalise ses impulsions (*impulses*), désirs (*desires*), sentiments (*feelings*), volontés (*volitions*) à la faveur de la forme ultime du sentiment qui s'est élaborée grâce à l'expérience : la Volonté (*Will*) ou en d'autres termes la raison pratique (*Practical Reason*

<sup>53</sup> TRG p. 42 : « The logical consequence to be drawn from biological principles properly understood, is that from the first both impulse and feeling alike, then, may to this extent [that they are "directed to acts in which others are concerned"] be from their origin altruistic or social in character. »

<sup>54</sup> Hobhouse entend par « être » les hommes comme les animaux. Pour la validité de l'argument il est utile de parler de ces derniers : ils ne sont, certes, pas doués de raison, mais ils modifient leur comportement en fonction de l'expérience. La raison n'apparaît donc dans la chaîne de l'évolution qu'après l'expérience et ce n'est donc pas elle qui rend l'expérience possible.

<sup>55</sup> Dont les *impulse-feelings* sont la forme primaires/ primitives mais il existe des sentiments plus élaborés : « [...] the term feeling so used is to include the emotion that governs the simplest impulse. » TRG p. 50.

<sup>56</sup> TRG p. 46 : « It will be seen that the function of the Will is to bring unity into our volitions, as the function of volitions was to unify desires. »

<sup>57</sup> TRG p. 51 : « Experience largely remodels impulse, or suggest new means to the same ends. »

<sup>58</sup>). « **Nous sommes donc amenés à concevoir le sentiment comme un mode de conscience dont la fonction biologique est de gouverner l'impulsion** <sup>59</sup>. »

### 3. Raison et harmonie

#### 3.1. La conception organique

Le résultat de l'étude du fonctionnement de la raison dans l'esprit (*mind*) de l'individu, mène à des conclusions plus larges.

***The conception of reason which thus emerges is not one of a faculty possessed, prior to and apart from experience, of certain clear and indubitable universal axioms [...] It is the conception rather of a principle operative within experience [...]. (TRG 63)***

En effet, la corrélation <sup>60</sup> est la fonction essentielle de l'esprit, et la raison procède selon ce principe, quel que soit l'objet qu'elle appréhende. Ainsi, il ne s'agit pas uniquement pour elle de faire la synthèse des émotions mais bien de toutes les expériences fragmentées, afin d'être en mesure de connaître. Hobhouse formule donc, selon ses propres termes, une théorie de la connaissance exposée dès la parution de *Theory of Knowledge*, qui est certes l'un de ses premiers ouvrages, mais qui sert de base à toute l'oeuvre et qui inspire notamment l'épistémologie de sa sociologie. Il y montre que grâce au principe d'interconnexion, la raison peut en quelque sorte confronter les expériences et vérifier ce que Ginsberg appelle leur « consilience » (*consilience* <sup>61</sup>) dont il donne la définition suivante :

***This involves a constant checking of what claims immediacy in the light of other immediate judgments, and concepts formed from them, and a reference back of concepts to the experiences from which they were crystallised. (Ginsberg 208)***

Il semble que l'on puisse distinguer ici une certaine méfiance face à la perception puisque la connaissance n'est possible que lorsque le travail rationnel de synthèse est accompli. Si l'expérience est, indubitablement, une source de connaissance, l'immédiateté n'est pas, pour autant fiable, puisqu'elle ne donne qu'un renseignement partiel, qui peut être trompeur s'il est envisagé seul. Ainsi, selon Ginsberg, Hobhouse « **est un fervent critique de l'empirisme** <sup>62</sup> ». Dans sa philosophie de la connaissance, il distingue d'ailleurs l'interconnexion de la simple cohérence : « **la fonction de la pensée rationnelle est d'établir l'interconnexion pas seulement la cohérence** <sup>63</sup>. » Le fait

<sup>58</sup> TRG p. 51.

<sup>59</sup> TRG p. 42 : « We are led, then, to conceive of feeling as a mode of consciousness, the biological function of which is to govern impulse. »

<sup>60</sup> Ginsberg p. 121 : « The essential function of mind is correlation [...] ».

<sup>61</sup> Ibid. p. 208.

<sup>62</sup> Ibid. : « In this side of his enquiries, Hobhouse is an ardent critic of empiricism [...]. »

qu'une expérience ne soit pas contredite ne suffit pas à en garantir la pertinence. Il s'agit, en plus, d'entrevoir en quoi elle participe au monde dans sa globalité. L'interconnexion ou « reconstruction expérientielle » (*experiential reconstruction*) rend donc possible la compréhension de ce qui est donné par l'expérience sans que le jugement puisse être égaré par l'apparence. Elle permet de concevoir l'unité du réel qui s'affirme comme le véritable objet de la connaissance chez Hobhouse : « **Sa [la pensée rationnelle] manière de procéder [c'est-à-dire l'interconnexion] n'est, pour ainsi dire, pas linéaire mais systématique et tend à révéler l'unité sous-jacente dans un ensemble de jugements qui se corroborent de façon mutuelle** <sup>64</sup> . »

Or, comme nous l'avons déjà vu, chez Hobhouse, la raison entretient des liens nécessaires avec le réel, il s'ensuit que c'est bien la réalité elle-même qui possède un caractère organique et non pas seulement notre conception de celle-ci :

***So far as reality is finally intelligible to reason it must similarly be interpretable as an organic whole, so that we may speak of reason as the ultimate organic principle alike in thought and in reality*** <sup>65</sup> .

### 3.2. La raison pratique

Comme il a été dit, la raison n'est ni étrangère ni contraire aux sentiments. En examinant l'évolution de l'impulsion instinctive à la raison, Hobhouse a exposé l'unité de l'esprit (*mind*) et conclut qu'il ne faut pas concevoir la raison comme une faculté extérieure aux sentiments, dont le rôle serait justement de maîtriser ceux-ci, en exerçant un contrôle de l'ordre de la censure ; au contraire, celle-ci s'apparenterait, comme nous l'avons déjà dit, plutôt au sens de l'évolution des sentiments, qui se développent de manière rationnelle :

***It is useless to look for anything, call it Practical Reason, Will, or what we may, that stands outside the body of impulse-feeling and controls it. But impulse-feeling is completely transformed by a development [...] into an organized body [...] and articulate conceptions of the significance of conduct. It is within this development, if anywhere that we must look for the practical reason.***  
(TRG 51)

Il semble important de souligner que si l'argument de Hobhouse conclut que l'action humaine est, in fine, déterminée par la raison, ce sont les mots « raison pratique » qui sont employés. Ce choix n'est, évidemment, pas anodin, d'abord parce que l'adjectif « pratique » renvoie à la place essentielle que Hobhouse accorde à l'expérience. Celle-ci est, comme nous l'avons vu, à l'origine du développement dont il est question ci-dessus, notamment parce qu'elle introduit la notion de finalité dans l'action et de son corollaire, l'intention :

***We know that on the ground of past experience an idea is formed of a future***

---

<sup>63</sup> Ibid. : « The function of rational thought is to establish interconnection and not merely consistency . »

<sup>64</sup> Ibid. : « Its [rational thought] procedure is, so to speak, not linear but systematic, and is directed at revealing the pervading unity in a body of judgments in mutual corroboration. »

<sup>65</sup> TRG p. 64.

***experience, of an experience that will be gained by a certain act, and this idea regulates the act, reinforcing or checking the impulse to perform it. When an impulse is qualified by such an idea and directed towards an end so anticipated, it becomes purposive in the true sense of the term [...]»<sup>66</sup>.***

Qui plus est, Hobhouse ne peut avoir utilisé le terme « raison pratique » sans avoir pensé à son sens philosophique, particulièrement dans son usage le plus notoire, celui qui est formulé dans *La Critique de la raison pratique* de Kant. Il semble que l'on retrouve effectivement des convergences entre le projet exposé dans *The Rational Good* et l'oeuvre de Kant. Nous nous en tiendrons seulement à quelques points communs. Premièrement, le discernement des règles universelles de conduite qui fonderaient l'organisation politique et sociale et qui caractérise l'objet de l'ouvrage *The Rational Good* et, au-delà de celui-ci, l'oeuvre entière de Hobhouse, semble faire écho « **au problème [...] de savoir si des lois et une communauté universelles existent** »<sup>67</sup>, problème énoncé dans la définition des principes de la raison pure pratique :

***Des Principes pratiques sont des propositions contenant une détermination générale de la volonté à laquelle sont subordonnées plusieurs règles pratiques. Ils sont subjectifs, ou maximes, quand la condition est considérée par le sujet comme valable seulement pour sa volonté ; mais ils sont objectifs, ou lois pratiques, quand cette condition est reconnue comme objective, c'est-à-dire valable pour la volonté de tout être raisonnable***<sup>68</sup>.

Deuxièmement, l'assimilation de la volonté à la raison pratique est présente chez Kant et troisièmement, le passage de la maxime à la loi, ou du subjectif à l'objectif correspond au passage au rationnel, que l'on trouve notamment dans le passage du bien (*the Good*) au bien rationnel (*the Rational Good*). Cette comparaison succincte montre que l'oeuvre de Hobhouse demeure une oeuvre philosophique et annonce que les préoccupations de l'auteur sont, *in fine*, éthiques.

### 3.3. L'harmonie comme critère de jugement

La raison selon Hobhouse peut avoir accès à la connaissance au sens général, grâce à sa nature organique. En tant que raison pratique, elle s'attache plus particulièrement à distinguer le juste<sup>69</sup> du mal (*wrong* <sup>70</sup>), ce qui lui permet de formuler des jugements d'ordre moral, et, en tant que pratique, à appliquer ces jugements à la réalité, c'est-à-dire chercher à construire une société conforme à ces jugements. La validité de ces jugements trouve à nouveau son origine dans le sentiment, puisque le Bien/le Juste est reconnu

<sup>66</sup> TRG p. 43.

<sup>67</sup> E. KANT, *Critique de la raison pratique*, p. 29.

<sup>68</sup> *Ibid.* p. 5.

<sup>69</sup> Nous choisissons cette traduction de « *right* » parce qu'elle a le mérite de comporter la même ambiguïté que l'anglais *right*, c'est-à-dire ce qui est juste/correct et ce qui est juste/justice.

<sup>70</sup> De la même manière, nous comprenons *wrong* à la fois comme ce qui est faux et ce qui est mal.

lorsqu'il y a un sentiment de concordance entre le sentiment (*feeling*) et l'acte (*action*) :

***To sum up. In cognition the rational impulse is to appreciate a connected system. In practise the rational impulse is to establish a harmonious system. What is rational is the interconnection of elements in a pervading unity. In cognition we have the impulse to discover this interconnection as a permanent reality. In practice we have the impulse to create it in the shape of the unity of that Feeling on which generically all impulses rest***<sup>71</sup>.

Cette concordance est nommée « harmonie » (*harmony*) : lorsqu'il y a contradiction entre ce que je ressens et ce que je fais, on peut parler de « disharmonie » (*disharmony*), dans le cas inverse, je suis dans une relation harmonique qui correspond au bien. Pour autant, dans cet exemple, il ne s'agit pas encore d'un bien rationnel, car celui-ci suppose, nous l'avons vu, une qualité objective ou, en d'autres termes, une harmonie complète. Celle-ci doit, donc, non seulement s'appliquer à l'intériorité de l'individu ainsi qu'à son rapport avec l'extériorité, mais aussi de manière universelle, c'est-à-dire à tous les individus, notamment à leurs rapports entre eux : ce n'est qu'à ce stade là que l'on peut parler de Bien rationnel donc objectif. Ce passage du Bien au Bien Rationnel (*Rational Good*) s'effectue aussi à l'aune de l'harmonie. L'égoïsme, que Hobhouse choisit pour exemple, peut m'apparaître comme bon puisque je ressens individuellement une harmonie entre mon sentiment (*feeling*) et mon acte (*action*), il n'en est pas pour autant rationnel puisqu'il implique des préférences contradictoires entre les individus, ce qui va à l'encontre de l'harmonie objective ou vraie (l'harmonie tout court).

#### 4. L'harmonie comme concept central de la pensée hobhouseienne

---

L'harmonie peut donc être définie comme un principe régulateur nécessaire au bien. Elle est aussi le travail qu'opère la raison sous la forme, rappelons-le de l'interconnexion. Or c'est ce même principe qui rend la raison apte à appréhender le « Rationnel » (*the Rational*) qui, dans la terminologie de Hobhouse, est assimilé à l'objectivité et à la vérité<sup>72</sup>. La raison réalise l'interconnexion des expériences particulières pour faire apparaître les concordances ou les contradictions : « ***la vérité donc est généralement l'objet de la raison ou le but de la procédure rationnelle et l'interconnexion soumise à la cohérence mutuelle en est la méthode***<sup>73</sup>. »

Par conséquent, l'harmonie apparaît comme étant dans le domaine de la raison pratique, le pendant de la conception organique dans le domaine de la raison pure ou *cognition*. Toutefois cette distinction n'est pas établie clairement par Hobhouse, puisqu'elle implique une différenciation entre l'ordre éthique (*ethical order* ou domaine d'application de la raison pratique) et l'ordre cognitif (*cognitive order*<sup>74</sup>). Or, Hobhouse en vient à ce qui semble être une assimilation des deux ordres :

<sup>71</sup> L. T. HOBHOUSE, *Development and Purpose* p. 266. Désormais abrégé « DP ».

<sup>72</sup> TRG p. 57 « The Rational, then, is that which deals with the objective order. [...] objectivity or, more briefly truth. »

<sup>73</sup> TRG p. 57 : « Truth, then, is generally the object of reason or the purpose of the rational procedure, and interconnection subject to mutual consistency its method ».



***The ethical order then is rational just in the same sense as the cognitive order. That is to say, both have an ideal towards which they work, and that ideal is one of the harmonious interconnection of elements [...]. On the practical as on the theoretical side then we take the movement of mind to be a movement towards truth through progressive harmony. (DP 69)***

#### 4.1. L'harmonie et la conception organique

L'harmonie peut donc décrire toute opération de la raison et être considérée comme synonyme de la conception organique. Nous aurions pu ainsi écrire que la raison est de nature harmonique tout autant que la raison est de nature organique, puisque, d'une part, les deux formulations impliquent le travail d'interconnexion et, d'autre part, l'objet de la raison est de déterminer par cette méthode le vrai et le bien. Il y a donc, du propre aveu de Hobhouse, une identité ou au moins une grande proximité entre ces deux notions :

***It looks, then, as though right and wrong may stand to the will much as true and false stand to the judgment. It would seem that they, too, claim a kind of validity which is regardless of any individual aberration. (TRG 16)***

Toutefois le remplacement de l'affirmation « la réalité est organique » par « la réalité est harmonique » aurait été une formulation problématique :

***C.M. Griffin a fait remarquer, à juste titre, que Hobhouse a, en fin de compte, construit des travaux tout entiers autour de l'idée d'harmonie. De plus, Griffin distingue 'harmony' comme attribut de la nature systématique de la réalité et 'harmony' comme « objet souhaitable de la politique sociale ». Hobhouse n'aurait, selon Griffin, jamais expliqué cette distinction de manière satisfaisante<sup>75</sup>.***

En effet, dans la mesure où l'harmonie, comme nous l'avons déjà dit, est le concept clé de tout le système hobhousien, elle revêt aussi, voire surtout, un sens politique. En conséquence, nous préférons nous en tenir au terme organique quand il s'agit de décrire la réalité telle qu'elle est envisagée dans l'épistémologie et réserver le terme harmonique à la société telle que l'envisage la pensée politique de l'auteur, tout en signalant que parfois ces deux termes semblent recouvrir le même concept, ou du moins que la conception harmonique et la conception organique peuvent parfois se rejoindre. Cette distinction, faite par souci de clarté, est néanmoins artificielle et tout à fait étrangère à l'esprit qui anime l'œuvre de Hobhouse puisque celle-ci décrit un monde où tout est lié, où le fonctionnement de la pensée entretient des correspondances avec la réalité sociale et où l'on peut donc faire usage des mêmes concepts.

#### 4.2. L'harmonie : la nature humaine ?

Cet amalgame peut fournir l'occasion d'un regard critique sur le concept d'harmonie qu'il semble important d'envisager, puisque l'harmonie constitue le postulat dont partent toutes

<sup>74</sup> DP p. 279.

<sup>75</sup> Schnorr p. 323 : « C.M. Griffin hat mit Recht darauf hingewiesen, dass Hobhouse letztlich sämtliche Arbeiten um die Idee von 'harmony' positioniert hat. Desweiteren unterscheidet Griffin zwischen 'harmony' als « attribute of the systematic nature of reality » und 'harmony' als « desirable object of social policy ». Diese Unterscheidung sei bei Hobhouse niemals befriedigend erklärt. »

les démonstrations de la politique hobhouseienne. Ainsi l'ambiguïté du terme révèle le fait que l'harmonie est en chacun de nous au moins à l'état de possible : la nature organique/harmonique de l'individu et du monde traduit leur disposition à établir une société harmonique. En effet, la conception organique (« ***l'harmonie comme attribut de la nature systématique de la réalité*** ») permet à Hobhouse d'affirmer implicitement le caractère nécessaire de l'harmonie (« ***objet souhaitable de la politique sociale*** »). Or, comme nous le verrons en deuxième partie, Hobhouse nie la notion d'une nature humaine dans laquelle se fonderaient les droits naturels, afin de se débarrasser de l'idée d'une prééminence de l'individu sur le collectif. Mais il apparaît qu'il lui substitue, en fait, la conception organique qui, en tant qu'attribut de la nature de la réalité, forme la nature de la raison, donc de la volonté, et, par extension, de l'individu. Dans ce silence de la philosophie de Hobhouse sur le passage de la conception organique à l'harmonie, on trouve donc des traces d'une idéologie qui allègue une immanence de l'harmonie et implique qu'une organisation des individus en communauté harmonique n'est, finalement, qu'une actualisation de leur nature. A ce point, Hobhouse n'est guère éloigné des théories fondatrices du libéralisme qui prétendent que le libre-développement de l'individu mène spontanément au bonheur et à la prospérité de la société, et le déroulement du progrès hobhouseien (voir chapitre 2) n'aurait rien de très original. Il devient alors difficile de comprendre *a priori* comment une pensée politique construite sur le concept d'harmonie peut prétendre justifier la nécessité d'une intervention pour réguler la société.

Toutefois, on peut, à l'inverse, retenir du concept d'harmonie qu'il permet de décrire l'individu, qui est resté souverain selon une conception libérale dont Hobhouse n'a aucunement prétendu s'écarter, comme un être « interconnecté » à autrui et dont la réalisation n'a pas lieu de manière indépendante. Ainsi dès l'avènement de la rationalité, c'est-à-dire de la prise de conscience de la nature organique de la réalité, l'individu ne pourrait plus concevoir son destin hors de celui de l'humanité toute entière. Par conséquent, la société humaine n'est plus régie par « la main invisible » qui guide les égoïsmes individuels vers le Bien Commun, mais l'actualisation de la nature organique de l'individu le fait renoncer à l'égoïsme. Hobhouse échappe à la difficulté de l'individualisme ontologique qui postule la primauté des individus dont la société est dérivée secondairement<sup>76</sup>. Le « collectivisme » (en tant que conception des rapports de l'individu à la communauté) est inhérent à l'« individualisme » (en tant que conception de l'individu) hobhouseien. Par conséquent, l'intervention de l'État, organe représentatif à la fois de la communauté et de l'individu, est précisément l'expression de la volonté de l'individu et ne peut pas déboucher sur un conflit. Ainsi, même si Hobhouse reconnaît qu'il s'agit là d'une représentation idéale, c'est-à-dire d'un monde de l'harmonie réalisée, il reste que la société actuelle est ce monde en puissance, et que l'égoïsme doit y être décrit comme participant de la disharmonie (*disharmony*). Dans la société actuelle, le but de l'intervention n'est pas de contraindre la nature humaine, puisqu'il s'agit de permettre l'évolution de l'individu pour qu'il devienne un être rationnel et moral.

---

<sup>76</sup> J. MEADOWCROFT, « Neutrality, perfectionism, and the new liberal conception of the state », in SIMHONY Avital dir., WEINSTEIN David dir., *The New Liberalism*, pp. 115-136 : « As ontological individualists, liberals are supposed to be committed to the idea that individuals are primary and society is derivative. » p. 116.

## Chapitre 2 *Orthogenic evolution* ou le Progrès selon Hobhouse

### 1. Lien entre l'harmonie et le progrès

---

#### 1.1. Complexité du concept d'harmonie dans la politique sociale et dans la sociologie

La complexité du concept d'harmonie, signalée ci-dessus, n'apparaît pas uniquement lorsque l'on compare son sens dans la philosophie (*philosophy proper*) et dans le domaine de la politique sociale. Une même difficulté est, en effet, également présente au sein même des théories politiques et sociologiques. Cela est dû au fait que l'harmonie représente, dans le système hobhouseien, à la fois un idéal qui équivaut au bien rationnel et qui est, à ce titre, conçu comme le but du progrès social et un principe à l'oeuvre dans la réalité sociale qui permet ce progrès<sup>77</sup>. Or, ce dernier est un des principaux objets d'étude de la sociologie de l'auteur et l'harmonie, en tant que principe, y est décrite comme un fait avéré. L'auteur la définit comme une force agissante, qui rend le progrès possible voire probable, bien qu'il n'en déduise pas, néanmoins, que l'évolution sociale, dans son ensemble, constitue nécessairement un progrès.

L'oeuvre de Hobhouse est ainsi élaborée autour de ces deux concepts centraux que sont l'harmonie et le progrès. Ils organisent le système politique et sociologique, en entretenant l'un avec l'autre des correspondances nécessaires, dont l'oeuvre tire sa cohérence générale. En effet, si la conception harmonique envisage la réalité comme un tout, il s'ensuit forcément que tout phénomène est non seulement lié aux phénomènes contemporains, mais aussi qu'il résulte de phénomènes précédents, par conséquent, que tout phénomène social est la conséquence d'une évolution. Qui plus est, lorsque l'on examine l'évolution sociale, il apparaît qu'elle va dans le sens d'une plus grande harmonisation, en d'autres termes qu'elle comporte intrinsèquement les facteurs du progrès, à la fois parce que le caractère organique de la société se renforce et parce que, ce faisant, cette dernière se rapproche du bien rationnel.

#### 1.2. La méthode du « point de vue historique »

L'oeuvre de Hobhouse est donc animée par une attention constante portée à la question du progrès, comme le laisse entrevoir le fait que les mots « évolution » et « développement » sont fréquemment employés par l'auteur, ne serait-ce que dans les titres de ses ouvrages. La sociologie de Hobhouse se consacre, en effet, à une analyse

---

<sup>77</sup> Cette distinction, comme toute distinction opérée pour expliciter la pensée de Hobhouse requiert une certaine prudence, ne serait-ce que pour les raisons évoquées plus haut voir chapitre 1, section 4.

des différents modes d'organisation sociale et distingue, en procédant par recoupement, un schéma commun à l'évolution de la société dans son ensemble. Dans cette mesure, ces recherches confinent à l'anthropologie lorsqu'elles procèdent à l'étude des sociétés primitives contemporaines et à l'histoire lorsqu'elles étudient les formes d'organisation sociale du passé, telles que la société féodale, par exemple. La sociologie et l'histoire étaient, en fait, encore très liées au tournant du siècle, et la Sociological Society elle-même reconnaissait cette parenté :

***Given the unanimity (sometimes implicit) of the Society on the need for sociology to be an evolutionary science, it was clear in which direction the sociologist would have to look for such laws – to the past, to the evidence of man's evolution so far; in short to history. (Collini LS 204)***

Au-delà de la sociologie, le point de vue est très souvent historique chez Hobhouse, puisque tout phénomène est envisagé, voire expliqué, par l'examen de son évolution. Dans les articles et livres, on trouve généralement un rappel historique, qui a au moins pour fonction d'exposer la situation actuelle, afin d'en permettre une bonne compréhension. Par exemple, Hobhouse ne commence à énoncer sa conception du libéralisme dans l'ouvrage éponyme, qu'après avoir relaté l'évolution de la pensée libérale. Cette méthode lui permet, en outre, de présenter sa propre conception comme un stade logique dans l'histoire des idées et ainsi, de la légitimer<sup>78</sup>. Il ne s'agit pas là, toutefois, uniquement d'un moyen pédagogique ou rhétorique : le point de vue historique chez Hobhouse est essentiel parce qu'il rend compte de l'imbrication des phénomènes ou, pour utiliser une terminologie plus propre à l'auteur, de leur profonde interdépendance, de ce qu'il nomme leur interconnexion. A ce titre, il semble être le pendant diachronique de la conception organique ; le moment actuel est envisagé comme un moment donné dans le développement de la pensée, de la connaissance, de la société, en un mot, de la réalité.

### 1.3. Importance de la tradition dans le développement

Ainsi, il semble que l'harmonie soit la manifestation d'une vision holistique, qui ne conçoive pas la notion de rupture et dont le corollaire est une méthode d'étude caractéristique et systématique qui consiste à considérer tout phénomène sous un aspect historique, ce qui permet d'insister sur le fait qu'il est issu d'une modification et que les phénomènes qui l'ont précédé étaient indispensables à son apparition. L'analyse hobhousienne typique s'attache à montrer que si le changement est nécessaire, il n'est possible que grâce à la continuité historique. C'est cette idée qui est présente dans la notion de tradition. Selon Schnorr, Hobhouse aurait utilisé ce concept pour répondre à celui d'héritage et pouvoir ainsi contredire la pensée des darwinistes sociaux<sup>79</sup>. La tradition diffère de l'héritage parce qu'elle résulte de l'interaction entre les individus et non pas, comme ce dernier, de leur prétendue nature. Contrairement à l'héritage biologique, elle n'est pas figée mais constitue une influence sur les individus qui eux-mêmes l'influencent à leur tour, et c'est sur cette relation qu'est fondée l'évolution :

<sup>78</sup> Voir chapitres 3 et 4 sur l'auteur et ses influences.

<sup>79</sup> Voir chapitre 4, section 2.3.

***The lines on which custom is formed will, however, be determined in each society by no reasoned principle, but by the pressures, the thousand interactions of those forces of individual character and solid relationship which never cease re-moulding what they have made*<sup>80</sup>.**

Or, chronologiquement, la tradition, que Hobhouse appelle « coutume » lorsqu'il s'agit des sociétés primitives, est le premier lien social :

***La valeur accordée par Hobhouse à la tradition dans ses écrits sur la théorie de l'évolution est remarquable. Dans *Morals in Evolution* il définit « la tradition sociale » comme « le facteur dominant dont dispose la société pour exister, puisque ce n'est qu'en se conformant à la coutume que les hommes peuvent se comprendre, que chacun sait comment l'autre agira dans des circonstances données et, sans cette mesure de compréhension, la réciprocité, qui est le principe vital de la société, disparaît*<sup>81</sup>. »**

La tradition est indispensable à l'existence de la société et puisque, comme nous l'avons vu ci-dessus, elle est intrinsèquement évolutive, elle incarne, par conséquent, la possibilité de progrès. Le concept de tradition est donc défini comme étant aux antipodes du conservatisme :

***[...] there is progress just where the factor of social tradition comes into play and just so far as its influences extends. If the tradition is broken the race begins again where it stood before the tradition was formed*<sup>82</sup>.**

Hobhouse opère ici un renversement conceptuel et prive certains de ses contradicteurs philosophiques et de ses adversaires politiques de leurs propres arguments, en annulant la contradiction entre le traditionalisme et la conception progressiste. Pour ce faire, il procède conformément à l'approche rationnelle qu'il a lui même énoncée, puisque cette définition de la tradition lui permet d'« interconnecter » (de pratiquer l'interconnexion) ces deux courants de pensées généralement considérés comme opposés. La synthèse qui en résulte affirme la cohérence de la nécessité du progrès et de l'impératif de la tradition :

***Progress is sure and continuous in proportion as it depends on the principle of tradition, i.e. in proportion as the gains of the past can be handed on and form a capital for advancing the operations of the future*<sup>83</sup>.**

## 2. Théorie de l'évolution sociale de Hobhouse

<sup>80</sup> *Morals in Evolution* cité par Schnorr p. 352.

<sup>81</sup> Schnorr p. 352 : « Es ist bemerkenswert, welchen Stellenwert Hobhouse der Tradition in seinen evolutionstheoretischen Schriften zuweist. In "*Morals in Evolution*" bestimmt er "social tradition" als "the dominating factor in the regulation of society to exist, since it is only through the general conformity to custom that men can understand each other, that each can know how the other will act under given circumstances, and without this amount of understanding the reciprocity, which is the vital principle of society disappears. »

<sup>82</sup> *Social Evolution and Political Theory* cité par Schnorr p. 353.

<sup>83</sup> *Morals in Evolution* cité par Schnorr p.353.

## 2.1. Le contexte : prépondérance de la notion de progrès dans les idées de l'époque.

Si la définition de la tradition comme corollaire du progrès est caractéristique de la pensée de Hobhouse, il convient de rappeler, en revanche, que c'est toute l'époque qui était imprégnée de cette notion de progrès et que, par conséquent, cette préoccupation était commune à beaucoup de penseurs de la fin du 19<sup>e</sup> siècle et du début du 20<sup>e</sup> : selon Collini en effet, à cette époque « le progrès est un fait<sup>84</sup> ». Les sciences humaines, voire certaines sciences exactes, s'articulaient ainsi autour de la notion de l'évolution et du sens de l'histoire. L'histoire (la science historique) elle-même, contribuait à la certitude du progrès :

***Mandell Creighton, an Anglican Bishop and historian, asserted that 'we are bound to assume, as the scientific hypothesis upon which history has been written, a progress in human affairs' [...] Continuous improvement, even of those things which clearly still required it, was guaranteed by historical experience<sup>85</sup>.***

Le consensus autour de la notion de progrès était tel, que le préalable nécessaire à toute proposition de réforme politique était la démonstration que celle-ci participait du développement social, qui était, précisément, assimilé au progrès. De ce fait, toute argumentation se devait de reposer sur l'idée de progrès et, de même qu'il se peut que Spencer ait été contraint par l'épistémè de se servir de l'idée de progrès pour avancer l'idée d'un État qui n'intervient pas dans les actions de l'individu<sup>86</sup>, il faut garder à l'esprit que Hobhouse ne pouvait convaincre du bien-fondé de ses propositions politiques qu'en affirmant, à l'aide de la caution scientifique, qu'elles correspondaient au sens de l'évolution sociale : « ***L'attention que Hobhouse porte à l'évolution sociale participe de son intérêt pour la politique et pour les propositions de réforme économique et sociale<sup>87</sup>.*** »

Cependant, on ne peut soupçonner Hobhouse d'avoir orienté à dessein ses travaux sociologiques pour servir ses fins politiques. Il serait, en effet, erroné de concevoir l'omniprésence du concept de progrès comme un simple argument d'autorité. Elle est, au contraire, la marque d'une profonde conviction fondée sur ses recherches en sociologie, qui était, justement, considérée comme la science du développement social et dont on attendait qu'elle fournît des solutions aux maux de la société :

***J. M. Robertson, historian and Liberal M. P, who "stressed that the social conditions of cities were a political problem to the solution of which sociology could usefully contribute. 'The question for the sociological student of history is :***

---

<sup>84</sup> Collini LS p160 : « Progress is a fact ».

<sup>85</sup> E. Hobsbawm, *Age of Empire* p. 30.

<sup>86</sup> Voir Collini LS p. 161.

<sup>87</sup> H. CARTER, *The social Theories of L.T. Hobhouse*, p. 7 : « The attention to social evolution is part of Hobhouse's interest in politics and in proposals for economic and social reform. »

**“How has this inequality of wealth and of service arisen and how is it to be prevented in the future?” (Collini LS 203)**

En effet, la sociologie avait pour tâche de découvrir les causes objectives de l'évolution et permettre au chercheur de distinguer les lois qui régissent le progrès: « **Comme l'ont écrit Durkheim et Fauconnet dans leur article que la Sociological Society reproduit de la Revue Philosophique de 1903 : “le progrès est le fait social par excellence.”**<sup>88</sup> »

## **2.2. La sociologie de Hobhouse ou sa théorie du développement social.**

Hobhouse était lui-même partisan de cette conception de la sociologie en tant que science de l'histoire du développement social :

***One should not treat ‘the science of society as if it were a department of the science of biology. [...] the object of the Sociological Society is [sic] to protest against that method of treatment, by insisting on the historical method of treatment, by insisting on the historical study of social phenomena***<sup>89</sup>.

Aussi, le contenu et les conclusions des recherches sociologiques de Hobhouse sont-ils conformes à l'approche caractéristique de l'époque. La sociologie de l'auteur se résume essentiellement à une théorie du développement dont s'inspirent les propositions de réforme : « **Pour commencer, on supposait généralement que la sociologie était liée à la réforme sociale de manière conceptuelle**<sup>90</sup>. » De ce fait, tous les ouvrages de l'auteur s'en inspirent, mais celle-ci est énoncée exhaustivement dans *Social Development*. Elle s'organise autour de trois articulations principales : tout d'abord, Hobhouse expose le schéma général de l'évolution des modèles sociaux, puis il analyse les critères de ce développement social. Ces deux parties permettent, dans un troisième temps, l'élaboration du concept d' « évolution orthogénique » (*orthogenic evolution*). Nous donnons ici un aperçu des grandes lignes de cette théorie<sup>91</sup>.

### **2.2.1. Le schéma général de l'évolution des modèles sociaux**

#### **2.2.1.1. L'organisation politique**

Hobhouse a procédé à une étude comparative des institutions principales des sociétés et il en a déduit l'existence de trois principaux types de société, qu'il a identifiés notamment grâce à leurs organisations économiques respectives. Celles-ci sont, dans l'ordre chronologique d'apparition, la société primitive, la société féodale ou impériale et enfin la société civique. Sur le plan de l'organisation politique, les trois stades s'enchaînent de la

<sup>88</sup> Collini LS p206 d'après Sociological Papers I, 264 : « As Durkheim and Fauconnet put it in their article which the Society reprinted from the Revue Philosophique for 1903, 'progress is the social fact, par excellence. »

<sup>89</sup> *Hobhouse in Sociological Papers II, 223 cité par Collini LS pp. 205, 206.*

<sup>90</sup> Collini LS p203 : « To begin with, sociology was widely assumed to be conceptually linked to social reform [...]. »

<sup>91</sup> Cet aperçu doit beaucoup à la présentation de la théorie hobhouseienne du développement social faite dans *Ginsberg*. Pour une vision synthétique de ce schéma voir le tableau récapitulatif donné par Ginsberg p. 173.

manière suivante : le petit groupe uni par des liens de famille ou de voisinage qui constitue la société primitive, s'agrandit progressivement parce que l'expansion économique s'accompagne d'une tendance à la consolidation du gouvernement et à l'extension géographique, jusqu'à se transformer en un groupe plus large qui requiert plus d'organisation. Elle devient ainsi une société féodale qui implique l'usage de la force et la subordination à la hiérarchie. Enfin apparaît l'État civique (*the civic state*) qui est organisé autour d'une nouvelle conception de gouvernement, puisque la vie en commun se met à dépendre de la coopération volontaire d'individus libres. Même si l'on peut remarquer que ce type d'organisation se retrouve parfois chez les peuples primitifs et dans les États civiques de l'antiquité<sup>92</sup>, il ne correspond, à une grande échelle, qu'aux États-nations occidentaux.

Les rapports qu'entretiennent les sociétés entre elles, en temps de guerre ou de paix, diffèrent aussi essentiellement en fonction du stade d'évolution. Hobhouse mentionne les tentatives de fonder des organisations internationales (de l'ordre de la future SDN) comme étant des manifestations de l'évolution politique en marche. L'extension géographique qui caractérise le passage de la société primitive au deuxième stade social provoque des périodes de conflits organisés où l'individu lui-même est l'objet de conquête, tandis que la société civique voit naître des codes de conduite qui autorisent l'application de principes moraux en temps de guerre, notamment le respect des droits de l'individu et l'égalité des conquérants et des conquis dans les territoires occupés, alors que la société primitive ne connaît généralement que des guerres de représailles ponctuelles.

### 2.2.1.2. La justice

L'émergence et l'amélioration de la justice s'effectuent au rythme des changements politiques. Hobhouse remarque que le développement économique des sociétés primitives engendre la disparition de la vengeance personnelle au profit de l'apparition d'une justice publique.

Une loi plus ou moins impartiale naît sous les régimes correspondant au deuxième stade, néanmoins les sanctions sont sévères et disproportionnées. De plus, ce type de société est la cause de l'apparition de grandes inégalités sociales et légales. Il faut attendre que surgisse la notion de citoyenneté pour que la justice soit fondée sur des principes d'humanité et, au moins en théorie, d'égalité.

### 2.2.1.3. La justice sociale et l'économie

A ce stade social correspond la prise en compte de la question de la justice sociale, qui dépend aussi des formes d'organisation économique, résumées ainsi par Ginsberg :

***On the whole the general line of economic development may be described as***

---

<sup>92</sup> Ginsberg p. 130 « There [in the civic states of ancient Greece] we find the notion of organised government and settled law as resting not on authority, but on the free or rational acceptance of loyal citizens. They fail, however, to carry out the principles of civic life consistently, for they rested largely on slavery and the conflict of rich and poor was a source of continual strife. They were, moreover, limited in size, and unable to devise any effective organisation for dealing with inter-state affairs. »



*passing through three phases; in the first, there is little economic differentiation, the means of production being accessible to all. This soon passes into a differentiated system of rich and poor, and the economic organisation, like all else, comes to rest upon the principle of subordination. The later phases of this stage are characterised by a tremendous extension of scale, and a gain in efficiency, and theoretically, the system is based on free contract, while the conditions are often unequal and subordination remains. In the last stage, of which we can as yet only see the beginning, efforts are made to combine the requirements of high industrial organisation with the demands of social freedom. (Ginsberg 136)*

#### 2.2.1.4. Les divisions de classe

Les progrès de la justice institutionnelle et de la justice sociale coïncident avec l'évolution des divisions entre les classes. Au premier stade, les individus jouissent d'une relative égalité et les différenciations tiennent au sexe, à l'âge et à l'appartenance au groupe. Puis les divisions se creusent sous la société monarchique/impériale puisque la notion de rang est officialisée. Cet arbitraire disparaît lors du troisième stade de même que progresse l'égalité des chances grâce à la mise en place des réformes sociales. Hobhouse a néanmoins souligné que les individus de couleur n'étaient pas encore considérés comme égaux.

#### 2.2.2. Critique du schéma de l'évolution

Il convient de signaler que la théorie de l'évolution de Hobhouse, et particulièrement cette première partie, a été l'objet de critiques qui ont porté notamment sur la validité de l'étude des sociétés primitives : Hobhouse a, en effet, prétendu que leurs traits communs sont tels que l'on peut incontestablement les classer dans le premier des trois stades de l'évolution sociale et que, lorsqu'il a lieu, le développement vers le stade monarchique<sup>93</sup> procède toujours des mêmes conditions et présente des caractéristiques identiques. Pour ce faire, il s'est basé sur une méthode de comparaison statistique qu'il avait lui-même mise au point : « **Un traitement statistique qu'il avait conçu lui-même et que l'étudiant prudent ne peut accepter a priori**<sup>94</sup> ». Le scepticisme de Carter semble d'autant plus judicieux que les recherches de Hobhouse sont ambitieuses. En effet, il s'agit ni plus ni moins d'établir scientifiquement que l'évolution possède un sens commun, donc de distinguer une unité dans l'évolution de toutes les sociétés ou, du moins, de toutes les formes sociales connues. Or, mettre au jour les mécanismes sociologiques de l'évolution en considérant l'histoire des sociétés, semble être une tâche démesurée et il serait peu prudent d'accréditer l'idée qu'elle est effectivement réalisée dans l'œuvre de l'auteur, du moins exhaustivement et avec l'objectivité annoncée. La problématique essentielle réside, en fait, dans la légitimité de la méthode qu'utilise Hobhouse. Si celle-ci est réellement sociologique, comme il le revendique, alors elle se doit d'abord de

<sup>93</sup> Au stade monarchique correspondent les monarchies absolues, les empires et le système féodal.

<sup>94</sup> H. CARTER, *The social Theories of L.T. Hobhouse* p. 7 « [...] a statistical treatment of his own devising and this the cautious student cannot accept at its face value. »

constater des faits, en toute neutralité, et d'en donner, ensuite, une interprétation. Or, le caractère systématique du schéma présenté ci-dessus peut amener le lecteur de l'oeuvre de Hobhouse à soupçonner l'auteur d'avoir pratiqué la démarche inverse, à savoir, d'avoir orienté ses recherches de manière à ne prendre en compte que les faits qui concorderaient avec une théorie préalablement établie. Dans ce cas, la théorie du développement social de Hobhouse se révélerait, en fait, comme étant une interprétation *a priori* de l'histoire de l'évolution sociale. Le postulat serait, en fait, qu'il existe une force sous-jacente qui dirige la société vers l'harmonie, et la description de l'histoire de la société en trois stades de progression aurait été énoncée de manière à faire coïncider ce postulat et la prétendue réalité historique.

Outre la crédibilité de la théorie du développement, ces critiques mettent aussi en cause la cohérence du système hobhousien car elles impliquent que la sociologie de l'auteur serait fondée sur une conception téléologique de l'histoire et ne serait pas, de ce fait, de nature scientifique. On pourrait alors estimer que Hobhouse n'a pas rigoureusement appliqué sa théorie épistémologique selon laquelle la rationalité se fonde sur la connaissance acquise par l'expérience, et malgré ses démentis fréquents, voir dans sa pensée une parenté certaine avec l'idéalisme<sup>95</sup>. La frontière est, en effet, parfois mince entre la constatation des faits et l'interprétation. Par exemple, lorsque Hobhouse remarque que les hommes de couleur ne sont pas encore considérés comme égaux, il sous-entend que l'égalité est inexorable, affirmant par là même que l'évolution de la société ne peut avoir lieu que dans le sens du développement qu'il a formalisé.

### 2.2.3. Évolution linéaire

Les réserves émises, par Collini notamment, sur la valeur scientifique des travaux de Hobhouse semblent justifiées<sup>96</sup> ; néanmoins, ainsi que nous l'avons vu, les insuffisances de l'argumentation de l'auteur s'expliquent aussi par le contexte idéologique, puisque l'époque n'encourageait guère au recul face à la notion de progrès systématique. Nous les avons cependant soulignées parce qu'elles révèlent la faiblesse d'un point pourtant crucial de la théorie du développement. En effet, cette dernière comporte une distinction essentielle entre l'évolution et le progrès, dont Hobhouse soutient que l'une est inhérente à l'humanité tandis que l'autre est une possibilité. Or, si le sens de l'histoire nous est connu, et si le progrès est un fait historique comme le montre justement l'histoire de l'évolution sociale, alors il apparaît que la dite distinction n'est guère convaincante. De nombreux passages de l'oeuvre lui sont pourtant consacrés, car elle constitue un enjeu de taille, puisqu'elle permet de réfuter l'idée que l'évolution biologique (donc inexorable) équivaut de facto au progrès et ainsi de justifier in fine l'urgence d'une action réformatrice, c'est-à-dire d'une intervention volontaire pour permettre le progrès.

Ces passages fournissent des précisions qui, sans aller jusqu'à démentir le bien-fondé des critiques évoquées dans le paragraphe précédent, peuvent permettre de

---

<sup>95</sup> Voir le rapport avec l'idéalisme dans le chapitre 4, section 1.

<sup>96</sup> Collini LS p. 151 : « Although Hobhouse's initial concern was the formulation of an ostensibly scientific theory of evolution, he was, [...] essentially dressing up some familiar philosophical notions in fashionable scientific clothes. »

les nuancer : Hobhouse insiste fréquemment sur le fait que l'évolution n'est pas linéaire et qu'elle ne correspond pas systématiquement à un progrès : « **le fait que la société a évolué ne prouve pas qu'elle a progressé**<sup>97</sup>. » Mais, lorsqu'il y a progrès, c'est-à-dire lorsque l'auteur constate effectivement un renforcement du caractère harmonique de la société, il ne nie pas que celui-ci participe d'une « **force agissante permanente dans l'histoire humaine qui sous-tend les diverses formes d'union et inspire chaque effort de coopération**<sup>98</sup> ».

En somme, l'histoire nous montre le progrès comme une puissance intrinsèque, et non comme une réalité avérée. Le progrès n'est ni un hasard de l'évolution, puisque la substance dont est issue le progrès existe dans l'humanité, ni une nécessité. Par exemple, l'exogamie, dont traite brièvement l'auteur lors de l'examen des sociétés primitives, est une impulsion (*impulse*) spontanée qui a eu pour conséquence la croissance et la survie du groupe, la création de liens entre les individus et les groupes, puis le passage au deuxième stade social. Elle est donc un facteur du progrès, dont rend compte l'histoire du développement social. Néanmoins, son potentiel progressiste est entravé par une propension contraire, l'endogamie, qui a contribué à l'évolution mais qui n'a pas permis le progrès.

***These two tendencies run through society from first to last, and the latter is of high importance, particularly in relation to the colour question at the present day. It is hardly too much to say that early communities are founded on exogamy and separated from one another by endogamy*<sup>99</sup>.**

Hobhouse décrit donc le progrès comme une tendance plutôt qu'un mécanisme systématique, car la complexité des conditions du développement rend impossible l'avènement d'un monde parfait. Ainsi, « **rien sinon l'omniscience ne pourrait établir une harmonie parfaite**<sup>100</sup> » ou un progrès ininterrompu : « **la théorie de progrès continu et automatique est impossible**<sup>101</sup>. » En effet, le progrès dépend, d'une part, du développement effectif de chacune des sous-parties qui forment l'ensemble de la société et, d'autre part, de la réalisation de la synthèse de ces dernières. L'auteur constate ainsi que le développement peut souvent n'être que partiel. Un phénomène social peut connaître un développement propre qui peut restreindre, voire empêcher, d'autres développements. Ces divergences ou conflits sont contraires à l'harmonie et constituent donc une entrave au progrès :

***Thus on every side history presents us not with a balanced movement towards***

<sup>97</sup> L. T. HOBHOUSE, *Social Evolution and Political Theory* p. 8 : « The fact that society has evolved is no proof that it has progressed. ». Cet ouvrage est désormais abrégé « SE ».

<sup>98</sup> Ginsberg p. 140 : « [...] a permanent driving-force in human history lying behind the various forms of union and inspiring every effort of co-operation. »

<sup>99</sup> *Social Development*, p. 19. Cet ouvrage est désormais abrégé « SD ».

<sup>100</sup> SD p. 69 : « [...] nothing short of omniscience could establish a perfect harmony. »

<sup>101</sup> SE p. 160 : « The theory of continuous automatic inevitable progress is impossible [...]. »

***the full development of communal life, but with a diverse multitude of partial advances and countervailing losses which spell eventual arrest, retrogression and decay. (SD 84)***

Par exemple, l'auteur constate que certains événements contemporains, comme la première guerre mondiale et la situation politique nationale et internationale qui la suivit, sont des manifestations disharmoniques qui suffisent à faire douter du progrès accompli par l'humanité et interdisent de considérer le progrès de l'histoire comme une certitude *a priori* : « **Ainsi pour ceux de notre époque l'histoire se termine sur un problème**<sup>102</sup>. » Ainsi, on ne peut, en aucun cas, soupçonner Hobhouse d'avoir, délibérément ou non, pratiqué un tri et de n'avoir gardé que les faits qui corroboreraient une vision par trop optimiste du sens de l'histoire. L'oeuvre de l'auteur, ainsi que sa correspondance privée, laissent, en effet, souvent transparaître un sentiment qui confine au découragement, particulièrement face aux événements politiques intérieurs et internationaux contemporains<sup>103</sup>. Néanmoins, l'auteur affirme que l'étude des faits, en pratiquant l'examen de l'ensemble de l'histoire de l'évolution sociale, permet de réfuter ces doutes : « **Pourtant quand on fait les comptes, on a réalisé quelque chose de substantiel**<sup>104</sup>. » Par conséquent, il semblerait que l'interprétation qui consiste à reconnaître que le rôle de l'expérience est bien au coeur de la théorie de Hobhouse, demeure crédible : c'est celle-ci qui permet au penseur de prendre le recul nécessaire pour ne pas sombrer dans le pessimisme auquel invitaient surtout la marche vers le conflit mondial ainsi que la guerre elle-même. Cependant, il demeure également cohérent de maintenir que l'analyse progressiste hobhouseienne de l'histoire de l'humanité, reflète avant tout une conception métaphysique de l'histoire, à laquelle les recherches sociologiques sont subordonnées :

***It was then that the support of a theory of Progress was most needed, a theory, moreover, which would not be discredited by the short-term disasters and temporary set-backs to which the world was all too prone. Hobhouse could not bear to walk the tightrope of reforming politics without the security of a metaphysical safety-net, and it was the tension within his own personality which gave such an intensity to his persistent and single-minded effort to create one. (Collini LS 170)***

En conclusion, il convient de rappeler que quelle que soit la validité scientifique de la théorie de progrès de Hobhouse, elle constitue le lien nécessaire entre la philosophie sociale et la politique réformatrice et est, à ce titre, un aspect fondamental de l'oeuvre. Si Hobhouse l'a nuancée en précisant que l'évolution de l'humanité ne témoignait pas d'un progrès constant, la thèse d'un progrès global restait indispensable à la cohérence de son système.

#### 2.2.4. Les critères du progrès

Puisque Hobhouse distingue l'évolution sociale du progrès, au sens d'une amélioration

<sup>102</sup> SD p. 31 : « Thus for those of our time history ends in a problem. »

<sup>103</sup> A ce sujet voir la troisième partie.

<sup>104</sup> SD p. 90 : « Yet when the balance is struck something substantial has been achieved. »

réelle, il lui reste à définir ce qui constitue le progrès véritable. Pour ce faire, il utilise le schéma résumé ci-dessus<sup>105</sup>. En fait, cette enquête comparative constitue le cadre qui permet d'appréhender et de définir la notion de progrès, qui reste qualitativement liée au degré d'harmonie détectable dans la société observée. L'auteur observe que l'une des tendances fondamentales de l'évolution est que les sociétés connaissent une expansion au moins géographique et démographique. Cependant, deux sociétés de même taille peuvent, par exemple, avoir différents degrés de cohésion. Dans l'une des deux, les habitants pourront être contraints de respecter les règles sociales, tandis que dans l'autre, les citoyens collaboreront librement à la vie en commun. En d'autres termes, au même stade de l'évolution ou, *a fortiori*, à un stade différent, un degré plus ou moins grand d'harmonie peut exister au sein d'une société. Les critères qui permettent d'évaluer celui-ci sont au nombre de quatre :

1.  
L'échelle (*scale*) : il s'agit de la quantité de la population et de l'éventail des activités qui composent la vie sociale. L'évolution historique des modèles sociaux montre que la tendance est à la croissance de l'échelle de la société.
2.  
L'« efficience » (*efficiency*) : ce critère mesure la qualité de l'organisation sociale, la division des tâches et leur bonne coordination qui permet à la société d'atteindre les buts qu'elle se fixe. L'« efficience » augmente en général en même temps que l'échelle.
3.  
La liberté (*freedom*) et 4. la mutualité (*mutuality*) : ces deux critères sont intrinsèquement liés, puisque la liberté est définie comme le degré de possibilité d'initiative et de développement de la personnalité, de la participation spontanée ou, au contraire, imposée, tandis que la mutualité est constituée du degré de coopération volontaire entre les individus, de leur contribution spontanée au Bien Commun. Cependant ils sont distingués dans la mesure où ils pourraient s'opposer, si la contribution volontaire au Bien Commun monopolisait en quelque sorte l'individu, ne laissant plus à sa personnalité la possibilité de s'épanouir pleinement. La croissance de l'échelle et corollairement de l'« efficience », ont d'abord pour conséquence de lui nuire, puisque l'organisation sociale est privilégiée, quitte à contraindre les individus à y participer, mais dans un deuxième temps, on constate que la dégradation de la liberté et de la mutualité, engendrée par la soumission des individus à l'organisation sociale, a pour conséquence une perte de dynamisme, engendrant à son tour un déficit d'« efficience ».

Ainsi, ces phénomènes agissent les uns sur les autres, même s'ils peuvent se développer dans une relative indépendance, voire s'opposer entre eux. Par exemple, la croissance de l'échelle et l'organisation peut se faire au détriment de la liberté et de la mutualité, de même qu'elle peut, au contraire, encourager leur amélioration. Cependant, l'évolution n'est considérée comme un progrès que lorsque chacun de ces quatre critères est développé. Dans ce cas, en effet, la cohésion sociale est renforcée et va dans le sens

<sup>105</sup> Voir chapitre 2, section 2.2.1.

d'une plus grande harmonie.

### 3. L'« évolution orthogénique »

---

#### 3.1. La prise de conscience politique comme marque du progrès en marche.

Comme nous l'avons écrit plus haut, les conclusions de Hobhouse, constituent l'une des articulations entre la sociologie et la politique, qui peut être résumée de la manière suivante : on constate que la disharmonie de la société actuelle est imputable au fait que le développement s'est effectué de manière inégale. Dans les sociétés les plus avancées, l'organisation, la liberté et l'« efficience » ont été favorisées, tandis que la mutualité a été laissée de côté. Les réformes sociales et politiques les plus urgentes sont donc celles qui contribueraient à combler le retard, ce qui, grâce au caractère organique de la société, aurait aussi pour effet de stimuler encore le progrès des trois premiers critères. Ainsi il apparaît que l'intervention politique est requise pour que l'évolution et le progrès se confondent. Mais Hobhouse ne légitime pas uniquement l'intervention par un constat *a posteriori* de la défaillance du progrès, dont il faudrait en quelque sorte soutenir le cours grâce à une politique réformatrice. En d'autres termes, la théorie de l'évolution ne conclut pas sur l'échec relatif du progrès spontané, pour passer le relais à la politique. L'interventionnisme est, au contraire, un élément constitutif et essentiel de la théorie du développement. En effet, Hobhouse ne fait pas de distinction, à l'inverse des évolutionnistes ou des partisans du laisser-faire, entre une évolution ou un ordre socio-économique « naturel » et l'organisation sociale. Fidèle à la conception organique, le système hobhousien envisage l'action politique comme un phénomène parmi d'autres dans la réalité de la vie des hommes qu'étudie la sociologie. Il rend compte de l'intervention politique comme l'une des lois qui régissent cette réalité, et, qui plus est, la définit comme la manifestation du progrès par excellence, parce que la prise de conscience qu'elle indique, révèle le rôle de l'esprit (*mind*), dont les stades de développement correspondent aux étapes fondamentales du progrès social.

#### 3.2. Rôle de la raison dans le progrès

Comme nous l'avons vu au chapitre 1, l'harmonie, mesure du progrès, est de nature rationnelle : la raison sous-tend tout le système hobhousien et semble en être la condition de possibilité, en ce qu'elle constitue le moyen d'appréhender la réalité, grâce au travail d'interconnexion des expériences qui lui permet d'étendre toujours plus sa maîtrise du caractère organique du réel et particulièrement de la société. C'est donc logiquement qu'elle est aussi placée au centre de la théorie du développement social, en tant que cause du progrès. Ainsi on trouve dans l'oeuvre une correspondance entre l'évolution de la raison et le rôle de la raison dans le développement. Cette correspondance s'établit de la façon suivante.

##### 3.2.1. Correspondance entre le développement de la raison et le développement social

La connaissance est fonction du travail d'interconnexion que pratique la raison au contact de l'expérience. La vérité appréhendée par la raison n'est donc valide que momentanément parce qu'elle est appelée à s'approfondir toujours plus : « **le travail de la raison est toujours partiel et inachevé**<sup>106</sup> ». Cela signifie que la raison est en progrès vers la vérité : « [...] **la vérité est constamment développée, l'erreur est éliminée sans cesse, la compréhension s'approfondit**<sup>107</sup> ». L'auteur affirme ainsi qu'un développement de la raison a lieu parallèlement au développement social. Or, dans la conception organique le terme « parallèlement » n'a guère de sens. Par conséquent, Hobhouse affirme que le développement social et le développement rationnel sont corollaires : l'esprit est nécessairement une des causes, voire la seule, du développement. Lorsque l'esprit atteint ses stades les plus évolués, qui sont exclusivement caractéristiques de l'homme<sup>108</sup>, il influe, en effet, sur le progrès social. Par exemple, l'apparition du langage procure à la société humaine un potentiel unique de progrès, parce qu'elle permet le partage de l'expérience, lequel s'effectue, en grande partie, au travers de la tradition :

***The development of language fundamentally transforms the course of subsequent evolution, for it makes possible the growth of a social tradition which embodies the collective experience and gives the individual a sense of his continuity with others in the social group [...] Experience is thus indefinitely widened in scope. (Ginsberg 119)***

Ainsi la correspondance est double ; non seulement la raison participe au développement social mais, à l'inverse, plus la société est évoluée, plus elle favorise le progrès de la raison.

### 3.2.2. Définition du concept « d'évolution orthogénique »

En fait, selon Hobhouse, c'est exactement lorsque l'esprit commence à influencer l'évolution que s'effectue le passage au progrès ou, pour reprendre le terme employé par l'auteur pour décrire précisément cette participation de l'esprit à l'évolution, à « l'évolution orthogénique » (*orthogenic evolution*). Le parallèle entre le niveau d'évolution des espèces, que l'auteur mesure selon leur degré d'intelligence, et la possibilité de progrès est, en effet, explicite :

***[...] the replacement of instinct by intelligence as the guide of life means a complete revolution in the rate of change [...] It is under the guidance of intelligence that progress can become the normal condition*<sup>109</sup>.**

Effectivement, le progrès requiert la prise de conscience de la finalité des actions. Comme il a été dit au chapitre 1, le mouvement vers la rationalité implique que l'esprit peut

<sup>106</sup> TRG p. 63 : « It [the conception of reason] is the conception rather of a principle operative within experience the work of which is always partial and incomplete [...]. »

<sup>107</sup> TRG p. 64 : « [...] truth is constantly enlarged, error is repeatedly eliminated, understanding deepens ».

<sup>108</sup> Nous rappelons que Hobhouse a étudié l'évolution de l'intelligence de tous les êtres vivants.

<sup>109</sup> L. T. HOBHOUSE, *Mind In Evolution*, p 403.

envisager des buts de plus en plus éloignés et, par là, déterminer ses actions, parce qu'il comprend toujours mieux les liens qui relient les phénomènes entre eux au sein de la réalité organique. Cette compréhension permet d'échapper aux contradictions génératrices de disharmonie :

***If we suppose the most perfect insight into social conditions and the most complete control over them, the result will simply be the most perfect understanding of what we can and what we cannot do. (SE 158)***

Par conséquent, le progrès est l'effet d'une action déterminée ; il dépend de la volonté de progresser. L'homme participe consciemment, donc volontairement<sup>110</sup>, à l'amélioration de son environnement social :

***L'évolution, au strict sens biologique du terme, est pour Hobhouse un mouvement qui, tant qu'il n'est pas dirigé, reste en dessous des possibilités de l'homme, c'est-à-dire de ses possibilités de l'influencer. Le progrès, quel que soit sa forme individuelle, n'est pas engendré par un automatisme irrésistible du type du combat darwinien pour la survie, mais possède une forme et un aspect qui a une logique dont les hommes sont et peuvent être responsables<sup>111</sup>.***

Hobhouse déduit du concept d'évolution orthogénique qu'il n'y a pas de développement harmonique<sup>112</sup> de la société sans la participation consciente des individus. Le progrès demeure également partiel et incomplet si l'ensemble des individus qui composent la société ne parvient pas à mener des actions concertées :

***Though mind is the moving force in social change, it is not a unitary mind, but mind acting in millions of distinct centres, as many centres as there are individuals, that it is only as far as individuals understand one another that they come to act with one purpose, that the supreme problem is always to get them to understand one another. (SD 207)***

Dès lors le développement de la raison individuelle, bien que nécessaire, ne suffit pas au progrès. Celui-ci consiste plus exactement en un développement conjoint de la raison et de l'organisation sociale, qui permet, notamment, l'harmonisation des efforts individuels. Il semble, en effet, que la conception hobhousienne du progrès soit celle d'un progrès de la raison dans une société collectiviste et participative :

***What we call progress in evolution, or the evolution of higher types, we take to be identical with the advance of organisation. History, if it has a meaning, is a record of the process by which elements of value and rational purpose have come to make themselves good by organised coherence. What we call the progressive organisation of life is, therefore, for us an evolutionary process, and the only***

---

<sup>110</sup> Rappelons l'identité de sens entre volonté (Will) et Raison Pratique.

<sup>111</sup> Schnorr p. 305 : « *Evolution im strengen naturwissenschaftlichen Verständnis ist für Hobhouse eine Grösse, die, sofern sie ungerichtet ist, hinter den potentiellen Möglichkeiten des Menschen, konkret seinen Möglichkeiten einer Beeinflussbarkeit, zurückbleibt. Fortschritt, wie immer dieser in Einzelfall aussehen mag, ist des den Menschen >überwältigendes< Automatismus eines darwinistischen Kampfes um das Dasein, sondern unterliegt einer Form und Gestaltbarkeit, für deren >Logik< Menschen verantwortlich sind und sein können.* »

<sup>112</sup> Nous utilisons le terme « harmonique » comme adjectif d'« harmonie » au sens hobhousien.



**evolutionary process of value<sup>113</sup>.**

Cette conception comporte une difficulté formelle particulière. En effet, Hobhouse n'a pas recours à la notion de « super-esprit<sup>114</sup> » qui serait immanent à la société, car l'expérience de la réalité, dont il refuse de se départir même lorsqu'il s'agit d'élaborer des concepts métaphysiques, enseigne que la raison ne se développe pas en dehors de l'esprit de l'individu. Pourtant sa théorie du développement harmonique requiert une unification de la raison (ou de la volonté) afin que disparaissent les contradictions possibles entre les esprits des individus, qui sont contraires à l'harmonie. Il s'agit donc de montrer comment celle-ci est possible. Un élément de réponse est fourni par le fait que l'individu est influencé par son environnement social tout autant qu'il l'influence lui-même. Parce que cette interaction est permanente, il est tout aussi absurde de concevoir la pensée comme le produit du seul individu que comme existant indépendamment de ce dernier. Ainsi, s'il n'y a pas d'esprit hors de l'individu, il n'en demeure pas moins d'origine sociale :

***[...] though there is no thought except in the mind of an individual thinker , yet the thought of any generation, and indeed of each individual in his generation, is a social product. (SE 94)***

De plus, il n'existe qu'une rationalité ; par conséquent, si l'esprit de chacun accède à celle-ci, l'unification aura lieu et d'autant plus que, capable d'appréhender une dimension toujours plus large de la réalité, la raison peut concevoir des buts toujours plus fédérateurs qui, à leur tour, renforceront la cohésion des esprits individuels.

**3.2.3. La raison est la condition du progrès**

Comme nous l'avons écrit plus haut, le développement de l'esprit vers la rationalité est assimilé au mouvement vers l'harmonie. Il apparaît désormais que l'on peut inverser les termes de cette assertion et affirmer que le progrès social, selon Hobhouse, est un progrès vers l'harmonie qui s'effectue au travers du développement de l'esprit vers la rationalité. C'est précisément dans la capacité de rationalité de l'esprit humain que semble résider la puissance ou la possibilité de progrès dont nous avons vu qu'elle était inhérente à l'humanité. Cette correspondance indique de surcroît l'absence de dichotomie entre la théorie et la pratique dans le système hobhousien puisque, finalement, ce sont bien les mêmes lois qui sont mises au jour par l'épistémologie et par la sociologie : « ***Du côté pratique comme du côté théorique nous concevons le mouvement de l'esprit (mind) comme allant vers la vérité au travers de l'harmonie progressive<sup>115</sup>.*** »

**3.2.4. La prise de conscience du rôle de la raison**

L'auteur prétend, en effet, que la sociologie (historique) confirme l'existence d'un progrès unitaire de l'esprit, « ***fondamentalement, notre thèse est que le principe du***

<sup>113</sup> Collini LS p. 175 : il cite Hobhouse.

<sup>114</sup> Voir chapitre 4, section 1.3.2.3.

<sup>115</sup> *Development and Purpose*, p. 279 : « On the practical as on the theoretical side then we take the movement of mind to be a movement towards truth through progressive harmony. »

**développement de l'esprit est un [...] <sup>116</sup>. »** Cependant, ce progrès vers l'unité peut se dérouler sans que la raison de l'individu ne le perçoive : « [...] **en particulier, son incarnation réelle dans les opérations mentales est distincte de son acceptation consciente <sup>117</sup>.** » Le développement social est entravé par les conflits qu'engendre cette absence de conscience.

***Social development, which in the last analysis is the expression of mind in the relations of the individuals under the conditions of the physical environment, illustrates both the to and fro of the conflict and the underlying unity of the movement. (SD 315)***

Ainsi, l'obstacle principal au passage de la société à un mode de développement harmonique est l'ignorance partielle ou totale de sa propre unité. L'esprit de l'individu ne reconnaît pas son propre fonctionnement, il ne se conçoit pas (encore) comme partie d'un tout, n'entrevoit pas ses liens indéfectibles avec les autres. Par conséquent, il est crucial que l'individu prenne conscience du caractère organique de la réalité pour que puisse continuer le progrès social. A ce propos, l'histoire du développement intellectuel, telle que l'auteur l'expose, connaît un tournant décisif lorsque, dans un mouvement réflexif, l'esprit interroge les arcanes de son propre fonctionnement et formule les conditions de sa rationalité, (puisque, ce faisant, il contribue à créer des conditions optimales de progrès).

Comme nous l'avons écrit, ce stade constitue l'évolution orthogénique à proprement parler, puisque c'est l'esprit conscient de lui-même (*self-conscious*) qui fait véritablement son apparition. L'individu accède à un stade de développement où il n'est plus voué à être soumis à des déterminations intérieures ou extérieures qu'il ne comprend pas, et ne peut donc pas contrôler.

## 4. Éthique

---

### 4.1. Le lien entre le rationnel et l'éthique

Il peut sembler que cette conception de la nature du progrès dont l'auteur, rappelons-le, prétend qu'elle est fondée, comme le reste de son étude du développement, sur l'observation des faits, comporte une faiblesse. Elle fait, en effet, appel à une foi pour le moins inébranlable en la raison. Collini assimile ainsi l'évolution orthogénique à une utopie : « [...] **le dernier stade du développement de l'esprit est l'utopie du rationaliste où l'humanité dans son ensemble agit en accord avec les principes rationnels <sup>118</sup>.** »

Mais Hobhouse ne prétend pas que la nature rationnelle de l'esprit de l'homme suffise, à elle seule, à amener l'individu à prendre conscience de l'unité de l'humanité.

<sup>116</sup> SD p. 314 : « Fundamentally, the thesis is that the principle of the development of mind is one [...]. »

<sup>117</sup> Ibid. : « [...] in particular its actual embodiment in mental operations is distinct from its conscious acceptance. »

<sup>118</sup> Collini LS p. 181 : « the terminal point of the development of mind is the Utopia of the rationalist where Humanity as a whole acts in accordance with rational principles. »

Collini, lui-même, précise que, selon l'auteur, le stade du mouvement réflexif (*self-consciousness*) n'est concevable qu'en introduisant la notion d'éthique :

***Self-consciousness of this kind is not attained by scientific theory alone. It rests on a spiritual truth, and must be applied by a moral force' the reason for this, he [Hobhouse] explained, was that the central feature of the self-conscious stage is that Humanity becomes aware of its essential oneness, but 'a race devoid of moral feeling could not appreciate its own unity, which is essentially a moral truth'. Accordingly, 'along with the intellectual development of which we have spoken, must therefore go a certain evolution of ethical conceptions. (Collini LS 183)***

Ainsi, lors des stades avancés de l'évolution orthogénique, le progrès de l'esprit ne se résume plus seulement à celui de l'intelligence mais acquiert une dimension éthique et devient celui de la conscience morale. A ce propos, il semble qu'il faille préciser que les critiques de l'ordre de celle exprimée par Collini, citée plus haut, peuvent être justement réfutées du point de vue de l'enchaînement de la raison et de l'éthique :

***In his studies of ethics, social philosophy, and social reforms he [Hobhouse] is frequently shrugged off as a 'naive' rationalist ; a 'Manchester Guardian « Liberal »' some scornfully call him ; but then it is never commonly realized by such arrogant half-scholars that it is a central part of the theories of Durkheim and Weber, too, to emphasize the growth of rationality in the making of modern social institutions, and correlated with this, the pressures within social change towards the shaping of institutions that are socially just<sup>119</sup>.***

#### 4.2. Remplacement de la compétition par la coopération

Cette modification serait, elle aussi, constatable empiriquement :

***The establishment of such an ideal (of collective humanity), to which as a fact the historical development of the moral consciousness point, is the goal to which the mind, in its effort to master the conditions of existence necessarily strives, and all the previous stages of mental evolution may be regarded a marking steps in the movement to this end. (Democracy and Reaction 108)***

Hobhouse explique celle-ci, notamment par le fait que ce stade du mouvement réflexif affranchit l'individu de la nature, au sens où l'entendent les darwinistes sociaux. Ainsi, la conscience de soi et le mouvement vers le rationnel soustraient l'homme aux lois figées de l'évolution des espèces animales, c'est-à-dire à la survie des plus forts : « ***Nous ne devons pas précipitamment présumer de tendances inévitables dans les sociétés humaines, parce que dès lors que la société a conscience de ses tendances, un fait nouveau est introduit***<sup>120</sup>. »

Au contraire, en prenant progressivement conscience de l'unité de l'humanité, l'individu ne peut manquer de remplacer le principe de compétition par celui de la coopération, qui est plus propice à la survie du groupe, d'une part, et qui, d'autre part,

<sup>119</sup> J. E. OWEN, L. T. Hobhouse, *sociologist*, p. 10.

<sup>120</sup> SE p. 16 : « We are not hastily to assume inevitable tendencies in human societies, because the moment that society is aware of its tendencies a new fact is introduced. »

reflète la réalité organique. L'histoire de l'humanité rend donc compte de l'émergence et de l'affermissement progressif des deux caractéristiques de l'homme : sa rationalité et sa dimension morale. Il est important de noter que l'auteur constate que toutes deux sont présentes depuis l'origine même de l'homme. En effet, la pensée magique ou superstitieuse, bien qu'irrationnelle, exprime le besoin de sens, tandis que les formes primitives de la religion comportent toujours l'idée d'une rétribution divine du bien et du mal, ce qui traduit l'aspiration à la justice. Au fur et à mesure du développement, ces tendances s'incarnent dans le réel, dans ce qui équivaut finalement à une réalisation de l'individu grâce au progrès. C'est donc, à nouveau, au moyen de l'analyse sociologique que Hobhouse fait apparaître l'individu accompli comme un être moral et rationnel, qui est à l'opposé de la conception des évolutionnistes, qui décrivent l'homme dans une relation de concurrence avec autrui, dans laquelle se joue sa survie. En paraphrasant la théorie de ces derniers, il conclut que les individus les plus aptes à la vie sont ceux qui sont « aptes moralement »<sup>121</sup>, (*morally fit*) parce qu'ils permettent le développement de la coopération dans la société. On retrouve ici la méthode hobhousienne typique qui consiste à donner une légitimité scientifique à des arguments moraux voire, en l'occurrence, à la morale elle-même. L'auteur s'empresse d'ailleurs de se justifier à cet égard. Il réfute, en effet, l'idée d'un amalgame en affirmant avoir à l'esprit la distinction entre la science sociale et la philosophie sociale, mais prétend que la conjonction est donnée dans la réalité :

***Analysing a society as an existent fact, we find in it a co-operative principle. Analysing the good as a system of values, we again find the co-operative principle. So far there is coincidence. (SD 93)***

De plus, l'évaluation du développement selon des critères moraux, est présentée comme faisant partie intégrante du rôle du sociologue :

***Ethics ought legitimately to come into sociology at a certain stage. For if we treat sociology as an investigation into human development, the supreme question will be, 'What is the tendency of that development ? Is there a lower and a higher in it ? Is evolution a process making for the betterment, perfection and happiness of mankind, or a mere grinding out of the mechanical mill of existence of forms of life, one no better than another, the outcome of blind forces, and destitute of any characteristics which can fill us with hope for the future of society?' That question is always before us. It must be in the back of our minds, if not in the front of our minds. But before we can answer, or even ask this question in a scientific spirit, we must know what we mean by higher or lower; and for this purpose we must have a philosophically thought-out standard of value as a test by which we can appraise the different stages of evolution. In that sense, then... ethics is necessary to sociology***<sup>122</sup>.

#### 4.3. Seul le développement éthique est un progrès complet

Hobhouse affirme que l'altruisme<sup>123</sup> nécessaire à la coopération entre les individus, est

<sup>121</sup> Collini LS p. 173.

<sup>122</sup> Collini LS p. 206, citant Hobhouse « in a discussion of 1904 ».

issu de deux dispositions naturelles : l'affection que ressentent spontanément les hommes envers certains autres et la découverte par la raison du caractère organique de la communauté :

***First there are the sympathies, with the personal affections and comradeships which reinforce but may also limit them. These link us with others as individuals, and the condition of their effective extension is that highly variable magnitude of our power of imaginative realisation, while self-feeling and all sorts of group-feeling stand in the way. Secondly there is the enlargement of our purposes which merge then in collective achievement. This links us rather with the community, or even with humanity as a collective whole. (SD 173)***

Si ces dispositions sont inhérentes à l'homme, leur transformation en qualités morales effectives n'est pourtant pas certaine. A ce titre, le développement éthique procède du même fonctionnement que le développement social ; il est une puissance et ne va pas de soi. Son accomplissement est en fait plus laborieux que celui de la rationalité, en ce sens que la tradition assure la transmission des connaissances entre les générations, tandis qu'on doit « **recommencer du début pour former chaque personnalité** »<sup>124</sup>. Cette différence explique, par exemple, pourquoi l'évolution sociale témoigne d'un retard du développement de la mutualité face à l'échelle<sup>125</sup> et l'« efficience », et généralement la difficulté de l'humanité à parvenir à un développement harmonique. Les recherches sociologiques attestent, en effet, l'existence d'un développement social « **un développement contraire à la morale reste un développement, il est même un développement social** », néanmoins il n'est pas complet : « **mais il est inégal et n'a pas l'ampleur d'un développement social entier. Lorsqu'il est entier et seulement lorsqu'il est entier, le développement social est un développement moral** »<sup>126</sup>.

La théorie de l'évolution de Hobhouse conclut donc sur la primauté de l'éthique. A la vue de l'oeuvre dans son ensemble, cette conclusion n'est en rien surprenante, étant donné que l'exigence éthique est omniprésente dans l'oeuvre, et se trouve souvent explicitement revendiquée :

***The principles of ethics are supreme, or, as they have been called, architectonic. They apply to man on all relations and to life on all sides. They guide, or are meant to guide, the personal life of man no less than his collective and political activities. They provide the standard by which all human relations are to be judged. (MTS 12)***

Cependant, la théorie de l'évolution permet à la sociologie de l'auteur d'ériger l'éthique au rang de fait social nécessaire au progrès et d'utiliser ainsi, comme nous l'avons vu, la caution scientifique pour justifier le caractère moral de ses revendications sociales. En

<sup>123</sup> SE p. 23 : « [...] the highest ethics is that which expresses the completest mutual sympathy. »

<sup>124</sup> SE p. 33 : « [...] each man's character has to be formed anew. »

<sup>125</sup> Pour mémoire, l'« échelle » est définie comme la taille de la population et l'éventail des activités qui composent la vie sociale.

<sup>126</sup> SD p. 93 : « The un-ethical development is still a development. It is even [...] a social development, but it is one-sided and not a social development in its fullness. In its fullness, but only in its fullness, social development is ethical development. »

effet, lorsqu'il se consacre à la politique, l'auteur, peut désormais formuler légitimement l'esquisse d'un projet de société fondé, avant tout, sur des préoccupations morales telles que la justice sociale<sup>127</sup>.

## Chapitre 3 Les influences REVENDIQUÉES

### 1. Le caractère complexe de la question des influences chez Hobhouse

---

#### 1.1. Remarques préliminaires sur la question générale des influences.

##### 1.1.1. Influence du *Zeitgeist*

Dans la partie précédente, il a déjà été dit que, comme toute pensée, celle de Hobhouse s'est évidemment élaborée dans un environnement idéologique qui n'a pas manqué de l'influencer. Nous avons écrit, notamment, que le progrès était l'une des préoccupations de l'époque et, qu'à cet égard, il n'était pas surprenant de trouver dans la pensée hobhouseienne une théorisation de cette notion de progrès, au travers du concept dit de « l'évolution orthogénique. » Il n'y a, certes, rien d'original dans l'affirmation de l'appartenance d'une pensée à l'esprit de son temps, mais il faut rappeler que le fait d'envisager une oeuvre sous cet angle suppose un élargissement du point de vue qui, à son tour, implique de nouvelles problématiques d'interprétation qu'il semble utile d'évoquer ici.

D'abord, la rigueur de l'analyse de l'oeuvre dépend de la justesse de la connaissance de la période dans laquelle celle-ci se trouve située. A cet égard, Collini et Greenleaf mettent en garde contre la « *zeitgeistitis* »<sup>128</sup> ; cette manie qui consiste à se référer à un hypothétique « climat d'opinion » (*climate of opinion*)<sup>129</sup> peut, en effet, produire des analyses superficielles ou erronées, parce que la définition précise de l'esprit d'une époque est un exercice délicat qui risque de s'en tenir à quelques notions vagues de ce qui a constitué le *Zeitgeist*, voire de permettre l'utilisation de celui-ci comme un fourre-tout corroborant toute interprétation. Certes, Greenleaf reconnaît que certaines composantes du *Zeitgeist* d'une époque donnée sont parfois incontestables (il cite justement l'exemple de l'importance de la notion de progrès au 19<sup>e</sup> siècle). Dans pareil cas, elles fournissent d'indéniables éléments de compréhension, mais il semble qu'il s'agisse de renseignements plus propices à l'appréhension d'une situation historique qu'à

<sup>127</sup> Le projet politique est présenté dans la deuxième partie.

<sup>128</sup> W. H. GREENLEAF, *The Rise of Collectivism*, p. 237. Cet ouvrage est désormais abrégé « *Greenleaf I* ».

<sup>129</sup> Ibid.

l'interprétation d'une oeuvre. En effet, la lecture d'une oeuvre à la lumière du *Zeitgeist* consiste, notamment, à identifier les préoccupations et les courants de pensée communs à l'époque et à l'oeuvre, et à découvrir une éventuelle influence de l'un sur l'autre. Lorsqu'il s'agit, comme c'est le cas ici, de l'étude d'une oeuvre politico-philosophique, il apparaîtra forcément, de par son aspect politique au moins, qu'elle est inspirée par le contexte idéologique et qu'à ce titre, il existe une relation d'influence du *Zeitgeist* sur l'oeuvre. Il reste, cependant, qu'une étude de cette relation n'est judicieuse que dans la mesure où elle fournit des éléments de compréhension propres à l'oeuvre.

### **1.1.2. Influences antérieures**

Il semble que les mêmes réserves puissent être émises pour ce qui concerne l'étude des influences antérieures à l'oeuvre, c'est-à-dire principalement des oeuvres inspiratrices et leurs auteurs. En effet, pas plus que le *Zeitgeist*, on ne peut prétendre étudier ces influences de manière exhaustive ; toute étude de cet ordre suppose donc une délimitation. Le champ de l'étude est ainsi restreint, par exemple, aux influences dites « principales » ou « directes », ce qui correspond à un choix qui se trouve être la marque d'une appréciation, forcément subjective, des influences identifiées comme telles. La justesse de ce choix ainsi que la validité de l'analyse dépendent, au moins en partie, de la connaissance des oeuvres et auteurs qui sont considérés comme des sources d'influences. Dès lors, une telle démarche prête doublement à la critique : on pourra, en effet, non seulement contester l'analyse de l'oeuvre étudiée, mais aussi celle qui est faite, indirectement, des influences retenues. Cette difficulté ne signifie pas, cependant, que l'on doit se passer d'un éclairage notable sur l'oeuvre, mais parce qu'une telle étude participe d'un travail de sélection qui résulte, lui-même, d'une interprétation, il faut le reconnaître comme tel et par conséquent en donner les justifications.

### **1.2. Difficulté de la question des influences chez Hobhouse**

Ainsi, l'étude des influences d'une oeuvre est une entreprise complexe qui, dans le cas de Hobhouse, peut fournir, néanmoins, des explications décisives sur le sens de l'oeuvre. En outre, l'étude des influences de Hobhouse requiert une circonspection particulière puisque, dans son cas, les influences éclairent précisément la complexité de l'oeuvre et vont jusqu'à en révéler l'ambiguïté. En effet, comme nous l'avons déjà vu dans le cas de l'évolutionnisme, la pensée de Hobhouse prétend s'élaborer contre ou avec certaines influences explicitement nommées. Or, cette démarche s'apparente parfois, comme nous tenterons de le montrer, à une stratégie rhétorique voire politique. La question des influences constitue donc un enjeu essentiel de l'oeuvre, parce que celle-ci, dans un mouvement réflexif, décrit ses propres influences et, par-là, comporte des éléments d'auto-interprétation. Toute étude semble, en conséquence, exiger que soit envisagée cette question, afin d'explicitier ce que nous nommons une critique autogène, qui désigne la démarche d'auto-analyse par laquelle Hobhouse identifie sa pensée politique au libéralisme et que le lecteur pourrait être tenté de prendre au pied de la lettre. Or, les travaux des critiques de Hobhouse montrent que la critique autogène que propose l'oeuvre est pour le moins partielle. En d'autres termes, en ce qui concerne les influences de Hobhouse, la confrontation entre critique exogène et critique autogène permet de

mesurer le hiatus qui sépare la première de la seconde : celle-là met, en effet, en évidence le caractère partial et orienté de celle-ci. Pareille partialité doit être interprétée comme constitutive de l'oeuvre même, non seulement parce qu'elle en définit les points d'inflexion et de développement rapportés aux auteurs qui ont compté pour Hobhouse, mais aussi, et surtout, parce qu'elle signale une stratégie idéologique qui, comme nous le verrons, vise à asseoir la posture libérale de l'auteur.

Somme toute, la recherche des influences de Hobhouse est forcément éminemment problématique, ne serait-ce que parce que, comme nous l'avons remarqué, elle présuppose la critique du discours autogène sur les influences. Par conséquent, les influences antérieures, de même que les influences contemporaines, notamment celles du climat idéologique de l'époque, seront étudiées dans le but principal d'interroger la stratégie révélée par la présence de la critique autogène.

### 1.3. Délimitation de la sphère de l'étude

Pour présenter succinctement le discours de Hobhouse sur ses influences (le discours autogène), il faut rappeler que les écrits de Hobhouse sont émaillés de références à des personnalités et à courants de pensées, et ce pour chacun de ses nombreux domaines d'étude de prédilection. Parmi ces références, certaines se contentent d'être évoquées à l'occasion d'un thème précis tandis que d'autres sont explicitement revendiquées en tant que telles. En philosophie notamment, Hobhouse cite parfois Platon, Locke ou d'autres grandes figures qui jouissent d'une reconnaissance unanime. Une étude de ces influences-là n'apparaît pas susceptible d'apporter des précisions sur le sens de l'oeuvre, dans la mesure où ces références semblent être avant tout le signe d'une érudition commune à de nombreux penseurs, guère caractéristiques de l'oeuvre de l'auteur. En conséquence, elles seront laissées hors de la sphère de cette étude.

## 2. les influences revendiquées

---

### 2.1. Lien entre le libéralisme et le « nouveau libéralisme »

Aux côtés de ces grands noms, figurent des personnalités libérales pour lesquelles Hobhouse exprime son admiration et dont il se dit être le successeur, tels que Mill, Gladstone et, dans une moindre mesure, Bentham et Cobden, ainsi que les figures principales du nouveau libéralisme comme Hobson ; ces références-là sont bien plus révélatrices, puisque ce sont elles qui permettent à Hobhouse de présenter sa pensée comme appartenant à la tradition libérale. Or, si, aujourd'hui comme à son époque, l'auteur est universellement reconnu comme l'un des principaux « nouveaux libéraux », la question de l'influence du libéralisme tel qu'il était au 19<sup>e</sup> siècle sur le « nouveau libéralisme » et, par conséquent, sur Hobhouse, a été très controversée. L'auteur a pourtant consacré de nombreux passages à démontrer l'authenticité de son appartenance au libéralisme, ce qui revenait à affirmer la continuité entre le libéralisme et le « nouveau libéralisme »<sup>130</sup>, alors même que ces deux courants divergeaient sur de nombreux points. Ce dernier était, en effet, une idéologie de la réforme sociale, partisane de l'intervention



de l'État et d'une conception collectiviste de la société, tandis que le libéralisme classique est généralement décrit comme ayant mis l'accent sur le respect de la liberté individuelle, notamment face à la menace de l'État, prônant, en conséquence, une stricte limitation du rôle de celui-ci.

### 2.1.1. La réconciliation selon Hobhouse

Hobhouse a donc tenté de réduire les contradictions entre ces deux courants apparemment fort distincts et a sans doute donné là le meilleur exemple de son talent de réconciliateur. Si celui-ci est l'un des traits les plus décriés de l'auteur, il est aussi, rappelons-le, l'expression logique de sa philosophie exposée dans la première et la deuxième partie de ce chapitre. La reformulation est une conséquence inéluctable de la nature du fonctionnement de la raison, telle que la conçoit Hobhouse.

***The critical and reconstructive work that Hobhouse finds in the function of reason is nowhere better illustrated than in his own work in political and social theory. In no other sphere of inquiry is there a better opportunity for such work. For the complexity of the subject matter in this field is such that only by unceasing criticism and reconstruction can one hope to formulate an adequate philosophy<sup>131</sup>.***

Le « nouveau libéralisme » est ainsi décrit comme le résultat de l'évolution du libéralisme classique, que Hobhouse appelle parfois, pour insister sur la chronologie, « *older Liberalism* » voire « *old Liberalism* ». Plusieurs arguments utilisés pour affirmer le lien entre les deux libéralismes sont directement issus des concepts d'évolution orthogénique, de raison et d'harmonie. En premier lieu, la raison tire sa connaissance de l'expérience et renouvelle constamment sa conception de la vérité, ce qui permet à Hobhouse de prétendre que les expériences sur lesquelles se fonde le raisonnement libéral seraient différentes au tournant du siècle de ce qu'elles furent à l'époque victorienne, et donneraient ainsi lieu à de nouvelles conclusions. Sur le long terme, l'expérience montrerait, par exemple, que tous les membres d'une société ne bénéficient pas, *ipso facto*, de l'enrichissement de celle-ci, par conséquent l'idée de l'intervention de l'État pour permettre une meilleure distribution s'imposerait à tous les progressistes, pour remplacer la notion de la main invisible chère aux « vieux libéraux », ne serait-ce que parce que, selon Hobhouse, la promotion du Bien Commun (*Common Good*) figure traditionnellement parmi les préoccupations libérales. De plus, grâce au phénomène croissant d'interconnexion, la raison serait de plus en plus apte à appréhender les liens organiques qui unissent les individus entre eux. Il en résulterait, notamment, le recul de l'individualisme. Enfin, pour Hobhouse la pensée est un phénomène social (*social fact*) qui, en tant que tel, est soumis aux mêmes processus d'adaptation à l'évolution de la société. L'idée libérale est ainsi nécessairement conçue comme participant de l'évolution générale. Or, selon l'auteur, les conditions de l'apparition du libéralisme auraient été l'émergence de l'État moderne<sup>132</sup> qui, dans sa première phase de développement,

<sup>130</sup> Nous renvoyons le lecteur à la deuxième partie en ce qui concerne la spécificité des réformes prônées par le nouveau libéralisme de Hobhouse.

<sup>131</sup> J. A. NICHOLSON, « *Some aspects of the philosophy of L. T. Hobhouse* », p. 52.

accordait, certes, la liberté personnelle (*personal freedom*<sup>133</sup>) à tous, mais continuait d'exercer un pouvoir autoritaire<sup>134</sup>. Le libéralisme aurait donc d'abord eu pour but principal de revendiquer la liberté de chacun contre la tyrannie de l'État, pour des raisons historiques :

***The modern State [...] starts from the basis of an authoritarian order, and that the protest against that order, a protest religious, political, economic, social and ethical, is the historic beginning of Liberalism. (Lib 8)***

Hobhouse affirme, néanmoins, que ce but serait en grande partie atteint à son époque. Le risque de tyrannie du pouvoir ayant été écarté, la lutte contre l'État ne serait plus justifiée. Cette analyse de l'évolution du libéralisme semble avoir constitué l'un des arguments principaux des « nouveaux libéraux » puisqu'on la trouve aussi sous la plume de Haldane :

***Today it is not for individual freedom that we have to struggle against class privilege. That battle was fought by our ancestors and won. But we have to win a yet harder fight, a fight for emancipation from conditions which deny full play to the collective energy for the good of society as a whole*<sup>135</sup>.**

Il s'agirait donc pour le libéralisme, de poursuivre son oeuvre en passant à un stade non plus de protestation (*protest*) contre le pouvoir autoritaire, désormais réduit en Grande-Bretagne, mais de construction d'une société en accord avec ses principes, que Hobhouse détermine dans l'ouvrage éponyme.

## **2.1.2. Mise en valeur des préoccupations éthiques du libéralisme.**

### **2.1.2.1. Réconciliation sur la base des principes du libéralisme**

Ainsi, il apparaît que Hobhouse distingue entre les principes du libéralisme, qui sont permanents, et leur application, qui est conjoncturelle. C'est là, semble-t-il, le pivot de la réconciliation des deux courants : le point de vue historique est à nouveau à l'origine de la synthèse, car il permet de réduire les disparités en les attribuant au contexte et de ne garder que les concordances, de sorte que, sous la plume de Hobhouse, ce qui est commun aux deux libéralismes en devient le coeur même. De plus, lorsque l'auteur se penche sur le libéralisme lui-même, il distingue plusieurs stades qui correspondent chacun à des conceptions variées. Il différencie ainsi, le « premier libéralisme<sup>136</sup> » théorisé par Locke, Rousseau et Paine, ensuite « le deuxième type de théorie

---

<sup>132</sup> Hobhouse se fonde, dans le premier chapitre de *Liberalism*, sur le schéma de l'évolution politique des sociétés, qu'il a détaillé dans *Social Development* et dont nous avons traité dans le chapitre 2.

<sup>133</sup> L. T. HOBHOUSE, *Liberalism* p. 8. Cet ouvrage est désormais abrégé « *Lib* ».

<sup>134</sup> Voir chapitre 2 section 2.2.1. Le schéma général de l'évolution des modèles sociaux.

<sup>135</sup> R. B. Haldane, « *The New Liberalism* », p. 141, 142.

<sup>136</sup> *Lib* p. 26 : « earlier Liberalism ».

», à savoir l'utilitarisme de Bentham et de James Mill, puis le mouvement du « laisser-faire » représenté par « l'école de Cobden<sup>138</sup> », et enfin, le libéralisme de Gladstone et de J. S. Mill. Le « nouveau libéralisme » est subséquemment présenté comme faisant partie de l'évolution cohérente du libéralisme, ce qui revient à affirmer que le « nouveau libéralisme » n'est, en définitive, que l'étape actuelle du libéralisme. L'extrait suivant montre que cette conclusion permet à l'auteur d'effacer certaines contradictions pourtant de taille :

***Beginning with the right of the individual, and the antithesis between personal freedom and social control, we have been led on to a point at which we regard liberty as primarily a matter of social interest, as something flowing from the necessities of continuous advance in those regions of truth and of ethics which constitute the matters of highest social concern. At the same time, we have come to look for the effect of liberty in the firmer establishment of social solidarity, as the only foundation on which such solidarity can securely rest. We have, in fact, arrived by a path of our own at that which is ordinarily described as the organic conception of the relation between the individual and society, a conception towards which Mill worked through his career, and which forms the starting-point of T. H. Green's philosophy alike in ethics and in politics. (Lib 60)***

L'usage de la première personne du pluriel est ici significatif de la volonté d'associer le lecteur au raisonnement de l'auteur : avec lui, « nous » constatons, en effet, que le libéralisme est d'essence réformatrice et revendicative, qu'il lutte pour les libertés de chacun, par conséquent pour l'égalité de tous. Il faut noter que Hobhouse ne s'attarde pas sur le sens de l'égalité et semble considérer qu'il n'y a pas d'écart insurmontable entre une conception de l'égalité qui justifie la concurrence entre les individus et celle qui veut que les richesses soient réparties au moyen d'une redistribution orchestrée par l'État. L'auteur s'en tient au fait que la sphère individuelle et la sphère sociale ne sont plus les deux pôles opposés qu'ils constituaient dans la conception libérale classique. Dans un mouvement caractéristique, l'auteur en réalise, en effet, l'harmonisation et se débarrasse, ainsi, du principal obstacle théorique. Si la liberté n'est plus une question privée en ce qu'elle est devenue « une préoccupation sociale<sup>139</sup> », l'État peut intervenir légitimement dans la vie de l'individu. Cette révision de la notion de liberté permet à l'auteur de justifier la continuité entre le libéralisme et la politique des « nouveaux libéraux », qui en forme, désormais, l'expression contemporaine.

#### 2.1.2.2. Place de l'éthique

La révision du concept de liberté est basée sur deux des fondements de la philosophie hobhouseienne, l'impératif éthique et l'impératif rationnel : « **quelque chose qui découle de la nécessité d'un progrès continu dans ces domaines de la vérité et de l'éthique** <sup>140</sup>. » Il faut rappeler ici que toute la pensée de Hobhouse affirme la primauté de l'éthique,

<sup>137</sup> Lib p. 31 : « the second type of Liberal theory ».

<sup>138</sup> Lib p. 37 : « the school of Cobden ».

<sup>139</sup> Lib p. 60 : « a matter of social concern ».

ce qui s'illustre également dans sa politique. L'éthique est la mesure du progrès, elle l'est donc aussi de la politique qui permet celui-ci. Or, le collectivisme de l'auteur émane avant tout de ses principes moraux. Les propositions politiques sont inspirées par un idéal, dont il n'a de cesse de préciser qu'il s'agit d'un idéal du possible : « [...] **un idéal éthique pour le futur ne doit être abstrait que dans la mesure où il n'est pas encore réalisé et incarné dans les institutions sociales** <sup>141</sup>. » Son intention est de favoriser une plus grande égalité, donc d'instaurer une meilleure justice sociale, ce qui correspond, à ses yeux, à la réalisation de l'éthique libérale. Pour Hobhouse, le libéralisme est l'idéologie morale par excellence ; comme le soutient également Herbert Samuel <sup>142</sup> : « **le tronc de l'arbre du libéralisme est enraciné dans le sol de l'éthique** <sup>143</sup>. » C'est, semble-t-il, cette conviction qui est à l'origine de la ténacité de Hobhouse à établir le lien entre la politique collectiviste dont il était un partisan convaincu et le libéralisme dont il revendique le traditionnel souci éthique.

### 2.1.3. Motivations politiques

#### 2.1.3.1. Stratégie politique

Cette revendication de la parenté libérale semble aussi constituer un argument politique à l'adresse des libéraux et de leurs sympathisants, puisqu'en définissant le libéralisme de manière à ce qu'il coïncide avec le « nouveau libéralisme », Hobhouse pouvait prétendre rallier les forces politiques libérales aux réformes collectivistes qu'il préconisait. La théorie coïnciderait ici avec un enjeu stratégique qui apparaît lorsque l'on considère le contexte politique du début du siècle en Angleterre <sup>144</sup>. En effet, alors que Hobhouse semblait proche du socialisme dans ses jeunes années, il ne devait plus, par la suite, varier de sa position libérale, même lorsque, après la première guerre mondiale, des « nouveaux libéraux » aussi éminents que Hobson rallièrent le parti travailliste. Pour Hobhouse, l'impérialisme des gouvernements anglais et, plus généralement, la politique internationale, constituaient des questions de première importance. Or, certains événements de politique étrangère furent, à ses yeux, révélateurs du fait que seuls les véritables libéraux restaient fidèles aux principes éthiques primordiaux, et s'opposaient à tout impérialisme. La guerre des Boers, contre laquelle il s'insurgea vigoureusement dans

<sup>140</sup> *Lib* p. 60 : « [...] we regard liberty as [...] something flowing from the necessities of continuous advance in those regions of truth and of ethics which constitute the matters of highest social concern. »

<sup>141</sup> Hobhouse cité par *Freedon I*, p. 252 : « [...] an ethical ideal for the future must be in so far abstract as it is not yet realized and embodied in social institutions. »

<sup>142</sup> Herbert Louis Samuel (1870-1963), futur dirigeant du parti libéral au début des années trente. Au début du siècle il est considéré comme un « nouveau libéral ». Il fut, avec Hobson, l'un des fondateurs de la *Progressive Review*.

<sup>143</sup> Cité par *Freedon I* pp. 11, 12 : « The trunk of the tree of Liberalism is rooted in the soil of ethics. »

<sup>144</sup> Ce point nécessite que l'on traite brièvement des questions qui font l'objet du chapitre 3 auquel nous renvoyons le lecteur pour de plus amples détails.

les colonnes du *Manchester Guardian*, fut une expérience déterminante. Il en conclut que les véritables divisions politiques n'étaient pas celles que laissaient apparaître les étiquettes des partis conservateur et libéral, ainsi que la tendance travailliste émergente, mais se résumaient, plus fondamentalement, à l'opposition entre les progressistes et les réactionnaires. Il conçut à cette époque une méfiance envers les Fabians et, plus généralement envers le socialisme. Ainsi, il affirmait, dès 1899, que le progrès n'était possible qu'en accord avec les principes du libéralisme :

***There is no more important truth than that social reform as conceived by the best reforms of our time is a legitimate outgrowth and development of the older Liberal principles. To throw over these principles in the name of Socialism is to turn towards reaction in the search for Progress*<sup>145</sup>.**

### 2.1.3.2. Compatibilité de la théorie avec la pratique

La vision politique de Hobhouse comportait donc une double difficulté que l'on peut résumer ainsi : d'une part, il lui fallait rallier les forces progressistes au libéralisme, d'autre part, il devait persuader les libéraux de l'opportunité des réformes d'ordre collectiviste.

Il semble que la mise en avant des principes éthiques du libéralisme ait pu être stratégiquement utile à ce premier projet, dans la mesure où elle impliquait la contingence des autres éléments constitutifs du libéralisme et permettait sa révision collectiviste. De plus, l'argument éthique était susceptible de rencontrer un écho favorable dans une société dont Collini rappelle qu'elle se souciait particulièrement des questions morales :

***Some of the dominant intellectual fashions of the period, such as Idealism, Positivism, Ethicism and so on, their common emphasis being summed up in the declaration of the Idealist philosopher Henry Jones that we must moralize our social relations as they stand, and every other reform will come as a thing of course'. (Collini LS 37, 38)***

Néanmoins, à gauche, les « nouveaux libéraux » ou leurs précurseurs les « radicaux progressifs » (*progressive radical*<sup>146</sup>), n'étaient pas les seuls tenants de la morale. Sur ce terrain, ils étaient justement concurrencés par les « socialistes moraux » (*moral socialists*<sup>147</sup>). Si ces mouvements s'efforçaient tous deux de présenter les réformes collectivistes sous un jour positif, alors qu'elles subissaient l'opprobre lorsqu'elles étaient assimilées au socialisme, ils étaient toutefois distincts :

***Many of the 'moral socialists', of course, had wanted to claim that 'Socialism is, in fact, properly considered only the development of Liberalism under new conditions', but they had still insisted that it was in this transcendence of Liberalism that the superiority of Socialism lay. (Collini LS 38)***

Seuls les « nouveaux libéraux » prétendirent se cantonner strictement au libéralisme :

<sup>145</sup> *Leader, Manchester Guardian, 7 juillet 1899, cité par Collini LS p. 90.*

<sup>146</sup> Collini LS p. 36.

<sup>147</sup> Ibid. : un des courants fondamentaux du travaillisme incarné par exemple par James Keir Hardie, fondateur du Independent Labour Party en 1893.

***[The characteristic response of those who came to be called 'New Liberals'] was the attempt to dissociate the favoured proposals from the charge of Socialism by suggesting that they merely involved an extension of the principles underlying Liberalism. (Collini LS 38)***

L'affirmation de la continuité entre le libéralisme et le « nouveau libéralisme », plaçait ainsi les « nouveaux libéraux » dans une position privilégiée pour gagner aussi les forces libérales traditionnelles et, sans aller jusqu'à prétendre qu'il s'agissait là d'une usurpation du libéralisme, parce que la parenté libérale est indéniable, il faut reconnaître que la mise en avant des influences libérales confine au prosélytisme, d'autant plus que les théoriciens du « nouveau libéralisme » les plus illustres comme « *the two Hobs*<sup>148</sup> », ne provenaient pas directement du libéralisme ; le Hobhouse de *The Labour Movement* était considéré comme socialiste, tout autant que le jeune Hobson :

***Hobson, for example, had in the 1890s been eager to establish his Socialist credentials and those of his current hero, too, urging recognition of the hitherto unrecognized fact that 'Ruskin was a socialist'. But by 1909, he is more concerned to argue that the conception of the state he is urging 'is not Socialism in any accredited meaning of the term', emphasizing instead 'its continuity with earlier Liberalism'. It would be hard to disentangle tactics and conviction in accounting for such a change. (Collini LS 38)***

## 2.1.4. Les principes du libéralisme selon Hobhouse

### 2.1.4.1. Définition des principes

Afin de démontrer l'authenticité de cette parenté, la stratégie hobhousienne se fonde, comme nous l'avons écrit, sur l'affirmation d'une communauté de principes, qu'il se propose de préciser dans *Liberalism*, puisque, selon lui : « ***il est vrai qu'en Angleterre, où les hommes sont enclins à être réservés et maladroits dans le domaine de la théorie, le mouvement libéral a souvent cherché à se passer de principes généraux***<sup>149</sup>. » Cette démonstration, de manière caractéristique, est effectuée grâce à la méthode qui consiste à envisager l'évolution du libéralisme lors des siècles précédents, donc à étudier ses manifestations historiques, dans un premier temps, puis à désigner comme éléments du libéralisme les idées communes à toutes ses formes ou manifestations historiques. Une telle démarche reste, apparemment, fidèle à la philosophie de la connaissance de l'auteur ; Hobhouse ne conçoit pas, en effet, d'idée préalable, c'est de l'expérience du libéralisme que l'on déduit ses principes :

***The modern State, as I shall show, goes far towards incorporating the elements of Liberal principle, and when we have seen what these are, and to what extent they are actually realized, we shall be in a better position to understand the essentials of Liberalism, and to determine the question of its permanent value. (Lib 9)***

Cette méthode produit, dans un premier temps, une définition très large du libéralisme. Il

<sup>148</sup> Surnom donné à Hobson et Hobhouse par Barbara Hammond.

<sup>149</sup> *Lib* p. 24 : « In England, it is true, where men are apt to be shy and unhandy in the region of theory, the Liberal movement has often sought to dispense with general principles. »

est décrit comme une lutte contre le gouvernement arbitraire et pour un État de droit avec souveraineté démocratique. Il milite en faveur de la liberté universelle (*liberty for an entire community* <sup>150</sup>), qui comprend la liberté fiscale, personnelle, la liberté de penser, et d'exprimer ses pensées ainsi que la liberté religieuse, sociale, économique, familiale (*domestic liberty*), locale, raciale et nationale, de même qu'internationale et politique. Le deuxième chapitre de *Liberalism*, intitulé « The Elements of Liberalism » où sont énumérées les libertés, est significatif. Ces principes sont *a priori* forcément fédérateurs, seules les applications politiques qui peuvent en découler peuvent engendrer des divergences. Par exemple, la liberté économique est un élément que revendiqueraient tous les libéraux, classiques ou nouveaux ; mais si tous s'accorderaient probablement à reconnaître le bien-fondé du mouvement en faveur du libre-échange au 19<sup>e</sup> siècle, est-il possible d'affirmer que les interventions de l'État dans le domaine économique et social à la même époque ne s'opposaient pas aux principes libéraux classiques ? La réponse de Hobhouse à pareille question est typique, elle prétend que les libéraux ont, avec l'expérience que confère le temps, fini par se rallier à une politique interventionniste :

***For a while it seemed as though wholly unrestricted industrial enterprise was to be the progressive watchword, and the echoes of that time still linger. But the old restrictions had not been formally withdrawn before a new process of regulation began. The conditions produced by the new factory system shocked the public conscience; and as early as 1802 we find the first of a long series of laws, out of which has grown an industrial code that year by year follows the life of the operative, in his relations with his employer, into more minute detail. The first stages of this movement were contemplated with doubt and distrust by many men of Liberal sympathies. The intention was, doubtless, to protect the weaker party, but the method was that of interference with freedom of contract. Now the freedom of the sane adult individual - even such strong individualists as Cobden recognized that the case of children stood apart - carried with it the right of concluding such agreements as seemed best to suit his own interests, and involved both the right and the duty of determining the lines of his life for himself. Free contract and personal responsibility lay close to the heart of the whole Liberal movement. Hence the doubts felt by so many Liberals as to the regulation of industry by law. None the less, as time has gone on, men of the keenest Liberal sympathies have come not merely to accept but eagerly to advance the extension of public control in the industrial sphere, and of collective responsibility in the matter of the education and even the feeding of children, the housing of the industrial population, the care of the sick and aged, the provision of the means of regular employment. On this side Liberalism seems definitely to have retraced its steps, and we shall have to inquire closely into the question whether the reversal is a change of principle or of application. (Lib 17)***

La façon dont Hobhouse traite de la question de la liberté économique fournit un bon exemple de la méthode qu'il utilise dans sa définition du libéralisme. L'extrait ci-dessus ne peut, en effet, être précisément réfuté du point de vue historique, ne serait-ce que parce qu'il porte sur un champ très large. Par conséquent, d'une part, il demeure trop général pour permettre la réfutation sur des points précis, d'autre part, il permet d'opérer une

<sup>150</sup> Lib p. 11.

sélection parmi les faits historiques, qui semble favorable à la thèse de l'auteur. Cependant, celui-ci ne prétend pas être un historien et n'a, apparemment, recours à l'histoire qu'en guise d'introduction. Par conséquent, le lecteur est enclin à accepter les justifications de l'auteur quant à la brièveté des résumés et à ne pas porter sur elles un regard particulièrement critique :

***I cannot here attempt so much as a sketch of the historical progress of the Liberalizing movement. I would call attention only to the main points at which it assailed the old order, directing its advance. (Lib 10)***

Pourtant, ces introductions sont cruciales parce que la méthode revendiquée par l'auteur consiste à déterminer une situation actuelle pour définir ensuite les mesures politiques requises par cette situation. L'introduction historique est une légitimation de l'analyse politique qui lui succède, elle est le terrain empirique sur lequel se fonde la théorie et est considérée par l'auteur comme une étude d'ordre sociologique, donc scientifique. Or, une lecture plus approfondie du passage examiné (*Lib 17*) révèle, par exemple, plusieurs faiblesses d'argumentation qui sont courantes dans l'oeuvre et qui impliquent une certaine orientation des faits historiques. A ce sujet, Collini a parlé d'une réécriture de l'histoire du libéralisme<sup>151</sup>. Dans la présentation de l'histoire du principe de liberté économique, on peut, en effet, entrevoir une méthode qui a pour conséquence de réduire l'écart entre les conceptions des libéraux classiques et des « nouveaux libéraux ». Les événements qui corroborent la communauté de principes sont interprétés comme participants d'une tendance régulière (par exemple, la loi de 1802 sur les *parish apprentices* est « la première d'une longue série de lois<sup>152</sup> »), ce qui, dans ce cas, souligne le caractère inéluctable et consensuel du phénomène de la croissance de l'État. A l'inverse, Hobhouse choisit de minimiser les désaccords ; il préfère, par exemple, employer les termes « doutes » (*doubts*) « méfiance » (*mistrust*) qui sous-entendent que les libéraux n'étaient pas résolument opposés à l'esprit des lois sur le travail. La question qui conclut ce passage apparaît, finalement, bien rhétorique puisque le lecteur devine que les recherches approfondies<sup>153</sup> mettront en évidence ce qui est déjà prévisible, à savoir que le « renversement » (*reversal*) de la conception de la liberté économique, désormais présenté comme un fait établi, n'équivaut pas à un changement de principe.

#### 2.1.4.2. Validité de la définition

En gommant les disparités manifestes et en accentuant les ressemblances, l'auteur parvient donc à ne retenir du libéralisme que les principes qui peuvent s'incarner dans des applications apparemment contradictoires. Bien que cette conclusion, comme nous l'avons écrit, participe certainement d'une stratégie politique, il faut signaler qu'aujourd'hui elle n'apparaît, néanmoins, pas irrecevable. Ainsi la définition du libéralisme donnée dans le *Liberalism* de John Gray, ne dément pas celle avancée par le *Liberalism* de Hobhouse, même si celui-ci classe celui-là dans une sous-catégorie du libéralisme qu'il appelle « le

---

<sup>151</sup> Collini *LS* p. 97 : « in rewriting the history of Liberalism ».

<sup>152</sup> *Lib* p. 17 : « the first of a long series of laws ». Cette loi concernait la durée et les conditions de travail.

<sup>153</sup> *Ibid.* : « [...] we shall have to inquire closely into the question whether the reversal is a change of principle or of application. »



nouveau libéralisme révisionniste<sup>154</sup> ». Au contraire, Gray procède d'une démarche de définition semblable à celle employée par Hobhouse. Presque un siècle plus tard, il semble que la définition du libéralisme en termes de principes fondamentaux ait été, en fait, perspicace, puisque les principes précisément formulés en 1986 par Gray sont conformes à ceux qui furent retenus en 1908 par Hobhouse :

***Common to all variants of liberal tradition is a definite conception; it is individualist, in that it asserts the moral primacy of the person against the claims of any social collectivity: egalitarian, inasmuch as it confers on all men the same moral status and denies the relevance to legal or political order of differences in moral worth among human beings; universalist, affirming the moral unity of the human species and according a secondary importance to specific historic associations and cultural forms; and meliorist in its affirmation of the corrigibility and improvability of all social institutions and political arrangement. It is this conception of man and society which gives Liberalism a definite identity which transcends its vast internal variety and complexity. (Gray xii)***

A *posteriori*, le « nouveau libéralisme » ne s'est pas éloigné des principes fondamentaux exposés par Gray. Néanmoins, ceux-ci sont très généraux et surtout, ils peuvent susciter des interprétations fortement divergentes.

Le « nouveau libéralisme » procède, sans aucun doute, d'une entreprise de redéfinition des principes même du libéralisme, et ne se limite pas, comme l'affirme Hobhouse, à modifier leur application. Selon la formule de Freedén, il s'agirait donc d'un « **processus général qui consiste à attribuer un sens nouveau aux concepts libéraux traditionnels** »<sup>155</sup> Cependant, il est possible de nuancer cet avis : sur la question de la légitimité libérale du « nouveau libéralisme », Greenleaf est ainsi moins sévère que Collini ou Freedén. A ses yeux, en effet, cette révision du libéralisme ne constitue pas, à proprement parlé, une innovation : la différence conceptuelle fondamentale qui sépare le libéralisme classique du « nouveau libéralisme » est celle du rapport qu'entretient l'individu avec la société : le premier conçoit un mode de gouvernement qui doit *laisser* l'individu libre dans l'intérêt général, tandis que le second conçoit un gouvernement qui doit intervenir pour le Bien Commun. Or, à cet égard, Greenleaf rappelle que Laski a montré que cette apparente opposition est contenue dans l'origine même de la doctrine libérale, qui n'aurait jamais pu établir une cohérence entre la liberté de l'individu et les exigences du Bien Commun.

***This [internal contradiction] had indeed been present from the beginning, being signalled, for instance, by the apparent inconsistent emphasis in the thought of John Locke between the rights and freedom of the individual on the one hand and the emphasis on the other that he gives to the consideration of the 'public good' which might legitimately override the more specific claims and interests***<sup>156</sup>.

Le libéralisme classique aurait donc privilégié la liberté et les droits de l'individu, tandis

<sup>154</sup> J. GRAY, *Liberalism*, p. 32 : « the new revisionist liberalism ». Cet ouvrage est désormais abrégé « Gray ».

<sup>155</sup> Freedén I, p. 44 : « this general process of investing traditional liberal concepts with new meaning. »

<sup>156</sup> W. H. GREENLEAF *The Ideological Heritage*,. Cet ouvrage est désormais abrégé « Greenleaf II ».

que le « nouveau libéralisme » se serait inspiré des fondements du libéralisme pour remettre l'accent sur la dimension collective, proposant une définition de la liberté comme « **pouvoir positif ou capacité de faire ou de jouir de quelque chose de valable** »<sup>157</sup> qui requiert l'intervention de l'État afin de *permettre* à l'individu d'être libre<sup>158</sup>.

En définitive, il semble donc que le lecteur de l'oeuvre puisse considérer que la revendication de l'influence libérale sur le « nouveau libéralisme », qui constitue l'une des articulations du discours autogène sur les influences, est cohérente. En d'autres termes, il apparaît, que le « nouveau libéralisme » fut, sinon inspiré du libéralisme classique, du moins un héritier avéré des premiers philosophes libéraux, et que les références au libéralisme étaient non seulement justes, mais aussi indispensables à son explication. Ainsi que l'explique l'auteur lui-même, le « nouveau libéralisme » à tendance collectiviste est un libéralisme tout aussi légitime que le libéralisme à tendance individualiste de Cobden. Cependant, il n'en demeure pas moins que, comme nous l'avons montré, le discours autogène a été motivé par des questions de stratégie politique. Celle-ci est manifeste lorsque l'auteur tente de nier l'écart conceptuel ou bien lorsqu'il présente le « nouveau libéralisme » non pas comme l'une des directions possibles du libéralisme mais comme la seule qui soit rationnelle à son époque : l'aperçu historique retrace, en effet, une évolution du libéralisme se composant, selon l'auteur, d'étapes décisives, dans l'histoire de la société de même que dans l'histoire des idées, qui induisirent un développement unilinéaire et nécessaire. Le « nouveau libéralisme » de Hobhouse fait, finalement, plus que revendiquer la parenté du libéralisme, il se l'approprie et affirme qu'il est, à son époque, le seul représentant cohérent du libéralisme.

## 2.2. Mill

Après la thèse de la parenté libérale, le discours autogène revendique l'influence de J. S. Mill, en affirmant que celui-ci incarne la transition entre les deux formes de libéralisme. Incidemment, Mill suscite, à nouveau, des analyses similaires de la part de Gray et de Hobhouse, puisque tous deux signalent son rôle de charnière dans l'évolution du libéralisme :

***[...] Mill effectively completed the rupture in the development of the liberal tradition begun by Bentham and James Mill and created a system of thought which legitimated the interventionist and statist tendencies which grew even stronger throughout the latter half of the nineteenth century in England. [...] L. T. Hobhouse, himself one of the leading theorists of 'the new liberalism' put the same point more tersely, but not inaccurately, when he said of Mill that 'in his single person he spans the interval between the old and the new liberalism. (Gray 30)***

S'il n'est pas question de juger de la validité de l'interprétation de la pensée de Mill que

<sup>157</sup> *Greenleaf II*, pp. 27, 28 : « In the view of this new Liberalism, [...] government [...] had to [...] create [...] a more positive view of freedom involving increased intervention on its part in the details of social and economic life. It had to ensure that people have (in T. H. Green's phrase) 'a positive power or capacity of doing or enjoying something worth doing or enjoying. »

<sup>158</sup> Cette question est approfondie au chapitre 5.

propose Hobhouse, parce qu'un tel exercice supposerait, au préalable, une étude comparative approfondie entre celle-ci et l'œuvre de Mill qui, au demeurant, est considérée comme particulièrement complexe par les spécialistes, il reste que les écrits sur Mill occupent une place que l'on ne peut négliger dans l'œuvre de Hobhouse. Nous tenterons donc d'en rendre compte et de mettre au jour leur participation à la stratégie de justification précédemment décrite. Il nous faut, néanmoins, signaler, d'abord, la difficulté particulière que constituait l'œuvre de Mill au sein du débat historiographique à l'époque de Hobhouse. Celle-ci est abondamment traitée par Collini dans le chapitre de *Public Moralists* intitulé « From Dangerous Partisan to National Possession: John Stuart Mill in English Culture ». Le sens de l'œuvre de Mill fut, en effet, un enjeu dans le débat individualisme contre collectivisme, et dans l'interprétation de l'histoire récente :

***Our starting point has to be the dominance of political debate in the generation or so after Mill's death by the issue of Individualism versus Collectivism. This not only concentrated attention on the question of the relation between the individual and the state, but, of great consequence for the placing of Mill, it shaped the interpretation given to the previous fifty years of English history. In essence, the pressures of the debate hardened the contours and extended the acceptability of a narrative of the history of recent English political thought which saw the half century from the 1820s to the 1870s as marked by a hostility to state action, a hostility whose intellectual sources were to be found in Benthamism and political economy. But towards the end of this period, so the story ran, the deficiencies of this Individualist position became increasingly apparent, leading to the Collectivism of the last decades of the century, and importantly to the elaboration of a new intellectual basis for such policies, whether couched in evolutionary, Idealist, Socialist, or other terms***<sup>159</sup>.

Ainsi, Hobhouse est loin d'être le seul penseur politique qui propose une lecture de Mill qui s'articule autour de la question du caractère individualiste ou collectiviste de sa pensée. Parmi les partisans du collectivisme, beaucoup lui reprochaient la position trop individualiste, à leurs yeux, d'ouvrages tels que *On Liberty*. Les adversaires du collectivisme, quant à eux, tentaient, aussi, de se référer à Mill :

***[...] this venerable organ of old Toryism [the Quarterly Review], could even allow –mindful, perhaps, in this year which saw two elections over the 'People's Budget', of Mill's strictures on the tendency of a democracy to abuse its powers—that there was now a need to listen to 'the wisdom of many of his political utterances'***<sup>160</sup>.

À l'inverse, d'autres préféraient s'en tenir à sa sympathie pour le socialisme :

***There was more than enough in his [Mill's] later writings to make it worth devoting a sympathetic Fabian Tract to him in 1913, and to make not obviously absurd the claim that 'had he lived another ten years he would almost certainly have been amongst the founders of the Fabian Society'***<sup>161</sup>.

<sup>159</sup> S. COLLINI, *Public Moralists*, pp. 323, 324.

<sup>160</sup> *Ibid.* p. 334.

<sup>161</sup> *Ibid.* p. 332.

Pour ses admirateurs, au premier rang desquels figuraient Hobhouse, Mill fut, ainsi, l'objet d'une utilisation voire d'une récupération, qui lui faisait jouer le rôle d'une caution morale à leurs propres idées. Les « nouveaux libéraux » ne furent, à cet égard, pas en reste, très probablement parce que l'absence de conclusions fermes dans l'oeuvre de Mill pouvait refléter aisément l'équilibre entre individualisme et collectivisme caractéristique de leur politique :

***More frequently, he was recruited as a New Liberal, avant la lettre, though understandably, On Liberty, was most enthusiastically deployed when it seemed that the progressive movement of social reform threatened to produce 'illiberal' consequences, while his remarks in the Autobiography or the Political Economy about his growing sympathy for Socialism were given prominence when some new extension of Collectivism seemed in need of Liberal legitimation<sup>162</sup>.***

Le contexte historique fait donc apparaître à quel point toute référence à Mill participait de considérations politiques, et annonce que, plus encore que pour le libéralisme, la revendication de l'héritage millien participe du rôle stratégique du discours autogène sur les influences.

## 2.2.1. Rôle de Mill chez Hobhouse

### 2.2.1.1. Une pensée en évolution

Hobhouse réserve une place prédominante à Mill, puisqu'il lui consacre, ainsi qu'à Gladstone<sup>163</sup>, un chapitre entier<sup>164</sup> de *Liberalism*, ce qui apparaît lui conférer la fonction d'influence principale de l'auteur parmi ses prédécesseurs libéraux. L'introduction du chapitre est éloquente :

***From the middle of the nineteenth century, two great names stand out in the history of British Liberalism – that of Gladstone in the world of action, that of Mill in the world of thought, differing in much, they agreed in one respect ; they had the supreme virtue of keeping their mind fresh and open to new ideas. (Lib 49)***

Hobhouse y insiste sur l'une des qualités de Mill, caractéristique de l'esprit libéral, qu'il présente comme un principe directeur dans la vie et l'oeuvre du philosophe :

***Mill had the qualities of a life-long learner [...] he was perpetually bringing them [the Benthamite first principles of his father] into contact with fresh experience and new trains of thought. (Lib 51)***

Selon l'auteur, l'ouverture d'esprit de J. S. Mill lui permit (ainsi qu'à Gladstone) de tirer des leçons de son expérience (ce qui, aux yeux de Hobhouse, était un signe patent de sa rationalité). Ainsi, Mill est immédiatement dépeint comme un reformulateur du libéralisme, au même titre que Hobhouse. Il incarne, en outre, le dernier stade de l'évolution du libéralisme avant le « nouveau libéralisme » et, en effet, il en aurait été très proche : « [...]

<sup>162</sup> *Ibid.* p. 332.

<sup>163</sup> Pour l'influence de Gladstone voir chapitre 8, section 5.

<sup>164</sup> *Lib*, chapitre 5, « Gladstone and Mill », p. 49.

tous deux [Gladstone et Mill] évoluèrent vers une interprétation plus approfondie de la vie sociale en vieillissant<sup>165</sup>. »

### 2.2.1.2. La méthode de révision

Ainsi, l'histoire du libéralisme selon Hobhouse semble avoir utilisée l'autorité de Mill pour donner ses lettres de noblesse au « nouveau libéralisme ». En effet, la lecture que l'auteur fait de Mill repose sur le postulat d'une cohérence de l'évolution de la pensée de ce dernier, d'un cheminement vers le collectivisme du « nouveau libéralisme » qui témoignerait d'une prise de conscience graduelle des limites de l'individualisme classique.

***As he advanced in life [...] he came to look forward to a co-operative organization of society [...] in which the surplus products of industry would be distributed among the producers. In middle life voluntary co-operation appeared to him the best means to this end, but towards the close he recognized that his change of views was such as, on the whole, to rank him with the Socialists. (Lib 55)***

On retrouve ici le mode d'interprétation indiqué dans la section 2.1.2.1. ; les écrits favorables à l'intervention de l'État sont retenus pour être présentés comme l'essentiel de la pensée de Mill, alors que si, du strict point de vue de l'exégèse, il est reconnu que Mill a effectivement parfois eu une position étatiste, il n'est pas avéré que celle-ci participait d'une évolution consciente et revendiquée de sa pensée vers une position généralement plus collectiviste : « **L'idée selon laquelle Mill considérait les opinions exprimées vers la fin de sa vie comme un remplacement cohérent et précis de ses opinions de jeunesse n'est pas fondée**<sup>166</sup>. » A l'inverse, les divergences sont minimisées, ainsi Hobhouse évoque l'opposition de Mill aux lois sur le travail des femmes, pour l'expliquer par « **son attachement spécial à la cause de l'émancipation des femmes**<sup>167</sup> », ce qui indique, implicitement, qu'il s'agit là d'un cas particulier et non pas d'une conception anti-interventionniste.

### 2.2.2. Les thèmes communs

#### 2.2.2.1. La liberté individuelle et le développement de la personnalité

Néanmoins, Hobhouse ne sombre en aucun cas dans ce qui serait une interprétation malhonnête de Mill. Comme à son habitude, la révision pratiquée est tout au plus une lecture sélective et non une trahison. Ainsi dans *Liberalism*, la majeure partie du texte qui traite de Mill est consacrée à certains des thèmes principaux de son oeuvre qui sont, effectivement, communs à celle de Hobhouse. La défense de la liberté de l'individu y tient notamment une grande place et c'est, semble-t-il, à ce sujet, que l'influence de Mill est la plus manifeste. Il n'y a pas là de paradoxe : en effet, la pensée de Hobhouse est

<sup>165</sup> Lib p. 51 : « [...] and both of them in consequence advanced to a deeper interpretation of social life as they grew older. »

<sup>166</sup> M. FRANCIS, J. MORROW, *A History of English Political Thought in the Nineteenth Century*, p. 141 : « There is no basis for the assumption that Mill regarded his later views as a coherent or polished replacement of his earlier ones. »

<sup>167</sup> Lib p. 55 : « his special attachment to the cause of feminine emancipation ».

empreinte de la nécessité de cette liberté, parce que dans la conception organique qui est la sienne, le Bien Commun dépend directement de l'apport de chaque individu. Ainsi, la liberté de pensée et de discussion jouent un rôle social : « [...] **la société a besoin d'être éclairée, surtout en ce qui concerne la liberté d'opinion et d'expression** <sup>168</sup>. » La liberté individuelle est conçue comme la liberté du développement de la personnalité : « **Être un homme, et Mill rajouterait énergiquement ou être une femme, nécessite le développement spontané de ses facultés** <sup>169</sup>. » Hobhouse se fait ici l'écho des arguments exprimés dans le chapitre de *On Liberty* intitulé « Of individuality, as one of the elements of well-being » où Mill se réfère à Wilhelm von Humboldt pour affirmer que l'« **objet vers lequel tout être humain doit sans cesse diriger ses efforts [...] est l'individualité de la puissance et du développement** <sup>170</sup> ». Il faut donc encourager les individus à développer leur personnalité (*character*) et tout ce qui va à l'encontre d'un développement libre de l'individualité est préjudiciable non seulement à l'individu même mais aussi au dynamisme (*energy*) de la société.

Sur ce point l'influence de la pensée millienne semble fondamental dans la pensée de Hobhouse et explique sa méfiance envers les doctrines qu'il qualifie de mécaniste où l'individu risque d'être privé de sa liberté de développer sa personnalité et de se retrouver dans la situation, décrite par Mill, de celui qui « **tel un singe, n'a besoin d'aucune autre faculté que celle d'imitation** <sup>171</sup> ». C'est à l'aune de cette conception positive de la liberté que Hobhouse choisit de comprendre la réticence de Mill envers la démocratie et le risque de la tyrannie de la majorité :

***He [Mill] recognized [...] that if personal liberty were fundamental, it might only be imperilled by a so-called political liberty which would give to the majority unlimited powers of coercion. (Lib 54)***

#### 2.2.2.2. Le Bien Commun

Hobhouse se différencie, toutefois, de celui qu'il considère comme son prédécesseur, en ce qui concerne la distinction entre *self-regarding actions* et *other-regarding actions*, puisque celle-ci ne correspond pas à la conception organique pour laquelle rien n'existe qui ne concerne strictement que l'individu. Toutefois, ni cette divergence, ni l'écart dans la conception du bonheur (« **Nous divergeons de Mill dans sa définition du bonheur comme la somme des plaisirs** <sup>172</sup> ») attribués respectivement à l'influence de « l'ancien individualisme <sup>173</sup> » et des « anciens utilitaristes <sup>174</sup> », n'empêchent Hobhouse de voir en

<sup>168</sup> Lib p. 52 : « particularly as regards freedom of thought and discussion, society needs light. »

<sup>169</sup> Lib p. 53 : « Manhood, and Mill would emphatically add womanhood too, rest on the spontaneous development of faculty. »

<sup>170</sup> MILL J. S., *On Liberty*, : « [...] the object 'towards which every human being must ceaselessly direct his effort [...] is the individuality of power and development' [...]. »

<sup>171</sup> Ibid. p. 75 : « He who lets the world, or his own portion of it, choose his plan of life for him, has no need of any other faculty than the ape-like one of imitation. »

<sup>172</sup> TRG p. 138 : « We should, therefore, diverge from Mill in his definition of happiness as a sum of pleasures. »

Mill le penseur libéral par excellence ; « **L'enseignement de Mill nous rapproche du cœur du libéralisme** <sup>175</sup> », puisque que celui-ci formula, selon l'auteur, une théorie conjuguant la liberté individuelle et le bien collectif :

***His [Mill's] method is to show that the permanent welfare of the public is bound up with the rights of the individual. Of course there are occasions on which the immediate expediency would be met by ignoring personal rights. But if the rule of expediency were followed there would be neither right or law at all. (Lib 52)***

Hobhouse affirme, en effet, de manière implicite, que la problématique de l'oeuvre de Mill part de la notion de Bien Commun (« *the welfare of the public* ») pour s'interroger sur les modalités de sa réconciliation avec les droits de l'individu. Hobhouse ne doute pas que Mill ait conservé de l'école utilitariste la finalité de l'intérêt commun. Il ne laisserait donc, en aucun cas, ce dernier être supplanté par les droits de l'individu : « **En tant qu'utilitariste, Mill ne peut recourir à aucun droit de l'individu qui s'oppose à l'intérêt commun** <sup>176</sup> . »

Comme nous l'avons écrit, il est difficile de juger de la validité de cette lecture de Mill. Nous nous contentons donc de noter que la description de la pensée de Mill s'organise autour du couple que forme l'individu et le collectif. C'est de leur rapport qu'il s'agit : la liberté de l'un enrichit l'autre, cet enrichissement profite, à son tour, à ce premier. Cette dialectique est, certes, présente dans l'oeuvre de Mill, mais sous la plume de Hobhouse, elle apparaît harmonisée, notamment parce que le texte ne laisse guère de place à la question de ce qui serait inaltérable dans la liberté de l'individu. Il n'y est, effectivement, pas fait explicitement mention de la divergence entre la distinction millienne entre les deux sphères et la conception harmonique. Le souci qu'à Mill de la préservation de la sphère de l'action de l'individu contre celle de l'action de la société est évacué, à nouveau, grâce au processus de minimisation des divergences qui s'articule sur de prétendus accords de principes :

***On the economic side of social life Mill recognized in principle the necessity of controlling contract where the parties were not on equal terms, but his insistence on personal responsibility made him chary in extending the principle to grown-up persons. (Lib 55)***

Cette phrase est un excellent exemple de la rhétorique de Hobhouse. Le choix de la formulation est, en effet, décisif. S'il avait écrit que Mill était resté fidèle à la notion de contrat libre sauf dans le cas des enfants, le lecteur aurait pu mesurer l'ampleur des différences entre le libéralisme de Mill et le « nouveau libéralisme » de Hobhouse. Mais l'auteur s'est, évidemment, gardé de faire état de la tension induite, notamment, par la confrontation de l'utilitarisme et l'individualisme de Mill.

***Mill's state of mind and ideas were always something of an amalgam of***

<sup>173</sup> Lib p. 58 : « older individualism ».

<sup>174</sup> TRG p. 139 : « older Utilitarians ».

<sup>175</sup> Lib p. 56 : « The teaching of Mill brings us close to the heart of Liberalism [...]. »

<sup>176</sup> Lib p. 52 : « As a utilitarian, Mill cannot appeal to any rights of the individual that can be set in opposition to the public welfare. »

***manifestly contrary forces. He explicitly and formally championed the standard utilitarian proposition that the supreme goal of action was and should be the greatest happiness of the greatest number; yet he seems often to write as though there were other ultimate values than utility, those associated with virtues, liberty, and individuality, for instance, and which he treats as if they have an independent significance of their own; The implications of this apparent antithesis of standards have long provided the occasion for extensive exegesis and critical comment. (Greenleaf II 104, 105)***

Cette omission masque peut-être un aveu de la part de Hobhouse. En effet, la finalité de son oeuvre est justement, d'abolir l'opposition entre ces deux pôles, en proposant un système cohérent fondé sur le concept d'harmonie. Reconnaître la précarité de l'équilibre, pourtant nécessaire, du respect de la liberté de l'individu et la légitimité de l'intervention des pouvoirs publics dans la pensée de Mill<sup>177</sup>, aurait pu impliquer la même précarité dans sa propre pensée.

### 2.2.3. Convergence des personnalités et des rôles

#### 2.2.3.1. Identification à Mill : « l'ultime prédécesseur »

C'est donc un Mill très proche de lui-même que Hobhouse décrit et défend contre ses détracteurs. Son admiration pour l'homme l'accompagna tout au long de sa vie ; dès 1897, Bradley<sup>178</sup> lui reproche, en effet, sa défense de Mill :

***He [Bradley] was particularly scornful of Hobhouse's defence of Mill: 'But I am not persuaded after all that Mill must have been a prophet because he has at last found a disciple to build his sepulchre'. (Collini LS 238)***

Mais Hobhouse n'en démord pas, la personnalité de Mill, en tout cas, reste à l'abri de toute critique :

***Hobhouse [...] contributed a very appreciative review to the Nation, claiming that 'what gives him a permanent value, which will survive all expositions of philosophical deficiencies, is not so much the work he did as the temper in which it was done', above all his openness and fair-mindedness***<sup>179</sup>.

Il semble que l'on puisse, en fait, discerner un mouvement d'identification de Hobhouse à Mill ; l'auteur écrit, en effet, en 1904 que la disparition de Mill a laissé vacante la place de théoricien du libéralisme :

***The truth is forced upon us that it is precisely the absence of clearly thought-out principles such as these men [Cobden, Bright, Bentham, Mill] understood and applied, that has destroyed the nerve and paralysed the efforts of Liberalism in our own day. The hope for the future of the party of Progress must largely depend upon the effort of thinkers — not thinkers of the study, but thinkers in close***

<sup>177</sup> Voir P. Jaudel, « On Liberty de J. S. Mill ; nécessaire et difficile équilibre » in M. CHRÉTIEN dir., *Libéraux et anti-libéraux*, pp. 55-66.

<sup>178</sup> Francis Herbert Bradley (1846-1924), philosophe idéaliste.

<sup>179</sup> S. Collini, *Public Moralists*, p. 334.



***contact with the concrete necessities of national life — to restate the fundamental principles of Liberalism in the form which modern circumstances require*<sup>180</sup>.**

Or, cette fonction de penseur indispensable à l'avenir du parti libéral, qui serait aussi un homme au contact de la réalité, correspond précisément, non seulement à la place qu'aurait occupée Mill, mais surtout à la vision que Hobhouse a de son propre rôle. Pour l'auteur, le penseur doit jouer un rôle actif dans la société, il est le maillon qui relie la société au monde de la théorie, qui ne trouve, justement, son sens que dans ce lien, puisqu'il peut ainsi accomplir son but : permettre le progrès de la société. L'une des implications de ce principe est, en l'occurrence, que le philosophe inspire la politique des partis. Ainsi, se revendiquer comme penseur libéral ne suppose pas seulement une cohérence avec l'idéologie, mais aussi une relation de fait avec le parti du même nom. Hobhouse se serait, par conséquent, considéré comme le successeur de Mill dans la fonction d'inspirateur de la politique de progrès que devait mener le parti libéral.

Le choix d'interprétation décrit ci-dessus a donc non seulement pour effet de mettre en valeur la convergence des idées, mais il accentue aussi la proximité des méthodes de raisonnement de Mill et de Hobhouse. Ce dernier, dont l'œuvre est pourtant caractérisée par une cohérence remarquable, est loin de critiquer l'absence de système global dans les écrits de Mill. En fait, la description de Mill donnée dans *Liberalism*, donne à penser que plus encore que les idées, c'est l'homme qu'admirait Hobhouse, notamment sa propension à s'intéresser à de nombreux domaines de la connaissance. Ainsi, Hobhouse écrit, par exemple, que

***Mill is the easiest person in the world to convict of inconsistency, incompleteness, and lack of rounded system. Hence [...] his work will survive the death of many consistent, complete and perfectly rounded systems. (Lib 52)***

### 2.2.3.2. Anti-dogmatisme

On pourrait être tenté de voir dans cet extrait, outre un éloge de Mill, une justification de la diversité des recherches de Hobhouse et de la méfiance qu'il entretient envers les philosophies systématiques. Il exprime ici sa préférence pour une pensée en mouvement qui reconnaît ne pouvoir conclure sur une vérité définitive, puisque la raison est en évolution. L'esprit qui anime la diversité de l'œuvre hobhousienne évoque à ce point l'influence de Mill, que Schnorr décrit l'auteur selon les termes suivants :

***Le tempérament intellectuel de Hobhouse s'affirme de plus en plus clairement comme un reflet de la devise de Mill : « suis ton esprit quelles que soient les conclusions auxquelles il t'amène. »*<sup>181</sup>**

Les deux hommes semblent, effectivement, partager certaines caractéristiques, telles que le refus du dogmatisme et, par là, la fidélité à l'essence même du libéralisme. L'intérêt que Mill porte à la liberté d'opinion et d'expression est l'occasion pour Hobhouse de réaffirmer le rôle capital joué par la raison qui s'exprime et se confronte au travers de ces libertés. Celle-ci, rappelons-le, est fondamentale à deux titres. D'abord, elle permet de rechercher

<sup>180</sup> Hobhouse, leader (*Manchester Guardian* 17/12/04), cité par Collini LS.

<sup>181</sup> Schnorr p. 290 : « *Hobhouses intellektuelles temperament formt sich immer deutlicher zu einem Spiegelbild des Millschen Mottos : "Follow your intellect to whatever conclusions it may lead".* »

la vérité, (que découvre la connaissance) quitte à parfois rencontrer l'erreur, or chez Hobhouse, comme chez Mill, « **la vérité a une valeur sociale** »<sup>182</sup>, puisque c'est la raison qui est le moteur du progrès social. De plus, le droit de l'individu à s'exercer librement à la recherche de la vérité est nécessaire à son développement, qui est l'une des conditions de l'harmonie. Hobhouse a, en effet, fait sienne l'une des premières critiques de Mill à l'égard de la philosophie de Bentham, l'harmonie, condition du bien, dépend de la réalisation de l'individu qui n'est pas uniquement animé de sentiments intéressés, au sens étroit, puisqu'il est possesseur le « **désir de perfectionnement intellectuel et spirituel** » que Mill nomme « **self-culture** »<sup>183</sup>. La libre recherche de la vérité constitue ainsi, non seulement la condition d'accès à celle-ci, mais permet, en outre, le développement de l'individu.

***There is an element of positive value in honest error which places it above mechanically accepted truth. So far as it is honest it springs from the spontaneous operation of the mind on the basis of some partial and incomplete experience. It is, so far as it goes, an interpretation of experience, though a faulty one, whereas the belief imposed by authority is no interpretation of experience at all. It involves no personal effort. Its blind acceptance seals the resignation of the will and the intellect to effacement and stultification. (Lib 52)***

Le libéralisme commun à Mill et à Hobhouse comprend donc, avant tout, une affirmation du droit à la liberté de penser, à la liberté que possède l'individu de cultiver sa pensée, de manière autonome, et ce contre toute tyrannie, que ce soit la tyrannie politique d'un pouvoir majoritaire ou celle d'une construction intellectuelle qui n'admettrait pas la contestation. Le discours autogène permet à l'auteur d'ancrer sa pensée dans la tradition libérale, de sorte qu'il lui est possible d'expliquer que sa conception collectiviste reste subordonnée au principe de liberté individuelle. Effectivement, la philosophie hobhousienne conçoit l'évolution orthogénique en tant que progrès qui repose sur la participation volontaire de chacun. Le dynamisme de la société ne peut, par conséquent, exister sans une organisation politique libérale, c'est-à-dire respectueuse des libertés.

## chapitre 4 Les influences ambiguës

Aux côtés de l'influence libérale revendiquée, figurent d'autres sources importantes d'inspiration dans l'œuvre de Hobhouse, pour lesquelles on constate également un écart entre le discours autogène et l'analyse exogène. Néanmoins, à l'inverse de l'influence libérale, le discours autogène tend à minimiser l'influence du positivisme et surtout de l'évolutionnisme et de l'idéalisme, en leur réservant un traitement bien plus complexe, qui oscille entre une dénonciation donnant lieu à une réfutation sévère et une reconnaissance modérée de l'influence. L'un des effets de cette partialité du discours autogène est de renforcer, *a contrario*, la posture libérale de l'œuvre, puisque la différence de traitement

---

<sup>182</sup> Lib p. 52 : « Truth has a social value ».

<sup>183</sup> P. VITOUX, *Histoire des idées en Grande-Bretagne*, p. 190.

des influences implique leur mise en opposition. L'oeuvre se présente comme s'étant construite à partir du libéralisme et contre les autres courants de pensées cités ci-dessus. Pourtant, la critique exogène contredit fortement le discours autogène sur ce point, révélant par là ce qui constitue probablement la tension la plus forte de l'oeuvre hobhouseienne, et son ressort le plus complexe. Par conséquent, il convient d'interroger cette problématique que nous appellerons « les influences ambiguës ».

## 1. L'idéalisme

---

Une partie conséquente de l'oeuvre de Hobhouse est consacrée à la réfutation de l'idéalisme : *The Metaphysical Theory of the State* tout entier, de nombreux articles, de nombreux passages d'autres ouvrages, de même que de fréquentes allusions, parfois implicites, témoignent de la virulence de son opposition à ce courant de pensée. Pourtant, même s'il n'existe pas de consensus parfait parmi les critiques de l'oeuvre, il est juste d'affirmer que tous s'accordent à reconnaître une certaine influence de l'idéalisme sur l'auteur. Gray affirme, ainsi, que la pensée de Hobhouse est une synthèse de celle de Mill et de Green, tandis que Freedman écrit :

***The origins of advanced liberalism are situated at a number of crossroads : Utilitarianism — in itself a system of thought no less influential in the Western world than Marxism — was undergoing refinement. The evangelical spirit which pervaded the English religious scene was becoming secularized and generalized; the peculiar characteristics of British Idealism ensured compatibility with a range of ideas seemingly remote from its basic maxims. (Freedman I, 12)***

Depuis les travaux de Freedman, il apparaît qu'on peut décrire la position de l'historiographie comme consistant en une reconnaissance de l'influence partielle et non-essentielle de l'idéalisme sur le « nouveau libéralisme ». Or, si l'on s'en tient au discours autogène, cette analyse est pour le moins inattendue. L'auteur dénonce et réfute méthodiquement l'idéalisme anglais de Bosanquet et de Bradley et l'idéalisme allemand de Hegel, même s'il fait, par ailleurs, souvent l'aveu d'une certaine sympathie pour Green. Il semble que l'on puisse parler d'une relation ambivalente puisque la pensée de Hobhouse a, d'une part, été indéniablement pénétrée par l'idéalisme, alors que celui-ci a, d'autre part, joué le rôle de repoussoir, permettant à l'auteur de s'en distinguer pour se définir au travers de cette opposition. Nous nous proposons, ici, d'explorer les articulations et les enjeux de cette relation, afin de tenter d'en expliciter l'ambiguïté.

### 1.1. Une politique et une philosophie éthique ?

Rappelons, en préalable, que comme le libéralisme, l'idéalisme est, pour l'auteur, à la fois une éthique et une pensée politique. Mais contrairement au libéralisme, il n'y a pas de relation évidente entre l'éthique et la politique dans le cas de l'idéalisme. Ce fait permet, par exemple, à Hobhouse de distinguer entre la politique de Green, qu'il considère avec bienveillance, et celle de Bosanquet, qu'il condamne. La politique idéaliste que dénonce Hobhouse est celle qu'il lui attribue et qu'il a déduite, en grande partie, de ce qu'il juge être les applications de sa philosophie. Fidèle à sa conception manichéenne, (les forces du progrès contre les forces réactionnaires), Hobhouse voit dans la philosophie idéaliste,

à l'exception de celle de Green, une influence néfaste sur le monde politique, qu'il combat avec acharnement. Comme nous l'avons déjà écrit, Hobhouse envisage toujours conjointement la philosophie et la politique, bien qu'il les distingue théoriquement : « **Son [Hobhouse] allégeance à Mill a toujours été un bon exemple du mélange des éléments philosophiques et politiques dans ses loyautés**<sup>184</sup>. » Cette position est parfois source d'une certaine confusion, qui, dans le cas du discours sur les influences ambiguës, rajoute à la complexité. Lorsqu'il critique l'idéalisme, l'auteur passe constamment de la philosophie à la politique, et vice-versa, si bien qu'il est difficile de discerner avec précision la nature de l'argumentation. Hobhouse s'applique, en effet, à dénoncer l'incohérence des principes métaphysiques de l'idéalisme en même temps que celle de leur philosophie proprement politique :

**[...] the truth or falsity of such a theory is a matter of no small interest; indeed it is not a question of theory alone but of a doctrine whose historical importance is written large in the events of the nineteenth and twentieth centuries. (MTS 25)**

Un tel axe critique n'est guère surprenant de la part d'un penseur de l'harmonie, cette cohérence rationnelle du monde conçu comme un tout indivisible. Néanmoins, les contradictions dénoncées semblent, parfois, imputables à l'interprétation subjective de l'auteur plutôt qu'aux pensées visées.

## 1.2. le coeur de la critique de l'idéalisme

Ce qui distingue (et oppose) essentiellement la pensée de Hobhouse de la pensée idéaliste, est d'ordre métaphysique et politique. Il s'agit d'une divergence qui semble pouvoir être ramenée essentiellement à deux préceptes. Il faut cependant noter, en tout premier lieu, que l'auteur considère que ces prétendus préceptes idéalistes sont mutuellement dépendants. Nous ne les séparons ici que momentanément, pour les besoins de notre exposé.

### 1.2.1. Le plan métaphysique

Sur le plan métaphysique d'abord, Hobhouse reproche à l'idéalisme de confondre le réel et l'Idéal<sup>185</sup> : « [...] **ce que nous reprochons principalement à la méthode idéaliste est de se fonder sur la confusion fondamentale entre l'idéal et le réel et de ne jamais la corriger**<sup>186</sup>. » Pour l'idéalisme, en effet, « **seul est vraiment, réellement, le tout** » des déterminations de l'être :

**Un tel tout idéalisant ce qu'il totalise est ce que Hegel désigne comme l'Idée, en reprenant le sens kantien du terme, mais en conférant à son contenu — retour à l'exaltation platonicienne — la réalité et la vérité absolue**<sup>187</sup>.

<sup>184</sup> Collini LS p. 236 : « His [Hobhouse's] allegiance to Mill was always a good example of the mingling of philosophical and political elements in his loyalties. »

<sup>185</sup> Nous orthographions Idéal avec une majuscule, lorsque le terme signifie « ce qui relève de l'idée ».

<sup>186</sup> MTS p. 23 : « [...] our general charge against the method of idealism must be that it starts with and never corrects the fundamental confusion of the ideal and the actual. »

Hobhouse a rejeté cette conception dès sa période à Oxford qui avait pourtant été à cette époque gagnée par l'idéalisme de Green et de ses successeurs. Son ouvrage *The Theory of Knowledge* fut d'ailleurs mal accueilli par ses pairs et cet échec est interprété par les biographes comme l'une des raisons de son départ :

***Hobhouse was a well-known critic of Idealism; indeed, his first major philosophical work, The Theory of Knowledge (1896), was intended as a realist critique of the essential Idealist 'fallacy' — 'that consciousness must in some way sustain in its existence the reality that it knows, that what exists for knowledge exists only by our knowledge'*<sup>188</sup>.**

À ce « faux raisonnement » (*fallacy*) l'auteur oppose sa propre théorie de la connaissance laquelle, comme nous l'avons écrit, provient de l'expérience. Il existe, par conséquent, une contradiction irréductible entre le réel hobhousien, proche de l'empirisme, et le réel tel qu'il est conçu par l'idéalisme. La querelle s'oriente, dès lors, vers un désaccord sur les concepts voire sur les mots : « ***pourquoi alors ne pas admettre que ce n'est pas réel mais idéal***<sup>189</sup> ? ». Les termes « raison », « rationnel », « entendement » et « volonté » sont l'objet d'une définition différente qui rend toute comparaison difficile. Selon Collini, en tout cas, une partie de l'opposition de Hobhouse à l'idéalisme proviendrait d'une mauvaise compréhension due, notamment, à cette question de vocabulaire. Lorsque Hobhouse accuse l'idéalisme de détourner l'individu de la raison et de faire disparaître la frontière entre le vrai et le faux, il semble, effectivement, qu'il refuse de se situer dans une autre perspective que la sienne, ce qui le conduit, parfois à jouer sur les mots. Dans l'extrait ci-dessous, par exemple, il utilise le terme « idéalisme » (*idealism*), d'abord au sens d'un « système philosophique qui ramène l'être à la pensée et les choses à l'esprit », qu'il assimile implicitement à « idéal », afin de réemployer le terme « idéalisme », cette fois-ci, dans son sens courant « attitude d'esprit ou forme de caractère qui pousse à faire une large place à l'idéal, au sentiment pour améliorer l'homme<sup>190</sup> » :

***This theory is commonly spoken of as idealism, but it is in point of fact a much more subtle and dangerous enemy to the ideal than any brute denial of idealism emanating from a one-sided science. (MTS 18)***

Pour l'auteur, toute philosophie qui nie la capacité de la raison (l'idéalisme emploierait probablement ici le terme « entendement ») à appréhender la vérité au travers de l'expérience qui met au contact des faits (*true facts*), rend son progrès impossible. C'est au contraire la révision de la vérité par l'expérience qui donne accès au réel. Celui-ci reste toujours à découvrir, ce qui signifie que l'erreur est inévitable mais qu'elle est, justement, corrigée par l'expérience : « ***dans la philosophie de notre auteur [Hobhouse], l'inconnaissable est transmué en « ce qui n'est pas encore connu »***. [...] ***Notre connaissance n'est limitée que parce que notre expérience est limitée***<sup>191</sup>. »

<sup>187</sup> B. BOURGEOIS, Hegel, p. 60.

<sup>188</sup> J. MEADOWCROFT, introduction à *Liberalism*, p. xiii.

<sup>189</sup> MTS p. 49 : « Why not then admit that it is not real but ideal [...] ? »

<sup>190</sup> Ces deux définitions sont données par le petit Robert, édition 1987.

### 1.2.2. Le plan politique

Hobhouse ne limite pas ses critiques au plan métaphysique. Il affirme qu'en tant que philosophie de la vérité absolue, l'idéalisme porte en lui le danger de l'absolutisme et qu'il engendre, au mieux, une conception conservatrice de l'État : « ***l'idéaliste affirme que les coutumes, les traditions et les institutions de la société sont l'expression d'une intelligence (mind) objective ou esprit (spirit)***<sup>192</sup>. » L'idéalisme procéderait donc à une assimilation du rationnel à l'État, ce qui reviendrait à déposséder l'individu de l'exclusivité de la raison et à prôner sa soumission à une raison supérieure incarnée par l'État. Sur le plan politique, il accuse les idéalistes de militer en faveur d'un état autoritaire qui écraserait l'individu. C'est là l'argument principal de *The Metaphysical Theory of the State* qui s'en prend à l'« État-Dieu » de Hegel et de Bosanquet :

***C'est seulement dans l'État que l'homme a une existence rationnelle. [...] c'est seulement ainsi qu'il est conscience, seulement ainsi qu'il est au sein de la coutume éthique, de la vie juridique et éthique de l'État. Car le vrai est l'unité de la volonté universelle et de la volonté subjective, et l'universel réside, à l'intérieur de l'État, dans les lois, dans ses déterminations universelles et rationnelles***<sup>193</sup>.

L'autoritarisme et le conservatisme seraient la conséquence inéluctable de l'État métaphysique de Hegel et Bosanquet. Ils découleraient précisément de trois préceptes fondés sur les notions idéalistes du vrai (*real*) et de la volonté (*will*) :

***The first is that true individuality of freedom lies in conformity to our real will. The second is that our real will is identical with the general will, and the third [...] is embodied more or less perfectly in the state. (MTS 71)***

Hobhouse insiste sur le contraste entre l'État idéaliste et la société libérale, qui est celle où s'exprime librement l'individu participant, de cette manière, à l'harmonisation des rapports sociaux, dans la mesure où il découvre progressivement le bien rationnel. L'individu s'achemine librement et activement vers la prise de conscience de l'adéquation entre le Bien Commun et sa liberté :

***Every group of human beings acquires a corporate life and with it only too probably a collective selfishness, which over long periods may hold the development of other groups in arrest. The contrast is between the rational harmonious good and the irrational conflicting bad. When this contrast is confused with the contrast between the real and the unreal the problem is stated in wrong terms and does not admit of solution. The peculiar vice of this statement is that, in laying down a certain kind of life as expressing the real will of the individual, the ground is prepared for the argument that in the compulsion of the individual to lead such a life there is no interference with his real will. He is***

---

<sup>191</sup> J. A. NICHOLSON, « Some aspects of the philosophy of L.T. Hobhouse », p. 73 : « in our author's [Hobhouse] philosophy, the unknowable is transmuted into the 'not yet known' [...]. Our knowledge is limited only because our experience is limited. »

<sup>192</sup> MTS p. 79 : « The idealist maintains that the customs, traditions and institutions of society are the expression of an objective mind or spirit. »

<sup>193</sup> Hegel, *La raison dans l'histoire*, in B. Bourgeois, Hegel p. 44.

*supposed to be merely unable to judge for himself. (MTS 49)*

### 1.2.3. Incohérence de la critique

#### 1.2.3.1. Confrontation Bosanquet /Hobhouse

La critique hobhousienne de l'idéalisme consiste surtout en une critique des applications politiques de sa métaphysique et se fonde sur le point de vue du libéralisme : « **On dit généralement que le libéralisme anglais traditionnel constitue le point de vue à partir duquel Hobhouse a attaqué l'idéalisme**<sup>194</sup>. » Mais la réponse de Bosanquet et de Bradley, contemporains de l'auteur, aux attaques de Hobhouse arguent de sa mauvaise compréhension de leurs théories. Le débat métaphysique qui s'ensuit est à la fois particulièrement difficile et finalement peu révélateur de la pensée de Hobhouse. Nous ne l'évoquons donc pas. En revanche, l'article qu'a consacré Collini à la confrontation entre Hobhouse et Bosanquet apporte des renseignements capitaux en ce qui concerne l'interprétation de la politique idéaliste. Collini a, en effet, fait le constat que c'est à tort que Bosanquet a été considéré comme « un amoureux de l'État » (*a lover of the State*) après la publication de son ouvrage *The Philosophical Theory of the State* (auquel Hobhouse répondit, ironiquement, par *The Metaphysical Theory of the State*). Francis et Morrow<sup>195</sup> signalent que cette erreur résulte précisément de la complexité de la métaphysique de Bosanquet, qui semblait proposer une « **conception fonctionnaliste de la personnalité qui conférerait un aspect plus intolérant et moins libéral à sa théorie politique**<sup>196</sup> ». Or, selon Collini, Bosanquet était en fait un individualiste sur le plan politique, qui dénonçait l'intervention socialiste (*socialistic intervention*), s'inscrivant en faux contre l'idée qui se répandit à partir des années 1880, qu'aucun individu ne pouvait lutter contre les forces économiques et sociales qui déterminaient sa situation. Selon lui, l'intervention de l'État était un facteur d'affaiblissement de la volonté de l'individu. Il s'opposa, par conséquent, aux lois sociales des gouvernements libéraux du début du siècle, préférant prendre part à une organisation caritative privée, la Charity Organization Society qui incarnait l'initiative individuelle. Au sein de cette dernière, il prôna une aide individualisée aux pauvres par opposition à un soutien financier systématique. On en vient donc à friser l'absurdité : Hobhouse reprochait à Bosanquet son étatisme métaphysique, alors qu'il était lui-même bien plus favorable au développement du rôle de l'État :

***It is an interesting paradox that part at least of Hobhouse's contemporary reputation rests on his criticism of Bosanquet's political theory as involving too large a role of the state. (Greenleaf II 162)***

<sup>194</sup> S. COLLINI, « Hobhouse, Bosanquet and the State » p. 86 : « [...] the standpoint from which Hobhouse is generally said to have attacked Idealism is that of traditional English Liberalism. »

<sup>195</sup> Voir M. FRANCIS, J. MORROW, *A History of English Political Thought in the Nineteenth Century*.

<sup>196</sup> Ibid., p. 291 : « The misgivings of Hobhouse and other contemporary critics were due in part to aspects of his metaphysics. In *The Principle of Individuality and Value* (London, 1912) and *The Value and Destiny of the Individual* (London 1913) Bosanquet appeared to develop a functional view of personality which gave an illiberal cast to his political theory [...]. »

Inversement sa critique de l'idéalisme se faisait du point de vue de la défense de la liberté individuelle alors que Bosanquet n'avait, apparemment, cessé de la revendiquer.

### 1.2.3.2. Éléments d'explication de cette incohérence

Il semble difficile de résoudre ce paradoxe de manière entièrement satisfaisante. Il est, néanmoins, possible de l'éclaircir grâce à quelques observations : en premier lieu, la métaphysique occupe pour Hobhouse une place prépondérante. Par conséquent, à ses yeux, la thèse de l'étatisme de la métaphysique idéaliste n'est pas invalidée par le fait que Bosanquet ne milite pas, en politique, pour l'étatisme. Cela prouve tout au plus que Bosanquet lui-même ne saisit pas toutes les implications de sa métaphysique, que l'on ne peut en aucun cas considérer comme secondaire. Ensuite, comme nous le verrons dans le dernier chapitre du présent ouvrage, l'auteur voit en l'idéalisme anglais un avatar de l'idéalisme allemand. Or, le contexte de la première guerre mondiale (*The Metaphysical Theory of the State* fut publié en 1918) créa un certain anti-germanisme auquel l'auteur ne resta pas indifférent. Il attribua la responsabilité de l'autoritarisme du gouvernement allemand à l'influence idéaliste<sup>197</sup>, considérant l'attitude belliqueuse de l'Allemagne comme l'incarnation du concept de l'État comme « raison objective ». Lorsqu'il déduit l'État autoritaire des préceptes métaphysiques de l'idéalisme, c'est avant tout l'exemple allemand qu'il a à l'esprit. Certes, son opposition à l'idéalisme ne date pas du conflit mondial. Dans *Democracy and Reaction*, il condamnait déjà ses applications politiques ; mais, même s'il est lui-même philosophe de formation, il se méfie, dans la grande tradition du libéralisme anglais, des théories trop abstraites, des systèmes typiques de la philosophie allemande, et la guerre le conforte, évidemment, dans cette opinion.

Enfin, pour autant qu'il soit incontestable que l'indignation de Hobhouse face à l'idéalisme est sincère, il apparaît qu'il l'a utilisée à des fins stratégiques, identiques à celles ayant trait à l'usage du libéralisme, dont le but était de promouvoir des réformes d'ordre collectiviste. Ainsi, si Bosanquet n'était pas un partisan d'un État fort, il était nécessairement un opposant au progrès et, à ce titre, un conservateur. Le combat contre l'idéalisme n'était alors pas si absurde qu'il n'y paraissait. En tentant d'invalider la théorie idéaliste, Hobhouse pouvait espérer invalider la pratique individualiste qui était celle de Bosanquet et de son épouse Helen, connue, elle aussi pour ses prises de position contre l'intervention de l'État<sup>198</sup>. De plus, sa position fondée sur le point de vue libéral servait, indirectement, à nouveau la cause du « nouveau libéralisme ». La mise au jour de l'absolutisme idéaliste revenait à renforcer celui-là dans son rôle de seul défenseur des libertés, et de seul héritier authentique du libéralisme.

### 1.3. Convergences

---

<sup>197</sup> Voir chapitre 9, section 1.

<sup>198</sup> Selon Read, Helen Bosanquet aurait, par exemple, déclaré : « The strength of the people lies in its own conscious efforts to face difficulties and overcome them. ». D. READ, *Edwardian England*, p. 153. En outre, Helen Bosanquet s'opposa à Beatrice Webb dans la *Poor Law Commission*.



### 1.3.1. Évolution de la pensée de Hobhouse face à l'idéalisme

La prise en compte de l'aspect stratégique de l'affrontement contre les idéalistes fait ainsi apparaître que c'est, finalement, surtout pour ses conséquences sociales et politiques que Hobhouse s'opposait à l'idéalisme ; ainsi, la confusion entre le vrai (*real*) et le rationnel (*rational*) donne lieu à ce commentaire révélateur de la crainte du conservatisme et de l'autoritarisme : « si tout ce qui vrai est rationnel, alors il est difficile de contester l'opinion selon laquelle tout ce qui gagne est juste<sup>199</sup>. » Si l'opposition de Hobhouse aux deux conceptions prétendument dérivées de l'idéalisme, à savoir d'une part, la conception allemande d'un État fort, d'autre part la conception individualiste et anti-interventionniste de Bosanquet ne fut jamais démentie, il n'en va pas de même pour la métaphysique. Au fur et à mesure de sa vie, il sembla se rapprocher de certains des concepts fondamentaux de l'idéalisme et cela alors même que s'affirmait son appartenance au libéralisme. Comme le montre la pensée de Green, ces deux idéologies ne sont en aucun cas incompatibles, surtout si l'on définit le libéralisme dans son acception hobhousienne, c'est-à-dire favorable à l'intervention de l'État. La confrontation avec les idéalistes aurait, en fait, connu trois stades distincts : le jeune Hobhouse, auteur de *The Labour Movement*, était proche du socialisme, et la publication de *The Theory of Knowledge* a pu participer de son combat contre l'individualisme idéaliste. Puis, le Hobhouse de la maturité qui, à partir de *Mind in Evolution*, se rapproche des vues idéalistes et finit par donner dans *Development and Purpose* une conception métaphysique quasi-idéaliste :

***In 1913 he spoke more freely of 'a greater Spirit', and argued that, 'if, as we now conclude, a purpose runs through the world-whole, there is a Mind of which the world-purpose is the object.'*<sup>200</sup>**

Enfin, la première guerre mondiale suscite une réaction contre l'idéalisme allemand, qui inspire *The Metaphysical Theory of The State*.

### 1.3.2. Thèmes communs

Il semble donc que l'on puisse parler d'un rapprochement qui se manifeste dans un certain nombre de thèmes communs. Ces éléments idéalistes ont influencé Hobhouse : il a tenté de les intégrer à sa construction philosophique en assurant leur cohérence avec l'expérience. Ce mélange particulier permettrait, par conséquent, la définition de la pensée hobhousienne comme une synthèse d'une épistémologie réaliste qui s'applique à démontrer des conclusions d'inspiration idéaliste. Nous proposons ci-dessous une présentation thématique qui résume les convergences. Signalons, toutefois, qu'il ne s'agit que d'indiquer des éléments de comparaison ; certains thèmes seront développés dans notre deuxième partie, auquel nous renvoyons le lecteur.

#### 1.3.2.1. Self-realization

<sup>199</sup> Cité par S. Collini, « Hobhouse, Bosanquet and the State », p. 90 : [in introduction to the 1909 edition of *Democracy and Reaction*], "If all that is real is rational, it is difficult to resist the view that what wins is right." »

<sup>200</sup> Collini LS p. 243, il cite *Development and Purpose*.

La liberté de l'individu est conçue par l'idéalisme et par Hobhouse (on retrouve d'ailleurs peut-être là une trace de l'influence de Mill sur Green) comme une liberté concrète, c'est-à-dire la liberté conçue comme capacité<sup>201</sup> ; l'individu doit se réaliser, et ce développement individuel est bénéfique pour le collectif. Cette notion implique un changement capital dans la conception de la liberté individuelle. Celle-ci ne se résume plus au droit à agir spontanément, avec pour seule limitation la liberté d'autrui. Les célèbres exemples de l'homme qui risque sa vie en voulant traverser un pont dangereux ou de l'alcoolique illustrent une contradiction possible entre ce que l'on semble vouloir et ce que l'on veut vraiment. L'individu est, donc, conçu comme tendant vers la réalisation de ce qu'il veut vraiment, qui est de nature rationnelle ou objective, ce dont découle la notion d'une finalité commune. La question de la volonté ainsi posée, il faut parvenir à une définition de la « volonté vraie », ce qui revient à l'introduction du concept de « *real will* » ou de « *common will* ». Or celui-ci ne peut être réduit, ni pour Hobhouse, ni pour les idéalistes, à l'aspiration au bonheur (*happiness*), du moins au bonheur des utilitaristes qui est confondu avec le plaisir. Il s'ensuit, nécessairement, un système de valeurs : la finalité ultime est plus noble ou plus « vraie » que d'autres buts qui motivent l'action de l'individu. A nouveau, les pensées hobhousienne et idéalistes s'accordent sur ce point : elles considèrent que la réalisation de la volonté de l'individu est d'ordre moral et qu'elle est primordiale, en tant que telle. Hobhouse peut donc reprendre à son compte la phrase de Green qui dit que le rôle de l'État est de « *hindering hindrances* », d'empêcher les obstacles au développement moral de l'individu.

Des divergences apparaissent néanmoins lorsque l'on examine en quoi consiste la volonté. Chez Hobhouse, elle demeure liée aux émotions<sup>202</sup>, tandis que l'idéalisme la rattache plus nettement à l'idée donc à l'esprit. En tout état de cause, les principes résumés ici peuvent donner lieu à des applications politiques différentes. Bosanquet, par exemple, met l'accent sur le fait que la réalisation de l'individu dépend de son degré de conscience de sa volonté. Il s'agit pour lui, d'éviter à tout prix une intervention matérialiste systématique qui aurait pour effet d'éloigner l'individu de sa liberté. Or, s'il accepte aussi l'idée que le développement de l'individu participe de sa liberté, c'est-à-dire qu'il ne peut lui être imposé, Hobhouse soutient, à l'inverse, qu'il ne peut se faire sans une amélioration des conditions économiques et sociales, notamment parce qu'en tant que réaliste, il ne peut laisser la dimension de réalité sociale passer au second plan. Les soucis quotidiens, tels que l'emploi ou le niveau de vie, constituent l'expérience de l'individu, c'est-à-dire sa réalité effective. A nouveau, la différence philosophique se déplace vers les applications politiques : la question qui sous-tend ce débat est celle de l'initiative individuelle, question caractéristique, finalement, du débat entre la droite et la gauche. La thèse de Collini prend ici tout son sens : selon lui Hobhouse et Bosanquet seraient tous deux des greeniens, mais l'auteur serait un greenien de gauche alors que ce dernier incarnerait la droite greenienne<sup>203</sup>.

<sup>201</sup> L'usage de l'anglais permet de distinguer entre « *freedom from* » et « *freedom to* ».

<sup>202</sup> Voir chapitre 1.

<sup>203</sup> Voir S. COLLINI, « Hobhouse, Bosanquet and the State ».

### 1.3.2.2. La conception organique

Lorsque Hobhouse reconnaît que la conception idéaliste de l'État équivaut à une conception organique de la société, il n'y est pas hostile. Ainsi, il n'attaque pas Green, dont la philosophie lui semble préserver la liberté de l'individu dans un État qui ne l'absorbe pas. Les conceptions idéalistes et hobhousienne ont en commun le fait qu'elles traitent du rapport de l'individu au Bien Commun. Hobhouse porte une attention particulière à l'équilibre de ce rapport. Il condamne toute pensée dès lors qu'il la soupçonne de prétendre que l'élaboration du Bien Commun se fait au détriment du développement de la personnalité. Théoriquement, l'État doit demeurer le moyen du développement de l'individu et non une fin en soi ; il doit son existence aux individus et n'existe pas sans eux. Sur ce point, Hobhouse apparaît très proche de Green, pour qui, après Kant, chaque membre de l'humanité doit être traité absolument comme une fin en soi et non comme un moyen<sup>204</sup>. Néanmoins, la société n'est pas non plus, ni pour Green, ni pour Hobhouse, un simple « agrégats d'individus » (selon la représentation libérale classique de la société) qui seraient liés par un contrat d'utilité qui aurait pour but de faciliter la réalisation de leurs intérêts égoïstes. La conception organique n'oppose pas l'égoïsme de l'individu et le Bien Commun, puisque leurs intérêts sont identiques. Ainsi la description que fait J. Mortier de la pensée de Green semble-t-elle pouvoir s'appliquer tout aussi bien à Hobhouse :

***Cette vision de la réalité, comme un tout organique fondé sur l'interconnection des différentes parties, l'amène à nier toute opposition réelle entre le bien moral commun et le bien moral privé, la vertu étant le seul bien qu'on puisse « chercher à atteindre sans qu'il y ait concurrence d'intérêts, [...] qui soit réellement commun à tous ceux capables de le poursuivre »<sup>205</sup>.***

À la lumière de ce parallèle entre les pensées de Green et de Hobhouse, il est difficile de concevoir comment ce dernier peut affirmer ne pas adhérer à la distinction entre « *real will* » et « *actual will* » : si ce que veut vraiment l'individu est d'ordre moral, et s'il se trompe lorsqu'il croit que ses intérêts vont à l'encontre des intérêts du Bien Commun, comment rendre compte alors de son désir qui, effectivement, n'est pas toujours compatible avec ce dernier ? Il n'apparaît pas que l'oeuvre de l'auteur apporte de réponse théorique réellement satisfaisante à cette question, ce qui semble donner, sur ce point, raison à la critique de Freedon :

***More than any other new liberal theorist, Hobhouse was a disciple of Green and it is precisely in those aspects of his thought which are basically a repetition of Green's ideas that Hobhouse is least satisfactory. (Freedon I, 66)***

Pourtant, il reste que Hobhouse n'adhère pas à la démarche idéaliste. Il la contredit toujours grâce à l'argument réaliste selon lequel la théorie ne peut remplacer l'expérience, ce qui lui permet de ne pas aller jusqu'au bout du raisonnement idéaliste. Il se distingue, ainsi, explicitement de Green<sup>206</sup> parce que l'harmonie est un idéal (au sens courant du

<sup>204</sup> Voir P. FONTANEY, « T.H. Green : la métaphysique », in M. CHRÉTIEN dir., *Le Nouveau libéralisme anglais*, pp. 39-63.

<sup>205</sup> J. MORTIER, « T.H. Green : le philosophe dans la cité. », in M. CHRÉTIEN dir., *Le Nouveau libéralisme anglais*, pp. 77-100. Mortier cite Green, pp. 79, 80.

terme) vers laquelle la société s'achemine. Dans la mesure où elle ne l'a pas atteint, le bien privé et le Bien Commun sont encore discordants :

***The term self-realization often seems to suggest too optimistic a solution of fundamental ethical difficulties. If, indeed, the social harmony were perfect, we might lay down that the good of the whole would be the synthesis of the good of each member. For the full development of every personality is conditionally good — conditionally, that is, on its capability of harmonization with the development of others. All that in each individual might be so harmonized, we include in the term “social personality” and the failure of any social personality to achieve its full development is a net loss. Thus the most perfect social harmony must provide the fullest development for each social personality, and that is the good for each. But a social harmony which is only emerging very gradually from the condition of moral chaos and has to work itself out under the conditions of a non-moral nature never, in fact, presents so complete a consistency. (TRG 142)***

### 1.3.2.3. Négation du concept de « super-esprit »

Hobhouse substitue, donc, à la distinction entre « *real will* » et « *actual will* », une séparation entre la volonté de l'individu au stade présent de l'évolution sociale et la volonté potentielle qui s'affirmera par le processus d'harmonisation, qui dépend, au demeurant, des mesures politiques communes prises par l'État. En tout état de cause, cette dernière n'a pas d'existence réelle pour le moment. Il procède de la même manière en ce qui concerne la reconnaissance de la raison commune à tous les individus ou raison objective, concept essentiel puisqu'il sert à expliquer que l'individu tend, inexorablement, vers une unification avec le Bien Commun :

***Despite his antipathy towards Idealism, Hobhouse drew upon Hegel, and this influence is evident in Hobhouse's conception of a universal developmental process in which a spiritual principle inherent in reality grows and achieves self-consciousness.***<sup>207</sup>

Le principe de raison est, selon lui, commun à tous, mais il est inhérent à l'individu, en tant que potentiel, et n'existe pas en dehors de lui. Hobhouse ne va pas jusqu'à admettre l'idée d'un « super-esprit », pas plus qu'il n'accepte celle de l'incarnation de la raison dans l'État. Il se contente de reconnaître, grâce au concept d'évolution orthogénique, que le progrès de la raison, ou l'évolution de l'esprit (*mind in evolution*), est à la fois cause (ce dernier comprend de plus en plus les liens organiques qui l'unissent à la société) et effet (cette compréhension amène l'individu à se comporter en conséquence) de l'harmonie (en tant que processus d'harmonisation). En outre, il s'agit là d'un phénomène que l'on peut constater empiriquement, comme le montre l'histoire. Néanmoins, ce raisonnement ne fait sens qu'à condition que l'on accepte son postulat de départ, à savoir que la volonté commune « *common will* » est, effectivement, une donnée empirique, ce que Hobhouse prétend démontrer par son recours à l'enquête sociologique sous la forme de l'étude historique. Or, comme nous l'avons déjà écrit, l'objectivité de cette dernière semble

<sup>206</sup> Il s'agit, à nouveau, de l'interprétation Hobhousienne de Green.

<sup>207</sup> J. MEADOWCROFT, *intro à Liberalism* p. xiii.

contestable. En effet, il est difficile d'adhérer sans réserve à la thèse hobhousienne d'un principe d'unification de la raison qui se manifesterait dans l'histoire. Cet argument semble relever plus d'un *a priori* idéaliste que d'un constat *a posteriori*, ce qui implique une ambiguïté dans la position réaliste de l'auteur :

***On the one hand Hobhouse repeatedly stressed that society existed in individuals; that only individuals, not society, have a distinct personality, that there is no thought except in the mind of an individual thinker ; and that there was no such thing as a unitary social mind or will. On the other hand he claimed that in its advanced stages of development, mind obtained a unified, self-directing force of its own and that the sum of thought in existence was more than any thought that existed in the head of any individual. Society did have 'a certain collective life and character' and there was something called the common will which was the sole means of realizing the common good. (Freedman I, 67, 68)***

#### 1.4. L'équilibre : l'idéalisme libéral ?

##### 1.4.1 Confrontation entre l'État idéaliste et l'État libéral

###### 1.4.1.1 Accord avec le libéralisme de l'État greenien

Lorsqu'elle essaye de se démarquer de l'idéalisme, la métaphysique de Hobhouse apparaît fragile, parce que, comme nous venons de le montrer, les éléments communs sont trop nombreux pour que le discours autogène, qui situe l'œuvre contre l'idéalisme, soit à même de convaincre le lecteur. A titre d'exemple, on pourra comparer la définition de la raison hobhousienne donnée dans la première partie de ce chapitre et celle de la raison greenienne présentée par Fontaney (« ***La raison est une instance a priori qui établit des relations entre les impressions venues du monde : elle opère la synthèse du multiple***<sup>208</sup>. »), pour constater que l'écart est très faible.

Par conséquent, il apparaît que l'on peut nuancer l'opposition revendiquée contre l'idéalisme, grâce à la distinction entre les différentes formes de cette philosophie, puisque l'idéalisme ne contient pas forcément d'éléments incompatibles avec le libéralisme. Dans le cas d'un idéalisme social et libéral, l'idéalisme n'est plus un ennemi du « nouveau libéralisme » hobhousien mais, au contraire, un des courants de pensée qui participe à son apparition :

***Hobhouse s'oppose à l'idéalisme en tant que philosophie de l'État ; cependant, si l'idéalisme se présente en tant qu'idéalisme social, alors l'opposition se réduit. Ceci peut être illustré, non seulement par l'accord avec T.H. Green mais aussi par des épisodes de la dispute avec Bosanquet***<sup>209</sup>.

<sup>208</sup> P. FONTANEY, « T.H. Green : la métaphysique », p. 49.

<sup>209</sup> Schnorr p. 341 : « Wenn sich Idealismus als >sozialer Idealismus< präsentiert, reduziert sich jene Gegnerschaft gegen Idealismus, die Hobhouse gegenüber einen Idealismus als >Staatsphilosophie< besitzt. Nicht nur die ausgesprochene Zustimmung zu TH Green, sondern auch Momente in der Auseinandersetzung mit Bosanquet können dies veranschaulichen. »

Ainsi, l'opposition de Hobhouse ne se résume plus qu'à quelques questions épistémologiques :

***[...] though Hobhouse was impressed by Green's notion of a spiritual principle realising itself in the finite consciousness, he was unable to accept the epistemological arguments upon which Green based his views. (Ginsberg 102)***

Hobhouse reconnaît que l'idéalisme ne se résume pas à la position d'un Bosanquet ou d'un Hegel, comme l'atteste sa description de Green, qui, bien qu'idéaliste, était, selon l'auteur, un successeur de Mill :

***We have, in fact, arrived by a path of our own at that which is ordinarily described as the organic conception of the relation between the individual and society-a conception towards which Mill worked though his career, and which forms the starting-point of T. H. Green's philosophy alike in ethics and in politics. (Lib 60)***

Tant en politique qu'en philosophie, les concepts fondamentaux de la pensée de Hobhouse apparaissent ainsi comme un héritage direct de l'oeuvre de Green. L'évolution orthogénique, l'harmonie et le rôle de l'État sont l'écho de la philosophie greenienne, qui est intégrée par la pensée de l'auteur parce qu'elle ne se démarque pas des principes du libéralisme :

***Ethical idealism, in the shape given to it by T. H. Green, was deeply opposed to Utilitarianism in its metaphysical presuppositions, but much less alien to it, as Green recognized, in its practical and humanitarian spirit. (TRG 141)***

En outre, Green joue un rôle prépondérant dans l'orientation du libéralisme vers le « nouveau libéralisme ». Il est, plus encore que Mill, à l'origine de la redéfinition théorique du rôle de l'État, dont l'intervention est désormais conçue comme légitime. Certes, comme tous les idéalistes, il considère qu'un principe spirituel (en l'occurrence divin) s'incarne dans les institutions de la société :

***Compte tenu des liens organiques, essentiels, qui relient la Raison divine et sa création, tous les hommes, au même titre, sont Dieu réincarné, et les institutions humaines deviennent la révélation de la divine présence dans l'histoire, une « histoire dont la raison est le commencement et la fin »<sup>210</sup>.***

Cette conception demeure, néanmoins, acceptable pour Hobhouse parce qu'elle a le mérite de postuler une réalité organique.

#### **1.4.1.2. Désaccord lorsque l'État n'est pas conçu comme association d'individus**

Si Hobhouse ne voit pas dans ce précepte métaphysique (voir citation ci-dessus) la manifestation d'un État autoritaire comme chez Hegel, c'est parce que la pensée de Green lui semble faire une distinction fondamentale entre l'État, en tant qu'institution, et l'État en tant qu'association d'individus libres. Green, comme Hobhouse, insiste sur le fait que l'individu est une composante essentielle et irréductible de la société. De plus, son engagement politique va dans le sens des valeurs libérales, notamment en ce qui concerne l'internationalisme, dont on sait que Hobhouse le tenait pour essentiel, comme l'indique le résumé de ses positions politiques données par Greenleaf :

---

<sup>210</sup> J. MORTIER, « T.H. Green : le philosophe dans la cité. » p. 79, cite Green.

***Acceptance of free trade, inclination to pacifism and internationalism, hostility towards the traditional land-owning classes, an assertion of the case for extending the franchise and cogente political reform, a strong belief in the importance of individual self-development, and a stress on the possession of private property as a means essential to the growth of character. (Greenleaf II 125)***

Or, si l'État, en tant qu'institution, est considéré comme la meilleure association d'individus, voire la seule reconnue, il s'ensuit qu'il n'est pas possible de concevoir de structures supranationales. Les idéalistes qui mettaient trop (selon Hobhouse) l'accent sur cette définition de l'« État-nation » légitimaient un nationalisme auquel Hobhouse était très hostile, surtout lorsqu'il en vint à considérer l'État allemand comme l'incarnation même de ce principe :

***He [Bosanquet] explains [...] that the relation between the individual and the community at present is unique because it alone represents "the special system of rights and sentiments, the complement of his own being, which the general will of his group has formed the state to maintain". (Ginsberg 191)***

En outre dès lors que le concept d'État apparaissait comme trop (toujours selon Hobhouse) distinct de celui de société ou, à l'inverse, si l'État au sens de gouvernement actuel était confondu avec l'État en tant que la collectivité, il ne représentait plus la communauté organique, et ne semblait plus être conforme à l'idée de sa composition par les individus : « **ici l'argument de Hobhouse est que Hegel et Bosanquet confondent l'État avec la société**<sup>211</sup>. » Dans un tel cas, l'État se transforme, en effet, en une entité isolée et menaçante, aux antipodes de l'association volontaire. Il cesse donc d'incarner le Bien Commun et d'être le cadre éthique de la réalisation de l'individu. Or, la justification même de l'existence de l'État est avant tout de nature éthique. Lorsque l'État n'est pas conçu comme moral, il redevient ce danger pour les libertés individuelles dénoncé par le libéralisme classique. Cette notion est, d'ailleurs, à l'origine d'une des querelles avec Bosanquet<sup>212</sup>, qui indique à nouveau à quel point l'opposition de Hobhouse à l'idéalisme résultait de malentendus : Bosanquet affirmait que l'État ne pouvait avoir un comportement moral, provoquant ainsi l'indignation, prévisible, de Hobhouse. Pourtant, il ne s'agissait pas par là, contrairement à ce que prétendait ce dernier, de tolérer les interventions immorales (parce que contraires au respect des libertés) de l'État britannique dans les colonies, mais simplement d'une affirmation logique de la part de Bosanquet. En effet, les idéalistes, dont Green, définissaient la réalisation éthique comme le propre de l'individu : « [...] **la réalisation éthique est une question interne ou personnelle**<sup>213</sup> », ce qui, somme toute, était une solide garantie théorique contre le pouvoir de l'État : « [...] **la société et le gouvernement ne peuvent, en fin de compte rendre les gens moraux**<sup>214</sup>. » Bosanquet en déduit que l'État ne pouvait être considéré

<sup>211</sup> Ginsberg p190 : « Hobhouse's argument here is that Hegel's and Bosanquet's views confuse the state with society. »

<sup>212</sup> Voir S COLLINI : « Hobhouse, Bosanquet and the State ».

<sup>213</sup> Greenleaf II p. 131 : « [...] ethical fulfilment is an internal or personal matter. »

<sup>214</sup> Ibid. : « [...] society and government cannot in the end make people moral. »

comme une entité morale et que l'on ne devait donc pas s'attendre à ce que ses actions soient morales comme celles de l'individu, pas plus que l'on ne pouvait prétendre juger ses actions à l'aune de la moralité. Pour Hobhouse, à l'inverse, cette affirmation masquait une contradiction ; l'État ne pouvait être défini comme le gardien des valeurs morales et en même temps exempté du devoir d'agir moralement. Il devait, en tout état de cause, rester le représentant des individus et, à ce titre, de leur moralité.

#### 1.4.2. La réconciliation autour de l'éthique

Le désaccord affiché sur la nature morale de l'État permet à Hobhouse de se présenter comme le seul partisan authentique d'une conception éthique de la société semblable à celle de Green. C'est sur cette question que l'influence de ce dernier se fait le plus sentir. Green est un philosophe de l'éthique, plus précisément du progrès de l'éthique dont l'application est le développement de l'altruisme et de la coopération. Cette conviction engendre, notamment, la rupture avec l'hédonisme utilitariste, reprise par Hobhouse, et permet l'élaboration d'un libéralisme moral et organique, où prime la notion de Bien Commun :

***Le progrès éthique de notre époque [...] [est marqué] par un dessein plus affirmé [...] [et] par un usage accru des capacités morales des individus. Il n'est pas déraisonnable de penser que ce dessein vise à l'instauration d'un état de la société dans lequel tous les êtres humains seront traités — ou du moins auront reçu la promesse d'être traités — en tant [...] qu'individualités agissantes dont chacune est une fin aussi bien pour elle-même que pour les autres*<sup>215</sup>.**

Le discours autogène fait donc état d'une influence conjointe du libéralisme à tendance collectiviste de Mill et des aspirations morales de Green, qui théorise le collectivisme en la réalisation éthique de l'individu dans le Bien Commun. Il semble, en cela, cohérent et objectif. Néanmoins, les hésitations de Hobhouse sur quelques points incommodes montrent les limites de l'objectivité de son discours sur ses influences, notamment en ce qui concerne la synthèse des pensées millienne et greenienne. En effet, la conception organique exclut théoriquement la possibilité de conflits entre les individus d'une part et, d'autre part, entre ceux-ci et l'État. Si effectivement, un individu, qui ne serait pas « réalisé », s'opposait au Bien Commun, c'est l'intérêt de ce dernier qui dominerait, ce qui représente, la menace d'une atteinte à ses droits. La réponse faite par Hobhouse dans *The Rational Good* tend à prouver que c'est une possibilité qu'accepte l'auteur :

***The service of society may require the entire sacrifice of happiness or life on the part of an individual. To say that the individual so sacrificed realizes his own highest good in sacrificing himself is at best a half truth. Taken alone, it is highly misleading. The individual sacrificed does not achieve that internally harmonious development in which his happiness consists, and which, under conditions of true harmony, would constitute his personal share in the common good. A society which should uniformly impose such sacrifice on all its members would not be making for that development of human powers in which we have found the rational good. Hence, such a sacrifice can only be a means and not an end, not a good in itself. That the sacrifice should be made is the best thing for society***

<sup>215</sup> P. FONTANEY, « T. H. Green : la métaphysique », pp. 62, 63.



***under the circumstances if it is positively required to maintain or improve the existing social order. And if it is the best thing for society, it is also the best, i.e. the least bad, thing under the circumstances for the individual. (TRG 143)***

Toutefois, l'ensemble de l'oeuvre s'applique à préciser les contours d'une organisation sociale qui éviterait autant que possible, ce qui demeure un cas extrême, pour Hobhouse. Ces précisions se font souvent grâce au recours à l'exemple. Ainsi, pour résoudre les contradictions de principes insurmontables, l'auteur renvoie à la réalité, où l'on doit arbitrer au cas par cas. L'exemple pratique sert aussi à montrer que le principe n'est jamais un absolu applicable à la lettre, parce que la complexité du réel est telle que la contradiction y existe effectivement. Dans le réalisme hobhouseien le principe doit demeurer un idéal et non pas un commandement, contrairement à la conception idéaliste.

### 1.4.3. Conclusion : l'ambiguïté idéaliste/réaliste de l'auteur

Hobhouse insiste sur le fait que, dans les faits, l'état harmonique n'est pas atteint, au moment actuel. La possibilité de la manifestation d'un tel conflit n'est, par conséquent, pas niée, mais l'oeuvre s'applique à la réduire, voire à l'éluder. Cet évitement traduit l'ambiguïté idéaliste de l'auteur. A ce propos, il semble possible de réitérer ici la critique mentionnée plus haut<sup>216</sup>, la démarche prétendument réaliste pourrait, en fait, masquer une tendance téléologique qui serait révélée par une troublante concordance systématique des faits avec la théorie. Certes, Hobhouse utilise l'histoire en guise d'introduction, ce qui donne à croire que sa démarche procède, en premier lieu, de l'examen des faits. Cependant la théorie déduite de l'analyse de ces derniers est la même que celle produite par la réflexion métaphysique. En d'autres termes, l'oeuvre de Hobhouse conclut donc toujours à une adéquation de ce qui est constaté par l'expérience et de ce qui est requis par l'impératif éthique. Il semble donc que la phrase du professeur Höfding, qu'il cite pour résumer sa position réaliste : « ***The ethically right must be sociologically possible***<sup>217</sup> », peut faire l'objet de deux interprétations divergentes. Une première lecture serait qu'il ne doit pas y avoir de conception éthique de ce qui n'est pas possible du point de vue sociologique, donc que l'éthique demeure inféodée à la possibilité de sa réalisation. Toutefois, à la lumière de la proximité avec l'idéalisme et des éléments téléologiques de la conception de la réalité, cette phrase peut être considérée comme un axiome idéaliste qui dévoilerait le fait que la réalité est bien inféodée à l'Idéal. Ainsi, il ne serait pas possible que ce qui est bon (*right*) sur le plan éthique n'existe pas. Si le sens que donne Hobhouse à cette formule correspond à la première interprétation « ***Ainsi, même en tant que pure théorie, l'approche philosophique ne peut se permettre de ne pas tenir compte des faits***<sup>218</sup> », il reste, finalement, que l'oeuvre présente des traces de cette tentation idéaliste que s'efforce de nier le discours autogène sur les influences.

<sup>216</sup> Voir chapitre 2, section 2.2.2.

<sup>217</sup> MTS p15.

<sup>218</sup> MTS p15 : « Thus, even as pure theory, the philosophical view cannot afford to disregard the facts. »

## 2. La science

---

### 2.1. Différence avec les idéalistes.

Sans aller jusqu'à contredire M. Freedman, qui soutient que le « nouveau libéralisme » aurait existé sans l'influence de l'idéalisme, il apparaît que Hobhouse y a eu recours pour théoriser les aspirations morales de sa philosophie. Comme Green, Hobhouse avait conscience de la nécessité de fonder formellement l'impératif éthique face au danger que constituait la place grandissante de la science, qui menaçait, en raison de son individualisme, l'éthique sociale commune aux deux penseurs. L'un des buts de l'idéalisme anglais était, en effet, de combattre le déclin du christianisme que causait l'émergence des convictions scientistes. Néanmoins, là où Green tenta d'élaborer une philosophie formelle qui se substituerait à la théologie : « une théologie de substitution élaborée au travers du cadre de la philosophie idéaliste<sup>219</sup> », Hobhouse n'eût pas recours au principe divin, bien qu'il ne rejetait en aucun cas les croyances religieuses. Elles ne pouvaient, cependant, pas composer l'édifice d'une philosophie réaliste. De manière caractéristique, il fallait donc parvenir à une synthèse du point de vue scientifique et de la tradition morale (dont l'idéalisme proposait un possible renouvellement en la formalisant), c'est-à-dire à une collaboration de la science sociale (*Social Science*) et de la philosophie sociale (*Social Philosophy*). On en vient ainsi à la sociologie, qui prouverait scientifiquement que l'évolution sociale va dans le sens de l'annulation de tout différend entre l'impératif éthico-collectif et la liberté de l'individu. Or, la place allouée à la science (sociologique) dans l'œuvre de Hobhouse indique nettement la limite de l'influence idéaliste. La posture sociologique de Hobhouse l'amène à refuser l'attitude spéculative des idéalistes qui, quant à eux, récusent l'idée selon laquelle l'individu est soumis à des déterminations qui lui échappent. Même si certains, dont Green, reconnaissent que certaines conditions de la réalité sociale peuvent constituer une entrave au développement de l'individu, ce qui justifie alors l'intervention de l'État pour supprimer celles-ci, il n'en demeure pas moins que l'origine de la détermination est interne :

***Human action, as the Idealist characteristically puts it, is to be understood rationally not causally. This does not mean that the Idealist assumes all action to be rational in the everyday sense, but rather that he takes action to embody some, not necessarily conscious, intention and thus that a necessary condition of understanding it is the recovery of the agent's own description of what the action meant to him<sup>220</sup>.***

### 2.2. L'influence positiviste

Comme l'atteste le mépris de Bosanquet pour la sociologie, source supplémentaire de querelle avec Hobhouse, pour les idéalistes c'est la métaphysique qui est la mesure de l'individu et de l'humanité. La science n'est pas de nature à en rendre compte : une

---

<sup>219</sup> Greenleaf II p. 127 : « a surrogate theology elaborated through the framework of idealist philosophy ».

<sup>220</sup> S COLLINI : « Hobhouse, Bosanquet and the State », p. 93.

prétendue science de l'homme, tout autant qu'une prétendue science de la société, n'est donc pas propre à permettre la connaissance de ceux-ci. En ce sens, l'idéalisme se différencie radicalement du positivisme, qui constitue, pourtant, aux côtés du libéralisme et de l'idéalisme la troisième source d'influence de l'auteur. Nous la classons dans la partie sur « les influences ambiguës » car l'adhésion n'est que partielle, même si la position de Hobhouse par rapport à l'œuvre de Comte est loin de présenter une ambivalence semblable à celle du rapport à l'idéalisme. Néanmoins, comme nous le verrons, cela cesse d'être vrai dès lors que l'on prend en compte le lien entre le positivisme et l'évolutionnisme.

### 2.2.1. *Zeitgeist*

L'examen de l'influence positiviste nécessite que l'on fasse, à nouveau, le détour par le *Zeitgeist*. L'œuvre de Hobhouse contient peu de références explicites au positivisme ou au Comtisme, bien que les concepts utilisés par l'auteur portent leur marque que la critique exogène reconnaît unanimement. Cette influence est, en ce sens, plus diffuse que les influences précédemment traitées. Elle correspond, avec le nouveau éthique, à l'un des courants de pensée dominants de l'époque de Hobhouse. Plus qu'une inspiration directe, le positivisme, en tant qu'influence sur l'auteur, semble devoir être envisagé aussi comme une toile de fond commune à de nombreux penseurs. En outre, les éléments du Comtisme parviennent à Hobhouse au travers d'autres influences revendiquées, telles que Mill. On trouve ici Hobhouse et le « nouveau libéralisme » à la croisée de deux courants idéologiques antithétiques qui peuvent, chacun, être rapportés à des tendances du *Zeitgeist*.

***One characteristic [of New Liberalism] is immediately salient. This is the mutual reinforcement of dominant ethical and scientific trends, constituting twin cornerstones of the comprehensive liberal approach to social reform. The mutual links between the moral and the empirical traditions, between values and facts. (Freedon I, 6, 7)***

Le positivisme est, en effet, partie intégrante de ce qu'il convient d'appeler la « vogue scientifique », du moins dans la manière dont il est assimilé dans l'épistémè (nous n'employons pas le terme « scientisme » qui possède un sens plus restreint et dont Kahn dit qu'il ne doit pas être confondu avec le positivisme). Cette donnée historique est importante parce qu'elle permet d'entrevoir la continuité de la stratégie hobhousienne révélée par le discours autogène. Si celui-ci, est peu loquace sur ses liens avec le positivisme, c'est certainement parce que ce dernier, ne représente pas, à la différence du libéralisme et de l'idéalisme, un enjeu politique. En revanche, la vogue scientifique et surtout l'évolutionnisme sont des adversaires avérés de Hobhouse, en ce qu'ils constituent une menace pour l'impératif éthique et pour le collectivisme. Ainsi, il semble que l'on puisse affirmer qu'alors que l'auteur critique l'idéalisme du point de vue scientifique, en prônant une épistémologie de la « reconstruction expérientielle » (*experiential reconstruction* <sup>221</sup>) fondée sur des faits objectifs auxquels la science donne accès, il réfute tout autant certaines des implications de la vogue scientifique du point de

---

<sup>221</sup> Ginsberg p. 104.

vue idéaliste, en se fondant sur la perspective métaphysique et éthique. On peut également soutenir, et cela n'exclut pas l'affirmation précédente, que Hobhouse, dans une perspective de synthèse, reformule un certain idéalisme et un certain « scientisme » pour les rendre compatibles. Pour permettre de dégager les éléments de la vogue scientifique que Hobhouse choisit de garder et ceux qu'il rejette, nous proposons, dans un premier temps, une brève comparaison entre sa pensée et le positivisme.

### 2.2.2. Comparaison positivisme/Hobhouse

Parmi les éléments les plus connus du positivisme se trouve au premier plan l'idée selon laquelle on ne doit accepter comme valide que ce qui est fondé sur l'expérience et sur les faits ; en ce sens le positivisme, au même titre que le réalisme de Hobhouse, ressemble à l'empirisme. Mais la ressemblance s'arrête dans les deux cas à la place accordée à l'expérience : tout comme Hobhouse, Comte « **refuse clairement au plan gnoséologique, de se réclamer de l'empirisme. Car il a, à ses yeux, le tort de nier "la spontanéité de nos dispositions mentales"** »<sup>222</sup>. Le positivisme comtien, au travers de la théorie des trois états que n'a cessé de reconnaître Mill, « **conçoit un progrès de l'esprit humain** »<sup>223</sup>, vers la positivité qui est le stade de « **l'intelligence mûrie** »<sup>224</sup>. On reconnaît là la notion centrale chez Hobhouse d'une raison en évolution, ainsi que l'accès au stade de l'évolution orthogénique. En termes comtiens, ce stade est celui de l'avènement de la sociologie où la politique devient elle-même positive :

***C'est [...] un trait constant de tout positivisme que de vouloir à la fois étendre jusqu'à l'homme la conscience scientifique (et même voir en cela, comme chez Comte avec la sociologie, l'achèvement, au double sens de terme et de but, de l'ordre du savoir) et lui refuser un traitement méthodologique particulier***<sup>225</sup>.

Les deux auteurs sont très proches lorsque l'on envisage la place qu'ils allouent à la science sociale :

***The influence exercised by Positivism on Hobhouse was profound. Like Comte he stresses the inter-connection of social phenomena, and the consequent need for a science of society which should give a vue d'ensemble of social life. Like Comte he regards the idea of development as central in sociology, and like him again he came to formulate a generalisation expressing a relation between the growth of mentality as exhibited in science, art, and industry and the various forms of social organisation. With Comte he considers the emergence of sociology as a positive science as a crucial point in the history of man which, as it matures, should render increasingly possible an expansion of the area of conscious control over the trends of human development. He shares with Comte again a kind of religious humanitarianism. Humanity, not as a collective concept***

<sup>222</sup> P. KAHN, *Le positivisme* p. 30.

<sup>223</sup> Ibid. p. 11.

<sup>224</sup> Ibid. p. 30.

<sup>225</sup> Ibid. p. 10.

***including all men and women, but as a spirit working in them, a spirit of harmony and expanding life, shaping their best actions, appeared to Hobhouse as it did to the best Positivist writers, as the highest incarnation known to us of the Divine. (Ginsberg 101)***

La sociologie est, en outre, dans les deux cas très liée à l'histoire. Selon Nicholson, la fonction de l'histoire chez Hobhouse porte plus la marque du comtisme que de l'idéalisme :

***While he agrees with Hegel as to the importance of a study of history, Hobhouse insists that it must be studied from the viewpoint best characterized as positivistic: its facts must not be forced into a preconceived metaphysical scheme***<sup>226</sup>.

En revanche, des divergences apparaissent notamment en ce qui concerne la place réservée à la métaphysique par le positivisme. Hobhouse refuse en effet l'idée que le stade positiviste signifiera sa disparition au profit de la science :

***The true function of metaphysics was to co-ordinate the underlying ideas of the sciences and of experience generally. [...] he [Hobhouse] always felt that the physical sciences at best formulated only one aspect of reality, and that there were other orders of experience, aesthetic, moral, and religious, which had just as much claim to be taken into consideration in a synthetic account of the whole of reality. (Ginsberg 105)***

Une telle différence ne peut manquer de renvoyer à la relation avec l'idéalisme : Elle permet, en effet, de garder la possibilité d'une éthique fondée sur la métaphysique. Ainsi, le deuxième stade de l'histoire de la pensée n'est plus l'état métaphysique mais le stade « dialectique ». La définition de cet état est éloquente :

***The stage that Comte called metaphysical Hobhouse preferred to call dialectical, which proceeds by analysis and co-ordination of concepts. This stage, of course, has its value in the history of thought, but also its dangers. These arise from the tendency of concepts to form a world of their own, remote from the experiences from which they were originally crystallised, a world which may come to be regarded as independently real, or at any rate independently valid, and one which is set up as a standard to which the world of experience must conform on pain of being unreal. (Ginsberg 104)***

Les dangers que dénonce l'auteur sont, comme nous l'avons vu ci-dessus, précisément ceux qu'il croit voir dans l'idéalisme. Il semble que le positivisme soit utilisé pour réfuter l'idéalisme, mais que des éléments de ce dernier soient, à l'inverse, employés pour nuancer ce premier.

### 2.2.3. Méfiance face à l'étatisme

La fidélité à l'idéalisme social, qui est assimilable au libéralisme, amène à Hobhouse à prendre ses distances avec les positivistes, suivant ainsi l'exemple de Mill, sur la question politique également. Le positivisme était, en effet, perçu comme une menace à la liberté individuelle :

<sup>226</sup> J. A. NICHOLSON, « Some aspects of the philosophy of L. T. Hobhouse », p. 53.

***J. S. Mill, l'ami de la première heure, [...] écrivait en 1858 que le Système...[de politique positive] « vise à établir [...] un despotisme de la société sur l'individu qui surpasse tout ce qu'ont pu imaginer les plus rigides partisans de la discipline parmi les philosophes de l'Antiquité »<sup>227</sup>.***

Hobhouse ne pouvait, par conséquent, que rejeter fermement la notion comtiste de subordination sociale et, malgré l'influence indéniable, il ne peut être considéré aujourd'hui, pas plus qu'il ne le fut à l'époque, comme partie du mouvement comtiste anglais, même s'il partage avec lui la volonté d'encourager le développement de la sociologie. Celle-ci, n'était pas, aux yeux de l'auteur, le moyen d'une planification sociale ou d'un quelconque dirigisme, au contraire de l'école comtiste :

***Comteist sociology was firmly related to étatisme. Geddes and Branford, both disciples of Comte, wanted to create a genuinely empirical science of sociology, to conduct social experiments on scientific lines, as the basis of civic and social planning. (Greenleaf I 259)***

### 2.3. L'évolutionnisme

La pensée hobhouseienne participe donc de la vogue scientifique comme l'illustre les traces de l'influence positiviste. Toutefois, comme nous l'avons écrit dans la première partie du premier chapitre, Hobhouse est demeuré méfiant face aux prétentions universelles du « scientisme ». Il faisait une distinction catégorique entre la science sociologique, propre à permettre la connaissance de la société, (et, de par la conception organique, de l'individu) et la biologie. Celle-ci était à l'époque dominée par le darwinisme, et la tentation était grande de projeter ses conclusions sur la science sociale, attitude dénoncée maintes fois par l'auteur. En ce sens, il restait, d'ailleurs, proche des positions positivistes.

***Among those who were favourable to the idea of sociology, the most thoroughgoing rejection of the biological approach came from the Positivists who were much exercised at the turn of the century to maintain the principles of the Founder's science against the 'unreasonable encroachments from biology'. (Collini LS 191)***

Deux principes établis par Darwin, à savoir la notion de l'évolution et de la sélection des espèces, eurent, malgré l'opposition de certains, un grand retentissement sur les conceptions sociologiques et politiques de l'époque. Celui-ci fut tel qu'il semble qu'il affecta les conceptions philosophiques traditionnelles :

***The individual human being became an accretion of historically selected features while society became an assemblage of naturally evolved customs. Human nature was no longer a constant which was subject to unvarying moral and political prescriptions; it was now a plastic variable<sup>228</sup>.***

La science (sociale) remplaçait la philosophie et elle-même se résumait au darwinisme social ou à l'évolutionnisme. Or, le discours autogène s'insurge contre ce mouvement et lui dénie toute pertinence. L'attitude de Hobhouse face aux évolutionnistes rappelle celle

---

<sup>227</sup> P. KAHN, *Le positivisme*, p. 65 cite *On Liberty*.

<sup>228</sup> Francis et Morrow p. 206.

qu'il eut face aux idéalistes, ne serait-ce que parce qu'il consacra aussi, en partie, un ouvrage à la réfutation de leurs théories : *Social Evolution and Political Theory*. Pourtant on trouve, à nouveau, un écart évident entre la dénonciation de l'évolutionnisme et la pensée effective de l'auteur, qui est fortement empreinte de l'influence du darwinisme, à tel point que Hobhouse est aujourd'hui décrit comme un « hyper-darwiniste » par la critique exogène<sup>229</sup>. Cet écart révèle tout autant une ambiguïté de la part de l'auteur que la complexité de l'influence darwiniste sur toute son époque. D'abord, comme nous l'avons déjà écrit, l'engouement pour la science en général et la théorie darwiniste en particulier était telle que toute conception de la société devait s'en faire l'écho pour trouver une audience. Ainsi, il semble que certains auteurs se soient drapés dans une apparence évolutionniste, bien que le fond de leur pensée en soit indépendant. En d'autres termes, la référence scientifique constituait un argument d'autorité qui se contentait d'être le véhicule d'opinions avec lesquelles il n'entretenait pas de liens. A ce sujet Greenleaf écrit :

***If the truth be told, the naturalistic paraphernalia are simply the fashionable means employed, as in Spencer's own case, to elaborate and sustain a political prejudice already conceived on other grounds. (Greenleaf I 239)***

Si la vogue scientifique a pesé sur nombre de penseurs sociaux de la deuxième partie du 19<sup>e</sup> siècle, l'influence n'est pas si profonde qu'il n'y paraît. Bien qu'elle soit évidente dans le cas de Hobhouse, il semble qu'il faille émettre des réserves, par exemple, quant à la thèse de Freeden, qui attribue aux théories évolutionnistes et biologiques la parenté des conclusions de l'oeuvre de Hobhouse, plutôt qu'à l'influence de Green :

***The contention of this study is that biological and evolutionary theories, grafted onto the liberal tradition itself, were an independent source of liberal philosophy — more sophisticated, more immediately concerned with the issues of the times, and almost certainly more widespread as well. It is, of course, undeniable that many people among them liberals, considered themselves heirs to Green's ideas. But of that number, the two most interesting for our purposes — Hobhouse and Ritchie — not only differed essentially from Green on seminal points but derived their conclusions about the nature of society from biological and evolutionary data. (Freeden I 18, 19)***

Certes l'oeuvre offre une formulation scientifique, puisque l'analyse sociale se présente comme le reflet d'une sociologie. En ce sens, Hobhouse a indéniablement puisé dans la rhétorique des théories biologiques et évolutionnistes, surtout quant il était question d'affirmer la prééminence du réel empirique face aux Idées des idéalistes. Il reste, néanmoins, que l'on peut considérer que les influences mêlées de libéralisme et de l'idéalisme greenien ont fourni une base idéologique que l'auteur s'efforce de justifier par sa sociologie. Comme nous avons tenté de le montrer, la pensée de l'auteur consiste en une synthèse qui engendre une reformulation. Les conclusions de l'analyse hobhousienne ne semblent pas être essentiellement le produit de l'approche biológico-évolutionniste mais plutôt, comme l'ont remarqué Clarke et Collini, des thèmes politiques traditionnels qui auraient revêtus une apparence de nouveauté grâce au recours à la terminologie scientifique. En tout état de cause, le darwinisme n'a pas trait, en soi, aux questions sociales et ne peut donner lieu, par lui-même seulement, à une idéologie politique,

<sup>229</sup> voir *Greenleaf I* pp. 261-265.

comme le montre, justement, le fait qu'il soit présent, en filigrane, dans des applications politiques diverses voire contradictoires. L'hyper-darwinisme, dont Hobhouse est effectivement un représentant, regroupe des « darwinistes sociaux collectivistes » (*collectivist Social Darwinians*<sup>230</sup>), que l'on isole de la tendance individualiste du darwinisme politique à laquelle on identifie Spencer. De manière peu surprenante, c'est, en effet, sur la question récurrente de l'équilibre entre le collectivisme et l'individualisme que le discours autogène sur le rejet du darwinisme fait sens.

### 2.3.1. Une parenté apparente : évolution et biologie

Nous ne reprendrons pas ici l'exposé de la deuxième chapitre dans lequel nous avons abondamment traité du concept d'évolution dans la pensée hobhousienne. Rappelons, cependant, son rôle fondamental en tant qu'articulation de tout le système et le fait qu'elle soit décrite comme une vérité scientifique. De plus, nous renvoyons aussi le lecteur au premier chapitre, où nous avons évoqué l'étude des animaux comme partie de la recherche sur la raison. En tout cas, de nombreux éléments de l'oeuvre de l'auteur tendent à infirmer son opposition à l'évolutionnisme et sa méfiance affichée envers la biologie ne signifie pas qu'il la rejetait. Hobhouse n'apparaît, au moins sur ces thèmes, pas si éloigné de Spencer qu'il ne semble à la lecture de *Social Evolution and Political Theory*. Selon Freedén, il existe effectivement une filiation entre les deux penseurs :

***It was the search for a unifying principle which could explain and give meaning to, and ultimately direct human progress that appealed to the liberals intent upon finding criteria by which human welfare could be estimated and society reformed. The quest for general laws if not a whole system, by which society would eventually be reconstituted, was part of the optimistic positivism which they inherited. (Freedén I 78)***

En effet, en étendant le concept d'évolution aux sciences humaines, Spencer corroborait la conception organique de la nature unifiée, et si cette dernière n'est pas l'héritage de Spencer exclusivement, c'est lui qui semble avoir donné, en même temps, une caution scientifique à la notion de progrès. Mais il apparaît que Hobhouse, ou tout au moins le discours autogène, ait choisi de garder de Spencer l'image caricaturale d'une pensée qui exclut toute considération éthique et attribue l'évolution au résultat de la lutte pour la survie (*struggle for existence*) entre les individus. Cette représentation de la pensée de Spencer est aussi à mettre en parallèle avec l'influence du *Zeitgeist*. En effet, Hobhouse n'est pas le seul à le prendre pour cible :

***The literature of the 1880's and 1890's is packed with attempts to dismantle the Spencerian syllogism for religious, moral or political reasons, but most writers prudently tried to restate the lessons of evolution rather than to deny their relevance. (Collini LS 158)***

L'auteur concentrait ses reproches sur le fait que Spencer réduisait l'esprit de l'homme à un réflexe d'adaptation et ne voyait pas que la rationalité qu'il permet fait basculer l'homme dans un stade d'évolution pour lequel l'argument biologique n'est pas valide. Il semble, néanmoins, qu'il s'agisse là d'une nouvelle manifestation de la stratégie

---

<sup>230</sup> Voir *Greenleaf I* pp. 261-265.



hobhousienne, qui consiste à attaquer la logique d'une argumentation plutôt que ses conclusions. Hobhouse voulait barrer la route à des arguments extrêmement individualistes qui auraient attribué à une quelconque cause naturelle la pauvreté ou toute forme de déchéance sociale, et auraient, au nom de cette même nature, recommandé une absence d'intervention dans un prétendu phénomène de sélection. Ainsi, la place de Spencer dans l'œuvre de Hobhouse ne lui fait guère justice. L'auteur semble s'en être tenu au Spencer qui inventa la formule « *survival of the fittest* » tant décriée par les partisans du collectivisme.

### 2.3.2. Réfutation de l'évolutionnisme

Hobhouse s'en prend à un argument fragile de la théorie biologique, qu'il récapitule comme suit : « [...] **plus la vie commune en société est organisée, plus il est certain qu'elle déclinera**<sup>231</sup>. » Or cette affirmation peut être contredite sur le plan même de la biologie. L'auteur remarque que les formes de vie les plus élevées dans le règne animal, sont celles où les parents s'occupent le plus de leurs enfants, ce qui, si l'on accepte la validité de l'application des théories biologiques, tend à corroborer le présupposé du philosophe social, à savoir qu'une vie commune est le signe d'un degré avancé de développement :

***[...] the highest ethics is that which expresses the completest mutual sympathy and the most highly evolved society, that in which the efforts of its members are most completely coordinated to common ends, in which discord is most fully subdued to harmony***<sup>232</sup>.

Cette réfutation de l'évolutionnisme sur son propre terrain est un exercice que semble affectionner Hobhouse. Il débouche sur un argument qu'il utilise dès l'écriture de *The Labour Movement*, en procédant de manière semblable. Il résume d'abord le point de vue des évolutionnistes :

***The natural result of the struggle is the survival of the fittest, which is the means of the gradual evolution of [to] higher from lower forms. So in human life...in this way by slow degrees we attain to a higher type... Happiness and perfection are reached by men and by other organisms when they are thoroughly well adapted to their environment, and the supreme law of progress is that the ill-adapted being should be left to die***<sup>233</sup>.

Bien que ce résumé soit fidèle aux articulations du raisonnement qu'il reprend, le ton ironique de l'auteur qui fait apparaître dans la même phrase la notion implicite de l'espoir de l'humanité « *the supreme law of progress* » et le morbide « *left to die* », tend à faire naître le trouble dans l'esprit du lecteur. Il est, ainsi, d'autant plus disposé à suivre Hobhouse dans la réfutation de ce raisonnement. L'auteur procède par une analyse minutieuse dont l'objet est d'abord de contester la logique même du raisonnement :

<sup>231</sup> SE p. 23 : « [...] the more highly organized the common life of society the more surely it is destined to decay. »

<sup>232</sup> Ibid.

<sup>233</sup> TLM, cité par Collini LS p. 172.

***'Now we fully agree with the evolutionists in their main position. It is desirable that the fit should succeed and the unfit fail... But who are the unfit? "Those who are ill-adapted to their environment" say the evolutionists. Quite so.' The lineaments of the argument are all too familiar. But what, asks Hobhouse, 'is the environment of man? The society of other men. Then who is the fit man? Clearly the man who is best adapted for social life.' The argument here begins to be Socratic in its sophistry as well as its style. For, asks Hobhouse rhetorically, who is this man? 'Is he the bold unscrupulous man of force, the exacting, the merciless, the ungenerous?... Or is he the merciful and generous man of justice, whose hardest fights are fought for others' lives, who would rather, with Plato, suffer wrong than inflict it, and who will lay down his life to serve mankind?'<sup>234</sup>***

Mais comme le souligne Collini, la rhétorique masque le fait que l'auteur opère un déplacement :

***Such rhetoric was no substitute for refutation and the real issue-the extent to which man is subject to the uncontrollable operation of wider biological laws- is ducked. It was uncontentious to conclude that the second type of man 'is fittest morally to survive in a society of mutually dependent human beings; And that the morally fittest shall actually survive and prosper is the object of good social institutions'. Here was that characteristic tendency to reduce social problems to moral questions, and then to appeal to an ethical ideal so widely defined that it was unobjectionable'<sup>235</sup>.***

La riposte de Hobhouse repose donc sur trois points : en tout premier lieu, la biologie ne peut pas rendre compte de la société, parce que l'homme en accédant à la rationalité s'est soustrait aux déterminations du monde animal. Deuxièmement, quand bien même on considère les affirmations des darwinistes, il apparaît que les principes de la survie sont favorables, au lieu de la nier, à la possibilité d'un comportement altruiste. En effet, si l'on se fonde sur le darwinisme, on peut choisir de mettre l'accent sur les luttes entre les espèces plutôt qu'au sein d'une même espèce : dans un tel cas, l'individu ne lutte pas pour sa propre survie mais il coopère avec les autres membres de son espèce, ce qui, dans le cas de l'homme, revient à une attitude humanitaire propice à la survie de l'humanité. Cela mène au troisième point, qui permet à l'auteur d'achever la synthèse de ses influences : la meilleure adaptation de l'individu n'est pas fonction de sa force mais de sa moralité, ce terme étant finalement assimilé à la disposition altruiste. Cette conclusion rejoint le positivisme, puisque l'éthique acquiert, ainsi, une base scientifique.

### 3. La conception organique : un collectivisme altruiste

#### 3.1. L'origine scientifique de la conception organique

L'éthique est, une nouvelle fois, la caractéristique de la définition hobhousienne. Elle permet de distinguer la pensée de l'auteur des autres courants qui se saisissent de

<sup>234</sup> Ibid.

<sup>235</sup> Ibid.

l'argument scientifique pour justifier une politique collectiviste. Selon Hobhouse, les sciences sociales et biologiques montrent que le progrès dépend de l'altruisme ou de la moralité de l'individu. Il ne suffit donc pas d'une organisation sociale fondée sur une méthode scientifique pour permettre le progrès social. Celui-ci réside aussi, comme nous l'avons plus haut, dans le progrès individuel vers l'idéal éthique. Si la progression de la rationalité implique un contrôle croissant sur l'environnement, il passe chez Hobhouse par la découverte du principe harmonique ou, en d'autres termes, par la prise de conscience de l'inter-dépendance des parties. Le progrès n'a donc lieu que si chacune des parties (individus) progresse.

Toutefois, la conception organique, qui sous-tend ces affirmations, témoigne, elle aussi, de l'influence scientifique. En effet, comme le montre E. Yeo, la métaphore corporelle de la société est un thème ancien mais « **à partir de 1850, [elle] s'est combinée à un discours biologique et les figures de rhétorique se sont transformées en vérité scientifique**<sup>236</sup> ». A nouveau, les divers courants idéologiques proposèrent des applications différentes de la science biologique à la science sociale : certains systèmes évolutionnistes, dont celui de Hobhouse, refusaient le « **corps social compétitif**<sup>237</sup> » des eugénistes, qui assimilait métaphoriquement les classes supérieures à la tête et, par là, à l'intelligence, tandis qu'à l'inverse, les indigents étaient identifiés aux parties inférieures du corps pour souligner leur déficience mentale. Ils lui opposèrent une autre métaphore organique ; celle d'un « **corps social fonctionnel et dynamique**<sup>238</sup> » où la coopération des parties, fondée sur le consensus éthique et rendue possible par une meilleure organisation de l'ensemble, avait pour conséquence d'une part, la diminution des conflits ou, en termes darwiniens, de la lutte pour la survie, d'autre part, un plus grand dynamisme :

***En employant un langage biologique, il [Hobhouse] disait que les sociétés les plus développées avaient un « métabolisme » plus intense et ayant besoin de davantage de « fluide vital » ou « d'énergie ». Une telle vitalité ne pouvait exister que lorsque les relations sociales donnaient libre cours au plein épanouissement des individus ; toutefois ce n'était qu'avec la pratique de la réciprocité ou « du service pour tous » que l'on pouvait empêcher cette décharge d'énergie de faire exploser tout l'organisme***<sup>239</sup>.

Cependant, la conception organique « extrémiste » suscita quelques réticences de la part de Hobhouse ; il hésita donc à y adhérer totalement, ce que lui reprocha Hobson. Il lui semblait que, poussée jusqu'au bout de sa logique, cette conception en venait à nier l'individualité de la personne. En effet, comme nous l'avons écrit, Hobhouse réfutait l'assimilation de l'être humain à l'animal qui était implicite dans les théories

<sup>236</sup> Eileen YEO « La métaphore du corps et les sciences sociales britanniques » pp. 117, 118 in J. CARRÉ, dir., J. P. RÉVAUGER, dir., *Écrire la pauvreté*, pp. 117-144.

<sup>237</sup> Ibid. p. 122.

<sup>238</sup> Ibid. p. 128.

<sup>239</sup> Ibid. p. 130.

évolutionnistes, en arguant de la différence décisive de la rationalité de l'homme, qui le fait échapper aux déterminations de la nature, dès lors qu'il en devient conscient et peut ainsi intervenir pour s'y soustraire. De la même manière, la conception organique qui compare l'individu à une partie du corps social, peut oublier qu'en tant qu'être doué de raison, l'homme est déterminé par lui-même, et que sa participation à l'ensemble, reste donc libre, parce que liée à sa volonté. Par conséquent, il faut distinguer la conception organique « extrémiste » de la conception organique de Hobhouse, qui repose, quant à elle, sur la participation volontaire des parties, et dont le bon fonctionnement, ou le fonctionnement harmonique, est possible lorsque toutes les parties coopèrent :

***We must also suppose the effort to be made by each part of the organism affected, and must assume a possibility of co-operation. This is to postulate an arrangement certainly, but not an arrangement that is mechanically perfect. It is rather an arrangement which sets effort at work and provides a basis of co-operation between parts*<sup>240</sup>.**

Il semble que l'auteur ait jugé bon de prendre ses distances avec la conception organique « extrémiste » parce qu'il ne voulait pas en arriver aux mêmes conclusions que les Fabiens, dont la théorie sociale s'inspirait aussi du « corps social fonctionnel et dynamique », qui préconisait le gouvernement par les experts<sup>241</sup>. Ainsi, pour l'auteur, la conception organique « extrémiste » des Fabiens restait trop proche de l'eugénisme, en ce qu'elle distinguait entre les individus capables de gouverner et les autres, ce qui revenait à instaurer une classe d'individus supérieurs. Or, pour l'auteur, cette conception organique là, demeurerait trop proche de l'approche scientifique et menait par conséquent au mécanisme, qui réduit l'individu à une fonction et que lui-même considérait comme fondamentalement opposée à sa propre vision organique, qui reposait sur la cohésion d'individus rationnels au sein de la société.

### 3.2. La conception organique comme synthèse des influences scientifique et idéaliste

Cependant, la question de la conception organique de Hobhouse peut être éclairée par la thèse de Meadowcroft. Celui-ci distingue deux « raisonnements organiques<sup>242</sup> » : le raisonnement sociologique (*sociological organicism*) qui s'inspire du comtisme et le raisonnement philosophique (*philosophical organicism*) issu de l'idéalisme. Si le premier souligne la proximité de la sociologie et de la biologie, le deuxième insiste plus sur l'« inter-relation psychique des esprits » et décrit la société comme « un organisme « spirituel » ou « moral »<sup>243</sup> ». Ainsi, la conception organique n'impliquait une entière adhésion ni au « biologisme » ni à l'idéalisme. Selon Meadowcroft, certains théoriciens

<sup>240</sup> *Mind in Evolution* p. 35.

<sup>241</sup> Pour la critique du gouvernement par les experts, voir deuxième partie.

<sup>242</sup> Meadowcroft CS p. 59.

<sup>243</sup> Ibid. p. 60 : « In this form of organicism, emphasis was primarily on the psychical interrelation of minds, and society was spoken of as a 'spiritual' or 'moral' organism. »

politiques se sont inspirés des deux raisonnements, pour en proposer une synthèse propre à leur pensée. Il cite l'exemple de Hobson dont la théorie, comme celle de Sydney Webb, suggérait que la société avait une « **identité solide distincte de celle de ses membres** », tandis que Hobhouse s'en tenait à une définition de la société en tant qu'« **ensemble de l'interconnexion de ses membres** »<sup>244</sup>. L'auteur pensait que si les Fabiens, de même que les autres socialistes, avaient le mérite d'avoir compris qu'une analyse correcte de la société conduit à l'intervention de l'Etat, ils oubliaient, néanmoins, que celle-ci ne suffisait pas à permettre le progrès. Une direction collective devait établir les conditions nécessaires au développement vers le Bien, mais ne pouvait substituer une organisation, aussi scientifique fût-elle, au progrès de l'individu, c'est-à-dire à son développement moral :

***It is this attitude, Hobhouse believed, which distinguished a Liberal from other forms of "Socialism", whether Marxist or Fabian, both of which he repudiated. And, above all, he always recognized (as did R. H. Tawney for the Socialists) that mere change of machinery can do nothing. It is 'worthless unless it is the expression of change of spirit and feeling. (Greenleaf II 168)***

Plus généralement, là où la reformulation collectiviste de la conception « biologique » permet de contredire l'opinion individualiste selon laquelle toute intervention de l'État constituerait une entrave au cours naturel de l'évolution, l'argument éthique permet de refuser théoriquement les atteintes à la liberté individuelle, dont l'impérialisme de certains collectivistes, de certains darwinistes, voire de l'eugénisme, se rend coupable. L'enjeu de la conception organique était, dans tous les cas, d'élaborer une vision holistique de la société qui permettait de transcender l'opposition entre le collectivisme et l'individualisme. Elle peut donc être considérée comme un outil indispensable à la pensée politique de Hobhouse pour fonder sa proposition d'organisation sociale, qui contenait notamment, comme nous allons le voir en deuxième partie, une réévaluation du rôle de l'État.

---

<sup>244</sup> Ibid. pp. 64, 65 : « While it was agreed that the social whole was something other than mechanically summed parts, this could be taken to suggest that it had a solid identity distinguishable from that of its members (Hobson, Sydney Webb), or that the whole was simply the members taken in all their interconnections (Hobhouse). »



## Deuxième partie L'organisation sociale

### Chapitre 5 La liberté et les droits

#### 1. Introduction

---

Nous avons déjà été amené à dire que l'oeuvre de Hobhouse supporte mal d'être divisée en parties, parce que les liens qui existent entre les thèmes qu'elle aborde obligent à déborder des catégories que les besoins d'une présentation auraient fait établir. Il faut concevoir la pensée de l'auteur comme une pensée circulaire organisée par des renvois incessants d'un sujet à l'autre, et fidèle en cela à la conception harmonique. C'est là à la fois sa première caractéristique et toute sa complexité. Le choix d'exposer la philosophie dans une première partie, pour réserver une deuxième partie à la politique, ne revient pas à prétendre que celles-ci seraient indépendantes l'une de l'autre. Au contraire, la philosophie constitue le sous-bassement de la politique ou, en d'autres termes, le versant pratique de la théorie philosophique. Mais la politique n'est pas secondaire pour autant ; elle est la dimension empirique de la philosophie et, quand on se souvient de la place que la philosophie hobhousienne confère à l'expérience, on comprend toute son importance.

La politique est non seulement l'application de la philosophie, mais aussi la preuve de

sa validité. En tant que réaliste, Hobhouse est contraint à un grand pragmatisme. Si ses propositions de réformes s'avéraient inapplicables, c'est la pensée entière qui serait invalidée. Toutefois, la philosophie étant élaborée avec la participation de la sociologie, la pratique politique possède, du point de vue de l'auteur, une base scientifique qui garantit sa cohérence. Il ne fait donc pas de doute que la politique est juste et applicable. Surtout, le fondement de la politique, à savoir la primauté de l'éthique, est un fait sociologique tout autant qu'un principe philosophique et, en ce sens, la politique peut être conçue comme une organisation de l'environnement de l'homme qui aurait pour but d'actualiser son potentiel éthique. Pour Hobhouse, « **la politique doit être le subalterne de l'éthique** <sup>245</sup> », car c'est en appliquant les principes éthiques, qui sont, par nature, rationnels, aux relations politiques au sein d'une société, que l'on peut espérer promouvoir le progrès social. En termes hobhousiens, la politique correspond au stade de développement où la raison prend conscience d'elle-même et dirige le progrès de manière rationnelle. La réforme sociale est la manifestation de l'évolution orthogénique et, chez Hobhouse, elle possède toujours un sens global :

***The application of ethical principles to the social structure, to national and international politics, is merely the effort to carry one step further that guidance of life by rational principles which constitutes [...] the essence of orthogenic evolution. (Democracy and Reaction 116)***

Pour l'auteur, la politique, lorsqu'elle n'est pas fondée sur des principes éthiques, ne peut pas permettre de progrès réels : il faut une théorie politique qui incarnerait l'esprit des réformes et qui serait inspirée des principes qui constituent, comme nous l'avons vu dans la partie précédente, l'essence même du libéralisme. Or, ceux-ci faisaient cruellement défaut aux hommes politiques contemporains de l'auteur. C'est là l'explication principale qu'il donnait aux défaillances politiques de son époque, notamment aux insuffisances de la politique du parti libéral au pouvoir ou à son incapacité à s'imposer en tant que parti dirigeant. A ce propos, Freedman cite longuement un éditorial de Hobhouse que nous reproduisons ici :

***There are, indeed, those who think that principles are of but little importance in politics, that controversies are decided by the clash of...material interests alone. This would be true only if politics were a whirl of selfish interests in which no social or human progress could be traced; in so far as there is a real advance in public life, in so far as politics are a serious study designed towards the betterment of humanity, there must be principles guiding the actions of statesmen standing above mere self-interest and rooted in something deeper than party. English Liberalism is, we think, coming at length reluctantly to admit the truth of this contention. We do not love principles, as such, in England. We distrust the abstract, and pride ourselves upon holding by hard facts. Yet it is these same hard facts themselves that are at last teaching us to see that men like Cobden and Bright, or, again, like Bentham and Mill, who had principles and knew how to apply them, were the real spiritual leaders who moved the masses of social prejudice and political obstruction and made the way plain for reform. The truth is forced upon us that it is precisely the absence of clearly thought-out***

<sup>245</sup> L. T. HOBHOUSE, *The Elements of Social Justice*, pp. 13, 14 : « Politics must be subordinate to Ethics [...] ». Cet ouvrage est désormais abrégé « ESJ ».



***principles, such as these men understood and applied, that has destroyed the nerve and paralysed the efforts of Liberalism in our own day. The hope for the future of the party of progress must largely depend upon the efforts of thinkers –not thinkers of the study, but thinkers in close contact with the concrete necessities of national life, to restate the fundamental principles of Liberalism in the form which modern circumstances require. (Freedon I 252, 253)***

Les mesures politiques participent, donc, d'une vision holistique et téléologique. Elles sont censées conduire vers l'harmonie ou plutôt, dans la mesure où le mouvement vers l'harmonie procède d'un « **élan continu** »<sup>246</sup> de la part de l'être rationnel, elles doivent encadrer ce mouvement en fournissant les meilleures conditions possibles au développement harmonique :

***There is a possible ethical harmony, to which, partly by discipline, partly by the improvement of the conditions of life, men might attain, and [...] in such attainment lies the social ideal. (Lib 62)***

Comme dans la philosophie, l'harmonie se trouve ainsi à nouveau au centre de la politique. Certes l'harmonie totale demeurerait pour Hobhouse un idéal inaccessible, en ce sens elle constituait plus une direction qu'un but à proprement parler. Mais ce mouvement impliquait un « processus d'harmonisation » qu'il appartenait à la politique de favoriser. L'idée « **qu'une harmonie possible pouvait être trouvée entre les aspirations des différentes personnes** » était, selon lui, « **le postulat fondamental de l'éthique sociale** »<sup>247</sup> ; de celui-ci découlait, en effet, toutes les propositions de l'auteur. De son propre aveu, toutes les questions qui sont abordées par la politique renvoient, finalement, à la conception organique :

***In an inquiry where all the elements are so closely interwoven as they are in the field of social life, the point of departure becomes almost indifferent. Wherever we start we shall, if we are quite frank and consistent, be led on to look at the whole from some central point [...]. (Lib 60)***

Par conséquent, il semble qu'il faille examiner, dans un premier temps, les implications générales du concept d'harmonie lorsqu'il est appliqué à la politique : au tout premier plan, l'harmonie suppose une vision unitaire de la société qui sera débarrassée des conflits et dans laquelle les individus contribueront librement au Bien Commun. La politique prend donc nécessairement en compte la dimension collective, qu'elle organise de manière cohérente, reflétant par là la nature rationnelle de l'harmonie. A une époque où la question de l'efficacité de l'organisation du pays (*national efficiency*) était souvent évoquée, il faut noter la particularité de la notion d'organisation cohérente de l'auteur. La cohérence réside moins dans le rendement que dans l'épanouissement moral dont l'importance a été soulignée par Green. Quant à l'organisation, elle permet l'équilibre harmonieux entre le développement de l'individu et celui de l'ensemble social. Comme nous l'avons vu, le concept d'harmonie prétend s'inscrire dans la tradition libérale en ce qu'il comporte un double point de vue. Il envisage conjointement le collectif et l'individu et définit leur relation. Celle-ci est une correspondance entre le développement interne de

<sup>246</sup> Lib p. 62 : « persistent impulse ».

<sup>247</sup> Hobhouse cité par Clarke, introduction à *Democracy and Reaction*, p. xiii.

l'individu qui harmonise ses sentiments grâce au contrôle exercé par sa raison et le développement de la société sous la direction de cette même raison.

Cette relation peut être considérée comme le cœur de la problématique politique de Hobhouse. Elle est résolue, comme nous le verrons, grâce à des notions parentes telles que la personnalité et le Bien Commun. En politique comme en philosophie, le travail de l'auteur consiste en une réconciliation. La reformulation du libéralisme permettait, théoriquement, à Hobhouse de ne sacrifier en aucun cas l'idéal libéral de la liberté de l'individu tout en rendant possible une cohésion accrue de la société. Il appartient à la politique de déterminer les modalités de fonctionnement d'une société où la liberté de l'individu rejoint l'intérêt collectif, sans jamais lui être soumis. Cet aspect constitue la priorité de l'auteur et, dans le détail, les mesures prônées ont, en général, le souci du respect de cet équilibre. Toutefois, grâce à son caractère concret, la politique fait, plus encore que la philosophie, apparaître la difficulté de la position de l'auteur. Il est souvent pris entre deux feux, à mi-chemin de l'individualisme et du socialisme, partagé entre son soutien aux forces populaires, qui s'expriment notamment au travers des syndicats, et sa crainte de l'emportement révolutionnaire... Il peut sembler que Hobhouse se réfugie, parfois, dans la théorie plutôt que de trancher en faveur de l'un au détriment de l'autre. La synthèse harmonique prend alors l'allure d'une tendance au compromis systématique. Mais ce fait peut aussi être expliqué par sa philosophie, pour laquelle l'événement ne peut justifier une atteinte aux principes. Ce n'est pas la position médiane *per se* qui est valorisée par l'auteur mais la cohérence effective de la politique avec des principes éthiques, car se départir de ceux-ci signifie concrètement l'échec de la politique. Ainsi, il est, par exemple, essentiel de rester fidèle, en toute occasion, à l'idéal démocratique :

***What democratic theory has further to add is that, while the world-wide extension of its ideal may or may not prove impossible, every failure of the ideal is a danger to such success as it has won. If we cannot succeed in dealing with the Indian people on terms of equal freedom, that is definitely a blow to the prestige of those ideals among ourselves. It will point the arguments of their critics, reinforce the self-confidence of bureaucracy, justify maxims of autocracy, lead us to tolerate reasons of State in justification of what we should otherwise denounce as an atrocity, prove itself, in short, a stone of stumbling and a rock of offence wherever the democratic principle is in controversy. Political principles, like other things, succeed by success and fail by failure. The triumphs of Bolshevism and Fascism are alike infectious, and those who justify the indiscriminate shooting of an Indian mob have at the back of their minds the Freudian wish that they might see the same treatment meted out to Welsh miners. Conversely, the success of responsible government in South Africa conduced to the settlement of the Irish Free State<sup>248</sup>.***

Journaliste, Hobhouse était un observateur assidu des événements de son temps et adaptait sa politique aux changements dont il était le témoin. Cette position apparaît comme le contrepoids aux dangers de l'abstraction, dont il se méfiait. De plus, la suprématie des principes éthiques lui conférait une liberté intellectuelle et lui donnait, finalement, une certaine liberté politique. Il ne pouvait être inféodé au discours officiel d'un

---

<sup>248</sup> L. T. HOBHOUSE, « The Problem » in « Selected Articles and Essays », in J. A. HOBSON, M. GINSBERG, L. T. Hobhouse, pp 264-291. Cet article est désormais abrégé « TP ».

appareil de parti ou d'association et restait donc indépendant des courants politiques de son époque, même s'il était très proche du parti libéral. Il se réservait le droit de porter un regard critique sur les décisions politiques de celui-ci, mais savait aussi voir dans les réformes sociales des gouvernements Campbell-Bannerman et Asquith, la manifestation réelle, bien que trop limitée à son goût, d'un développement social conforme aux exigences de l'harmonie. De plus, le fait que la politique gouvernementale rencontrait son assentiment engendrait un optimisme qui l'amenait à proposer des mesures plus audacieuses. Il semble qu'il ait interprété les lois sociales du libéralisme du début du siècle comme des étapes du processus d'harmonisation et qu'elles aient été, en tant que telles, l'occasion de prévoir les mesures suivantes :

***Hobhouse is, then, neither a conservative nor a radical ; neither a worshipper of the past nor a defender of the status quo. His face is set to the future but his method is evolutionary, drawing much of its guidance from the past, rather than revolutionary. In a changing world where institutions must be constantly modified and new associations formed, the great problem is to effect such changes well, conserving values already won and adding others to them*<sup>249</sup>.**

L'ensemble de la politique de Hobhouse, qui sera examinée dans cette deuxième partie, apparaît comme une politique réformatrice, à la fois ancrée dans la réalité et résolument tournée vers l'avenir, qui constitue la perspective du développement harmonique. La période d'avant-guerre était source d'enthousiasme pour Hobhouse, et correspondait à la maturité de sa théorie politique. Les principaux textes politiques ont été écrits à cette époque, et si *The Problem* et *The Elements of Social Justice* datent de l'après-guerre, ils ne semblent pas présenter d'éléments nouveaux en ce qui concerne les propositions de réforme ; tout juste témoignent-ils de la méfiance accrue face au risque d'étatisme qui s'était confirmé pendant la guerre et que nous envisagerons plus spécifiquement dans la troisième partie, en même temps que l'aspect international.

## 2. La sphère individuelle : rapprochement avec la sphère collective

### 2.1. La liberté de l'individu est rationnelle

Comme nous l'avons écrit dans le chapitre 3, Hobhouse situe sa politique dans la tradition libérale. De ce fait, il n'est pas surprenant que le souci de la liberté de l'individu se trouve, pour lui, au premier plan de l'organisation sociale. Il est, cependant, essentiel d'en proposer une définition qui permettra de dépasser l'antithèse libérale traditionnelle entre l'individualisme et le collectivisme. Les fondements métaphysiques de cette définition ont été abordés dans la partie précédente ; il semble que l'on puisse la résumer en parlant d'une construction de la liberté selon les règles du processus d'harmonisation. La liberté est conférée à l'individu par la raison, qui lui permet de déterminer sa volonté, et par là, de faire des choix libres. Inversement, tout obstacle au fonctionnement rationnel, tel que l'emprise d'une passion, l'influence de l'alcool ou la folie, prive l'individu de liberté.

<sup>249</sup> J. A. NICHOLSON, « *Some aspects of the philosophy of L.T. Hobhouse* », p. 81.

## 2.2. La liberté n'est pas innée.

Telle est, donc, la nature de la liberté que Hobhouse nomme la liberté morale (*moral freedom*), afin de la distinguer momentanément de la liberté sociale et politique (*social and political freedom*), pour les regrouper sous le terme liberté (*liberty*<sup>250</sup>) qui indique leur complémentarité. Grâce à cette définition, Hobhouse introduit une notion importante. La liberté n'est pas spontanée mais acquise par le développement rationnel. Elle ne peut être isolée et considérée comme un absolu : elle n'est pas abstraite mais concrète et peut, de ce fait, être évaluée. Selon l'auteur, l'expérience a montré que la conception abstraite de la liberté ne correspondait pas à sa réalité. Lorsque les partisans du laisser-faire ont prôné la non-intervention de l'État au nom de cette liberté, qu'ils concevaient abstraitement, le résultat de leur politique n'a pas été un gain de liberté pour les individus, bien au contraire. Ce constat de l'échec de la politique libérale classique a donné lieu à un remplacement du concept par « une conception nouvelle et plus concrète de la liberté<sup>251</sup> ». Or, celle-ci présente une implication politique immédiate : si la liberté n'est pas spontanée, ou naturelle, la doctrine des droits naturels de l'individu, qui, lorsqu'elle fut formulée par les précurseurs de libéralisme tels que Locke, a effectivement joué son rôle de garantie contre les atteintes aux libertés fondamentales de l'individu de la part d'un pouvoir arbitraire, n'est plus fondée. La notion de droits imprescriptibles, qui seraient, en quelque sorte, inhérents à la personne humaine, quel que soit son environnement, est rejetée parce qu'elle suppose une liberté naturelle qui est contraire à la vision de Hobhouse. De même que la liberté doit être évaluée selon sa réalité, c'est-à-dire ce en quoi elle consiste effectivement (c'est la notion de « liberté effective<sup>252</sup> »), un droit concret, par opposition à un droit abstrait, peut être mesuré au moyen de la question : « qu'ai-je effectivement le droit de faire ? ». Hobhouse se propose, donc, de remplacer l'idée de la liberté abstraite et des droits naturels par une conception, selon lui plus fidèle à la réalité, des droits qui sont conférés, ou, du moins, actualisés, par la société dans laquelle vit l'individu.

## 2.3. La détermination sociale n'est pas contraire à la liberté

La nouvelle conception de la liberté engendre une redéfinition des droits. Toutefois, avant d'expliquer, en quoi les droits sont désormais conçus comme des droits sociaux, il faut donc considérer la dimension sociale de la liberté : Hobhouse s'emploie à démontrer que le fait de reconnaître que les droits sont effectivement garantis par la société ne revient pas à faire d'elle, de fait, une menace qui pèse sur la liberté de l'individu, même s'il n'exclut pas que cela puisse être parfois le cas. Dans ce but, il examine ce qui constitue véritablement un obstacle à la liberté, ce qui le ramène, dans un premier temps, à la psychologie de l'individu : il constate que la détermination n'est pas contraire à liberté,

---

<sup>250</sup> Cette distinction est proposée dans *ESJ*.

<sup>251</sup> *Lib* p. 42 : « A new and more concrete conception of liberty arose and many old presuppositions were challenged. »

<sup>252</sup> *Lib* p. 44 : « effective liberty ».

parce que l'individu est déterminé par son passé, ce qui ne l'empêche pas d'être libre, tant que la raison est capable d'harmoniser les sentiments et les déterminations. Il faut, donc, considérer que la liberté n'est pas l'absence de déterminations mais plutôt une détermination propre (*self-determination*), par la volonté qui résulte d'une synthèse rationnelle. La liberté serait « **la détermination par des facteurs internes et l'absence de contraintes extérieures** »<sup>253</sup>. Si le raisonnement s'arrêtait là, la définition de la liberté de Hobhouse ressemblerait beaucoup à la conception du libéralisme traditionnel et autoriserait encore l'antithèse entre l'individu et la collectivité. Il faut, donc, passer par la définition de la contrainte (*constraint*) pour préciser son sens. En effet, si l'on conçoit la contrainte comme une détermination, alors l'individu n'est jamais à même d'être libre, puisqu'il rencontre forcément des déterminations extérieures. Mais, comme nous venons de le montrer, la détermination n'est pas un obstacle à la liberté. La contrainte n'est un obstacle que si elle est forcée contre le gré de l'individu (*compulsion*). Au contraire, la liberté n'est possible que si l'individu parvient à vivre en harmonie avec ses déterminations, ce qui dans le cas des déterminations extérieures suppose un lien harmonique avec la collectivité. Or, celui-ci existe nécessairement dans la conception hobhouseienne qui permet, donc, de proposer une définition de la liberté sociale et politique qui revient à une extension au collectif de la définition de la liberté morale : l'harmonie, en supposant la synthèse rationnelle de toutes les déterminations, explique la liberté de l'individu comme intrinsèquement liée à la sphère collective :

***Liberty is both the effect and the cause of social harmony. It is the effect because [...] anarchy and repressive order alike involve frustration of wills, while it is only in proportion as they come into spontaneous accord with one another that wills can be fully free. It is the cause because harmony is in the largest sense a spiritual achievement, the achievement of mental energy self-disciplined in co-operative unity and this self-discipline is liberty. (ESJ 85)***

## 2.4. Personnalité et liberté

En postulant la liberté comme l'aboutissement d'un développement rationnel, Hobhouse est proche du Mill de *On Liberty* : « **Le développement harmonieux de tout son potentiel est donc l'horizon vers lequel doit tendre l'individu chez Mill et Hobhouse** »<sup>254</sup>. Il s'est inspiré d'une idée devenue influente surtout à partir des années 1880<sup>255</sup>, à savoir celle de la promotion de la personnalité (« *character* »), qui met l'accent sur le devenir et le potentiel de l'individu. Le terme apparaît déjà « **dans les écrits de Mill et de Spencer** » comme « **dans les discours de Gladstone et de Bright** »<sup>256</sup> et est rattaché aux notions de progrès et de bonheur (*happiness*). En outre, cette notion provient,

<sup>253</sup> : « . ».

<sup>254</sup> M. CHRÉTIEN, « Le « Nouveau libéralisme » de L.T. Hobhouse », p. 16, in M. CHRÉTIEN dir., *Le Nouveau libéralisme anglais*, pp. 9-35. Cet article est désormais abrégé *Chrétien*.

<sup>255</sup> Voir Collini LS p. 32.

<sup>256</sup> Collini LS p. 29.

notamment, des socialistes utopiques, chez qui elle se trouve invariablement liée à l'épanouissement de la personnalité au sein de la communauté, comme, par exemple, dans le phalanstère de Fourier. Bien que les conservateurs surent en trouver une définition plus individualiste, en insistant sur l'autonomie de la personnalité, elle contient des implications collectivistes, au moins dans l'interprétation qu'en font les partisans d'une plus forte intervention de l'État : elle engendre, en effet, le passage de l'idée d'autosuffisance (*self-reliance*) à celle d'accomplissement de soi (*self-realization*). En outre, elle permet de s'éloigner d'une conception de la liberté en tant qu'absolu imprescriptible, puisque l'accent est mis sur la liberté de se réaliser et non plus la liberté en soi. La liberté cesse d'être une fin pour devenir le moyen de la réalisation. Elle est justifiée de façon téléologique. Or, si sa raison d'être est l'épanouissement de l'individu, il devient possible de la remettre en cause lorsqu'elle n'y participe pas. Pour Hobhouse et les « nouveaux libéraux », en tout cas, l'argument est simple. La société garantit la liberté de chacun et de celle-ci dépend le développement de la personnalité, par conséquent, la société doit encourager le développement (rationnel selon Hobhouse) de chacun :

***Liberalism is the belief that society can safely be founded on this self-directing power of personality, that it is only on this foundation that a true community can be built [...] liberty then becomes not so much a right of the individual as a necessity for society. It rests not on the claim of A to be let alone by B, but on the duty of B to treat A as a rational being. (Lib 59)***

Or, comme nous l'avons écrit plus haut, la liberté est désormais une liberté concrète définie positivement comme capacité, *ability to*. La société doit donc intervenir pour agrandir le champ des capacités de l'individu, en garantissant concrètement des chances égales et ne plus se contenter de laisser libre (*unhindered*) celui qui aurait saisi sa chance.

## 2.5. La liberté individuelle est sociale et politique

Parallèlement, le fait que le développement de l'individu dépende de son environnement, permet à Hobhouse d'insister sur la nature sociale de l'homme. Le développement de la personnalité de l'individu, de même que sa capacité à être libre est indissociable de la société. Il devient donc impossible de les opposer. Au contraire, ils sont irrémédiablement unis, puisque la sociabilité est, avec la raison, la caractéristique première de l'homme. La réalisation de l'individu a lieu au sein de la société, ce qui suppose que plus il se développe, plus il devient social. Réciproquement, le développement de la société participe du développement de l'individu. Si, de plus, le développement de la personnalité est conscient (au stade de l'évolution orthogénique), cette réalisation sociale est, alors, le fruit de sa volonté :

***The individuals themselves indeed, are profoundly modified by the fact that they form a society, for it is through the social relation that they realize the greater part of their own achievements. (SE 85)***

Grâce à la notion de personnalité, la reformulation du concept de liberté est achevée. L'individu doit désormais logiquement être envisagé dans sa dimension sociale. Cette conclusion mérite que l'on revienne brièvement à la question de la liberté concrète. En effet, celle-ci apparaît maintenant clairement pour ce qu'elle est, c'est-à-dire la liberté

effective de l'individu dans sa réalité sociale. On peut, par conséquent, saisir toute la nature de la différence entre la liberté telle qu'elle était conçue par la doctrine des droits naturels et celle qui est énoncée par Hobhouse :

***Tandis que la doctrine des droits naturels et du contrat social mettaient l'accent sur la primauté de l'individu, antérieur à la société qu'il fonde, et sur l'autonomie de celui-ci, sorti tout armé de l'état de nature, Hobhouse insiste sur les éléments sociaux constitutifs de la personnalité. (Chrétien 13)***

D'après M. Chrétien, cette différence peut être rapprochée de « **la célèbre opposition de Marx entre libertés formelles et libertés réelles, ces dernières prenant en compte l'homme dans sa réalité économique et sociale**<sup>257</sup> ». Il est intéressant de constater qu'elle semble aussi évoquer des éléments de la philosophie politique hegelienne ; car la liberté concrète, nous le verrons, implique une participation active à la société, donc à la politique au sens grec de « vie de la cité ». Il ne suffit pas à l'individu de comprendre ses déterminations pour être libre. Encore faut-il qu'il les contrôle, non pas égoïstement, pour les soumettre à son intérêt privé, mais pour participer à l'élaboration et au progrès du bien commun. La liberté ne s'exerce donc pas uniquement dans la sphère privée, dans le foyer, mais aussi sur la place publique. C'est pourquoi l'auteur appelle la liberté à la fois sociale et politique :

***Hegel lui-même, en effet, savait que le « bourgeois », en se préoccupant uniquement de défendre ses propres biens, vivait les déterminations sociales comme s'il s'agissait de la liberté. Ce n'était qu'en laissant de côté ses intérêts au profit du « bien commun », c'est-à-dire en faisant de la politique, que le bourgeois devenait « citoyen libre »<sup>258</sup>.***

### 3. Les droits et devoirs

#### 3.1. Réfutation des droits naturels : le droit est d'origine sociale

La liberté concrète peut donc être assimilée à une émancipation par laquelle l'individu devient citoyen et exerce un contrôle sur le devenir social. Chez Hobhouse, ce contrôle est rationnel, car le fait que l'individu soit, désormais, en adhésion avec la société, instaure la possibilité de la cohérence ; la raison s'incarne dans des institutions stables et démocratiques. La politique hobhouseienne n'est en aucun cas révolutionnaire. Les institutions politiques ont pour objet de renforcer la cohésion de la société et non pas de précipiter des divisions. C'est là l'un des reproches que l'auteur adresse à la conception de l'État et des institutions qui découle des droits naturels qu'il réfute. Ceux-ci, en situant l'individu hors de la société, ne permettent pas d'envisager de coopération entre l'individu et la collectivité :

***The individual is clothed with rights which are made to dominate instead of securing the common good, and are even divorced from duties because duties imply social ties. (ESJ 34, 35)***

<sup>257</sup> Chrétien p. 18.

<sup>258</sup> M. BENASAYAG, D. SCAVINO, *Pour une nouvelle radicalité* p. 139.

Ainsi, en fondant la liberté sur des droits naturels, on ne peut que creuser un fossé entre l'individu et la société. Cet écart est déjà considérablement réduit grâce à la nouvelle définition de la liberté, dont découle, comme nous l'avons écrit, la réévaluation de la notion de droit : Hobhouse conçoit les droits comme la manifestation institutionnelle de la relation entre l'individu et la société. La définition qu'il en donne affirme le rapport de réciprocité qui existe entre ces deux derniers. En effet, un droit, stricto sensu, n'existe que s'il est légalement reconnu, ce qui revient à affirmer qu'un droit est donné à l'individu par la reconnaissance de la société. Certes, les droits naturels, comme par exemple la liberté d'expression, sont remarquables parce qu'ils ont un caractère éthique, et Hobhouse ne nie pas qu'ils soient fondamentaux. Néanmoins, il préfère les décrire comme des exigences universelles de la conscience humaine :

***These are the moral or ethical rights of men. The older thinkers spoke of them as 'natural rights', but to this phrase, if uncritically used, there is the great objection that it suggests that such rights are independent of society, whereas, if our arguments hold, there is no moral order independent of society and therefore no rights which, apart from the social consciousness, would be recognized at all. (IS 160)***

Cette description d'une légitimité morale de certains droits ou, du moins, de la revendication (*claim*) de certains droits, lui permet de souligner que lorsque la société décide de reconnaître une exigence morale et de lui conférer le statut de droit, elle doit avoir à l'esprit le souci du Bien Commun :

***[...] we may even admit that there are natural rights of man if we conceive the common good as resting upon certain elementary conditions affecting the life of society, which hold good whether people recognize them or not. Natural rights, in that case, are those expectations which it would be well for a society to guarantee to its members, whether it does or does not actually guarantee them. (IS 160)***

### **3.2. Le droit a des conséquences sociales, il est donc relatif aux droits des autres**

Les droits possèdent, avant tout, une dimension collective : non seulement un droit est effectivement une création de l'ordre social mais, en plus, la notion de Bien Commun oblige à considérer les conséquences collectives d'un droit. Pour Hobhouse une des conséquences les plus manifestes d'un droit est qu'il engage tout le monde, dans la mesure où le respect d'un droit implique le devoir de respect de ce même droit. Si l'on considère qu'un droit est absolu, alors le respect de ce droit est absolu aussi, ce qui, pour l'auteur, ne peut manquer de déboucher sur des contradictions. Intrinsèquement, donc, le droit comporte ses propres limites :

***But a right, whatever else it may be, is one term of an obligation. It is something due to its owner, something therefore which imposes a constraint, whether by way of forbearance, acquiescence or active support, on other people. If a man has a right to a sum of money, this means that some one has the duty of paying it to him (...) hence there is no sense in the proposition that in a state of nature a man has a right to do anything that he desires. A man might claim everything, and so might his neighbour, but both could not have a right to dispose of the same thing according to their several wills. A right is, no doubt, a species of***



***claim ; What distinguishes it from other claims is that it is one which it is the duty of everyone to respect.(ESJ 35, 36)***

L'analyse hobhouseienne des droits précise que ceux-ci impliquent forcément le devoir comme corollaire : « ***Si j'ai un droit sur toi, tu as un devoir envers moi*** <sup>259</sup> » Cette réciprocité est transposable à la relation entre l'individu et la société ; lorsque celle-ci donne des droits, elle peut, logiquement, exiger en retour que soient accomplis des devoirs :

***[...] rights and duties, then, are conditions of social welfare, or as we define welfare, of a life of harmony. [...] To this welfare, then, every member of the community stands in a double relation. He has his share in it. That is the sum of his rights. He has to contribute his share ; that is the sum of his duties. (ESJ 39)***

Le droit de l'individu est donc relatif aux droits d'autrui, ce qui signifie aussi que la légitimité d'un droit, ou d'une revendication à un droit, doit être jugée en fonction, notamment, du fait qu'elle n'empiète pas sur les droits des autres en tant qu'individus ou en tant que collectivité. Le droit participe du Bien Commun qui est, rappelons-le d'ordre moral :

***[...] a right involves a moral relation, and it is not purely and simply the concern of the owner alone. The rights of men are not therefore conditions precedent to society, but move and have their being in social life. (ESJ 37)***

### 3.3. La justice : restriction de la liberté pour permettre l'égalité ?

La liberté de l'individu cesse, donc, d'être le seul élément d'appréciation du bien-fondé de la revendication d'un droit. Si le concept d'harmonie permet d'affirmer qu'elle ne s'oppose pas au Bien Commun, et d'échapper théoriquement au conflit entre société et individu, Hobhouse a, toutefois, tranché : dans le cas extrême où il ne serait pas possible de réconcilier la revendication de l'individu avec les exigences du Bien Commun, il faudrait privilégier la collectivité :

***When all has been done that can be done to save the individual conscience the common conviction of the common good must have its way. In the end the external order belongs to the community, and the right of protest to the individual. (Lib 71)***

Selon l'auteur, c'est, en définitive, le critère de justice qui doit déterminer le choix d'accorder un droit. Il semble qu'il faille comprendre ici le terme de justice comme signifiant, d'une part, l'égalité entre les individus qui constitue, finalement, la condition de l'harmonie sociale et qui marque la limite de la liberté de chacun et, d'autre part, comme ayant trait au bien de la collectivité, prise dans son ensemble. Il est, par exemple, intéressant de noter que même dans le cas du droit de vote, Hobhouse, qui est pourtant un démocrate convaincu, envisage d'abord l'intérêt collectif :

***The franchise is no matter of 'abstract right'; it is not, that is to say, a right which holds good and is entitled to observance without any regard to other considerations. No right holds good in such a sense. A right is a claim founded***

<sup>259</sup> L. T. HOBHOUSE « The Individual and the State », p. 159 : « [...] if I have a right against you, you have a duty towards me ». Cet article est désormais abrégé « IS ».

*on justice, and justice is that arrangement which an impartial judgement would decide to be the best possible for the whole group of those whom it affects. It may not be the best for anyone considered by himself but it is the best for the whole to which he belongs. [...] And, as with other rights, so with the right to vote; It is not a claim to which the social welfare must bow, but a claim which the deeper consideration of the social welfare makes good*<sup>260</sup>.

Ainsi, il est désormais nécessaire de se placer dans la perspective de la collectivité pour déterminer ce que doit être un droit. Il faut signaler ici que Hobhouse s'inspire directement de Green selon lequel « **le seul fondement rationnel pour l'attribution à l'individu du droit à une vie libre réside dans le fait que l'on attribue par là la capacité à contribuer au bien social** »<sup>261</sup>. En règle générale, donc, un droit est accordé quand il est, à la fois, conforme à l'exigence morale, de nature à contribuer au Bien Commun, et qu'il n'empiète pas sur les droits d'autrui, c'est-à-dire sur sa liberté effective. Les implications pratiques sont nombreuses. L'une des illustrations, donnée par l'auteur, est celle de la question du droit à la liberté commerciale. Si un employeur veut attribuer un salaire peu élevé à son employé, ou bien si un commerçant veut fermer plus tard son magasin, son droit dépend des implications collectives de cette liberté. Ainsi, il oblige indirectement les autres à baisser les salaires ou à rester ouvert le soir, sous peine de ne plus être concurrentiels. Maintenir ce droit équivaldrait à confondre liberté et indépendance. Le droit à décider librement signifie ici que les autres n'ont plus la même liberté de choix. L'égalité requiert que l'on empiète sur la liberté du commerçant ou de l'employeur en question pour préserver celle de ses collègues.

### 3.4. Le contrat

Ayant affirmé l'inter-dépendance de la liberté et de l'égalité, Hobhouse peut désormais réviser la notion de contrat libre. Il commence par rappeler que Cobden qui tient ici, une fois de plus, le rôle de caution libérale de la pensée politique de Hobhouse, a lui-même reconnu que « **le principe du contrat libre ne pouvait s'appliquer aux enfants** »<sup>262</sup> » puisqu'un enfant ne pouvait véritablement donner son consentement. L'auteur déduit de cette entorse au principe de contrat libre une reconnaissance implicite du fait que le contrat n'est libre que lorsque le consentement des contractants est véritablement libre, c'est-à-dire quand ceux-ci sont sur un pied d'égalité : « **Le vrai consentement est un consentement libre, et la vraie liberté de consentement implique l'égalité des deux personnes qui sont parties prenantes dans le marché** »<sup>263</sup>. Or, en général, il n'y a pas d'égalité entre l'ouvrier et le patron :

<sup>260</sup> L. T. HOBHOUSE, « *Government by the People* », p. 124.

<sup>261</sup> T. H. GREEN, *Principles of Political Obligation* : « But the only rational foundation for the ascription of this right [the right of the individual man to free life] is ascription of capacity for free contribution to social good. » §207, p. 157.

<sup>262</sup> *Lib* p. 39 : « In the case of children [...], it was urged by Cobden himself, that the principle of free contract could not apply. »

<sup>263</sup> *Lib* p. 43 : « True consent is free consent, and full freedom of consent implies equality on the part of both parties to the bargain. »

***Here was the owner of a mill employing five hundred hands. Here was an operative possessed of no alternative means of subsistence seeking employment. Suppose them to bargain as to terms. If the bargain failed, the employer lost one man and had four hundred and ninety-nine to keep his mill going. At worst he might for a day or two, until another operative appeared, have a little difficulty in working a single machine. During the same days the operative might have nothing to eat, and might see his children going hungry. Where was the effective liberty in such an arrangement? (Lib 40)***

Par conséquent, ici aussi la réglementation, qui permet la restriction des conditions de contrat, équivaut à un gain de liberté. Dans le cas du contrat, Hobhouse considère que le bien-fondé de l'intervention de l'État est désormais acquis dans la théorie politique libérale : il se sert de cette question comme d'un exemple pour illustrer la nécessité de définir la liberté comme liberté concrète liée à l'égalité. Green avait déjà attribué à l'État la responsabilité de créer les conditions de la liberté concrète : « **[selon Green,] l'État [...] pouvait au moins créer les conditions au sein desquelles on pouvait faire des choix véritablement libres** <sup>264</sup>. » Ces conditions impliquaient déjà chez Green la prise en compte de l'égalité : « **la liberté de contrat devrait probablement être plus restreinte [...] le droit d'un groupe d'individus de faire ce qu'ils veulent peut exclure au bout du compte beaucoup d'autres individus [...] de l'exercice de leurs droits** <sup>265</sup>. » L'influence de Green sur Hobhouse est ici particulièrement évidente, puisque tous deux prétendaient que le libéralisme classique avait trop privilégié la notion de « liberté abstraite » (par opposition à « liberté concrète ») et oublié la réalité sociale pour nier la liberté des masses :

***This [the restriction of the freedom of contract] applies most obviously to such kinds of contract or traffic as affect the health and housing of the people, the growth of population relatively to the means of subsistence, and the accumulation or distribution of landed property. In the hurry of removing those restraints on free dealing between man and man, which have arisen partly perhaps from some confused idea of maintaining morality but much more from the power of class-interests, we have been apt to take too narrow a view of the range of persons not one generation merely but succeeding generations whose freedom ought to be taken into account, and of the conditions necessary to their freedom ('freedom' here meaning their qualification for the exercise of rights). Hence the massing of population without regard to conditions of health; unrestrained traffic in deleterious commodities; unlimited upgrowth of the class of hired labourers in particular industries which circumstances have suddenly stimulated, without any provision against the dangers of an impoverished proletariat in following generations* <sup>266</sup>.**

<sup>264</sup> B. HARRISON, *The Transformation of British Politics 1860-1995*, p. 141 : « [According to Green,] the state [...] could at least create the conditions within which genuinely free choices could be made. »

<sup>265</sup> T. H. GREEN, *Principles of Political Obligation* : « The freedom of contract ought probably to be more restricted [...]. The freedom to do as they like on the part of one set of men may involve the ultimate disqualification of many others, [...] for the exercise of rights. » §210, p. 157.

<sup>266</sup> *Ibid.*

### 3.5. La loi

Si l'on envisage la réalité de l'individu, c'est-à-dire le fait qu'il évolue dans la collectivité, on arrive inévitablement à ce constat, apparemment paradoxal mais néanmoins exact, que la liberté dépend directement de la restriction de la liberté, à moins d'accepter que le droit à la liberté ne s'applique pas à chacun, ce qui, étant donné le caractère universel du droit, au sein de la société est impossible. Hobhouse insiste sur la distinction entre la loi des « États archaïques<sup>267</sup> » de la loi telle qu'elle est conçue dans les États modernes. C'est seulement dans ces derniers, en effet, qu'elle implique une réelle universalité, puisqu'elle ne reconnaît aucune distinction de rang, de sexe, de classe, de nationalité ou de race. Elle s'inspire donc de l'idée éthique que tous les hommes sont égaux, ce qui permet à la société de faire figurer ce que l'auteur appelle les droits éthiques au rang des droits effectifs.

La nature de la loi, comme celle des droits civiques, est de s'appliquer à tous au travers « **de règles fixes de loi auxquelles le dirigeant lui-même est soumis** », dit Hobhouse en se référant à Locke, ce qui constitue « **la première condition du gouvernement libre**<sup>268</sup> » :

***'Freedom of men under government', says Locke, [...] 'is to have a standing rule to live by, common to every one of that society and made by the legislative power erected in it' Freedom, that is to say, is a measure of universal restraint. Without such restraint some men may be free but others will be unfree. (Lib 11)***

Ce point est essentiel dans la politique de l'auteur. Il lui permet d'affirmer qu'il n'y a pas de liberté sans lois, et plus précisément sans égalité devant la loi. Une des caractéristiques de la politique hobhouseienne est de mêler les notions de liberté et d'égalité au travers de la loi :

***[...] we draw the important inference that there is no essential antithesis between liberty and law. On the contrary, law is essential to liberty. [...]. It [...] is the only way, indeed the only sense, in which liberty for an entire community is attainable. (Lib11)***

Le principe d'égalité devant la loi, s'il est généralement respecté dans les sociétés modernes, requiert, toutefois, que l'on l'améliore en mettant fin à l'inégalité due au fait qu'un individu qui ne peut s'offrir un bon avocat ne bénéficie pas des mêmes chances qu'un individu aisé. L'application de ce principe exige que soit fourni à chaque citoyen justiciable les moyens équitables de se défendre. Cet exemple illustre, à nouveau, le fait que, comme nous l'avons écrit dans la première partie, la politique de Hobhouse consiste à affirmer la nécessité d'un rôle accru de l'État, dans le but même de permettre que les principes du libéralisme, notamment le respect des libertés individuelles, soient réalisés. Dans cette perspective, le passage de liberté naturelle à liberté concrète et de droits abstraits en droits sociaux, permet de situer nettement le bien de l'individu dans un rapport de dépendance au Bien Commun. L'État est conçu, non plus comme l'ennemi

---

<sup>267</sup> ESJ p. 103.

<sup>268</sup> Lib p. 11 « the first condition of free government (...) by fixed rules of law, to which the ruler himself is subject. »

potentiel de l'individu mais comme celui qui protège ses droits (*maintainer of rights*<sup>269</sup>), voire comme celui qui les procure. En se concentrant sur l'évaluation effective des droits, Hobhouse en propose une description fonctionnaliste<sup>270</sup>, qui le rapproche des socialistes, selon laquelle l'État doit jouer un rôle actif auprès du citoyen. L'État ne se contente plus de me garantir qu'on me laissera faire ce que j'ai le droit de faire, mais aussi que j'obtiendrai ce à quoi j'ai droit, ce qui lui confère un rôle de correction des inégalités.

### 3.6. La liberté antisociale

Dans la description que fait Hobhouse de la société, ce sont, plutôt que l'État, certains individus qui induisent les inégalités et ce, justement, au nom d'une prétendue liberté. Contrairement aux restrictions qui émanent de l'État, de telles atteintes sont tout à fait illégitimes parce qu'elles n'ont aucune justification morale. L'un des principaux défauts de l'application du principe de liberté traditionnelle qui limite l'intervention de l'État réside dans le fait que les forts finissent par user de leur liberté pour exercer un pouvoir sur les faibles et portent, par conséquent, atteinte à leurs droits. Hobhouse est, donc, amené à distinguer entre la liberté qui implique un pouvoir sur autrui et celle qui n'est pas une menace à sa liberté. Dans le cas de la « liberté antisociale », l'intervention de l'État devient nécessaire pour protéger l'individu. L'argument de Hobhouse part ici d'une base consensuelle ; même les conceptions les plus restrictives du rôle de l'État reconnaissent, en effet, son rôle de défenseur de l'intégrité physique de l'individu :

***Where physical strength alone prevails the strongest man has unlimited liberty to do what he likes with the weaker; but clearly, the greater the freedom of the strong man the less the freedom of the weaker. What we mean by liberty as a social conception is a right to be shared, by all members of society, and very little consideration suffices to show that, in the absence of restraints enforced on and accepted by all members of a society, the liberty of some must involve the oppression of others. (IS 155)***

Mais il va sans dire que Hobhouse ne s'en tient pas là. Est, potentiellement, définie comme « liberté antisociale », tout pouvoir exercé sur les personnes, au travers d'un lien contractuel, comme le pouvoir d'un employeur sur son employé, ou d'un rapport indirect qui a des conséquences sur les besoins fondamentaux de l'individu, comme le pouvoir de fixer le prix du pain :

***Just as the liberty of the strong man to assail the weak destroys the liberty of the weak man to call his body his own, so - to take an instance from our own contemporary experience - the liberty of the motor-car to use the roads may, and often does, go so far as to impair the liberty of any other class of vehicle or the liberty of pedestrians to use the same road for their purposes. (IS 155)***

Lorsqu'il use de pareilles comparaisons, Hobhouse semble jouer sur les mots : il fait, en effet, l'amalgame de deux sens possibles du terme « liberté » : la liberté de l'individu qui est mise en péril par l'attaque de l'homme faible par l'homme fort dans l'extrait ci-dessus peut être décrite comme la liberté « au sens étroit » du terme, celle, justement, qui est

<sup>269</sup> Collini LS p. 4.

<sup>270</sup> Collini LS p. 4 : « a functionalist account of rights ».

supprimée lorsqu'une personne est « sous la dépendance absolue de quelqu'un<sup>271</sup> ». En revanche, on ne peut considérer sur le même plan l'atteinte à la liberté du piéton par la liberté du conducteur de voiture, parce qu'il ne s'agit pas ici d'une suppression de la liberté de l'individu. Il semble qu'il faille voir dans cet usage quelque peu abusif du mot, une des nombreuses expressions de la volonté de Hobhouse d'inscrire sa politique dans la tradition libérale. L'argument de la « liberté antisociale » participe, en effet, de la stratégie de réconciliation décrite au chapitre 3, dans la mesure où la tradition libérale est bien de combattre les pouvoirs liberticides. Si l'on peut persuader l'opinion que ce pouvoir liberticide n'est pas exercé seulement par la tyrannie politique, alors on peut convaincre de la nécessité de réglementer l'organisation sociale.

### 3.7. *Pauperism et poverty : cause individuelle ou sociale ?*

L'état de pauvreté d'une partie de la population anglaise, mis en évidence par les travaux de Charles Booth et de Seebohm Rowntree, était, aux yeux de l'auteur, une preuve suffisante de la réalité de la violence qui s'exerçait sur celle-ci et donc de la privation de liberté dont elle était victime. Rowntree concluait, par exemple, en 1901, que 27% des habitants de York étaient pauvres<sup>272</sup> ; quant à Booth, ses travaux dans l'East End Londonien lui firent avancer le chiffre d'un tiers de cette population urbaine vivant juste au niveau de subsistance, voire au dessous<sup>273</sup>. Les enquêtes tendaient à démontrer qu'il était tout à fait possible d'éviter que la pauvreté ne touchât de tels nombres. Ces travaux eurent un grand impact sur l'opinion et notamment sur les libéraux qui devaient constituer le gouvernement de 1906 :

***Campbell-Bannerman, for one, read Rowntree's book on poverty in York and was much impressed and disturbed, subsequently using the material in his speeches. Morley was equally moved by this study and recommended it to Churchill who publicly pronounced its revelations to be terrible and shocking. (Greenleaf I 166)***

Oxford s'émua aussi des terribles conditions de vie qui étaient soudain révélées. Lorsque Hobhouse arriva dans la ville universitaire en octobre 1883, un pamphlet intitulé *The Bitter Cry of Outcast London*<sup>274</sup> venait d'être publié et connaissait un grand retentissement : il provoqua une controverse sur la réaction que devaient avoir « les classes éduquées pour remédier » à la « misère tant physique que morale et religieuse des pauvres<sup>275</sup> ». Un

<sup>271</sup> Dictionnaire petit Robert, édition 1987.

<sup>272</sup> Voir H. MATTHEW, « The Liberal Age », p. 106, in K. O'MORGAN, *History of Britain 1789-1983*, pp. 49-114.

<sup>273</sup> Voir *Greenleaf I*, p. 167.

<sup>274</sup> Andrew Mearns *The Bitter Cry of Outcast London, An Enquiry into the Condition of the Abject Poor* (1883), cité dans J. CARRÉ, dir., J.P. RÉVAUGER, dir., *Écrire la pauvreté*, p. 11. Selon Carré et Révauger, la particularité de cette « brève enquête » était de s'adresser clairement au pouvoir politique, et « On estime généralement qu'elle contribua à la création en 1884 d'une commission parlementaire sur le logement des classes laborieuses. »

<sup>275</sup> Collini *LS* p. 55 : « [...] a large part of the controversy which it [*The Bitter Cry*...] created centred on what 'the educated classes' could do to remedy this. »

discours prononcé par le chanoine Samuel Barnett, pasteur à Whitechapel, exhortait les étudiants d'Oxford à vivre parmi les pauvres pour aider à combler le fossé entre les classes. En 1884 Toynbee Hall fut fondé à Whitechapel et accueillit le premier groupe d'étudiants.

Les études de Hobhouse se déroulèrent donc dans un contexte de conscience aiguë des conditions misérables des petites gens et, dans l'ensemble, le point de vue sur la pauvreté connu, à l'époque, un changement conséquent. On passa, ainsi, de la notion qui attribue aux personnes la responsabilité de leur indigence (cette notion était, par exemple, à l'origine de la loi sur les pauvres de 1834<sup>276</sup>), et qui était souvent contenue dans le terme *pauperism*, à celle qui, au tournant du siècle, prenait en compte les circonstances économiques des personnes touchées et reconnaissait que la pauvreté n'avait pas pour cause une défaillance morale de la part de l'individu. On employait, à son sujet, plus volontiers le terme *poverty* que *pauperism*. Hobhouse partageait évidemment cette dernière analyse, qu'il utilisa, notamment, pour exprimer son soutien à la loi sur les retraites.

***The first point to be observed is that pauperism among the aged [...] is the normal fate of the poorer class [...] It is not due to exceptional shiftlessness and improvidence; it is due to insufficiency and irregularity of earnings*<sup>277</sup>.**

Il est, toutefois, intéressant de noter que l'idée de liberté antisociale permet à Hobhouse d'éviter ce qu'il considérait comme l'écueil matérialiste consistant à imputer la pauvreté aux seuls mécanismes socio-économiques. Grâce à cette idée les responsables sont des personnes qui usent, ou plutôt abusent des droits que la société leur a conférés aveuglément. Dans la conception organique, il est tout aussi absurde de restreindre la pauvreté aux mécanismes économiques que de prétendre qu'elle dépend seulement de l'individu. A nouveau la pensée politique de Hobhouse semble faire la synthèse des courants d'idées contemporains. L'accent qui est mis sur la responsabilité des individus coupables d'exercer une liberté antisociale revient à conserver une interprétation libérale du monde, en ce sens que l'individu reste maître du contrôle de ses conditions de développement moral. En revanche, une concession est faite au matérialisme (Hobhouse préférerait ici le terme de « réalisme ») lorsque l'auteur reconnaît que l'individu n'est pas libre, parce que l'organisation sociale est telle qu'il est à la merci de l'éventuel pouvoir tyrannique du riche. Il n'est donc pas légitime de lui faire porter la responsabilité de sa misère. Selon Hobhouse, lorsque la société s'est prémunie contre les monopoles, elle a admis l'existence d'une menace tyrannique, qui est exactement du même ordre que la liberté antisociale ; mais jusqu'ici, elle n'est, en quelque sorte, pas allée jusqu'au bout de son raisonnement.

### 3.8. L'éthique : limites de la restriction de la liberté

Ainsi, malgré toutes les modifications qu'il apporte à la conception de la liberté de

<sup>276</sup> Que Hobhouse dénonçait dans *Lib* p. 75: « But the aim of every sincere friend of the poor must be to keep them away from the Poor Law machine. »

<sup>277</sup> *Freedon I* p. 205. Il cite un article de Hobhouse sur les pensions.

l'individu, le « nouveau libéralisme » continue à faire de celle-ci la base de l'organisation sociale, puisqu'il entend avant tout la rendre possible, lorsqu'elle n'a pas de réalité, ou la préserver. Si la société peut légitimement exercer son pouvoir coercitif pour restreindre la liberté de l'un au nom de la liberté de l'autre, elle ne peut en aucun cas forcer l'individu à avoir un comportement moral. Elle doit, donc, non seulement éviter de porter atteinte à la conscience morale de l'individu mais aussi toujours préférer encourager son développement moral afin que la participation au Bien Commun devienne une adhésion libre :

***No force can compel growth. Whatever elements of social value depend on the accord of feeling, on comprehension of meaning, on the assent of will, must come through liberty. Here is the sphere and function of liberty in the social harmony. (Lib 70)***

L'organisation politique que prône Hobhouse s'appuie sur un équilibre, parfois précaire, entre la liberté et l'égalité. Les modalités de développement de l'individu vers la détermination propre requièrent que soit préservée la liberté, pour lui permettre de se constituer en tant que personnalité sociale. Il faut, par exemple, laisser à chacun la possibilité d'apprendre, en lui permettant de faire des erreurs, pour qu'il puisse acquérir l'expérience nécessaire. Dans la conception harmonique, la liberté est nécessaire au Bien Commun, qui dépend du libre développement de l'individu. La société a, donc, intérêt à ce que la liberté de l'individu soit érigée en droit. Puisque, au sein de la société « mes droits sont mes libertés »<sup>278</sup>, alors ma liberté s'accroît au fur et à mesure que me sont accordés des droits, donc au fur et à mesure que grandit le rôle de l'État :

***To extend the conception of the rights of the individual will be one of the objects of statesmanship; to define and maintain the rights of its members will be the ever extending function of government. (IS 161)***

La moralité de l'individu, acquise au travers d'un développement libre, est à la fois le but de l'organisation sociale et la cause de sa stabilité. Ce principe est indispensable à une véritable réforme sociale : voilà, pour Hobhouse, le seul progrès possible. Toute tentative de changement, révolutionnaire ou réformiste, qui viserait seulement à modifier les structures politiques et économiques est, en définitive, condamné au conservatisme. Il ne s'agit donc pas uniquement de préciser la nature sociale des droits mais d'occasionner une prise de conscience. Lorsque l'individu comprend que ses droits dépendent des droits d'autrui, sa liberté cesse d'être restreinte, puisque c'est librement et activement qu'il participe, dorénavant, à l'organisation sociale :

***Any genuine right then is one of the conditions of social welfare, and the conception of harmonious development suggests that there will be many such conditions governing the various sides of social life. If so the general conception of harmony implies that these conditions, properly understood, must mutually define and limit one another; not only so, it implies that in proportion as they are properly understood they will be found not to conflict with one another but to support and in the end even necessitate one another. (IS 161)***

---

<sup>278</sup> Lib p. 62 : « my rights are my liberties ».



## chapitre 6 l'organisation politique

La politique de Hobhouse prétend donc partir de la liberté de l'individu qui est réconciliée avec le Bien Commun. Pour l'auteur, il ne s'agit pas là d'une pure spéculation. Il considère que les évolutions récentes de la politique anglaise reflètent la disparition de l'antithèse entre l'individu et la collectivité. L'individu est, désormais, réconcilié avec la société, puisqu'il est devenu (ou est en passe de devenir) conscient que son épanouissement aura lieu en son sein :

***The development of the common life, the collective effort, which has already been in progress in my country for a generation or more, is not adverse to the freedom, the responsibility, or the dignity of the individual. On the contrary it has in the past assisted and may in the future be expected to further the development of these essential features of a good social order. A more real freedom, a more general and more complete personal independence, a more stable because a more free family life are among the prime objects of the extension of social control. (IS 164)***

Pourtant, force est de constater que si l'histoire témoigne d'un progrès, la société contemporaine est encore loin de l'idéal social hobhousien. Vers 1925<sup>279</sup>, Hobhouse fait le constat plutôt pessimiste que l'organisation sociale traditionnelle a échoué, mais n'a pas encore été remplacée.

***Competition failed and we live among its debris with no established freedom of social co-operation to take its place, but with the struggles of organised capital and labour confronting us, and that in a world seething with racial and national passions and bristling with international dangers. (TP 272)***

Il est donc urgent de définir les modalités d'une nouvelle organisation sociale qui devra, cette fois, être effectivement de nature à permettre l'épanouissement de l'individu. C'est pourquoi « The Problem », l'un des derniers écrits de Hobhouse, recommande la mise en place d'une « coopération libre » (*free co-operation*). Un tel système offre de nombreux avantages : sur le plan politique d'abord, parce qu'il s'appuie sur la contribution des citoyens, devenus des « participants pratiques » (*practical contributors*)<sup>280</sup> et repose sur l'idée de la réciprocité des droits et de devoirs énoncée dans le chapitre précédent :

***[...] to make the rights and responsibilities of citizens real and living, and to extend them as widely as the conditions of society allow, is thus an integral part of the organic conception of society [...]. (Lib 64, 65)***

La participation politique garantit, comme nous l'avons vu, à la fois la stabilité des institutions, en ce qu'elle traduit la volonté des citoyens, et une certaine souplesse parce

<sup>279</sup> La date exacte de l'écriture de « The Problem » n'est pas connue. Toutefois Hobson précise qu'il s'agit d'un texte que Hobhouse avait écrit pour servir de chapitre d'introduction à un ouvrage collectif. Le projet ne fut pas mené à bien à cause de la mort de Hobhouse.

<sup>280</sup> Lib p. 64.

qu'elle reflète l'évolution de cette dernière. L'économie aussi ne peut que bénéficier d'une participation active ; ainsi, les conséquences d'une coopération seront un accroissement de productivité et une meilleure répartition des biens, tandis que les efforts seront concentrés sur les besoins collectifs. Enfin, la coopération libre est propice à l'exercice de la liberté et, par là, au développement rationnel et moral de l'individu, ce qui est conforme aux intérêts du Bien Commun.

## 1. Les associations

---

Hobhouse sait que la coopération, théoriquement contenue dans l'État démocratique, est généralement passive. Dans la mesure où il faut encourager une participation concrète, il faut prendre en compte la réalité du fonctionnement social. Le passage de l'individu vers la collectivité s'effectue au travers de regroupements, dont le plus petit est la famille, puis, selon ses centres d'intérêts, en devenant membre d'associations libres (au sens où l'adhésion se fait sur la base du volontariat) :

***The problem of the social order is not to realize the kind of abstract unity which has sometimes been put forward by the makers of Utopias from Plato downwards. The ideal development of society is not the fashioning of a self-contained political state which would supersede the necessity for all the spontaneous associations of human beings which fill so large a part of actual life. It consists rather in the discovery of the lines upon which these manifold forms of human associations can be brought each to its fullest pitch as a part of a wider organization***<sup>281</sup>.

L'association présente en outre, l'avantage de ne pas laisser à l'État toute l'initiative politique et sociale. Ne serait-ce que de par sa taille, l'État, en tant qu'institution, est un instrument maladroit pour le traitement du particulier, par conséquent, il est préférable qu'il se concentre sur ses tâches spécifiques, c'est-à-dire celles qu'il est le seul à pouvoir effectuer. Hobhouse conçoit donc les associations comme des instances intermédiaires entre l'individu et l'État qui ont pour but de concrétiser le lien organique en le rendant visible dans l'expérience quotidienne. Les associations sont donc la manifestation institutionnelle de l'inspiration holistique de la pensée politique de Hobhouse, qui, comme nous l'avons écrit, permet à l'auteur de transcender l'opposition traditionnelle entre l'individu et l'État :

***Between the two poles intermediate bodies of many kinds and degrees are needed, and a wise democracy will not seek to destroy such bodies but to utilise them***<sup>282</sup>.

### 1.1. Le syndicat

Parmi les associations utiles au Bien Commun, Hobhouse attribue une place de choix aux syndicats. Ils représentent, d'abord, un contre-pouvoir nécessaire dans la société actuelle. Le syndicat renforce la position du travailleur face à son employeur et permet de rétablir

<sup>281</sup> SE cité par Schnorr p. 331.

<sup>282</sup> TLM cité par Schnorr p. 335.

l'égalité qui est la condition indispensable d'un contrat libre. L'auteur semble répondre aux plaintes du patronat au sujet des pressions syndicales : le syndicat n'est finalement qu'un juste retour des choses ; il ne fait que suivre la logique de l'organisation économique, en permettant à l'employé de marchander son travail. Ainsi, Hobhouse compare le syndicat à un agent immobilier<sup>283</sup> : de la même façon qu'il est normal d'avoir recours à ce dernier pour tirer le meilleur prix de la vente de sa maison, il est légitime de faire appel au syndicat pour fixer son salaire. Même si la comparaison peut sembler spécieuse, elle permet à Hobhouse de répondre à ceux qui considèrent les syndicats comme une entrave à la liberté économique : si l'on peut se faire représenter par un spécialiste pour obtenir le meilleur prix lors de la vente de son logement, pourquoi refuser l'idée d'une représentation qui permet de tirer le meilleur prix de son travail ? Théoriquement, le syndicat est donc un moyen de faire progresser la justice sociale, en ce qu'il crée une plus grande égalité et ce, d'autant plus que son activité influence toute la société. Pour l'auteur, il est bon que les travailleurs se regroupent dans des syndicats partout dans le monde, créant ainsi un phénomène social qui profite au progrès :

***The movement in each nation helps the progress of the whole. This has always been so. You cannot move your foot without displacing the centre of gravity in the world. (TLM 24)***

Néanmoins, Hobhouse a une position nuancée envers le rôle effectif des syndicats dans la société de son époque. Il les trouve trop disposés à lutter pour leurs intérêts propres au détriment de l'intérêt collectif. Il n'approuve pas, non plus, leurs méthodes de pression lorsqu'elles affectent l'ensemble de la collectivité, telle la première grève générale des transports ferroviaires en 1911. La stabilité de la société est, en effet, nécessaire à son bien, et les actions syndicales, bien souvent, n'oeuvrent pas en ce sens :

***It [trade union conflict] holds the door permanently open to a quarrel whenever a change of conditions occurs, or whenever a combination of employers or employed sees a favourable opportunity for a move, and it leaves each quarrel to be determined by the strength of the parties at the moment, without reference to the permanent needs of industry. (TP 275)***

On peut distinguer deux périodes en ce qui concerne l'attitude face aux syndicats. Dans sa jeunesse, Hobhouse apporta un soutien déterminé à cette forme d'association, qu'il exprima dans la première et la deuxième édition (respectivement 1893 et 1898) de l'ouvrage *The Labour Movement* et dans son activité politique à Oxford, où il prit part à la campagne locale de syndicalisation des travailleurs agricoles. Ce soutien devint plus mitigé au fur et à mesure que Hobhouse devint le témoin des conflits sociaux de son époque. Les années 1910-12 notamment, furent, en effet, le théâtre d'importantes grèves, alors même que la politique du gouvernement était, de l'avis de l'auteur, très encourageante. Les syndicats lui semblaient, dès lors, peu raisonnables et peu patients, même s'il continuait d'exprimer sa sympathie pour les travailleurs et d'imputer la responsabilité de l'agitation sociale essentiellement aux classes privilégiées qui refusaient de satisfaire des exigences légitimes :

***The history of the crisis [the greatest strike of our industrial history which is ending in April 1912] gives no substance to the vague alarm lest society be some***

<sup>283</sup> TLM p. 18.

***day arbitrarily "held up" by a combination of workpeople controlling some vital instrument of production. That is a bare possibility against which the State may fairly take its precautions, but it has little substance in comparison with the urgent and ever-present reality that even with the best organisation labour has the utmost difficulty in securing a reasonable standard of living. The comparison of men demanding a very moderate wage in return for very arduous work to robber barons preying on Society is a bitter satire, not on Trade Unionism but on an attitude of mind too common among the most fortunate classes***<sup>284</sup>.

Il est aussi possible d'envisager une autre explication au recul de Hobhouse face aux syndicats : l'activité syndicale des années 1880 et 1890 se concentrait essentiellement sur l'obtention de meilleurs salaires, elle était peu fondée sur une idéologie si ce n'était celle de la solidarité. Ainsi, « la plupart des dirigeants syndicaux étaient fermement gladstoniens »<sup>285</sup>. Hobhouse partageait alors, probablement, le point de vue du « libéralisme gladstonien » qui comportait « une croyance dans la « bonté » inhérente des masses »<sup>286</sup>. Les syndicats de la période edwardienne étaient différents en de nombreux points. Leur force s'était accrue, puisqu'ils étaient passés de deux millions de membres en 1901 à 4,1 millions en 1913.

Ils avaient aussi subi l'influence du syndicalisme révolutionnaire (*syndicalism*) continental qui encourageait une orientation politique. Le mouvement, parti de France, s'était propagé aux États-Unis puis en Australie, d'où Ben Tillett et Tom Mann le ramenèrent jusqu'en Grande-Bretagne en 1910. Ils animèrent les grèves violentes du début de l'été en 1911 à Cardiff, Hull et Manchester, qui précédèrent la grève des cheminots. Or, deux des principes politiques de cette doctrine semblaient particulièrement inacceptables à Hobhouse : d'une part, le syndicalisme révolutionnaire mettait l'accent sur la lutte des classes et considérait l'État comme un instrument capitaliste. Certes, l'idée d'une organisation industrielle en unités locales de bourses du travail (*labour exchange*), n'était, pour autant, pas très éloignée de l'organisation prônée par la politique hobhousienne, mais, toujours selon cette idéologie, elle devait s'appuyer, d'autre part, sur l'usage de l'outil syndicaliste par excellence, la grève générale. Or, en Angleterre, les syndicats pouvaient désormais user de cette forme d'action assez aisément depuis le vote du Trade Disputes Act, qui mettait fin à la responsabilité des syndicats face aux pertes financières engendrées par une grève.

Pour l'auteur, le fait que la grève constituait effectivement un moyen de pression efficace ne suffisait pas à la justifier. Certes l'adoption de la loi sur le salaire minimum dans les mines qui fit suite à la grève des mineurs en 1912, marquée par l'arrestation de Tom Mann, représentait une avancée. Mais, de tels moyens creusaient la division et renforçaient les antagonismes sociaux, ce qui, en termes d'harmonie sociale, correspondait, finalement, à un recul. Le progrès social devait être l'affaire de tous et

<sup>284</sup> L. T. HOBHOUSE, préface à la 3<sup>e</sup> édition de *The Labour Movement*, p. 6.

<sup>285</sup> H. MATTHEW, « The Liberal Age », p. 70 : « [...] most of the trade union leadership was staunchly Gladstonian. »

<sup>286</sup> S. J. LEE, *Aspects of British Political History 1815-1914*, p. 62 : « Gladstonian Liberalism also contained a belief in the inherent 'goodness' of the masses, by comparison with the increasing selfishness of the governing classes. »

aucune minorité ne pouvait prétendre l'imposer au reste de la société, pareille entreprise était donc vouée à l'échec :

***[...] the lesson of the struggle [the greatest strike of our industrial history which is ending in April 1912] is that even under favourable circumstances the power of combination is narrowly limited except so far as it carries with it an effective force of public sympathy***<sup>287</sup>.

Hobhouse partageait donc probablement le souci de Lloyd George face à la perspective de la Triple Alliance Industrielle qui devait réunir les mineurs, les transporteurs et les cheminots. Celui-ci, « **s'exprimant devant les banquiers et les marchands de la cité** » avait, en effet, souligné, en juillet 1914, « **la gravité d'une grève appuyée sur une telle puissance, surtout si elle devait coïncider avec une insurrection en Irlande** »<sup>288</sup>. Plus généralement, les libéraux ne pouvaient pas se réjouir de la politisation des syndicats puisque ceux-ci s'affiliaient peu à peu au parti travailliste et retiraient, par voie de conséquence, leur soutien au parti libéral, comme ce fut, par exemple, le cas du syndicat du charbon en 1909. Pour l'auteur, le rôle des syndicats devait donc se cantonner à la stricte défense des intérêts des travailleurs contre leurs patrons respectifs. Lorsqu'ils adoptaient une position plus politique, ils sortaient de leur cadre pour devenir le moyen d'un chantage d'une minorité sur une majorité et cessaient, dès lors, de participer à l'élaboration du Bien Commun. En outre, puisque leurs luttes reposaient sur un rapport de force, elles étaient peu propices à la victoire de la raison, qui était le moyen de l'accès au bien rationnel. Comme le souligne F. Poirier :

***Il y a [...] une énorme différence d'attitude entre la grève des dockers de 1889, qui cherchait encore la compassion de l'opinion pour obtenir l'assistance de l'État, et celle de 1911, qui joue la puissance industrielle et la solidarité égalitaire avec d'autres travailleurs dans un face à face direct avec les employeurs***<sup>289</sup>.

Selon Hobhouse, en effet, les syndicats préféraient s'arc-bouter sur leurs luttes, plutôt que de militer en faveur d'une réelle réorganisation, qui serait seule bénéfique à l'ensemble. Aux yeux de l'auteur, pareille attitude n'était finalement rien d'autre que du conservatisme, dans la mesure où elle rejetait l'intervention de l'État :

***The more powerful Trade Unions are not ill disposed to this view [ that 'everything above a general minimum based on human needs must be left to settle itself'], for it means that they will get what they can, and they think that they can get a good deal. But from the social point of view it is a counsel of despair. (TP p275)***

## 1.2. Les intérêts catégoriels

Fidèle à la grande tradition libérale, l'auteur pensait que la politique devait être dégagée des intérêts catégoriels (*sectional interests*). Le parti travailliste, au contraire, était précisément l'incarnation de ce danger, s'il devait s'avérer être seulement le parti des

<sup>287</sup> L. T. HOBHOUSE, préface à la 3<sup>e</sup> édition de TLM, p. 6.

<sup>288</sup> R. MARX, *L'Angleterre de 1914 à 1945*, p. 26.

<sup>289</sup> F. POIRIER, « *Pauvreté et assistance : DRAMATIS PERSONAE* », p. 142.

travailleurs. Hobhouse était donc d'autant plus partisan d'une politique de réformes sociales qu'elle lui semblait être le moyen d'éviter que les classes laborieuses ne se tournent vers un parti des travailleurs catégoriel et, de par l'extension du suffrage, ne fassent, à terme, basculer le pouvoir dans le camp de leurs intérêts propres. Dès 1892, il appelait, dans un article du *Speaker*<sup>290</sup>, le parti libéral à se débarrasser de ses propres intérêts catégoriels pour permettre l'intégration des nouveaux électeurs dans ses rangs. On trouve, au demeurant, la même méfiance envers les intérêts catégoriels dans sa critique de la notion de lutte des classes. Hobhouse reconnaît, donc, que « les conséquences de l'association peuvent être à double tranchant, d'un côté, elles peuvent restreindre la liberté et de l'autre, l'augmenter<sup>291</sup> ». L'association volontaire est souhaitable tant qu'elle ne revient pas à une division de la collectivité et qu'elle s'inscrit dans la perspective du Bien Commun. Par conséquent, les associations ne doivent pas devenir des corporations, et l'égalité exige qu'elles restent libre d'accès : elles ne peuvent pratiquer la sélection de leurs membres en fonction de leur naissance, de leur classe sociale ou de leur sexe. Si certaines associations n'ont pas pour finalité d'être ouvertes à tous, ses critères de sélection devront rester justes. Une association de commerçants, par exemple, doit autoriser tous les commerçants à adhérer, de même qu'un syndicat doit être d'accès libre pour tous les travailleurs de sa branche. L'égalité des chances (*opportunities*) contenue dans la liberté sociale requiert, notamment, que l'éducation et les carrières soient accessibles à tout un chacun.

### 1.3. Le socialisme des guildes

Ce sont ces mêmes principes qui empêchaient Hobhouse de rallier les partisans du socialisme des guildes (*guild socialism*), même s'il approuvait, cependant, l'esprit qui, à ses yeux, sous-tendait ce mouvement. L'idée prééminente d'un contrôle sur l'industrie exercé par les travailleurs n'était, en effet, pas très éloignée des propositions de sa propre politique. En outre, le « socialisme des guildes » partageait sa méfiance face à une organisation sociale étatique de type socialiste, et présentait, comme l'auteur, que les associations intermédiaires permettaient de se garder de ce danger, de même qu'elles étaient un rempart contre le règne de la bureaucratie, corollaire d'un tel État qui menaçait l'efficacité économique. A. J. Penty, auteur de *The Restoration of the Guild System* était, tout autant que Hobhouse, un critique du fabianisme auquel il reprochait de ne « constituer guère plus qu'une révolution bourgeoise<sup>292</sup> » qui ne réservait qu'une maigre place aux droits de travailleurs. Mais l'auteur considérait, néanmoins, que les guildes représentaient elles-mêmes un danger. Elles risquaient d'instaurer des monopoles, contraires à la liberté. Lorsque les défenseurs de ce système proposaient l'idée d'un congrès des guildes qui aurait encouragé la concertation, Hobhouse répondait que ce n'était pas une garantie suffisante. Même l'idée, pourtant à nouveau assez proche de la

<sup>290</sup> Voir *Freedmen* I p. 126.

<sup>291</sup> *Lib* p. 68 : « the effect of combination may be double-edged, that it may restrict freedom on one side and enlarge it on the other. »

<sup>292</sup> A. SMITH, *The New Statesman* (Portrait of a political weekly 1913-1931), p. 27.

pensée hobhousienne, d'une participation citoyenne à ce congrès ne pouvait le convaincre ; il lui semblait que certaines guildes concentreraient trop de pouvoir et pourraient, par là, nuire à la collectivité ainsi qu'à d'autres branches de l'économie. Par exemple, les guildes du charbon et des transports, à l'image des syndicats des mêmes branches, auraient à leur merci l'industrie textile ou agricole, et le « socialisme des guildes » risquerait alors de promouvoir un corporatisme réactionnaire, que l'on pouvait assimiler à un intérêt catégoriel. De plus, ce système ne présentait, finalement, pas d'avantage sur celui d'une industrie privée soumise aux réglementations des pouvoirs publics<sup>293</sup>.

#### 1.4. Associations de contrôle

Hobhouse croyait, néanmoins, que la forme associative devait jouer un rôle dans l'organisation économique et sociale, à condition, toutefois, qu'elle respectât les règles fixées par les exigences du Bien Commun. Loin d'exercer des monopoles ou des pressions catégorielles, l'association est, au contraire, conçue, dans la politique hobhousienne, comme le lieu de la réconciliation des intérêts personnels dans l'intérêt collectif. De taille plus réduite que les organismes étatiques, les associations sont propices au débat, ce qui permet la prise en compte des points de vues divergents. Elles sont, en fait, des organismes de négociation essentiels au bon fonctionnement démocratique :

***It is not possible to impose compulsory arbitration as a universal law on unwilling parties, but it is not impossible to build up modes of impartial settlement by common sense which shall eventually get themselves generally accepted by proving their superiority to the method of hard bargaining. ' . At any rate, the renewal of willing co-operation is the condition of survival for British industry, and this is not attainable without provision for the agreed as against the competitive settlement of industrial conditions. (TP 277)***

Hobhouse, dès l'écriture de *The Labour Movement*, appelait de ses vœux la création de telles organisations, afin de poursuivre le travail des syndicats : leur objet était de « **mettre en corrélation l'offre et la demande, afin d'éviter le gaspillage actuel du travail d'un côté et de la vie humaine de l'autre** »<sup>294</sup>. Un pouvoir certain leur était conféré puisqu'elles seraient habilitées à répartir les richesses produites par l'industrie dont elles seraient issues :

***Secondly, they must put the surplus of wealth remaining after the producer's claims are 'fairly' satisfied at the disposal of the community for the common use. (TLM 32)***

L'idée de tels organismes avait commencé à émerger en Angleterre alors que les législateurs étaient aux prises avec le problème de la *sweating industry* ; la loi de 1896 établit des « **special boards élus, mi-partie ouvriers, mi-partie patronaux, pour la**

<sup>293</sup> La critique du socialisme des guildes (notamment des ouvrages de G. D. H. Cole) révèle l'ambiguïté de la position étatiste de Hobhouse ; ce point est traité dans la troisième partie.

<sup>294</sup> TLM p. 32 : « to "correlate" demand and supply and obviate the present waste of work on one side , and human life on the other. »

**fixation** », notamment, « **du salaire minimum au temps ou aux pièces** <sup>295</sup> », dans quatre professions qui paraissaient menacées par le *sweating*. Puis, une extension de ce système fut proposée à la chambre par le Wage Boards Bill dès 1900. Mais c'est seulement en 1909, que, sous la pression de l'opinion, le parlement vota le Trade Board Act, inspiré des *wage boards* australiens et présenté par Winston Churchill :

**Le bill, qui fut adopté par les deux Chambres sans jamais soulever d'opposition sérieuse, établissait, dans les métiers où les salaires seraient jugés exceptionnellement bas, des Trade Boards, composés de membres élus ou nommés selon les circonstances, représentant en nombre égal les employeurs et les employés et aussi de membres choisis par l'État (en nombre toujours inférieur à la moitié du nombre des membres élus). A la tête du board, un président et un secrétaire nommés par le ministre. (Halévy 243)**

Bien que ce ne fût pas officiellement admis, les Trade Boards étaient, de l'avis général, un pas décisif vers le salaire minimum, dont Hobhouse était partisan. Les réformateurs (dont les Webb) furent, d'abord, favorables à cette idée. Ramsay MacDonald, alors député aux Communes, fit un voyage en Australie où il étudia le fonctionnement des *Wage Boards*. A son retour il affirma, cependant, qu'un salaire minimum n'était pas souhaitable, puisqu'il était inévitablement suivi d'une augmentation des prix, qui annulait l'effet de l'augmentation des salaires. Parce qu'il était « **impressionné par l'argument de MacDonald** » <sup>296</sup>, Hobhouse commença, donc, par étudier la question des Trade Boards et conclut, au contraire, qu'ils seraient fortement bénéfiques ; lorsqu'ils furent mis en place, il s'y intéressa beaucoup, pour finir par en être membre, conforté dans sa conviction de leur bien-fondé par la publication de l'étude de Tawney <sup>297</sup>. En 1918, après le vote du deuxième Trade Board Act, qui aboutit au renforcement de leur pouvoir, il devint président du *Paper-box board* puis accepta d'autres présidences en 1919 et 1920 <sup>298</sup>. Le lien entre ce travail et la théorie politique de Hobhouse est manifeste : les Trade Boards doivent être étendus à tous les secteurs économiques et leur pouvoir doit être encore augmenté, de manière à consacrer la transformation du conflit des employeurs et des employés en une coopération. Une amélioration notable résiderait dans la création d'un bureau central des Trade Boards, qui se chargerait de comparer les salaires entre eux et de les ajuster, tout en permettant le transfert éventuel des surplus <sup>299</sup> des secteurs bénéficiaires vers les secteurs en difficulté, pour que ces derniers ne succombent pas à une charge salariale trop lourde.

<sup>295</sup> E. HALÉVY, *Epilogue 2, Vers la démocratie sociale et vers la guerre 1905-1914*, p. 241. Cet ouvrage est désormais abrégé « Halévy ».

<sup>296</sup> J. A. HOBSON, « L. T. HOBHOUSE: a Memoir » in Hobson/Ginsberg p. 54. Cette partie est désormais abrégée « Hobson ».

<sup>297</sup> Hobson p. 55 : « Mr Tawney's Studies on the results of the Trade Boards in the Tailoring and Chain-making trades confirmed the views he had already formed and encouraged him to emphasise the importance of legal minimum rates of wages in appropriate trades. »

<sup>298</sup> Pour une liste des *Trade Boards* créés dans ces années, voir T. Whitton « The Wages Councils ».

<sup>299</sup> La notion de surplus est envisagée ci-dessous.



En outre, Hobhouse imagina, parallèlement, la constitution de sortes de conseils d'administration par secteur économique, où auraient été représentés les travailleurs et les dirigeants, mais aussi les consommateurs ou usagers.

Pareille proposition est caractéristique de la pensée hobhousienne. Ces conseils représentent une forme de synthèse de l'individualisme et du socialisme, parce que lorsqu'une industrie est gérée par l'État, ou par la municipalité, elle est, en fait, aux mains des consommateurs, qui ne sont pas les plus aptes à la diriger. À l'inverse, lorsque les consommateurs sont exclus des décisions, le Bien Commun n'est pas suffisamment pris en compte. L'un des avantages des Trade Boards, aux yeux de Hobhouse, était leur composition tripartite. La présence de personnes extérieures, nommées par le gouvernement, garantissait l'impartialité des décisions communes. Lorsqu'un tel organisme de négociation n'avait que deux composantes, il risquait fort de se retrouver dans l'impasse. C'était là, justement, la raison de l'échec des Whitley Councils<sup>300</sup>. La composition tripartite permet, dans un tel cas, de voter et de prendre une décision. De plus, elle signifie que le Bien Commun ne sera pas perdu de vue, les intérêts collectifs seront respectés en même temps que sera préservée l'efficacité (*efficiency*), grâce à la présence des gestionnaires et des experts à leurs côtés :

***The true principle of the collective control of industry means a control exercised, if not by a whole nation, yet in the interests of the whole nation. (TLM 42)***

Hobhouse plaçait de grands espoirs dans les Trade Boards, car ceux-ci devaient produire des changements dans les conditions de travail et de vie des travailleurs, mais aussi permettre d'instaurer l'habitude de la coopération. Ils étaient essentiels à la justice sociale, puisque la concertation devait permettre de fixer les conditions d'un contrat juste entre les deux parties. En outre, ils étaient concrets et rendait possible l'expérimentation de l'organisation coopérative de la société. Or, comme nous l'avons déjà écrit, Hobhouse préférait toujours l'expérience à l'hypothèse abstraite. Le fait que les Trade Boards débouchèrent sur un échec parce que l'opposition entre les classes était devenue trop forte<sup>301</sup>, ne changea en rien le point de vue de Hobhouse. Il attribuait la déconvenue de ces organismes de conciliation (Trade Boards et Whitley Councils), d'une part à leur manque de pouvoir, (il voulait que leur soit accordé le pouvoir d'exécution de leur décisions), et d'autre part, au manque de soutien du gouvernement, qui aurait dû suivre leurs conclusions. Peu avant sa mort, il proposa son aide au gouvernement travailliste pour étendre et renforcer le système des Trade Boards et fut, d'après le témoignage de Hobson<sup>302</sup>, blessé de voir son offre refusée. Il restait donc convaincu que ce mode

<sup>300</sup> « Whitley Council, also called Joint Industrial Council, in Great Britain, any of the bodies made up of representatives of labour and management for the promotion of better industrial relations. An original series of councils, named for J.H. Whitley, chairman of the investigatory committee (1916-19) who recommended their formation, were first instituted as a means of remedying industrial unrest. Many of them later developed into wage negotiating bodies. The Whitley Council principle was extended and applied to non industrial sectors as well. Thus in 1919 a National Whitley Council was formed for the entire non industrial civil service in Britain ». Cette définition est donnée par *Encyclopaedia Britannica*, Chicago, Encyclopaedia Britannica, 1987, vol 12, p. 638.

<sup>301</sup> Collini LS p. 113.

<sup>302</sup> Hobson p. 83.

d'administration était le meilleur, de loin supérieur à la confrontation entre les classes au travers des conflits sociaux, ou à l'administration socialiste centralisée :

***The key to an industrial solution is to be found in a division between the executive direction of industry and the impartial control, part legislative, part judicial, of the living conditions under which it is carried on. To this control belongs the regulation of wages, hours, conditions affecting health, and the status of the worker. Its general principles must be laid down by the State legislature, but it may be left to a Trade Board to adapt such principles to the particular needs of each trade. ( ESJ 183)***

## 2. L'État

---

Chaque fois que c'est possible, l'administration des affaires courantes doit être laissée aux mains des différentes instances intermédiaires, associations volontaires ou commissions institutionnelles. Certes, l'État demeure en arrière-plan de ce mode d'organisation politique. C'est lui qui, au moyen de la loi, a fixé les attributions et les droits des associations et commissions. C'est aussi lui qui indique les directions générales qui doivent être adaptées au cas par cas par celles-ci. Le but recherché est de conjuguer l'efficacité et le réalisme de la gestion décentralisée avec la cohérence de l'organisation centrale. Les divisions prévues doivent assurer le bon fonctionnement de la société. Ainsi, Hobhouse souligne qu'un même organisme ne peut, par exemple, à la fois être chargé de l'administration de l'industrie du charbon ou des transports ferroviaires et être l'interlocuteur des travailleurs et de leurs revendications salariales. La caractéristique de la politique hobhousienne consiste, donc, en une répartition des attributions.

### 2.1. Spécificité de l'État en tant qu'association

Afin d'examiner quelles sont les attributions spécifiques de l'État, il faut rappeler que Hobhouse conçoit l'État comme une association parmi d'autres. Celui-ci ne se distingue, finalement, que parce qu'il est, à l'échelle du pays, l'association la plus large, celle qui, de fait, englobe toute la collectivité. On pourrait définir l'État comme l'organe associatif de la société : ses institutions ont pour objet d'exprimer la volonté de la collectivité, ce qui implique, comme nous l'avons vu, la préservation de la liberté de chaque individu. Toutefois, en attendant la création éventuelle d'associations supranationales, l'État est l'association la plus large qui fédère les autres associations. A l'inverse de ces dernières, personne ne peut être hors de l'État. C'est, en fin de compte, cette dimension qui détermine sa nature. De par sa taille, l'État possède deux caractéristiques singulières : premièrement, il est seul à posséder une vision d'ensemble et à ne pas pouvoir être aux mains d'intérêts catégoriels, donc il est seul habilité à fixer les règles, c'est-à-dire les lois, qui s'appliquent à cet ensemble. En revanche, cette vision d'ensemble le rend maladroit lorsqu'il s'occupe de problèmes individuels :

***Hence it is with difficulty adapted to the individuality of life; it is a clumsy instrument as it were, for handling human variation. It is inadequate, to adapt Bacon's phrase, to the subtlety of human nature. (IS 153)***

Deuxièmement, parce qu'il est la seule association obligatoire (*compulsory*), il est aussi

seul à pouvoir exercer la contrainte (*compulsion*) sur les individus. Cette deuxième caractéristique est à ce point fondamentale que Hobhouse en fait l'un des principes de sa politique. Il remplace, en effet, la distinction millienne entre « *self-regarding* » et « *other-regarding actions* » par l'opposition entre « *coercive and non-coercive actions* ». Or, le rôle de l'État a, finalement, toujours trait à la coercition, soit parce qu'il l'exerce lui-même, soit parce qu'il empêche qu'elle ne soit exercée :

***It appears, then, that the true distinction is not between self-regarding and other regarding-actions, but between coercive and non-coercive actions. The function of state coercion is to override individual coercion, and, of course, coercion exercised by any association of individuals within the State. (Lib 71)***

## 2.2. Le pouvoir coercitif de l'État

Pris entre les exigences libérales de la liberté individuelle et la nécessité d'un accroissement du rôle de l'État pour les besoins de la justice sociale, l'auteur cherche à être très précis quant aux conditions dans lesquelles l'État peut user de son pouvoir coercitif. Celles-ci sont, d'une part, déterminées par les implications de la redéfinition de la liberté; l'État est coercitif pour sauvegarder la liberté de certains individus contre l'usage abusif de la liberté des autres. D'autre part, la conception organique permet d'affirmer que ce qui est parfois, en apparence, d'ordre coercitif, comme l'impôt, ne l'est pas au fond, puisqu'on ne peut séparer le bien de l'individu du Bien Commun. Ainsi, si Hobhouse reconnaît le caractère coercitif de l'intervention de l'État, c'est parce que ses fins sont concrètement bénéfiques pour le Bien Commun et l'individu :

***Our only general rule will be that, seeing that the state is a form of association and is limited by the fact that its functions have to be crystallised in definite institutions, expressed in universal laws and in large measure carried out by the use of compulsion, their sphere must be determined by considering how far the objects of social co-operation can be furthered by methods of this kind, or how far, on the other hand, the nature of the methods necessary will itself conflict with the ends desired. (IS 154, 155)***

Quand c'est l'État qui est le mieux placé pour fournir les éléments du Bien Commun, dans le cas, par exemple du service public ou des retraites, ou lorsque l'usage de la contrainte s'avère nécessaire, comme pour imposer des congés payés, le contrôle social est légitime. Néanmoins il faut en user avec parcimonie, car la coercition est un outil dangereux; elle peut nuire au développement moral et entraîner une perte de vigueur qui, à son tour, freinera le progrès général :

***[...] a normal human being is not to be coerced for his own good, because as a rational being his good depends on self-determination, and is impaired or destroyed by coercion. (IS 163)***

Elle doit donc être évitée autant que possible. Il est préférable de miser sur le développement rationnel et libre des individus, qui aura pour effet de renforcer la cohésion harmonique de la société, et de faire progressivement disparaître les conflits qui, aujourd'hui, requièrent l'usage de la coercition pour être résolus :

***The problem set to the rational good by the conditions of its own nature is that of securing acceptance by proving its superiority, and of making its way in the***

***minds of men by the constraint of the mind and not by coercion. (Lib 66)***

L'auteur constate, notamment, que l'intervention coercitive est réduite dans les sociétés très homogènes, c'est-à-dire celles qui sont monoreligieuses et monoraciales. Dans un tel cas, en effet la cohésion de la collectivité engendre une adhésion spontanée aux lois :

***[...] there will be a general adherence to the same customs, a general sympathy with the same ideals of life, and there will be little difficulty in maintaining laws which could only be imposed upon an alien race by means of extreme severity. (IS 154)***

Pour qu'une société ait un bon fonctionnement, il suffit que l'ensemble des individus qui la composent s'entendent sur les règles générales qui fondent l'organisation sociale. Il ne s'agit pas pour l'État d'uniformiser les individus, mais uniquement d'entraver les entraves (*hindering hindrances*) au Bien Commun :

***[...] compulsion is of value where outward conformity is of value, and this may be in any case where the non-conformity of one wrecks the purpose of others. (Lib 70)***

En tout état de cause, l'action de l'État se limite au strict cadre de la loi, qui, dans une démocratie, est l'expression de la volonté des citoyens. De plus, ses interventions ne peuvent être déterminées que par le souci du Bien Commun, et ses moyens d'intervention ne doivent jamais contredire leurs fins. Hobhouse refuse tout recours à l'argument de la raison d'État, comme le faisait apparaître la dispute avec Bosanquet exposée dans la partie précédente.

Par conséquent, un État n'est viable que s'il repose sur la volonté des citoyens. Ceci implique qu'il est, effectivement, le fruit d'une association consentante de la part de ses citoyens. Il ne fait pas de doute, par exemple, que l'Irlande doit obtenir la *Home Rule*, parce que le degré de coercition nécessaire au maintien de l'État britannique ne peut que nuire au Bien Commun. Quoiqu'il en soit, l'usage de la coercition doit rester compatible avec l'idéal libéral : « L'objet premier du libéralisme politique est de fonder le gouvernement sur la liberté<sup>303</sup>. » L'autorité de l'État n'est légitime, sur le plan moral, que lorsque celui-ci repose effectivement sur les citoyens unis par le principe des droits et devoirs réciproques, et qui sont définis comme « **des individus responsables qui jouissent pleinement de leurs droits civiques et exercent leurs obligations** », tandis que le gouvernement est lui-même responsable, et qu'il exprime « **la volonté de toute la société, au travers de la loi et de l'administration**<sup>304</sup> ».

## 2.3. Limites du pouvoir d'intervention de l'État

Hobhouse admet explicitement que l'État constitue un danger potentiel pour la liberté dès lors qu'il ne correspond pas parfaitement à la démocratie participative qui serait l'État harmonique décrit ci-dessus : « ***l'antithèse habituelle de la liberté privée et du***

<sup>303</sup> L. T. HOBHOUSE, « Irish Nationalism and Liberal Principle » p. 168 : « The primary object of political Liberalism is to found Government on freedom. »

<sup>304</sup> Meadowcroft CS, p139 : « The 'two main features' of a state were 'the responsible individual fully seized of civic rights and obligations, and the responsible government expressing the will of the whole society in law and administration'. »

**contrôle gouvernemental est cohérente et légitime**<sup>305</sup>. » Par conséquent, l'État, parce qu'il est le seul à pouvoir contraindre, doit s'occuper particulièrement de préserver la liberté des individus, ne serait-ce que contre la menace qu'il peut lui-même constituer, lorsqu'il s'écarte de son fonctionnement idéal. De ce souci de liberté résulte, par exemple, une notion de limite de l'intervention de l'État dans la vie économique. Celui-ci ne redistribue les richesses aux individus que pour garantir le minimum nécessaire à leur liberté concrète. Libre à eux, s'ils le désirent, de chercher à s'enrichir au delà de ce minimum en ayant recours, si besoin est, aux associations de travailleurs :

***The law only prescribes minimum conditions in any trade. The maintenance of a higher standard and the general provision for the fair treatment of the individual worker will remain the peculiar function of the worker's organisation***<sup>306</sup>.

Plus généralement, la responsabilité de l'État s'arrête lorsque la justice sociale est respectée. Tout ce qui ne constitue pas d'entrave à celle-ci est laissé libre, c'est-à-dire hors du contrôle direct de l'État.

Il faut préciser que la liberté antisociale ne se manifeste pas que dans le domaine économique. En effet, la liberté d'expression peut aussi être légitimement restreinte lorsqu'elle s'assimile à une coercition. Lorsque l'on s'adresse à des enfants ou à des faibles d'esprit, on dispose d'une capacité de persuasion qui peut menacer leur liberté, en les détournant de leur « volonté vraie » (*real will*) ; En général, l'État doit avant tout, privilégier la protection des individus incapables de rationalité, tels que les fous, les alcooliques, et ceux qui sont sous l'emprise d'une passion, pour lesquels ils ne serait, par conséquent, être question de liberté. De la même manière, même si Hobhouse décrit la famille comme la base naturelle de la société, il affirme que l'État peut y intervenir pour défendre les droits de l'individu, notamment ceux de la femme qui, dans la tradition millénaire, lui tiennent particulièrement à cœur. L'auteur condamne la famille autoritaire, avatar de l'État autoritaire, qui est en train de disparaître<sup>307</sup>. A ce sujet, il va même jusqu'à employer le terme de « sur-parent » (*over-parent*<sup>308</sup>) pour décrire le rôle de l'État face à la famille.

Cependant, plus encore que pour les questions relevant de la liberté sociale, l'État doit strictement limiter son intervention aux cas où les droits de l'individu sont menacés : la pensée, l'expression, le culte ainsi que tout ce qui a trait à la liberté morale et intellectuelle, sont libres ; c'est là, rappelons-le un impératif de la philosophie hobhousienne :

***Liberty then is the condition of mental and moral expansion, and of all forms of associated as well as personal life that rest for their value on spontaneous feeling and the sincere response of the intellect and of the will. It is therefore the foundation not only of all that part of life which rests on personal affection, but***

<sup>305</sup> ESJ p. 82 : « The familiar antithesis of private liberty and governmental control is self-consistent and legitimate. »

<sup>306</sup> TLM cité par Schnorr p 434.

<sup>307</sup> Lib p. 18 : « [...] the authoritarian state was reflected in the authoritarian family. »

<sup>308</sup> Ibid.

***also of science and philosophy, of religion, art, and morals. (IS 161)***

Une des conséquences concrètes de la place de la liberté morale et intellectuelle est la réticence de Hobhouse lorsqu'il s'agit de concéder à l'État le contrôle de la culture et de l'éducation, alors qu'il lui attribue, pourtant, l'administration de l'industrie au moyen des boards :

***In particular there are departments of life in which good public service is desirable, but an exclusive State system would be dangerous to progress. Medicine, education, and the law are examples. It is very desirable that there should be a first-rate public health and medical service, but, in the present state of medical knowledge, it would be a disaster if private practice were so curtailed that men with ideas and methods of their own could not get a chance of experimenting with them until they could persuade the General Medical Council of their superiority. The State may aid the finance of high-grade schools and universities and may set standards of competence and accessibility as a condition, but ought not to decide what they are to teach or what research they should encourage. If a point come at which the conflict between educational and financial control is to be decided, the universities at least ought to refuse financial aid and prefer liberty with a restricted range to extension, wealth, and intellectual servitude. (TP 289)***

Même dans sa façon de punir les criminels et les délinquants, la société doit garder à l'esprit le bien moral de ces individus, parce qu'une trop grande sévérité affecterait leur développement moral, et par là leur chance de retourner dans le droit chemin. En outre le Bien Commun serait aussi touché par une sévérité immorale. Certes, l'organisation sociale nécessite un système punitif ; il serait trop idéaliste d'espérer que la souffrance morale du vice constitue un châtement suffisant. En revanche, la punition ne doit pas être conçue comme un moyen d'expiation d'une faute, car il n'y a pas, dans la pensée politique de Hobhouse, de notion chrétienne de salut moral dans la souffrance. La punition reste un moyen de protéger la société mais n'est un moyen désirable que si elle est l'occasion pour l'individu de comprendre sa faute. En conclusion, le châtement doit être charitable, et il faut qu'il corresponde au délit pour garder un caractère éducatif. Ainsi, la faute morale ne peut, notamment, en aucun cas être punie par des moyens physiques.

Dans le cas de conflits ayant trait à des questions de liberté morale, l'État devra arbitrer en faveur du Bien Commun, ce qui ne signifie pas forcément en faveur de la majorité, mais plutôt en fonction de considérations morales : l'intérêt de la majorité doit parfois être sacrifié à l'intérêt d'une minorité, si cet intérêt est supérieur sur le plan moral, et ce, non pas en fonction d'une échelle de valeurs préalablement établie mais dans l'intérêt même du Bien Commun. En effet, au sein de la conception harmonique, toute atteinte à l'éthique finit par nuire à la collectivité. A ce sujet, Hobhouse illustre son propos grâce à un exemple très explicite :

***It might be convenient that certain public work should be done on Saturday, but mere convenience would be an insufficient ground for compelling Jews to participate in it. Religious and ethical convictions must be weighed against religious and ethical convictions. It is not number that counts morally, but the belief that is reasoned out according to the best of one's lights as to the necessities of the common good. (Lib 71)***

Hobhouse se méfie, néanmoins, de l'argument de la conscience qui peut permettre de se soustraire à ses devoirs. Celui qui argumente en faveur de sa conscience et de son droit oublie, parfois, un peu vite ce qu'il doit à la communauté, qui demeure, quoiqu'il arrive, sa responsabilité. Ce type de comportement irresponsable est appelé à disparaître dans le cadre de l'évolution orthogénique.

## 2.4. Conclusion

On peut résumer le rôle que joue l'État dans la pensée hobhousienne en soulignant que celui-ci a toujours pour but de permettre la liberté, soit grâce à une intervention soit, au contraire, par son absence d'intervention, mais toujours à bon escient :

***[...] at bottom it is the same conception of liberty and the same conception of the common will that prompts the regulation of industry and the severance of religious worship and doctrinal teaching from the mechanism of State control. (Lib 74)***

La conception de l'État au sein de la politique hobhousienne implique, en définitive, qu'il n'existe ni de division entre ce qui concerne l'individu et ce qui concerne les autres, ni de conflit entre la liberté de l'individu et la contrainte exercée par l'État :

***The true opposition is between the control that cramps the personal life and the spiritual order, and the control that is aimed at securing the external and material conditions of their free and unimpeded development. (Lib 71)***

Le rôle de l'État est de soutenir le développement harmonique, et le travail de l'homme d'État se résume à cette formule : « **Occupe-toi de la « disharmonie » que tu rencontres**<sup>309</sup> », qui est la seule définition du cadre de l'intervention de l'État. Ce qui est harmonique doit être laissé libre, ce qui est « disharmonique » nécessite une ingérence pour le transformer en harmonie, sachant que les atteintes à la liberté sont, *a priori*, d'ordre « disharmonique ».

## 3. La démocratie

### 3.1. Justification éthique

Dans la politique hobhousienne, l'État est forcément démocratique, de manière à ce qu'il puisse incarner la volonté des citoyens. La démocratie est avant tout justifiée, dans la pensée de l'auteur, par des raisons d'ordre éthiques. Le système de coopération libre qui doit être mis en place est décrit comme « supérieur » sur le plan moral, parce qu'il « **fait appel au service énergique de l'individu ainsi qu'à sa conscience sociale, tout en tolérant ses caprices**<sup>310</sup> ». La démocratie participative reflète le développement moral et, notamment la prise de conscience du caractère organique de la société. Elle permet que l'individu et la collectivité puissent tout deux, dans un lien harmonique, accéder à

<sup>309</sup> ESJ p. 46 : « deal with the disharmony which faces you. »

<sup>310</sup> TP p. 268 : « Morally its superiority is that it calls on the energetic service of the individual and appeals to his social conscience [...] and tolerates his vagaries. »

l'autodétermination :

***So far as self-government is genuinely realized, state action expresses the combined will of individuals. The desires of the individual citizen may effectuate themselves most fully through state machinery, and in so far as the law and the administration are carrying out the moral will of the majority, so far their action has just as much moral value as though it were performed by the individuals themselves through the agency of a voluntary association. (IS 156)***

Ainsi, l'autonomie (*self-government*) que permet la démocratie correspond à une émancipation face à la tutelle de l'État autoritaire, et invalide les arguments anti-étatiques. Comme nous l'avons vu, la réconciliation du libéralisme et de l'intervention de l'État est fondée sur l'évolution historique de ce dernier :

***Hence when we trace the growing confidence in state action to the advance of democratic institutions we touch a deeper principle than that of the mere political control of the legislative and administrative machine. As long as law could be fairly regarded as a rule imposed by a superior there was a serious meaning in the antithesis between that which the law did for people and that which people did for themselves. There was point in the demand for self-help and the voluntary organization of mutual aid as something intrinsically superior to the parental interference of a superior authority. There was a ground for saying that the former method fostered a manly independence and a 'living' sense of social responsibility, while the latter was a species of charity which might sap these qualities. (IS 156)***

Comme l'indiquait la querelle avec les idéalistes, chez Hobhouse, l'État n'est pas une entité séparée des individus. Il est l'association de tous les individus d'une communauté. De ce fait, il ne peut être plus que leur expression, ou moins que celle-ci. Par conséquent, la valeur morale de l'État démocratique traduit la valeur morale des individus qui le composent. En ce sens, Hobhouse concède, volontiers, que l'État est faillible, mais uniquement au même titre que l'homme. L'État n'a pas de défaillance intrinsèque à sa forme :

***It may be asked, 'If you admit the State to be fallible, how can you insist that you should let it judge for us?'. I purposely put the question in this form, because I think that however phrased, it rests on an unanalysed idea of the State as something outside ourselves; The truth, of course, is that we are the State, and when we judge and decide things as a State, we are in no worse position for judging than in the practical affairs of daily life. (TLM, 3<sup>e</sup> éd. 1912, 156)***

### 3.2. Le problème de la participation populaire

La politique hobhouseienne fondait, donc, théoriquement, l'autonomie (*self-government*) sur la démocratie. L'auteur était, néanmoins, méfiant face à ce système tel qu'il avait pris forme sous ses yeux, notamment depuis que l'électorat avait doublé, passant de 2,5 millions à presque 5 millions. Depuis 1884, en effet, tous les hommes issus des classes moyennes, ainsi qu'une partie de ceux appartenant à la classe ouvrière étaient admis au suffrage. Or, ce changement était loin d'avoir les effets désirés par l'auteur. Au lieu de mener des réformateurs libéraux au pouvoir, il autorisa la coalition unioniste à rester au gouvernement pendant 10 ans. Selon Hobhouse, les nouveaux électeurs étaient des



dupes, ils ne voyaient pas que leur cause était celle du libéralisme, qui avait, d'ailleurs, permis qu'ils deviennent des électeurs :

***The working-class is not so keen on fighting for liberalism now because its condition has greatly improved, the middle-class has been enfranchised, its soon can find a job as a civil servant, or can go to the colonies; it is contented. (Democracy and Reaction 61)***

Une telle erreur de jugement était due à l'ignorance. Cette population, notamment la petite et moyenne classe moyenne qui, de plus en plus, vivait dans les banlieues, loin des activités culturelles, ne pouvait être progressiste : « **Aucune révolution sociale ne viendra de gens si absorbés par le cricket et le football** »<sup>311</sup>. Hobhouse considérait la construction des banlieues et le renforcement de la séparation topographique des classes sociales qui s'ensuivait, comme un obstacle à la démocratie. Il n'était pas le seul à s'inquiéter des conséquences politiques de l'apparition du « banlieusard » (*suburbanite*), isolé et indifférent au reste de la société : selon D. Read<sup>312</sup>, le succès, en 1909, de *The Condition of England*, l'ouvrage de C. F. G. Masterman<sup>313</sup>, indique que le phénomène était généralement perçu comme préoccupant.

Bien que ce ne soit pas l'un des points développés dans l'oeuvre, il ne fait pas de doute que Hobhouse espérait qu'une meilleure éducation résoudrait ce problème au moins en partie. L'une des conséquences de l'égalité (ou, en des termes plus hobhousiens, de la liberté concrète) économique, serait de permettre un meilleur accès à l'éducation secondaire ainsi qu'à l'université. A cet effet, l'aménagement, en 1907, de la loi de 1902, afin de permettre l'accès gratuit aux écoles secondaires pour les meilleurs enfants des écoles élémentaires constituait un progrès important. Plus généralement, cependant, la disparition des inégalités économiques engendrerait la disparition des classes et avec elle, des différences d'éducation. Pour l'auteur, toute division de la société en termes de classes était réductrice. En l'occurrence la raison et l'intelligence étaient universelles, et il n'était pas question de prétendre que les classes laborieuses ne possédaient pas le bon sens suffisant pour comprendre la politique voire la philosophie. Les livres les plus politiques tels que *Democracy and Reaction* ou *Liberalism* sont écrits simplement avec de fréquents recours à l'exemple. Il semble que Hobhouse ait désiré qu'ils soient accessibles à un large public. Son travail de professeur indique un enthousiasme pour l'éducation que corroborent les témoignages recueillis par Hobson<sup>314</sup> :

***As an exponent of philosophic thought, both with voice and pen, Hobhouse was of incomparable quality, and as a liaison between the academic world and the wide public, he played a most important part. As in his distinctively political teaching he believed his audience and readers capable of digesting and***

<sup>311</sup> *Democracy and Reaction* p. 76 : « No social revolution will come from a people so absorbed in cricket and football ».

<sup>312</sup> Voir D. READ, *Edwardian England*, p. 30.

<sup>313</sup> Charles Frederick Gurney Masterman (1873-1927), homme politique libéral, proche du « nouveau libéralisme ». Il joua un grand rôle dans la mise en place des réformes sociales du gouvernement libéral.

<sup>314</sup> in Hobson.

***assimilating reasoned principles, so he never acquiesced in the notion that philosophy was a sort of thinking reserved for the a select erudite few. (Hobson 63)***

Cette même volonté d'abolir les séparations artificielles entre les classes sous-tendait les actions communes avec les mouvements de travailleurs. Dans cette perspective, Hobhouse aurait voulu faire un séjour à Toynbee Hall, mais des raisons de santé l'en empêchèrent. Chez Hobhouse, l'institution éducative ne semble pas être pas le seul lieu du développement de la pensée politique. Celle-ci se nourrit aussi d'expérience, qui doit, par-dessus tout, correspondre à une participation au progrès social. Néanmoins, l'importance de la culture n'est pas niée. Ainsi l'auteur affirmait-t-il que les banlieues étaient des fardeaux pires que les bas quartiers (*slums*) tant en était absente toute forme d'activité culturelle. En outre, la presse, pour une grande part, était, à l'époque, aux mains du « capital organisé<sup>315</sup> » et se chargeait de maintenir les classes peu éduquées dans leur ignorance, afin d'assurer leur adhésion aux idées réactionnaires, et ce au détriment de la réflexion philosophique et éthique nécessaire au développement moral :

***Does popular government, with the influence which it gives to the press and the platform, necessarily entail a blunting of moral sensibility, a cheapening and a vulgarisation of national ideals, an extended scope for canting rhetoric and poor sophistry as a cover for the realities of the brutal rule of wealth? (Democracy and Reaction 3)***

### 3.3. L'oligarchie

Pour des raisons sociologiques donc, il n'était guère surprenant que l'extension du suffrage se soit, finalement, soldée par un regain de conservatisme. Comme l'indique le point de vue sur le rôle de la presse, l'analyse de Hobhouse consistait à attribuer aux classes dirigeantes, et surtout aux membres de « l'oligarchie », la responsabilité de cet état de faits. Ceux-ci, dont l'accès au pouvoir était facilité par leur fortune, manipulaient les nouveaux électeurs, et ce, d'abord en faisant appel à leur sentiment patriotique. Ainsi, Chamberlain conseilla-t-il, en 1900, à Salisbury<sup>316</sup> de profiter de l'enthousiasme déclenché par la guerre en Afrique du sud, pour organiser les nouvelles élections, ce qui permit de remporter l'« élection kaki ». Certes, en 1903 le coup porté au principe de libre-échange par la campagne de Chamberlain en faveur du « *Tariff Reform* », resserra les rangs des libéraux et annonça la victoire à venir. Mais Hobhouse était déçu de constater qu'alors que tous les autres principes du libéralisme traditionnel (qu'il identifiait au libéralisme de Cobden) venaient d'être bafoués par la politique impérialiste du gouvernement, seule la perspective de l'augmentation du prix des denrées alimentaires, résumé dans le slogan « *The big loaf and the little loaf*<sup>317</sup> », avait pu rallier le soutien des masses :

***Cobden himself would have held it strange that Free Trade should remain the only abiding monument of his work. We may almost say he would have thought it***

---

<sup>315</sup> Hobhouse, cité par Clarke dans introduction à *Democracy and Reaction* p. xxvii.

<sup>316</sup> N. McCORD, *British History 1815-1906* p. 394.

<sup>317</sup> H. MATTHEW, « The Liberal Age », p. 105.

***impossible –for Free Trade to him was no isolated doctrine but part of a very compact political system.(...) : Free trade, non-interference, a policy of peace, the reduction of armaments, retrenchment of expenditure, popular government at home, self-government for the Colonies. (Democracy and Reaction 5)***

Ainsi, en démocratie, le vote des moins perspicaces finit par servir les intérêts des plus habiles, et l'influence des classes riches risque d'être accrue plutôt que diminuée par l'extension du suffrage :

***A candid upholder of democracy must admit a grave doubt whether the oligarchy of wealth has not consolidated its position and increased its influence in the quarter of the century that has passed since the last extension of the franchise***<sup>318</sup>.

En outre, dans le contexte anglais du début du siècle, l'oligarchie possédait, selon Hobhouse, un instrument institutionnel pour entraver l'avènement d'une démocratie réellement représentative : la chambre des Lords prenait soin de faire obstruction à toutes les réformes susceptibles d'entamer leurs privilèges, notamment financiers. La politique du gouvernement libéral fut, par conséquent, freinée dès 1906, avec le refus des Lords de faire passer la loi sur l'éducation (Education Bill) ou sur les votes pluriels (Plural Voting Bill). Ainsi l'auteur écrivait-il que « le pouvoir vaste et grandissant de la richesse organisée a trouvé un instrument pratique d'obstruction dans une Chambre irresponsable<sup>319</sup> ». Pour Hobhouse, le conflit qui survint lors du veto des Lords au « budget du peuple en 1909 n'était qu'un épisode de plus dans la longue série de décisions réactionnaires. Il en attribuait l'origine au changement notable dans le paysage politique anglais dans les années 1880. A cause de la politique de Gladstone (Home Rule et extension du suffrage), la bourgeoisie d'affaires, qui avait jusqu'alors été fidèle au parti libéral, avait rejoint l'aristocratie foncière au sein du parti conservateur, complétant, par là, le camp de l'oligarchie. Puis les Lords s'étaient assurés de la chute du gouvernement libéral en mettant fin à la carrière de Gladstone à l'occasion du veto à la Home Rule. Hobhouse constatait que tout opposait, désormais, les deux forces en présence. Le conservatisme était impérialiste et protectionniste, pour financer son militarisme, tandis que du côté libéral se trouvait la cause progressiste et démocratique :

***[...] between the democracy in its newer social interpretation and the principle of ascendancy becoming increasingly self-conscious and self-confident there could be no long continued truce. The day of battle has come***<sup>320</sup>.

En 1910, Hobhouse pensait que l'heure de l'affrontement entre les deux camps était venue, parce qu'il fallait enfin choisir : voulait-on une politique de réformes sociales ou désirait-on lever des impôts indirects pour financer les *dreadnoughts*<sup>321</sup> et mettre en place la conscription ? plus généralement, si les Lords de Lord Curzon l'emportaient, alors la

<sup>318</sup> L. T. HOBHOUSE, « *The Growth of The State* », p. 127. Cet article est désormais abrégé « GP ».

<sup>319</sup> Ibid., p. 123 : « The vast and growing power of organized wealth has found in an irresponsible Chamber a handy instrument of obstruction. »

<sup>320</sup> L. T. HOBHOUSE, « *Contending Forces* », p. 371.

<sup>321</sup> Navires cuirassés dont la construction et le financement firent l'objet de plusieurs débats dans les années avant la guerre.

vague réformatrice prendrait fin et avec elle, la marche vers la démocratie. Si, comme le présageait la victoire aux élections de janvier 1910, le parti libéral prenait le dessus, alors un deuxième pas décisif pourrait être franchi vers la démocratie :

***As political democracy won the government of the people for the people, so the newer effort is to win land, industry, the fruits of industry for the people, not by destroying individuality, confiscating property, or even by levelling inequalities, but by the constructive and considered rearrangement of institutions*<sup>322</sup>.**

En effet, Hobhouse explique que la démocratie politique n'est que l'un des aspects de la démocratie. Celle-ci suppose, en fait, que soient redistribuées les richesses, ne serait-ce pour mettre fin à l'influence de l'« oligarchie ». La répartition de la richesse nationale à l'époque de Hobhouse témoigne d'inégalités énormes : 1% de la population détient 30% du revenu, tandis que 75% des citoyens ne s'en partagent que 5%<sup>323</sup>. La démocratie politique, en donnant les droits suffisants aux citoyens pour réformer la société, n'est donc qu'un premier pas vers une réelle démocratie :

***There can hardly be true political equality as long as the economic tendency sets strongly towards overwhelming inequalities of wealth; a representative system does not of itself correct this tendency or secure equal consideration for all interests; on the other hand, it does open the avenues of political expression to all those who are sufficiently intelligent, resolute, and energetic to organize themselves for concerted political action. (GP 127, 128)***

### 3.4. Le suffrage universel

Grâce à cette explication, Hobhouse souligne, une fois de plus, la nécessité de la participation active au Bien Commun. Puisqu'il n'existe pas sans les citoyens, l'État n'a pas d'initiative si celle-ci ne provient pas de ces mêmes citoyens. Comme le montre la place des structures associatives, tout doit être fait pour encourager la participation des citoyens et permettre l'avènement concret de la démocratie. Cela suppose, d'abord que le suffrage soit nettement étendu. Hobhouse était partisan du suffrage universel même s'il se contentait, à défaut, d'un suffrage très large :

***A community is regarded as politically free on condition, not only that it is independent of others, but that its own constitution rests on a wide if not a universal suffrage. (ESJ 88)***

Cependant, il ne se satisfaisait, en aucun cas, de la dernière extension du suffrage qui, en 1884, accordait le droit de vote à tous les hommes propriétaires ou locataires. Il était conscient que subsistait l'injustice du vote pluriel (plural-voting), et que les difficultés d'inscription sur les listes électorales avaient pour effet d'exclure arbitrairement certains citoyens du suffrage. En effet, deux millions et demi d'hommes, qui répondaient pourtant aux critères, ne pouvaient voter. Les registres électoraux ne recensaient, donc, que 63% des hommes, ce qui revenait à un quart de la population adulte à peu près. Il fallut attendre le Parliamentary Reform Act de 1918, pour que le droit de vote fût étendu à tous les hommes de plus de 21 ans ainsi qu'à la plupart des femmes de plus de trente ans.

<sup>322</sup> L. T. HOBHOUSE, « *Contending Forces* », pp. 370, 371.

<sup>323</sup> Chiffres donnés par R. MARX, *L'Angleterre de 1914 à 1945*, p. 23.

Avant cette date, Hobhouse afficha souvent son soutien au droit de vote des femmes, même s'il réprouvait les méthodes d'une Christabel Pankhurst pour y parvenir. Comme à son habitude, il se servait de l'histoire pour montrer que l'extension du suffrage au sexe féminin était inexorable. Les trois dernières lois sur le suffrage (1832, 1867, 1884) témoignaient d'une marche vers la représentativité des institutions; celle-ci était un principe qui faisait, désormais, l'unanimité. Les arguments des opposants à l'entrée des classes laborieuses dans le corps électoral, avaient fait long feu. Or, il les comparait précisément avec ceux des opposants au vote des femmes, et concluait qu'ils étaient identiques : on disait, par exemple, que les femmes étaient représentées par le vote des hommes de leur famille ? On avait aussi cru, en des temps révolus, que le vote du propriétaire ou de l'employeur représentait les petites gens. Dans l'ensemble, il n'y avait pas d'explication rationnelle à l'exclusion d'une catégorie entière de la population.:

***There are no new arguments against the suffrage, and whatever ground there may be for admitting the representative principle is a good ground for carrying the principle to its logical conclusion. (GP 130)***

Hobhouse était bien conscient de la dérive démagogique que court le gouvernement dans une démocratie, et reconnaissait que l'on pouvait être séduit par l'idée de l'autocratie. Ainsi, un monarque qui, loin de toute pression populaire, règne en sage, peut s'avérer moins soumis aux intérêts et aux pressions de ses sujets qu'un élu face à ses électeurs. Mais les intrigues de Cour doublées de la tentation tyrannique représentaient des dérives bien plus dangereuses, et, de toute façon, les institutions britanniques n'avaient pas de philosophe-roi à leur tête, mais un gouvernement représentant une partie du peuple. Ainsi, dès lors que le principe de la représentativité est accepté, il est absurde de s'opposer au suffrage universel en arguant des faiblesses de la démocratie.

Certes, avec le suffrage universel, le vote d'un individu semble n'avoir guère de poids, surtout dans le cadre du scrutin majoritaire (Hobhouse préférait l'idée d'un scrutin proportionnel). De plus, dans une démocratie indirecte, l'individu délègue son pouvoir et n'a que peu de prise sur l'usage qui en est fait. L'auteur reconnaît que ce type de critique est fondé, mais elle participe de la représentation traditionnelle qui consiste à concevoir l'individu comme une entité isolée qui s'oppose à la collectivité. Cette représentation est évidemment fallacieuse à ses yeux :

***Each single man or woman is a very puny atom in the social mass, and if he felt himself alone might well ask what his vote was worth. But he does not stand alone. He is normally an item in the numerical voting strength of some definite group. (GP 126)***

En allant voter, le citoyen apporte son soutien à un groupe, il consolide le vote irlandais, ou le vote non-conformiste, ou encore le vote syndicaliste... La véritable démocratie, fondée sur le suffrage universel, permet, par conséquent, que les intérêts de tous les groupes ou classes soient entendus, et non pas seulement les intérêts catégoriels des puissants :

***The right of the individual to vote enables all the 'interests' to make themselves felt; and by interests we mean not merely the selfish desires of a class or a combination, but all that touches the feeling, the imagination, the enthusiasm of any important group of voters. All these in their degree make themselves heard in***

***the struggle, and stand to win some share, small or great, in the representative Chamber, and thereby affect the decisions of government. (GP 127)***

### 3.5. L'« efficacité » des « experts »

Pour Hobhouse, la question de la démocratie est intimement liée à celle de la réforme sociale : l'exigence démocratique se fait plus forte à mesure que grandit l'intervention du gouvernement, puisque c'est le quotidien des administrés qui est affecté par les décisions de l'État. Il est donc d'autant plus nécessaire que celles-ci reflètent leur volonté, de manière à ce que leur liberté soit respectée. Les femmes sont directement concernées par les mesures qui réglementent leur travail et doivent être consultées. Car la vraie sagesse d'un gouvernement réside dans sa capacité à ne pas créer de rupture entre les gouvernants et les gouvernés, et seul le suffrage universel constitue la garantie d'une telle harmonie, si la pluralité est représentée jusque dans les organes législatif et exécutif.

Hobhouse insistait beaucoup sur ce point dans le contexte du débat national sur l'« efficacité » (*efficiency*). Pour les tenants de cette doctrine, le critère d'un bon système politique était la performance non la participation<sup>324</sup>. Hobhouse récusait cette analyse qui lui semblait particulièrement dangereuse pour la liberté en ce qu'elle réduisait l'individu à sa fonction économique dont il fallait optimiser le rendement, ce qui allait à l'encontre de sa conception de la démocratie participative et des objectifs éthiques du progrès. Or **« un homme est plus qu'une fonction et quand sa vie de travailleur est réduite à une tâche monotone, il perd sa personnalité pour le service de la société »**<sup>325</sup>.

C'est sur cette objection fondamentale que Hobhouse réfute ce qu'il appelle le socialisme officiel, qu'il identifie au Fabianisme. Il lui reproche de confondre la suppression de la concurrence, avec laquelle il est d'accord, et la suppression de la liberté. Lorsque celle-ci n'est pas préservée, **« l'industrie collective devient un mécanisme dans lequel chaque homme peut être réduit au rôle d'un rouage sans pensée »**<sup>326</sup>. Or, la conception de l'étatisation de l'économie que préconisaient Hobhouse<sup>327</sup> et les Webb différait essentiellement sur la question du rôle des « experts ». En effet, ces derniers se proposaient d'attribuer à une élite **« d'experts administratifs hautement qualifiés »**<sup>328</sup> qui auraient pour tâche, justement, d'organiser la production de la manière la plus efficace :

***Les Webb étaient convaincus, jusqu'à l'obsession, par cette idée de l'efficacité de***

<sup>324</sup> Freeden I p. 183.

<sup>325</sup> SD p. 71 : « A man is more than a function , and when his working life is narrowed down to one monotonous task, he is losing his personality in the service of society. »

<sup>326</sup> L. T. HOBHOUSE « The Historical Evolution of Property, in Fact and in Idea », p. 197 : « collective industry becomes a mechanism, in which each man might be reduced to the part of an unthinking cog. »

<sup>327</sup> Voir le chapitre 7 sur l'organisation économique.

<sup>328</sup> K. REGAM, « Les Webb et l'État », p. 57.

***l'élite, à tel point qu'ils décidèrent que la réussite de la société à venir dépendait vraiment de l'avènement de ces fonctionnaires sans pareils qui seraient seuls à même d'apporter le changement social tant souhaité. N. Mackenzie explique que les Webb préféraient le gouvernement des experts au gouvernement du peuple, les experts étant les seuls capables de discerner les bonnes méthodes qui permettent de résoudre les problèmes de la société.***<sup>329</sup>

Une telle proposition était choquante pour Hobhouse, puisqu'un gouvernement formé par des experts, même s'il s'appuyait sur un parlement démocratique, ne pouvait servir le Bien Commun. L'expert n'est pas capable d'une vision conforme à la réalité organique, pas plus qu'il ne peut prendre la mesure de ce que ressent le peuple :

***He [the expert] works in an office where things go by routine, and the elements of human reason and unreason, even of human joy and sorrow, are of no account unless they can be reduced to figures and arranged in pigeon holes. (GP 131/132)***

En outre, l'efficacité d'une économie, comme d'une organisation sociale, était intrinsèquement liée au dynamisme de l'individu, qui ne pouvait exister que dans une participation libre. Ainsi, dans le cas peu probable où le gouvernement des experts se serait avéré capable de faire les choix les plus adéquats à la justice sociale, l'initiative individuelle et, par là, la liberté, se seraient forcément retrouvées écrasées. Hobhouse opposait donc à l'« efficacité » des Webb, l'idée d'une meilleure efficacité (*higher efficiency*) produite par la coopération volontaire.

L'opposition de Hobhouse à cette doctrine était d'autant plus ferme, qu'à ses yeux, elle était liée à l'impérialisme. La défaite anglaise en Afrique du Sud avait engendré une remise en question de la qualité de l'organisation sociale. L'idée d'un déclin de la puissance de l'Angleterre, corroborée par l'évidence du succès commercial et industriel de l'Allemagne et des Etats-Unis, s'était répandue. Les partisans de l'efficacité proposaient d'y remédier :

***Domestic regeneration, let alone imperial survival and prosperity, depended upon addressing every problem presently undermining the efficiency of the nation, from inadequate welfare and educational provision through to cumbersome parliamentary procedure***<sup>330</sup>.

Les libéraux impérialistes (*Limps*), et surtout leur leader Lord Rosebury, semblaient bien disposés face à cette doctrine. Sous la houlette des Webb, ils prenaient part aux repas organisés par le « *Co-efficients dining group* »<sup>331</sup>. Or, on sait que Hobhouse était un ferme opposant de la politique des *Limps* qu'il considérait comme une trahison de l'idéal gladstonien, et qu'il reprochait fortement aux Fabiens leur soutien à la guerre des Boers, allant jusqu'à nourrir une haine tenace envers Shaw. L'excuse de la stratégie de l'infiltration donnait lieu à des commentaires ironiques. Comme l'indique Clarke, la description d'un « socialiste qui s'amuse à croire qu'il peut « organiser » les grands capitalistes à ses propres fins »<sup>332</sup> est, en effet, une allusion directe aux Fabiens.

<sup>329</sup> *Ibid.* p. 58.

<sup>330</sup> A. SMITH, *The New Statesman*, p. 12.

<sup>331</sup> *Ibid.*

Il les soupçonnait tous, ainsi que la doctrine de l'efficacité, d'être dénués de tout souci moral. Par conséquent, leurs politiques étaient irréconciliables. On sait que, pour Hobhouse, le but de l'organisation sociale est de permettre le développement moral de l'individu, qui n'est possible que si sa liberté est laissée entière. Or, même dans sa jeunesse, lorsqu'il était proche des Fabians, Hobhouse savait qu'en faisant l'impasse sur la dimension morale de l'individu, le socialisme officiel se contentait d'une réorganisation économique qui n'avait guère d'intérêt :

***"If the change from individualism to socialism means nothing but an alteration in the methods of organising industry," he wrote in 1893, "it would leave the nation no happier or better than before"*<sup>333</sup>.**

Le gouvernement ne doit donc jamais devenir un substitut de la détermination de l'individu par lui-même (*self-determination*). En ce sens, la politique hobhousienne s'affirme une nouvelle fois, comme une politique d'essence libérale :

***But when the reform of the law depends on the deliberate resolve of the people themselves, when it is won at the cost of a hard-fought political struggle, by the appeal to reason, by a contest involving widespread earnestness, some self-sacrifice, much serious attention to some social problem and the means of solving it, then the law is no magician's wand helping people out of trouble with no effort of their own. It is the reward of effort. It is the expression of a general resolve. It embodies a collective sense of responsibility. It is, in a word, something that a mass of people have achieved by their combined efforts for their common ends, just as a well-organized trade-union or a friendly society is an achievement won by combined effort for common ends. (IS 157)***

### 3.6. Place de la majorité

Si la démocratie apparaît souhaitable, elle doit être organisée avec précaution et minutie pour éviter les nombreux écueils qui la menacent. A cet égard, dans la tradition millienne, l'une des priorités de l'auteur demeure de se prémunir contre un État tyrannique, ce qui comprend la tyrannie éventuelle de la majorité. A cet effet, comme nous l'avons déjà écrit, l'État n'est légitime que s'il regroupe une communauté d'individus qui possède une certaine cohésion. Si, par exemple, ce sont toujours les mêmes intérêts qui sont mis en minorité par l'organe représentatif, alors les membres de cette minorité sont victimes de tyrannie. Les conditions de l'harmonie requièrent, dans pareil cas, que la minorité accède à sa propre autonomie. Ainsi, Hobhouse est-il favorable à l'indépendance politique des peuples<sup>334</sup>. Le développement rationnel est aussi un moyen d'éviter que les électeurs n'aient que leur propre intérêt à l'esprit lorsqu'ils se prononcent sur la politique qui doit être menée pour l'ensemble de la société. Ils doivent, en effet, pouvoir comprendre que les minorités doivent être traitées équitablement :

<sup>332</sup> P. CLARKE, introduction à *Democracy and Reaction* p. xxv : « The type of socialist we encounter on p. 159, who « amuses himself with the belief that he can 'organise' the great capitalists for his own purposes », was originally explicitly a Fabian. »

<sup>333</sup> *Ibid.*, pp. xxv, xxvi.

<sup>334</sup> Voir troisième partie, chapitre 8, section 6.



***[...] the direct and calculable benefit of the majority may by no means coincide with the ultimate good of society as a whole; and to suppose that the majority must, on grounds of self-interest, govern in the interest of the community as a whole is in reality to attribute to the mass of men full insight into problems which tax the highest efforts of science and of statesmanship. (Lib 35)***

Théoriquement, la notion d'harmonie ne conçoit pas de conflits irréductibles entre les individus ; le compromis est donc toujours possible. L'art de la politique réside justement dans une pratique de la synthèse qui permet d'harmoniser c'est-à-dire d'aboutir à un accord des parties sur la base de concessions mutuelles. Plutôt que de soumettre la minorité à la volonté majoritaire, les dirigeants démocratiques doivent donc, de manière caractéristique de la pensée de Hobhouse, effectuer « **une synthèse qui préserve la substance de chaque demande** <sup>335</sup> » tout en transformant celles-ci afin qu'elles correspondent au Bien Commun. Or, le règne despotique de la majorité, en étant générateur de disharmonie, n'est pas conforme à celui-ci.

Comme chez Green, la politique hobhouseienne suppose que c'est la citoyenneté qui rend l'homme moral, et qu'il est absurde d'inverser les termes de cette affirmation pour proposer d'attendre que l'individu soit moral avant de lui donner le droit de vote. Hobhouse semble faire le pari de voir, à terme, la démocratie permettre le développement de l'individu de sorte qu'il soit suffisamment rationnel pour échapper aux dérives inhérentes au système :

***[...] democracy may be nothing but an experiment, and of the results of an experiment time alone can judge. But it is an experiment worth the making in a world where no alternative mode of government holds out equal hopes of social progress. In any case before it can be judged the experiment must be complete, and it can be completed only by the removal of every artificial barrier of sex, property or the chicanery of complex laws to the exercise of the rights of citizenship. (GP 135)***

## Chapitre 7 : l'organisation économique

### 1. La remise en question de l'organisation économique

L'examen des conditions de l'organisation politique montre que l'organisation sociale hobhouseienne passe nécessairement par une réorganisation de l'économie. Comme pour l'organisation politique traitée dans le chapitre précédent, les fondements de la réorganisation économique se trouvent dans la philosophie abordée dans notre première partie. A nouveau, la division imposée par notre exposé ne rend guère justice à la pensée de l'auteur, qui ne sépare pas l'économie du reste de l'organisation sociale. Du reste, il utilise peu le terme « économie » préférant s'en tenir à l'organisation du « système social ». Il faut concevoir, par conséquent, que la justification de l'organisation de

<sup>335</sup> ESJ p. 44 : « [...] a synthesis in which the substance of each claim is preserved. »

l'économie est d'accompagner le renouveau politique, pour permettre, in fine, que l'organisation globale reflète la réalité organique de la société et rende possible le progrès harmonique. De plus, Hobhouse n'est pas un économiste ; ses propositions de réorganisation demeurent relativement générales et, lorsqu'il a recours à quelques notions plus spécialisées, il s'inspire essentiellement des conclusions de la théorie de la sous-consommation de Hobson. Mais quelle que soit la forme, Hobhouse ne doute pas que le développement économique, en tant que partie du développement social, ne puisse être guidé par la raison et, par là, modulé pour satisfaire aux exigences morales. Puisque celles-ci impliquent que le développement moral de l'individu est la fin de l'organisation sociale, alors l'économie doit être inféodée à ce but et soumise à un contrôle rationnel. Dans *The Labour Movement* Hobhouse affirmait déjà qu'il fallait privilégier la justice sociale face au bon fonctionnement économique dans le cas où ceux-ci s'opposeraient<sup>336</sup>.

Toutefois, dans les écrits ultérieurs, l'auteur semble s'être concentré sur le fait que le contrôle rationnel qui doit diriger l'économie peut aussi être conçu comme susceptible d'améliorer son fonctionnement propre en permettant une meilleure croissance. Lorsque la direction de la société est rationnelle les conditions matérielles sont aussi améliorées parce qu'elles sont produites et distribuées avec cohérence. Pour Hobhouse, le marché n'est donc pas uniquement condamnable parce qu'il a des conséquences immorales, telle que la pauvreté d'une partie de la population, ou parce qu'il exacerbe l'égoïsme en encourageant l'individu à se concentrer sur son gain personnel, au détriment du Bien Commun, mais aussi parce qu'il engendre une déperdition des énergies et de la production :

***Production is for the most part unregulated; there is no systematic attempt to get what is necessary and good for the community produced, neither more nor less. On the contrary, every man produces what he thinks some one will give a good price for, and if many other people have been thinking the same thing there will be a glut in the market. And hence the paradox of modern industry, that plenty is the cause of starvation. (TLM 35)***

Par conséquent, l'auteur postule qu'une organisation économique rationnelle fait coïncider les exigences de la justice sociale avec un meilleur fonctionnement. A cet égard, on peut juger, avec Collini, qu'« **à la base de la théorie de Hobhouse, il y a une décision morale déguisée en vérité économique** »<sup>337</sup>. Ainsi, l'économie hobhousienne est-elle, en premier lieu, liée à la conception de l'évolution orthogénique qui conçoit le progrès global sous la direction de la raison. Elle est, donc, issue de directives rationnelles et éthiques qui sont l'esprit de la réorganisation économique.

## 2. Les principes de l'économie

---

<sup>336</sup> TLM p. 28 : « [...] There is a possible discrepancy between what is fair from the industrial and what is fair from the social point of view [...] note that for us the social point of view governs the economic. »

<sup>337</sup> Collini LS, p. 134 : « At the root of Hobhouse's theory, [...] is a moral decision disguised as an economic truth. »

## 2.1. Liberté et droits

Puisque l'évolution politique et l'évolution économique sont interdépendantes, il n'est pas surprenant de découvrir un parallèle entre les raisonnements qui sous-tendent les réformes politiques et économiques défendues par l'auteur. Tous deux partent des principes du libéralisme pour légitimer la réorganisation sociale. La liberté de l'individu en tant que liberté concrète et égalité de liberté est, à nouveau la justification de l'intervention de l'État :

***And when we speak of competition as free, we imply, be it remembered, a good deal more than absence of any legal or other collectively imposed restraint. We imply equality of advantage, i.e. that all bargainers in the markets of the country are equal in position and in knowledge of their interests. (TLM 55)***

Ainsi, le travailleur est un citoyen dont la relation à la société a été définie par la politique comme un équilibre des droits et des devoirs. Le devoir de l'individu est, ici, de travailler avec zèle pour participer autant qu'il le peut au Bien Commun. En retour, l'État doit garantir ses droits, qui correspondent aux conditions minimales nécessaires au développement de la personnalité. Sur le plan économique, ceux-ci comprennent un droit au travail assorti d'un salaire décent et, à défaut, un revenu minimum vital appelé *living wage*. Cette revendication est fondée sur une exigence de justice. La rémunération salariale ou le minimum vital doivent être justes et raisonnables (*fair and reasonable*). Selon l'auteur, cela signifie que le revenu doit au moins permettre de faire face aux besoins de l'individu, qui comprennent non seulement la nourriture, les habits et le logement, mais aussi les soins médicaux et l'éducation des enfants. De plus, un seul salaire doit être suffisant puisque l'auteur précise que si toutes les carrières doivent être ouvertes aux femmes, les femmes mariées ne devraient pas être forcées de gagner leur vie. Il faut ajouter ici que si Hobhouse est favorable à un revenu de l'ordre du *Family wage*, il est aussi l'avocat de salaires égaux pour les femmes qui travaillent. En héritier de Mill, Hobhouse est acquis à la cause féministe.

Nombre de salariés n'ont pas un tel pouvoir d'achat ; dans *The Labour Movement*, Hobhouse cite les travailleurs agricoles, les ouvriers non-qualifiés et la majorité des employés et des artisans qualifiés. Quant à ceux qui ne travaillent pas, la situation est encore pire. Pourtant, la justice sociale participe de la relation de réciprocité entre l'individu et la collectivité, qui se manifeste au travers du caractère indissociable des droits et des devoirs. L'auteur se fonde donc sur cette dernière et réclame qu'elle soit appliquée sur le plan économique. La relation de réciprocité permet, d'abord, d'échapper au paradoxe contenu, selon Hobhouse, dans les dispositions législatives en faveur des pauvres. Jusqu'à la mise en place des lois sociales du gouvernement Asquith, l'aide aux pauvres était toujours déterminée par la loi sur les pauvres (*Poor Law*). Certes, l'auteur ne fut pas témoin des pires effets de cette loi, tels qu'il furent décrits par Dickens : à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, les progrès économiques ainsi qu'un certain nombre d'aménagements de la loi avaient permis d'améliorer la situation des pauvres, notamment de ceux qui étaient concernés par la loi. De plus, l'idée que la pauvreté était la conséquence de mécanismes économiques indépendants de la volonté de l'individu se répandait. Ainsi, des ordonnances de 1895 et 1896 indiquent que le *Local Government Board* insistait auprès

des *Boards of Guardians* locaux pour que les pauvres, et notamment les personnes âgées, reçussent une allocation suffisante pour vivre à l'extérieur des *Workhouses* (*outdoor relief*). Des modifications des règles électorales permirent, en outre, de changer la composition des *Boards of Guardians* (conseil d'administration des *workhouses*), qui purent compter parmi leurs membres des représentants syndicaux et politiques, moins enclins à la sévérité envers les allocataires. Mais, pour l'auteur, il n'en restait pas moins que cette loi avait pour effet de stigmatiser les pauvres en les rendant dépendants d'une charité organisée et constituait, par conséquent, un frein à leur développement moral. De par la marginalisation dont il était victime, le pauvre était renvoyé à son échec personnel. En outre, Hobhouse considérait que la charité tendait « **à diminuer la valeur de l'effort indépendant** » **parce qu'elle allait « dans le sens des échecs** »<sup>338</sup>. Si le revenu minimal devenait un droit, il cesserait de s'accompagner d'un jugement sur la réussite de l'individu, il n'y aurait pas de « compensation au malheur »<sup>339</sup>, mais tout simplement une reconnaissance de la participation de chacun à la communauté. Ce fond commun pour les plus démunis serait financé au plan national, et non plus localement. Sur ce point, Hobhouse appliquait son principe de séparation des attributions des organes politiques collectifs. En effet, le fait que la loi prévoyait le financement de l'aide aux pauvres à l'échelle locale, avait pour conséquence que les *guardians* (membres du conseil d'administration) et leurs électeurs qui devaient être imposables, étaient à la fois juges et parties et, de plus, connaissaient souvent personnellement les allocataires, de sorte que leurs décisions étaient influencées par leur jugement personnel sur le mérite de ceux-ci. Comme à son habitude, Hobhouse cherchait à faire apparaître sa pensée politique comme conforme à la tradition libérale : il s'employait à démontrer que les principes d'un revenu minimum avaient déjà été acceptés, sous une autre forme, dans l'histoire récente. Il ne s'agissait pour lui que de proposer une réforme qui traduirait ces principes de manière plus fidèle d'une part, et plus adaptée au contexte contemporain :

***Whatever the legal theory, in practise the existing English Poor law recognizes the right of every person to the bare necessities of life. The destitute man or woman can come to a public authority and the public authority is bound to give him food and shelter. He has to that extent a lien on the public resources in virtue of his needs as a human being and on no other ground***<sup>340</sup>.

L'entrée en vigueur, en 1909, de la loi sur les pensions de retraite était, pour Hobhouse, un pas décisif vers la reconnaissance du droit à un revenu minimum. Idéalement, les pensions de retraites auraient dues être versées à toutes les personnes qui n'étaient plus en âge de travailler, mais Hobhouse acceptait la limitation temporaire, pour des raisons de coût. Pourtant, la loi n'était ni très généreuse, (en tout cas moins que le système néo-zélandais dont elle s'inspirait<sup>341</sup>), ni universelle (les pensions étaient accordés aux personnes dont le revenu était inférieur à 26 livres par an) et elle retenait un critère moral

<sup>338</sup> Lib p. 89 : « Charity, again, tends to diminish the value of independent effort because it flows in the direction of the failures. »

<sup>339</sup> Ibid. : « It is a compensation for misfortune which easily slides into an encouragement to carelessness. »

<sup>340</sup> Hobhouse cité par Collini LS p. 108.

<sup>341</sup> Halévy p. 272.

parmi les conditions d'attribution : « **il fallait prouver que si on était pauvre, ce n'était pas pour "avoir habituellement refusé de travailler selon sa capacité et ses besoins"** »<sup>342</sup>. » Toutefois, elle constituait, sans aucun doute, une étape décisive vers une conception collectiviste de la politique. Hobhouse voyait, en outre, dans la loi, l'incarnation d'une de ses idées fortes : la pension ne décourageait pas l'effort individuel. La disposition de « l'échelle mobile » signifiait que les personnes qui avaient fait l'effort d'épargner, en cotisant, par exemple, par l'intermédiaire de leur syndicat, pouvaient, dans une certaine mesure, bénéficier d'un complément de revenu versé par le syndicat et du revenu versé par l'État.

Le National Insurance Act en 1911 constituait, dans son ensemble, un remède contre la pauvreté liée aux effets de la maladie ou du chômage. Le volet assurance chômage de la loi était particulièrement significatif pour Hobhouse, parce qu'il participait à la fois de la reconnaissance du droit au revenu minimal et du droit au travail. Même s'il s'agissait d'une assurance financée, en partie, par les cotisations du travailleur (au contraire des pensions de retraite qui étaient financées par l'impôt), l'État y participait. Le financement conjoint illustre, donc, la relation de réciprocité entre l'individu et l'État : ce dernier aidait l'individu sans le déresponsabiliser. En revanche, Hobhouse différait du point de vue du gouvernement quant au rôle de l'employeur : la loi prévoyait la participation de l'employeur sous la forme de cotisations fixes. Or, l'auteur pensait que la participation de l'employeur devait être limitée aux cas où sa responsabilité était effectivement en cause. Lorsqu'un employé était malade ou invalide pour des raisons extérieures à son travail, il n'était pas juste de demander à l'employeur de prendre en charge une partie des dépenses ainsi occasionnées : c'était là le rôle de l'État. Il est intéressant de noter que Hobhouse s'opposait à la participation de l'employeur parce qu'elle lui semblait trop proche de la conception paternaliste de l'employeur et, par là, trop éloignée de sa conception d'un individu libre et rationnel :

***We do not wish to revert to the patriarchal view of the relations of employer and employed. We wish the employed to be an independent citizen and we cannot have it both ways***<sup>343</sup>.

En revanche, dès lors qu'il était responsable, l'employeur devait être mis à contribution. Hobhouse était en faveur du paiement d'un impôt calculé en fonction du nombre d'accidents et de maladies du travail causés. Cet impôt devait être créé dans le cadre d'une modification du Workman's Compensation Act<sup>344</sup>. Il s'agissait d'intéresser l'employeur à l'amélioration des conditions de travail de ses employés. S'il respectait toutes les règles de sécurité, il ferait l'économie de cet impôt, et son intérêt individuel rejoindrait automatiquement l'intérêt collectif.

La loi de 1911, et son extension en 1916 et 1921 à presque tous les travailleurs<sup>345</sup>,

<sup>342</sup> Ibid. p. 274.

<sup>343</sup> *Hobhouse cité par Freedman* I p. 233.

<sup>344</sup> Loi de 1906 relative aux indemnités versées aux travailleurs en cas d'accident ou de maladie liés à leur travail.

<sup>345</sup> La prise en compte des travailleurs agricoles et domestiques n'a lieu qu'en 1937.

n'était pas la seule intervention possible en faveur du droit au travail. Si le chômage ne pouvait pas être entièrement résolu, une meilleure organisation économique permettrait qu'il soit réduit à son niveau résiduel, (dû au redéploiement des ressources et aux avancées techniques). Ainsi, le développement des *labour bureaux* et, en 1909, la mise en place des bourses du travail (*labour exchanges*), garantissait la coordination. A nouveau, la reconnaissance de la responsabilité de l'employeur devait donner lieu à une participation financière. Mais plutôt que de le faire cotiser à l'assurance chômage de ses employés, le bon sens, selon l'auteur, était de mettre en place un système de cotisation dissuasif :

***That in bad times the employer should pay a weekly tax as long as he keeps a man employed and cease paying as soon as he discharges him, will not, as far as it goes, tend to shorten periods of unemployment. Its tendency is just the reverse. But if the employer paid a tax based (a) on the average number of his employees (b) on a five, or still better, a ten years' average of the percentage of unemployed in his trade of his locality, employers generally would have a wholesome financial incentive to attempt as far as they can the regularization of employment*<sup>346</sup>.**

Enfin, pour tous les pauvres qui n'entraient ni dans le cadre de la loi sur les pensions de retraite, ni dans celui de la loi sur l'assurance maladie et chômage, l'État devait aussi instituer une pension, comme le recommandait le rapport minoritaire de la Commission d'enquête royale sur la loi sur les pauvres (Poor law Commission) en 1909. Dans un tel cas, il n'était pas plus question de charité que dans les deux autres mesures législatives, mais de constater les services rendus à la collectivité et de les rétribuer. Par exemple, lorsqu'une veuve faisait son devoir de mère, elle avait droit à une pension en retour. La collectivité avait, de plus, intérêt à lui verser une pension de manière à ce qu'elle ne travaille pas et qu'elle élève ses enfants dans de bonnes conditions :

***We cease, in fact, to regard the public money as a dole, we treat it as a payment for a civic service, and the condition that we are inclined to exact is precisely that she should not endeavour to add to it by earning wages, but rather that she should keep her home respectable and bring up her children in health and happiness. (Lib 87)***

Cette dernière mesure ne fut pas, on le sait, entendue par le gouvernement. Sans doute, aurait-elle rencontrée une trop forte opposition de la part de tous ceux qui se méfiaient des abus et prétendaient conserver dans les nouvelles dispositions sociales le principe de « *less eligibility* », (selon lequel on rend les aides sociales moins attractives que le travail salarié) contenue dans la loi sur les pauvres (*Poor Law*) victorienne. Pour eux, le risque d'une politique sociale trop généreuse était de dissuader l'individu de chercher à subvenir à ses besoins par ses propres moyens. Hobhouse admettait que de tels abus étaient possibles, mais il n'en restait pas moins attaché à l'idée qu'un individu ne devait pas supporter seul un fardeau trop lourd, car il était, alors, voué à la déchéance. Dans l'ensemble cependant, nombre d'entraves au développement moral de l'individu avaient déjà été supprimées par la législation du gouvernement libéral de 1906 à 1914, et puisque celle-ci semblait appliquer la pensée politique de l'auteur, au moins dans ses grandes

---

<sup>346</sup> Hobhouse cité par Collini LS p. 111.

lignes, ce dernier était très optimiste quant aux futures réformes sociales, d'autant qu'il lui semblait constater un consensus national sur ces questions :

***[...] 'few things are more remarkable', he [Hobhouse] reflected in 1910 'than the way in which a practicable social policy commanding wide agreement has crystallised itself in the last two or three years'. (Collini LS 110)***

## 2.2. Préservation de la liberté d'entreprendre

De la même manière que les réformes sociales respectaient, selon Hobhouse, les principes du libéralisme, l'auteur se servit de Cobden pour insister sur le fait que la préservation de la liberté économique supposait un contrôle des entreprises. Dans la tradition libérale, les monopoles étaient effectivement reconnus comme une menace à la liberté de l'individu et Hobhouse rappelait que Cobden désirait qu'ils soient interdits. Pour l'auteur, il s'agissait là de la reconnaissance du principe de liberté antisociale. Si Cobden n'en avait pas déduit les mêmes applications que Hobhouse, c'était à cause de la différence de contexte :

***Business was still in the main organised in undertakings small in comparison with the scale which is now familiar. Cobden thought that the utmost possible freedom in the life of these multitudinous little concerns would prevent the growth of any overpowering monopoly and enure to the most effective division of labour and the best possible service to the community. (TP 270)***

Les monopoles et, par extension, les grands trusts (*combination*), font l'objet d'une condamnation sans appel de la part de l'auteur, quand ils sont aux mains du secteur privé. Puisque l'argument de la liberté antisociale convient tout particulièrement à ce cas, l'organisation économique de Hobhouse s'applique, notamment, à donner aux pouvoirs publics le contrôle des monopoles, tels que l'exploitation et la distribution du charbon, de l'eau ou du gaz. Outre la caution libérale, Hobhouse trouvait dans le socialisme municipal d'un Chamberlain, un précédent dont il s'employait, de façon typique, à étendre le principe. L'auteur postule que toute branche de l'industrie ou du commerce susceptible d'exercer un pouvoir sur l'individu peut faire l'objet d'un contrôle. Néanmoins il s'agit, une fois de plus, d'un principe qui peut permettre de nombreuses interprétations, dont celle d'une collectivisation totale de l'économie. Tout dépend de ce qui sera concrètement défini comme pouvoir abusif. Or, le fait que l'organisation économique hobhousienne n'est exposée que dans ses grandes lignes rend difficile l'évaluation exacte des conséquences d'un tel principe. On peut, toutefois, affirmer qu'il ne signifie pas la remise en question du droit à la libre entreprise, parce que l'auteur précise la nécessité de celle-ci, dans le même souci de préservation de la liberté et d'encouragement au développement moral. Ainsi, Hobhouse pense que l'entreprise privée est de nature à responsabiliser l'individu. Lorsque c'est possible, l'entreprise doit être privée, parce que les affaires privées incitent plus à une gestion raisonnable que l'entreprise publique. Un endettement éventuel aurait, par exemple, des conséquences immédiates et plus concrètes. Une entreprise publique bénéficierait, toujours par exemple, d'un soutien financier de la part de l'État plus longtemps qu'une entreprise privée, à laquelle les banques n'hésiteraient pas à couper les vivres si elle s'avérait déficitaire. En règle générale, le secteur privé est un rempart solide contre les inconséquences de la bureaucratie qui, dans la conception hobhousienne, est le plus grand danger encouru par le développement de l'intervention

de l'État. Le contrôle de l'économie prévoit donc de laisser le secteur privé se développer :

***Within such control there will still be much scope for individual enterprise, and in many forms of industry it is probable that the small man setting up on his own, will always hold a place. Notwithstanding the great stores and the multiple shops, the little shop in the village or the by-street still has its place. The local garage, the cycle repair shed, and the cobbler's shop go on, and there is no reason why nationalism should lay its hands on them any more than capitalism. What will be demanded of them is that they should foot the social bill of health by maintaining good conditions for employees. (TP 289)***

Toutefois, il faut garder à l'esprit que l'organisation économique hobhousienne prétend maintenir les intérêts privés dans l'intérêt même du Bien Commun. On serait tenté de parler d'une économie où l'initiative individuelle reste subordonnée au service de la collectivité. De plus, Hobhouse affirme que la gestion par les pouvoirs publics présente aussi des avantages spécifiques. Elle offre une plus grande stabilité et, par là, une pérennité de l'économie, notamment des emplois, mais surtout, elle garantit la responsabilité sociale, c'est-à-dire l'adéquation avec le Bien Commun. Quand celui-ci est particulièrement concerné, il faut nationaliser. Un certain nombre d'entreprises et de secteurs, dont la propriété et l'exploitation des matières premières, et toutes les entreprises qui ayant dépassé une certaine taille menacent d'être en situation de monopole, doivent donc passer sous contrôle public. Toutefois, selon l'auteur, il est souvent préférable de ne pas confier la gestion des entreprises publiques directement à l'État, mais à des organismes de coordination intermédiaires, auxquels participent des représentants du gouvernement ainsi que des experts du secteur de l'entreprise en question. Le Port of London Authority créé en 1909, est, pour Hobhouse, un modèle de ce genre.

### **2.3. Origine sociale de la richesse**

A l'image du souci de synthèse présent dans toute sa pensée, l'organisation économique préconisée par Hobhouse consiste donc en un équilibre entre la gestion publique et la gestion privée. On ne peut, en tout état de cause, les dissocier complètement. Car selon la conception organique, il n'y a pas d'entreprise qui soit strictement indépendante de la collectivité, toute unité (individu, entreprise) s'inscrit dans un fonctionnement global avec lequel elle est profondément liée. L'entrepreneur est aussi pris dans une relation de réciprocité avec l'État, et a des devoirs en retour de ses droits. Hobhouse insiste fortement sur ce point en ce qui concerne l'économie, parce que c'est là, selon lui, où l'idéologie individualiste est la plus tenace :

***Thus the successful man boasts of the great business which 'I' have created without thought of the complex social engine which he found ready to hand. The poor man maintains 'my' right to work and wages as though the community whose system of exchanges makes work profitable and gives money wages their value had nothing to say to the claim. The inheritor of wealth talks of 'my' property and resents the interference with it by society, forgetting that without the organized force of the community and the rule of law, he could neither inherit nor be secure from moment to moment in his possession. (ESJ 31)***



Ainsi, les « nouveaux libéraux », dont Hobhouse et Hobson, ont souligné l'origine sociale de la richesse et apporté deux démentis à la vision individualiste classique, qui prétendait qu'au sein d'une économie « libre », la richesse rémunérait toujours l'effort personnel et que, réciproquement, l'effort personnel était toujours rémunéré. Ce point de vue ne rendait pas, selon eux, justice à la réalité du fonctionnement de l'économie. Si l'on examine celui-ci, il apparaît, d'abord, que l'origine de la richesse d'un individu est fondée sur l'infrastructure collective. Par exemple, un entrepreneur bénéficie forcément du réseau de transport, du niveau d'éducation de ses employés, de leur bonne condition de santé... Il est donc faux d'affirmer que son succès est dû à son seul effort personnel.

A l'inverse, il est également erroné de croire qu'une économie « libre » garantit toujours la rétribution de ce même effort personnel. Dans l'ensemble l'idée d'une justice sociale inhérente à ce type d'organisation économique est donc, fallacieuse :

***It is urged that the increased wealth of industrial societies has rested on free contract, the security of property, the stimulus of profit and the competition therefore, and the right of bequest. But there is another side of the matter to be considered before the importance of these factors can be fairly weighed. Larger causes than the desire of able men for wealth have conditioned industrial development—better government, improved social order, diffused education, public hygiene, increased population—all the factors which together make up a larger and more effective social life. If it comes to individuals, perhaps a few able Civil servants and medical officers of health have done as much for the foundation of the wealth of Lancashire and London as any manufacturer or banker. Such men were not paid by results. Of all individuals responsible for industrial development, inventors and the scientific theorists who made the inventions possible should be credited with the largest share. The former have occasionally made a commercial success, but in general are regarded as an exploited class, and for the latter payment by results has no application. (TP 280)***

## 2.4. Mérite et récompense

L'organisation économique que préconise Hobhouse prétend, néanmoins, rester fidèle au libéralisme en continuant à mettre en valeur l'effort personnel. En effet, la répartition des richesses proportionnellement au mérite individuel est l'un des fondements de la justice économique hobhousienne. Elle participe, à ce titre, de la même justice sociale qui exige que l'on distribue à chacun un revenu minimum vital. On trouve donc au cœur de la pensée de l'auteur une définition de la justice économique comme une rémunération qui consiste en un équilibre entre le l'individu et son mérite.

Toutefois, l'examen de la notion de mérite (*desert*) est l'objet d'une reformulation caractéristique de la part de l'auteur. D'abord, comme nous l'avons montré ci-dessus, aucun mérite n'est strictement individuel, une part en revient toujours à la collectivité. En effet, dans la sphère de l'individu, le mérite est généralement défini comme fonction de l'effort du travailleur, d'une part, et de la qualité du bien produit ou du service rendu d'autre part. Hobhouse ne peut se satisfaire d'une telle définition : la qualité d'une production dépend bien plus de facteurs extérieurs à l'individu que de son talent propre. De plus, on peut imaginer un individu plein de bonne volonté, accomplissant des efforts quotidiens, mais échouant pourtant à produire un résultat valable. L'auteur préfère donc

s'en tenir à une définition du mérite qui évalue la participation au Bien Commun, ce qui est plus logique à ses yeux, d'autant qu'elle permet de prendre en compte le service moral tout autant que le service matériel. Ainsi, sur le plan moral, l'individu qui fait des efforts sans résultat participe plus, *a priori*, au Bien Commun que celui qui n'obtient pas de résultat par paresse, car au moins il dispose d'une certaine discipline qui témoigne de son développement moral, qui profite au développement moral de l'ensemble de la société.

Le mérite, que Hobhouse a redéfini, suppose une récompense. Idéalement, la satisfaction morale de l'accomplissement du devoir envers la communauté devrait suffire, mais cela supposerait d'avoir atteint un stade très avancé du développement harmonique. En attendant, il faut prévoir une motivation matérielle qui récompense le mérite. Si la richesse est effectivement la récompense du mérite du travail et du talent, alors elle est conforme aux exigences de la justice, mais en l'état actuel de l'économie c'est loin d'être le cas. Hobhouse introduit là une distinction qui sous-tend toute son organisation économique, celle de l'enrichissement mérité ou non-mérité. Cette distinction n'est, certes, pas sans rappeler l'opposition entre *earned* et *unearned increment*<sup>347</sup> qui devait donner lieu, selon Mill, à une imposition différente, et l'on en trouve effectivement la trace ici. Mais la distinction hobhousienne est le reflet de la conception organique ; le critère d'évaluation est explicitement lié au Bien Commun. Il faut considérer comme méritant ce qui profite au Bien Commun et la récompense comme la manifestation de la relation de réciprocité entre la collectivité et l'individu. En d'autres termes, lorsqu'on examine la légitimité d'une richesse, il s'agit de savoir si l'enrichissement personnel est un juste retour de la participation au Bien Commun. Réciproquement, la récompense accordée en fonction du mérite doit aussi servir les intérêts du Bien Commun. C'est le cas lorsqu'elle constitue une motivation personnelle à l'effort et à l'entreprise, Hobhouse affirme, en effet, que « **le point essentiel de l'économie libérale [telle qu'il l'entend] est le rapport direct du service social et de la récompense**<sup>348</sup> ».

L'organisation économique repose donc, comme la définition des droits de l'individu, sur une analyse fonctionnaliste : le gain doit être examiné pour que l'on puisse définir s'il répond aux critères exposés ci-dessus ; si l'on déduit qu'il n'a pas de fonction sociale, alors il n'a pas de raison d'être dans la société harmonique. Le salaire, et plus généralement le revenu d'un individu, peut être, de la même manière, fixé proportionnellement au mérite, c'est-à-dire à la fonction économique et sociale. La mise en place d'une autorité centrale qui aurait pour fonction de juger du mérite de chacun, et de fixer, en conséquence, le salaire du travailleur, ainsi que la pension de ceux qui ne travaillent pas, et le revenu du producteur ou de l'entrepreneur, serait tellement complexe qu'elle demeure du domaine de l'imagination, mais il n'en reste pas moins un principe qui doit être retenu par les organismes de négociations salariales et, plus généralement, par l'État. Hobhouse définit précisément la rémunération qui respecterait ce principe :

**[...] such remuneration as would stimulate him to put forth his best efforts and would maintain him in the condition necessary for the life-long exercise of his function. (Lib 93)**

<sup>347</sup> Cette expression oppose l'augmentation du revenu grâce au travail et l'augmentation du revenu grâce à la plus-value.

<sup>348</sup> Lib p. 100 : « [...] the central point of Liberal economics, then, is the equation of social service and reward. »

## 2.5. Régulation du marché

Pour l'heure, il est évident que l'économie de marché ne correspond pas aux attentes de la justice sociale. Selon l'auteur, la main invisible est aux antipodes du contrôle rationnel qu'il faudrait mettre en place, comme le montre le simple fait qu'elle ne garantit pas à certains travailleurs une rétribution suffisante pour vivre. Une économie basée sur la concurrence (*competition*) ne peut permettre de récompenser justement le service rendu par l'individu à la collectivité. Par conséquent, il faut réguler le marché<sup>349</sup> qui, en l'état actuel, ne distribue pas la richesse selon ce principe. Il est, en effet soumis à des aléas, telle que la fluctuation de la valeur des biens, du travail et du pouvoir d'achat, qui font que la rétribution n'est pas liée à la participation de l'individu au Bien Commun :

***Great industrial organizers have their reward, and often enough, no doubt, they earn it well—that is to say, that even when they have drawn very large profits, society is the richer for their work. But profits as great and greater may be made by speculation or skimmed off a booming industry by astute methods of finance which create nothing but sweep accrued values into private pockets. They also come about by incalculable changes in world market, or, in our own time, by currency changes in which clever dealers managed to pouch the balance of value. It is rejoined that these things balance one another and that exceptional profit must be put against exceptional loss [...]. The working of competition is haphazard; the sun of its good fortune shines both upon the just and the unjust. Its payments may be won by useful service and by selfish aggrandisement, and it is the function of good social regulation to minimise the opportunities of the latter method. (TP 281)***

Selon l'analyse de l'auteur, le marché est la forme élaborée de l'échange libre. Or, l'examen de la notion de la liberté a montré que celle-ci suppose une égalité entre les individus. Quand les partisans de l'économie de marché considèrent que la relation entre l'employeur et l'employé est du même ordre que celle de l'échange et qu'ils en déduisent que le contrat d'emploi doit être libre, ils se fondent, selon Hobhouse, sur un point de vue erroné, puisqu'ils présument que l'échange a lieu entre deux personnes qui sont sur un pied d'égalité. Un travailleur n'a, pourtant, guère le choix de refuser les conditions qui lui sont offertes par son employeur<sup>350</sup> ; il est donc absurde de considérer le contrat d'emploi comme n'importe quel autre échange commercial. Il relève, au contraire, des droits de l'individu et, à ce titre, entre dans le cadre législatif prévu pour protéger l'individu de la liberté antisociale :

***Hobhouse veut [...] tordre le cou au principe du droit selon lequel volenti non injuria : « Aucun mal n'est fait à un homme par un marché qu'il conclut volontairement. » Pour lui, l'ouvrier ne donne pas son véritable consentement, pas plus qu'un homme en train de glisser au bord d'un précipice n'a d'autre choix que d'accepter le marché qu'on lui propose : sa fortune contre une corde. (Chrétien 21)***

<sup>349</sup> Nous utilisons ce terme au sens de marché libre de toute intervention.

<sup>350</sup> Nous ne revenons pas sur le rôle du syndicat évoqué plus haut.

Le marché se trompe aussi lorsqu'il traite le travail comme un bien comparable aux autres et tente de le monnayer au plus bas prix. Or, cette attitude n'est pas bénéfique, puisque la qualité du travail dépend en grande partie de son taux de rémunération : l'augmentation des salaires engendre à la fois une meilleure qualité et une meilleure productivité. Ainsi, les différentes lois régissant le travail qui ont été votées au cours du 19<sup>e</sup> siècle n'ont pas, contrairement à ce que prédisaient leurs opposants, appauvri l'industrie. Au contraire, les déclarations d'impôts montrent que le pays et, plus particulièrement, le patronat, s'était enrichi dans les cinquante dernières années avant 1910.

Hobhouse refuse, néanmoins, de reconnaître que sa critique du marché constitue effectivement une rupture notable avec le libéralisme traditionnel (il insiste, comme à son habitude, sur la continuité de principe au travers d'applications différentes justifiées par le changement de contexte). Pourtant, il semble qu'il ne garde de l'économie libérale que le principe du libre-échange, réduit au refus des taxes protectionnistes (*tariffs*). Il ne se contente pas de critiquer l'injustice de l'économie de marché, mais s'attaque aussi à sa prétendue efficacité. Il récuse toutes les explications qui tendraient à justifier les maux sociaux tels que la pauvreté, le chômage ou la hausse des prix, par les obscures et nécessaires variations du marché, et attribue ces derniers au manque d'organisation, c'est-à-dire à l'absence de contrôle de la part de l'État. Plus précisément, Hobhouse emprunte à Hobson l'idée que les crises économiques sont produites par « une insuffisance de la consommation, liée au faible pouvoir d'achat<sup>351</sup> ». La demande pour soutenir une forte production et, par là, un fort taux d'emploi, existe. Mais la mauvaise répartition des richesses implique que le pouvoir d'achat des travailleurs ne leur permet pas d'acheter en fonction de la demande, induisant ainsi une sous-consommation générale ; par conséquent, la production reste trop faible, ce qui engendre le chômage. La théorie de la sous-consommation prétend résoudre ce dysfonctionnement grâce à la redistribution des richesses, et l'organisation hobhousienne s'en inspire clairement en conférant à l'État le devoir de répartir les richesses équitablement. En outre, Hobhouse pense que l'adéquation de l'offre et la demande nécessite une coordination entre producteurs et consommateurs :

***It is not that there is a surplus population; It is not that there are too many workers for the demand; for there is also much demand for the commodities supplied. The very same persons who could supply the work stand also in need of the products of work. There is demand for the products of work on their part but ineffective demand: there is capacity for supplying work, but ineffective capacity; Why ineffective, why do the worker and his work call to one another over a gulf they cannot cross ? Largely for want of an organisation connecting producer and consumer, and setting men to work to supply all needs. (TLM 29, 30)***

### 3. La coopération

---

Le système économique de Hobhouse s'organise autour du contrôle conjoint de l'État et

<sup>351</sup> M. PRUM, « J.A. Hobson et la sous-consommation » p. 103, in M. CHRÉTIEN dir., *Le Nouveau libéralisme anglais*, pp. 104-115.

des organismes intermédiaires dont le rôle économique participe du rôle social décrit dans le chapitre 6. A l'image de l'organisation politique, l'économie doit passer de la concurrence, qui est selon Hobhouse l'expression d'une vision individualiste de la société, à la coopération qui est à la fois plus humaniste et plus efficace, et conforme à la conception organique. Il faut ajouter que lorsqu'il emploie le terme de coopération, Hobhouse ne fait pas directement référence au mouvement coopératif (*Co-operative Movement*) dont l'origine remonte à l'épicerie de Toad Lane à Rochdale, voire aux sociétés coopératives (*Co-operative Societies*) de Robert Owen, même s'il en avait une bonne opinion. Il jugeait que les effets de ce mouvement, qu'il appelait la coopération distributive, étaient limités. De la même manière que les guildes<sup>352</sup> présentaient l'inconvénient de n'être, finalement, qu'au service des producteurs, au détriment possible des consommateurs, les coopératives ne concernaient que les consommateurs, parce qu'elles s'étaient développées autour d'épiceries coopératives (*retail trade*). Or la coopération économique devait être globale et comprendre la coopération des consommateurs et des producteurs, coordonnée par les instances intermédiaires. A cet égard, Hobhouse insiste sur le fait qu'une partie de l'organisation sociale actuelle reflète déjà le principe coopératif inhérent à la société. Les jardins publics, le tramway municipal, sont autant de manifestations de celui-ci. Le socialisme municipal, qu'il soutient, n'est rien d'autre, selon lui, que la tentative d'étendre le principe coopératif à l'ensemble de la commune, que lui-même prétend étendre à tout le pays. Certes, il reconnaît qu'une ville est plus facile à organiser qu'un pays entier, mais l'on sait qu'il est partisan d'une administration décentralisée, au travers des organismes intermédiaires. En tout état de cause, le principe coopératif semble d'abord correspondre à une réconciliation sociale, nécessaire puisque le sentiment d'appartenance à la collectivité a été obscurci par la concurrence économique entre les individus. Sa première manifestation doit donc être le partage des richesses.

### 3.1. L'impôt

Selon l'auteur, le moyen le plus rapide de mettre en place la coopération était d'assurer la répartition des richesses au moyen de l'impôt. Dès lors que l'on reconnaissait la part sociale de l'origine de la richesse, l'impôt ne pouvait plus être perçu comme un vol, et par là, comme une atteinte au droit à la propriété. Il était, au contraire, cohérent de le considérer comme un remboursement. Il relevait aussi du devoir de participation au Bien Commun :

***A tax which enables the State to secure a certain share of social value is not something deducted from that which the taxpayer has an unlimited right to call its own, but rather a repayment of something which was all along due to society. (Lib 97)***

#### 3.1.1. Imposition du surplus

L'impôt était également le moyen de donner une fonction sociale à l'argent « inutile », celui qui n'est pas de nature à motiver l'effort personnel et, par là, la production de biens.

<sup>352</sup> Voir chapitre 6, section 1.3.

Hobhouse identifie, en effet, une richesse qui ne possède pas de fonction économique : il s'agit des bénéfices de la spéculation boursière ou immobilière, ou encore du solde des bénéfices produit par l'entreprise, une fois que les salaires et les dividendes ont été versés à hauteur d'un maximum de 5000 livres par an et par individu. Cette somme, qui équivalait à peu près à cent fois le salaire moyen d'un ouvrier, semblait correspondre à une sorte de plafond au gain personnel, parce qu'elle était largement suffisante pour motiver l'effort personnel ; une somme plus élevée était donc à la fois immorale et inutile. Tout l'argent supplémentaire était appelé le « **surplus** »<sup>353</sup> et devait être reversé à la collectivité, pour être investi dans la politique sociale, afin notamment « **de parer aux risques courants de la vie et aux besoins de l'enfance** »<sup>354</sup>.

L'auteur précisait, toutefois, que la somme de £5000 ne constituait qu'une indication théorique et pouvait être modifiée, si l'expérience venait à montrer qu'elle ne correspondait pas à une évaluation pertinente. Hobhouse s'en tient ici au principe et laisse à la pratique le soin trouver le seuil de revenu à partir duquel le prélèvement d'impôt n'affecte pas la production. Cependant, il ne doute pas que ce seuil existe effectivement. Or, comme le souligne Collini<sup>355</sup>, le recours à la distinction entre principe et expérience n'est, ici, guère satisfaisant. En effet, l'analyse de Hobhouse réside dans le postulat de départ selon lequel il existe un tel seuil, et qu'il suffit de le fixer. Or, en pratique, il serait, d'abord, « **extrêmement difficile de décider à partir de quand une capacité productive est freinée ou quand la stimulation n'est pas suffisante pour que l'individu accomplisse ses meilleurs efforts** »<sup>356</sup>. De plus, si l'impôt devait être calculé sur ce critère, il se trouverait face à un problème insoluble : en admettant qu'il soit possible de déterminer un seuil de l'utilité de l'argent, celui-ci est forcément différent selon le secteur d'activité. Or, dans la conception hobhousienne, l'impôt est juste parce qu'il est progressif, donc calculé en fonction du revenu et non en fonction du secteur d'activité. Par conséquent, toujours selon Collini<sup>357</sup>, le système du seuil conduirait à une situation où certains secteurs seraient effectivement trop taxés et verraient, par là, leur productivité décroître, tandis que d'autres disposeraient d'une partie de leur surplus.

### 3.1.2. L'impôt direct

L'une des caractéristiques de l'organisation économique de l'auteur est de préférer le

<sup>353</sup> Comme le précise P. Poirier, Hobhouse établit en fait une distinction entre le « surplus productif » (*productive surplus*) qui a une fonction économique et le « surplus non-productif » (*unproductive surplus*) considéré comme inutile. Voir P. POIRIER, introduction à *The Labour Movement*, (3<sup>e</sup> éd), p. xx.

<sup>354</sup> TP p. 278 : « One thing that the community can do with this surplus is to provide against the common risks of life and the requirements of childhood. »

<sup>355</sup> Voir Collini LS p. 132.

<sup>356</sup> Ibid. : « [...] it will be extremely difficult to decide when a productive capacity is being 'stunted' or when an individual is not being stimulated 'to put forth his best efforts'. »

<sup>357</sup> Ibid. p. 133.

financement des mesures sociales par l'impôt direct plutôt que par les cotisations des travailleurs, et ce pour deux raisons : d'abord parce que l'impôt direct s'applique à tous les membres de la collectivité en mesure de le payer et qu'il est, par conséquent, le signe de la participation de chacun au Bien Commun. Ensuite, parce qu'il répartit le coût de la politique sociale. Si celui-ci est supporté par les travailleurs, au moyen de cotisations à l'assurance maladie ou à l'assurance chômage, alors leur pouvoir d'achat devient trop bas. On peut évidemment compenser par une très forte augmentation des salaires, mais alors, dans la mesure où, dans l'économie actuelle, la charge salariale incombe à l'employeur, c'est lui seul qui porte le poids de la politique sociale. En revanche, l'impôt sur le revenu permet de faire financer celle-ci par tous les revenus et pas seulement par ceux du travail, de même qu'il permet d'éviter que ne soit mis en péril les entreprises qui emploient les travailleurs. Par conséquent, le financement des mesures sociales par l'impôt est le moyen de limiter la hausse des salaires :

***It is true that, if one could suppose a sufficiently high universal standard of wages, they [the common risks of life] might be met by self-insurance, but, on the one hand, such insurance would have to be compulsory, since otherwise the improvident—as we could not let them starve— would have it both ways; and on the other hand, there is the practical difficulty of establishing sufficiently high rates without dislocating production. It is better, in view of the differential advantages inherent in production, to adjust the minimum to the needs of the ordinary worker in work and to meet the risks and the extras out of surplus. (TP 278)***

Toutefois, s'il faut éviter une trop forte hausse des salaires, il s'agit bien, pour Hobhouse, de pratiquer une politique de salaires élevés, et non pas de bas salaires compensés par des mesures sociales. Comme nous l'avons écrit, les salaires sont fixés par les Trade Boards, en fonction de la participation au Bien Commun (mérite) et des besoins liés au développement moral de l'individu. En effet, le salaire est plus propre à encourager ce dernier que les aides de l'État, parce qu'il est la propriété de l'individu et participe, par là, de sa liberté. Lorsque certains secteurs de l'industrie ne sont pas en mesure de dégager les bénéfices suffisants pour accorder de tels salaires, et que le fait de leur imposer une charge salariale trop forte les mèneraient à la faillite, on peut, alors, utiliser le surplus des entreprises bénéficiaires pour ajouter aux salaires octroyés par les entreprises en difficulté, de façon à ce qu'ils correspondent aux taux déterminés par les Trade Boards. Conformément à la conception organique, la redistribution du surplus exprime, alors, la coopération de toute l'économie :

***In a municipal tramway system, given uniform charges and uniform running costs per mile, some routes will pay handsomely, while others, maintained for the benefit of the passengers, barely meet their costs. Such differential advantages are inherent in the nature of production, and they put a limit on the possibility of raising general minimum rates. (TP 278)***

### 3.2. Le « budget du peuple »

Lorsque Lloyd George fit voter le « budget du peuple<sup>358</sup> », Hobhouse crut voir l'application de sa conception de la justice sociale impliquant la redistribution. Le gouvernement libéral instaura des tranches d'imposition qui considéraient ainsi que les riches devaient plus payer

pour les pauvres que les classes moyennes. Dès 1908, Hobhouse avait mis en garde contre le danger politique d'une mauvaise répartition de l'impôt, qui faisait porter un fardeau trop lourd à ces dernières, et les incitait à se tourner vers les taxes protectionnistes préconisées d'abord par Chamberlain, puis par Balfour. Ne serait-ce que pour éviter que les classes moyennes ne se tournent vers le Parti Conservateur, et que les classes laborieuses n'adhèrent au socialisme, il était urgent que le gouvernement libéral affronte les classes privilégiées, et réduise le fossé grandissant entre la richesse et la pauvreté :

***The great ever-present problem of the modern state is the contrast of overwhelming wealth and grinding poverty. It is true that poverty is less to-day than it was fifty years ago, but wealth is more, and its organised power grows greater from year to year. Wages slowly rise, but even the skilled workman has but a slender margin for saving, and has no adequate means of providing for sickness or old age, and no security against the calamities incident to the fluctuations of trade. Further, the conditions of life make it difficult for the poorer sections of the middle class to maintain a reasonable standard of comfort on their scanty and progressive income. [...] It is not surprising that they bitterly resent the contributions levied on them in behalf of those one degree below them in the social scale***<sup>359</sup>.

De la même manière, la loi sur la protection sociale (National Insurance Bill) avait le tort de ne pas être financée par le surplus et de trop affecter les bas salaires. Hobhouse militait en faveur d'une forte proportionnalité de l'impôt, qui trouva son expression dans la « *supertax* » qui touchait les revenus de plus de £5000. Pour l'auteur, elle équivalait à la reconnaissance implicite d'une limite à la fonction sociale de la richesse. Mais elle était, en fait, loin de limiter les fortunes personnelles à 5000 livres, comme il le désirait. Si le budget, qui avait déclenché la confrontation entre les Lords et les Communes, augmentait considérablement l'impôt, c'était parce que le taux d'imposition jusqu'alors n'avait été, au plus, que de 3%. Désormais, il culminait à un peu plus de 8% du revenu, et sans la *supertax*, il ne dépassait pas 5%. Hobhouse jugea donc la mesure trop timide et continua à demander un renforcement de la progressivité de l'impôt en arguant, comme nous l'avons vu, que seule la diminution de la productivité pouvait constituer une limite à cette augmentation :

***The man with £10,000 a year can pay out £3,000 with much less impairment of his real wealth than is inflicted on a man with £1,000 by a charge of £300. The limit of graduation is, in fact, simply productivity. If we graduate taxation to a point at which highly paid men decline the effort of earning, we defeat the object of the State, and that is the point at which we may be fairly charged with doing them an injustice. (TP 287)***

Cependant, une autre disposition du budget le réjouissait : dans son discours sur le budget à la chambre des Communes en 1909, Lloyd George prétendait, grâce à l'augmentation des impôts, « *déclarer la guerre à la pauvreté et à la misère* »<sup>360</sup> : le

<sup>358</sup> Le budget fut approuvé par les Communes en novembre 1909 mais la querelle avec la chambre des Lords retarda le vote définitif de deux ans.

<sup>359</sup> L. T. HOBHOUSE, « *The Prospect of Liberalism* », p. 355.



ministre des finances annonçait un nouveau rôle de l'État, celui d'intervenir concrètement pour rétablir la justice sociale. Il faut remarquer que dans la pensée hobhouseienne, c'est uniquement en vertu de cette fonction que l'État peut légitimement prélever l'impôt. Lorsqu'il s'agissait de financer les cuirassés de la marine britannique (*dreadnoughts*), Hobhouse était nettement plus réservé sur son bien-fondé. Dans pareil cas, l'impôt n'était plus une contribution à la collectivité, et les arguments libéraux traditionnels qui condamnent l'impôt comme une atteinte à la liberté individuelle reprenaient tout leur sens : un État qui taxe ses citoyens pour financer son impérialisme ou sa politique belliqueuse est proche de la tyrannie.

Enfin, en imposant de 20% les plus-values foncières, le budget faisait désormais la distinction entre les revenus professionnels (*earned incomes*) et les rentes (*unearned incomes*), et confortait, donc, la vision fonctionnaliste de l'auteur. Comme nous l'avons écrit, l'impôt direct sur le revenu devait frapper durement l'argent inutile. Ainsi, Hobhouse avait écrit en 1899, une série d'articles pour défendre l'idée d'un système de retraite financé par un impôt sur la valeur foncière. De la même manière, l'impôt devait s'appliquer en priorité à l'argent qui n'était pas gagné par le travail de l'individu. Par conséquent, l'héritage était particulièrement visé : un fort impôt sur la succession (le budget du peuple l'avait déjà augmenté) devait être instauré et permettre de mettre fin au legs des fortunes. En dehors des objets personnels, rien ne justifiait la possibilité de transmettre à des personnes une richesse qu'ils n'avaient pas gagnée. Tout au plus, était-il possible de prévoir un aménagement qui permettrait de prélever progressivement l'impôt, de façon à laisser la jouissance d'une partie des biens parentaux à une ou deux générations :

***The unregulated rights of inheritance and bequest produce a form of wealth which may in itself originally have been earned by useful industry, but in its continuance goes to support a class without economic functions, violating every one of those maxims of responsibility, public duty, individual self-reliance, and the rest which form the individualist armoury of criticism upon the most modest provision for the needy. (TP 281)***

### 3.3. La propriété

Cette dernière proposition fait apparaître Hobhouse sous un jour plutôt radical. La disparition, ou la très forte limitation, de l'héritage semble représenter une sérieuse remise en cause de la propriété privée, bien au-delà des mesures budgétaires de 1909, qui, déjà, avaient été interprétées comme telle. La position de l'auteur quant à la propriété est pourtant moins éloignée de la conception libérale traditionnelle qu'il n'y paraît : Hobhouse détermine une certaine propriété qui est « **la base matérielle d'une activité permanente, régulière, résolue et personnelle** <sup>361</sup> ». Ainsi, la propriété n'est évidemment plus un droit sacré ou naturel,

<sup>360</sup> Cité par S. J. LEE, *Aspects of British Political History 1815-1914*, p. 229 : « This is a War Budget. It is for raising money to wage implacable warfare against poverty and squalidness. »

<sup>361</sup> L. T. HOBHOUSE « The Historical Evolution of Property, in Fact and in Idea », p. 181 : « [...] property is the material basis of a permanent, ordered and purposeful and self-directed activity. » Cet article est désormais abrégé « EP ».

mais, à l'instar de la conception individualiste, elle reste un droit parce qu'elle est propice au développement de l'individu. Elle est donc un facteur d'indépendance et de liberté et il faut, à ce titre, la conserver. Toutefois, le droit à la propriété s'inscrit dans l'analyse fonctionnaliste de l'organisation sociale et économique et suppose que la propriété soit l'objet d'une utilisation par l'individu, qui sous-tend son activité dans la société, donc sa participation au Bien Commun. Cette analyse différencie entre le contrôle de l'usage de la propriété, semblable à l'usufruit, et le contrôle absolu, pour la vente ou le legs :

***A man may only be life-tenant of a landed estate, its disposal after his death being determined by law or by the decision of the community, or a previous owner's will. Yet while he lives the man may have complete control of its management, and from generation to generation the same conditions may occur. (EP 179)***

On peut très bien préserver la propriété pour l'usage, mais en modérer le contrôle. Ainsi l'imposition de l'héritage n'est pas une atteinte au droit d'usage de la propriété.

Cependant, il s'agit là d'une « propriété personnelle » réduite « à son côté le plus humain<sup>362</sup> » et constituée des objets courants tels que le logement et ce qu'il contient, voire d'une entreprise individuelle. Lorsque la propriété dépasse ce cadre, elle influe sur l'activité économique d'autrui. On peut, alors, parler d'un deuxième aspect de la propriété qui « **est une forme d'organisation, selon laquelle le travail de ceux qui n'en n'ont pas est dirigé par et pour la jouissance de ce qui en ont**<sup>363</sup> ». C'est une forme de liberté antisociale. En effet, les propriétaires des moyens de production sont, en effet, en position de pouvoir face à ceux qui ne possèdent que leur force de travail et, peut-être, une petite « propriété personnelle ». Cette forme de propriété est donc, à l'inverse de la première, antisociale. Or, on sait que, dès lors que le contrôle d'autres personnes est en jeu, l'État est fondé à intervenir et, en l'occurrence, à restreindre le droit à la propriété privée, de manière à rétablir l'égalité et la justice sociale.

De plus, si l'auteur accepte l'idée que la « propriété personnelle » trouve sa légitimité dans sa contribution au développement moral, il pense que lorsqu'elle est synonyme de pouvoir, la propriété est, en fait, nuisible à ce développement. Il rejette ainsi la justification aveugle du droit absolu à la propriété en tant qu'attribut de la liberté, dont il souligne que c'est une conception récente du point de vue historique. En effet, l'organisation foncière seigneuriale reconnaissait que la propriété privée était liée à des devoirs, et Hobhouse a même recours à son procédé de reformulation (qui consiste à affirmer l'identité libérale de sa pensée politique) pour affirmer que Locke lui-même aurait fondé sa définition du droit à la propriété sur la distinction désormais explicite entre les deux types de propriété :

***[...] we find in Locke the basis of a view which is at once a justification of property, and a criticism of industrial organization. Man has a right, it would seem, first to the opportunity of labour; secondly, to the fruits of his labour;***

<sup>362</sup> ELJ p. 159.

<sup>363</sup> EP p. 181 : « On the other hand property is a form of social organization, whereby the labour of those who have it not is directed by and for the enjoyment of those who have. »

***thirdly, to what he can use of these fruits, and nothing more. Property so conceived is what we have here called property for use. The conception is individualistic, but it may be given a more social turn if we bear in mind, first of all, that society as a collective whole is that which determines the structure and working of economic institutions; and secondly, that in a society where men produce for exchange, labour is a social function, and the price of labour its reward. Locke's doctrine would then amount to this, that the social right of each man is to a place in the economic order, in which he both has opportunity for exercising his faculties in the social service, and can reap thereby a reward proportionate to the value of the service rendered to society. (EP 195)***

Cependant, l'évolution de la propriété n'a pas tenu compte de la restriction prétendument indiquée par Locke. Au contraire, en considérant le droit au contrôle de la propriété comme inconditionnel, la société a autorisé l'accumulation, et par conséquent, l'accroissement des inégalités économiques, ainsi que, surtout, la soumission de la majeure partie de la population au pouvoir des grands propriétaires. De plus, la concentration de la richesse sous la forme de capital implique un divorce toujours plus prononcé entre les propriétaires, c'est-à-dire les actionnaires, d'une part, et d'autre part les dirigeants des entreprises, ce qui renforce la division entre la richesse inutile et la richesse fonctionnelle. La cohésion de la société s'étiole et, pour le travailleur, il est de plus en plus difficile de saisir la nature organique de la société et, par conséquent, de participer au développement harmonique. Il est, dès lors, plus susceptible d'adhérer aux théories qui postulent, à l'inverse de la pensée hobbesienne, la division de la société selon la lutte des classes, et d'adopter un comportement révolutionnaire :

***And yet these investments, this capital, is the governing force in the lives of thousands and millions of men scattered throughout the world. It is the instrument by which they are set in motion, by which their labour is sustained, above all, by which it is directed and controlled. The divorce of functions is complete; and what wonder if the owner of capital presents himself to the imagination of the workman merely as an abstract, distant, unknown suction-pump, that is drawing away such and such a percentage of the fruits of industry without making a motion to help in the work? (EP 191)***

### 3.4. La propriété foncière

Une fois que l'auteur a distingué entre les deux types de propriété, il envisage les conditions d'accès à celle-ci, pour remarquer, à nouveau, que le point de vue individualiste est inconséquent. Le système actuel ne garantit pas à chacun l'accès effectif à la propriété, ce qui engendre un paradoxe : le respect du droit à la propriété suppose l'atteinte à ce même droit, puisqu'il faudrait prélever sur la propriété de certains pour permettre l'accès à la propriété des autres, ce qui reviendrait à redistribuer la richesse de façon plus égale :

***It should be recognised that in some of its developments private property may mean liberty for A at the expense of dependence for B, and that, if the autonomy of the individual is the touchstone and if autonomy is based on private property alone, the State would have to aim at such a diffusion of property as would put economic independence within the reach of all its members. (TP 282, 283)***

Dans le cas de la propriété foncière, une telle redistribution ne peut être faite au moyen de l'impôt sur le revenu ; la terre est un bien particulier puisqu'il n'en existe qu'une quantité limitée. Or, en 1873, par exemple, les 4/5 de la terre étaient aux mains de 7000 personnes. Comme l'avait montré Cobden, l'idéal de l'autonomie (*self-support*) se heurtait donc à une situation de quasi-monopole de la terre, qui avait fait l'objet de nombreuses critiques, notamment de la part des libéraux, tels que Spencer et Mill. Green avait isolé la propriété foncière du reste de la propriété en rappelant qu'elle avait été acquise, à son origine, par des moyens immoraux :

***It must always be borne in mind that the appropriation of land by individuals has in most countries [...] been originally effected not by the expenditure of labour or the results of labour on land, but by force. The original landlords have been conquerors. (Obligation 174 §229)***

De plus, la critique de la propriété foncière rencontrait, en général, l'assentiment des partisans libéraux, puisqu'elle s'inscrivait dans le contexte de la lutte entre l'aristocratie foncière, traditionnellement acquise au conservatisme, et la bourgeoisie industrielle, qui accordait son soutien au parti libéral. Ainsi, le gouvernement libéral fit voter le Small Holdings and Allotments Act en 1908, qui encourageait les comtés à l'acquisition, amiable ou forcée, de terres. Selon R. Marx, 13000 nouvelles exploitations furent créées entre 1910 et 1914<sup>364</sup>. Le thème de la réforme de la propriété terrienne était si fédérateur que le gouvernement Asquith avait l'intention de s'en servir pour réunir ses forces, lorsque sa popularité se mit à décliner, à la suite, notamment, du mouvement des suffragettes, des grandes grèves et du retour du problème irlandais sur le devant de la scène. Lloyd George prévoyait, en effet, une importante réforme agraire, dans les dernières années avant la guerre :

***By making the Land issue, in all its ramifications, the most prominent one in British politics, and not Home Rule or Tariff Reform, Lloyd George hoped to revive both the Government's fortunes and the fervour of its supporters***<sup>365</sup>.

Ses deux discours programmatiques ainsi que la parution du premier volume du rapport du Land Enquiry Committee, en 1913, furent l'occasion d'un débat où s'affrontaient deux optiques différentes. Les conservateurs proposaient de soutenir l'accès à la propriété par des aides de l'État, afin de permettre aux tenanciers de racheter leurs fermes, ainsi que le repeuplement des campagnes après l'exode rural. Les propositions de Lloyd George étaient, quant à elles, plus conformes à la conception du « nouveau libéralisme » puisqu'elles consistaient à créer un « Ministère des Terres » qui assurerait la protection légale du fermier ainsi que la fixation légale du salaire des ouvriers agricoles :

***A ce ministère de poursuivre la révision du cadastre prescrite par le budget de 1909, et déjà pour les deux tiers accomplie ; à lui d'acquérir les terres en friche, de les planter en bois, de les assécher, de les mettre en état d'être rendues aux mains des cultivateurs ; à lui de fixer les rapports entre propriétaire foncier et fermier, entre fermier et ouvrier agricole, et même d'une manière générale, les rapports entre propriétaire foncier et locataire, à la ville comme à la campagne.***

<sup>364</sup> R. MARX, *L'Angleterre de 1914 à 1945*, p. 21.

<sup>365</sup> C. WRIGLEY, *Lloyd George*, p. 54.

**Halévy 454)**

Hobhouse partageait l'opposition du ministre à la politique de petits propriétaires indépendants : « **Si la terre devait être rachetée, ce ne pouvait être qu'au bénéfice de la collectivité toute entière** <sup>366</sup>. » Grâce à la distinction entre le contrôle pour l'usage et le contrôle absolu, Hobhouse prônait, dans le cas de la terre, notamment, la création d'une classe de tenanciers plutôt que de petits propriétaires. La propriété individuelle, même sous une forme plus égalitaire parce que mieux répartie, était moins propice au Bien Commun que la propriété collective avec usage individuel.

L'auteur était aussi partisan d'une réforme de la propriété foncière en zone urbaine, parce qu'il était scandalisé par la plus-value qui était la conséquence de l'exode rural :

**Comme nous en informe C.E. Mingay, en 1895, 162000 livres sterling, soient 61% des revenus du duc de Westminster provenaient de ses propriétés urbaines, cas extrême mais non isolé de l'accroissement gigantesque des fortunes provoqués par l'urbanisation. (Chrétien 28)**

Il s'agissait là d'un exemple typique d'un enrichissement non-mérité ; l'essor de l'industrie avait attiré les gens en ville, et les propriétaires des logements s'étaient contentés de tirer les bénéfices de cet afflux considérable de population. Greenleaf<sup>367</sup> rappelle qu'en 1911, un cinquième de la population totale de l'Angleterre et du Pays de Galles résidait dans Londres et sa banlieue (*Greater London*). En outre, de nombreuses habitations étaient des taudis, ce qui était particulièrement inacceptable, compte tenu des bénéfices réalisés par les propriétaires. Une organisation rationnelle de l'économie aurait nationalisé la propriété foncière urbaine dès le début de l'exode rural. A défaut, l'État devait immédiatement prélever la plus-value, et se rembourser des dépenses faites en matière d'aménagement du territoire en zone urbaine, tandis qu'il devait organiser la propriété foncière de façon à ce qu'à l'avenir, chaque individu puisse avoir l'usage d'une « propriété personnelle » afin de lui fournir des conditions susceptibles de permettre son développement moral.

Ainsi, Hobhouse ne croyait pas à un retour à la terre ou à un repeuplement des campagnes, même sous l'impulsion de la réforme agraire que désirait Lloyd George. On ne reviendrait pas à une situation idyllique de petits propriétaires fonciers indépendants, et les problèmes de la pauvreté dans les villes trouveraient leur solution dans le contrôle de l'économie et non dans une réforme de la propriété foncière. En effet, Hobhouse ne doutait pas que la nature du système économique avait été définitivement changée par la révolution industrielle, comme l'avait stigmatisé Arnold Toynbee<sup>368</sup>, l'un des pères du « nouveau libéralisme » : « **L'essor de l'industrie à grande échelle a supprimé la possibilité de résoudre le problème économique par toute forme d'individualisme** <sup>369</sup> ». Sur ce point l'analyse de Hobhouse est particulièrement intéressante : en effet, comme nous l'avons écrit, au stade de l'industrialisme avancé (*advanced industrialism*), la propriété est de plus en plus divisée entre ses deux aspects (usage et contrôle absolu) ;

<sup>366</sup> Halévy, p. 454.

<sup>367</sup> Greenleaf / p. 92.

<sup>368</sup> Voir *Lectures on the Industrial Revolution in England*.

par conséquent, la répartition de la propriété de manière à ce que chacun possède une part des moyens de production, voire une part de son entreprise, n'est pas susceptible d'améliorer la situation sociale des travailleurs. L'idée d'une société de « petits porteurs » n'offre guère d'intérêt, parce que les conditions de travail n'en seront pas modifiées. C'est donc bien la notion de propriété privée en tant que fondement principal de la liberté (économique), et non pas seulement sa répartition, qui se trouve remise en question à ce stade de l'évolution économique :

***As the scale of production extends, it is less and less possible for men in general to own the means of making their own livelihood. A man may own a share in the railway on which he works, but the share does not affect his title to his particular job on the line. In industrial society economic freedom must be sought on other lines, on lines which will be found to involve limits to the rights of private property. (TP 283)***

#### 4. Le « nouveau libéralisme » : entre socialisme et capitalisme

---

De même que la philosophie et la pensée politique de Hobhouse prétendent concevoir un équilibre entre l'individualisme et le collectivisme, l'examen de la pensée de Hobhouse en matière d'organisation économique fait apparaître sa situation intermédiaire entre le capitalisme<sup>370</sup> et le socialisme. Certes, l'auteur s'est toujours appliqué à prouver la cohérence de son organisation sociale avec les principes du libéralisme, et nous avons déjà écrit en quoi celle-ci peut effectivement être considérée comme fidèle à ceux-ci. Or, sur le plan strictement économique, ils ne sont pas incompatibles avec le socialisme :

***Pursuing the economic right of the individual we have been led to contemplate a Socialistic organization of industry. But a word like Socialism has many meanings, and it is possible that there should be a Liberal socialism, as well as a Socialism that is illiberal. (Lib 79/80)***

Du propre aveu de l'auteur, une société libérale peut posséder une organisation sociale de type socialiste, parce que, comme l'a montré l'histoire, le marché libre n'est pas propre à réduire les inégalités sociales et, par conséquent, à garantir la liberté de tous. « **Stimulés par la critique socialiste**<sup>371</sup> », le libéralisme et son organe politique, le parti libéral, ont donc compris que les besoins de la justice sociale exigent que l'on redistribue les richesses, ce qui implique une réforme de la propriété privée. Selon l'auteur, il y a là indéniablement un rapprochement avec le socialisme, mais il ne sera complet que si le libéralisme ose aller au bout de sa remise en question de l'économie de marché, et supprime le principe de la concurrence entre les individus comme base du système économique, pour le remplacer, comme nous l'avons vu, par le principe coopératif. A ce

---

<sup>369</sup> EP p. 191 : « The rise of large-scale industry has abolished the possibility of any form of individualism as a general solution of the economic problem. »

<sup>370</sup> Hobhouse n'utilise pas ce terme, nous l'employons ici pour distinguer l'organisation économique généralement associée au libéralisme traditionnel.

<sup>371</sup> TP p. 279 : « the stimulus of socialistic criticism ».

sujet, le parti libéral et ses sympathisants sont divisés :

***One school, not large in point of numbers but influential from its activity and concentration, finds the root of economic injustice in monopoly in general and in the land system in particular. It contends for the absorption of monopoly values by the community and its ideal is ultimately State or municipal ownership of land. (« Contending Forces » 367)***

Certains se contentent dans le sillage de Cobden, de vouloir mettre fin aux monopoles, et se satisfont du rapprochement avec le socialisme exprimé par la politique du gouvernement Asquith mais demeurent individualistes, c'est-à-dire partisans, pour le reste, d'une économie aux mains du privé. Hobhouse croit, néanmoins, qu'une majorité de libéraux prônent, désormais, une organisation socialiste :

***[...] the other school, or set of schools, are Socialistic in the varying degrees and senses covered by that elastic and much abused term. In general they agree with the land-reformers in their positive policy, but they do not draw the line either at the land or at monopoly in general; They cherish at bottom a different ideal of society, in which competition is a motive replaced by the conception of social function and the just appointment of reward in accordance with service rendered. (« Contending Forces » 367)***

Comme l'écrit l'auteur, il reste que le terme de socialisme recouvrait, à l'époque, nombre de doctrines qui étaient parfois contradictoires. Tous les socialismes ont le mérite de voir que l'égalité politique suppose l'égalité économique. Cependant, le socialisme qu'il appelle « mécanique » propose une analyse trop simpliste : il attribue la plus-value uniquement au travail, ce qui le conduit à la vision réductrice de la lutte des classes. Il explique les questions sociales uniquement par des phénomènes économiques ; ceci équivalait pour Hobhouse à une interprétation erronée de l'histoire. Ainsi il apparaît, après la guerre des Boers et surtout après la première guerre mondiale, que Marx, auquel Hobhouse reconnaît le mérite d'avoir su prédire le développement des trusts (*combination*), n'aurait pas accordé suffisamment d'importance aux phénomènes de l'impérialisme et du nationalisme. C'était la guerre qui était à l'origine de la chute de nombreux gouvernements dont celui de la Russie.

Un autre point commun entre le libéralisme de Hobhouse et le socialisme est la distinction entre « l'appropriation des moyens de production et l'appropriation des fruits du travail<sup>372</sup> », c'est-à-dire entre la « propriété de pouvoir » et ce que nous avons appelé la « propriété personnelle ». Ainsi, il semble que l'auteur ait assimilé le socialisme libéral à la réorganisation économique issue de l'analyse fonctionnaliste. En effet, le socialisme est fondé sur l'échange de l'accomplissement d'une fonction contre l'usage d'une propriété dont le contrôle absolu revient aux instances collectives. Cet élément différencie le socialisme du communisme :

***To the Communist all things are equally the objects of enjoyment, without payment made or service rendered. To the Socialist — or indeed to any society so far as the socialistic principle is applied — property is not common to all, but is held in common for all, and its assignment or apportionment is a matter of***

<sup>372</sup> EP, p. 196 : « There remains the Socialistic conception of property, the term by which in general we may express any theory which distinguishes between the appropriation of the means of production and the appropriation of the fruits of labour. »

**collective regulation. (EP 197)**

Le socialisme, même celui des Soviets, ne supprime pas la propriété, il la transforme en propriété commune. Pour Hobhouse, il est préférable que la propriété d'usage reste privée, parce que, sauf dans le cas d'usage commun consensuel comme le jardin public, ou d'usage commun nécessaire comme la route, l'usage privé est plus simple, plus satisfaisant pour l'individu et plus efficace en ce qui concerne les moyens de production. Comme nous l'avons écrit, l'organisation économique de Hobhouse est mixte, associant entreprise d'État et entreprise privée. Sur le plan économique, c'est en ce sens que le socialisme libéral ou, selon la formulation utilisée par la critique, le libéralisme social, offre une possibilité de réconciliation entre la liberté d'entreprendre propre à l'organisation capitaliste et la suppression du capitalisme en tant que « régime économique et social dans lequel les capitaux, source de revenu, n'appartiennent pas, en règle générale, à ceux qui les mettent en oeuvre par leur propre travail<sup>373</sup> ». Hobhouse prétend donc proposer une solution libérale à ce qu'il détermine comme le problème essentiel du socialisme :

***The problem before the Socialist has always been to consider how this collective regulation can be accommodated to the free initiative and enterprise of the individual; and it may be doubted, upon purely socialistic principles, this problem is capable of solutions. (EP 197)***

Si le socialisme préserve la possibilité de l'entreprise individuelle en continuant de permettre la propriété d'usage privée et si, par ailleurs, il accepte de protéger la liberté de l'individu et son développement moral, il est libéral. À partir de cette base théorique, on peut élaborer un programme commun de gouvernement qui réunirait les forces libérales et travaillistes, et serait caractérisé par une conception libérale de la liberté de l'individu et, par là, de l'organisation politique, en même temps que l'organisation économique serait d'essence socialiste. On éviterait, alors, les dérives anti-démocratiques de la période de l'impérialisme. Lors de l'écriture de *Liberalism*, Hobhouse pensait encore que cette alliance, incarnée en principe par les députés *Lib-Lab*, était imminente :

***The growing co-operation of political Liberalism and labour, which in the last few years has replaced the antagonism of the 'nineties, is no mere accident of temporary political convenience, but it has its roots deep in the necessities of Democracy. (Lib 102)***

En effet l'élection du gouvernement libéral, avait mis fin à la carrière des Limps et à la tentative d'infiltration des Fabiens. Le danger du « **développement du libéralisme vers le socialisme** », qui lui avait semblé à l'époque de la guerre des Boers correspondre à la trahison des idéaux libéraux en faveur de l'impérialisme<sup>374</sup>, s'était donc estompé. Dès lors, il était possible de concevoir la réunion des mouvements progressistes en un groupe fidèle aux principes éthiques du libéralisme et uni contre la réaction de l'oligarchie :

***Amid all differences and conflicts one idea is common to the modern democratic movement, whether it takes the shape of revolution or reform, of Liberalism or***

<sup>373</sup> Définition donnée par le petit Robert, édition 1987.

<sup>374</sup> *Democracy and Reaction*, p. 12 : « The socialistic development of Liberalism paved the way for imperialism by diminishing the credit of the school which had stood most stoutly for the doctrines of liberty, fair dealing, and forbearance in international affairs. »



***Socialism. The political order must conform to the ethical idea of what is just.  
(Democracy and Reaction 118)***

Cependant, à son grand désarroi, les événements historiques en décidèrent autrement, et dans le monde, les théories politiques qu'il appelait « socialisme mécanique » (celui qui attribue la plus-value uniquement au travail, ce qui le conduit à la vision réductrice de la lutte des classes) et le « socialisme officiel » (celui des Fabiens), prirent le pas sur le socialisme libéral, tandis qu'en Angleterre le parti libéral fut, selon la formulation de Dangerfield, l'objet d'une « étrange mort ».



# TROISIÈME PARTIE LA PENSÉE POLITIQUE DE HOBHOUSE À L'ÉPREUVE DE LA GUERRE

## CHAPITRE 8 LA POLITIQUE INTERNATIONALE : RAISONS DU SOUTIEN À LA GUERRE

### 1. Introduction

---

L'année 1914 est une des dates dont se sert l'historiographie pour marquer le passage d'une période historique à une autre : elle inaugure le 20<sup>e</sup> siècle en tant que période distincte de l'histoire, qualifiée par Hobsbawm d'« âge des extrêmes ». Cependant, à la différence d'autres dates généralement employées pour délimiter les périodes historiques, elle ne s'est pas seulement imposée au travers d'analyses rétrospectives : la guerre a engendré un sentiment de rupture fortement ressentie par les contemporains<sup>375</sup>. Ainsi, au

---

<sup>375</sup> Voir E. HOBSBAWM, *Age of Empire*, notamment l'introduction « Overture ».

moins en Europe, on pressent que la première guerre mondiale fait partie de ces événements déterminants qui inaugurent une ère nouvelle où rien ne semble plus devoir être comme avant. La Grande Guerre cristallise la transformation d'un monde, non seulement parce qu'elle constitue un traumatisme mais aussi parce qu'elle correspond à la fois à des bouleversements sociaux et politiques et, par conséquent, à un brusque changement d'état d'esprit général<sup>376</sup>.

En ce qui concerne Hobhouse, elle est aussi déterminante ; il nous semble, que lors de la première guerre mondiale, d'une part en tant qu'étape dans les relations internationales et, d'autre part, en tant que tournant dans la politique intérieure de la Grande-Bretagne, la pensée hobhousienne fut confrontée à de nouvelles problématiques auxquelles la philosophie et la politique élaborées dans les années précédentes parvenaient mal à répondre. En effet, comme nous l'avons écrit dans la deuxième partie du présent ouvrage, la période des gouvernements Campbell-Bannerman et Asquith incarnait, aux yeux de l'auteur, à la fois l'espoir d'un progrès social et la preuve de la justesse de sa théorie d'évolution historique vers l'harmonie : même si les changements lui paraissaient peut-être trop timides, ils allaient dans le bon sens. Surtout, la tendance globale de l'évolution historique, telle qu'il l'avait interprétée et compte tenu des inévitables reculs momentanés<sup>377</sup>, demeurait cohérente, et indiquait que l'avenir serait libéral, au sens où Hobhouse entendait ce terme. Ainsi, l'ouvrage *Liberalism* se termine par un chapitre au titre éloquent « *The Future of Liberalism* » et exprime tout l'optimisme de l'auteur. Afin de distinguer entre le discours de l'avant-guerre et celui qu'adopta Hobhouse par la suite, nous proposons de nous arrêter sur ce texte.

## 2. L'avenir du libéralisme selon Hobhouse en 1911

---

A la fin du 19<sup>e</sup> siècle, le libéralisme avait été menacé sur sa droite par l'impérialisme et sur sa gauche par le socialisme ou la social-démocratie : bien que radicalement opposés « **ces deux groupes étaient d'accord sur une chose : ils allaient se partager l'avenir** <sup>378</sup> ». L'impérialisme avait pour programme de soumettre les peuples colonisés et d'écraser les républiques du Transvaal et de l'Orange Free State, tandis qu'en Angleterre, le parti conservateur, que Hobhouse assimilait à l'impérialisme en les classant tous deux dans le camp de la réaction, voulait s'attaquer aux acquis du libéralisme, s'apprêtant à ré-établir l'Eglise, favoriser les intérêts des producteurs d'alcool (*liquor interests*) et mettre en place le protectionnisme. Les mesures sociales et l'encouragement à la consommation d'alcool devaient garantir la discipline et l'efficacité (*efficiency*) des masses. Effrayés par les défaites de 1899 en Afrique du Sud et par la concurrence commerciale de l'Allemagne, les réactionnaires s'étaient, en quelque sorte, repliés sur leur territoire et dépensaient des

<sup>376</sup> Selon *Greenleaf I*, p. 51 : « [...] the war of 1914-18 [...] constitutes the great watershed, the event of most traumatic significance. It was widely recognized as such both at the time and subsequently. »

<sup>377</sup> Rappelons que pour Hobhouse le progrès n'est pas linéaire.

<sup>378</sup> *Lib* p. 103 : « Opposed in everything else, these two parties agreed in one thing. They were to divide the future between them. »

sommes énormes pour construire des cuirassés. Le conservatisme disposait encore, à l'heure où Hobhouse écrivait, d'un programme cohérent : « ***l'idéal d'une nation efficace et disciplinée qui serait le centre et la force dominante d'un empire militaire puissant et auto-suffisant***<sup>379</sup>. »

Pendant la même période, le socialisme avait émergé : la crise économique qui débuta en 1872, fit apparaître les limites du libre-échange. Green et Toynbee contribuèrent à débarrasser le libéralisme de la conception individualiste de la liberté tandis que les Fabiens ramenèrent « le socialisme sur terre<sup>380</sup> », en définissant les fondements d'un socialisme non-utopique et non-révolutionnaire. Un redéploiement de l'échiquier politique en une simple opposition entre les forces de la propriété et les démocrates était imminent. Mais la question irlandaise en 1884 précipita la division du parti libéral qui, affaibli, ne sut pas traiter la question sociale comme il se devait, tandis que le mouvement travailliste se renforçait au travers des syndicats et que naissaient les théories organiques qui reliaient les questions sociales au rôle de l'État. Heureusement, la politique du gouvernement unioniste finit par déclencher une réaction de la part des libéraux et de leur dirigeant Campbell-Bannerman, qui eut le courage de s'opposer à la guerre des Boers. Enfin, l'alliance contre le protectionnisme consacra l'union du travaillisme et du libéralisme :

***The socialists of practical politics, the Labour Party, found that they could by no means dispense with the discipline of Cobden. Free Trade finance was to be the basis of social reform. Liberalism and Labour learned to co-operate in resisting delusive promises of remedies for unemployment and in maintaining the right of free international exchange. (Lib 107)***

Selon l'auteur, cette alliance devait constituer le pôle de progrès qui pourrait mener la société vers l'organisation sociale décrite dans la deuxième partie de cet ouvrage. La collaboration des partis travailliste et libéral était la manifestation de leurs prises de conscience respectives que leur but était le même :

***The result is a broader and deeper movement in which the cooler and clearer minds recognize below the differences of party names and in spite of certain real cross-currents a genuine unity of purpose. (Lib 109)***

Le bref exposé des événements qui précédèrent cette union fait apparaître les aspects fondamentaux qui la constituent. Elle s'établit sur le libre-échange, sur un idéal pacifique, sur une politique internationale respectueuse de la liberté des peuples, de même que sur une conception de la justice sociale qui implique une redistribution des richesses et, donc sur l'intervention de l'État, et enfin, sur la démocratie qui garantit le respect des libertés de l'individu. En outre, il faut retenir que, pour Hobhouse, ces principes sont indissociables et forment une unité de pensée compatible avec la mise en place de l'harmonie sociale. Parce qu'elle se fondait, avant tout, sur des principes moraux, l'analyse de Hobhouse était très tranchée : toute entorse à ces principes relègue son auteur dans le camp adverse, celui de la réaction.

<sup>379</sup> Lib p. 105 : « [...] the ideal of the efficient, disciplined nation, centre and dominating force, of a powerful self-contained militant empire. »

<sup>380</sup> Lib p. 105 : « [...] the Fabian Society brought Socialism down from heaven. »

### 3. Le tournant de la guerre dans la pensée hobhousienne

---

Une telle position était encore possible à l'aube de la guerre parce qu'il semblait à l'auteur que le pôle progressiste regroupait des forces suffisamment nombreuses pour qu'elles réussissent à imposer l'idéal du « nouveau libéralisme ». Mais la guerre vint bouleverser cette situation et on entra dans une période sombre qui semblait apporter un démenti cynique à l'optimisme exprimé dans la conclusion de *Liberalism*, et, plus généralement, jeter le doute sur la conception de l'histoire en tant que progrès. Hobhouse fut ainsi contraint de prendre parti dans des questions qu'il avait évitées en temps de paix, notamment en choisissant de ne pas se rallier aux opposants à la guerre.

Il semble donc que la guerre, en tant que période, constitua un défi pour Hobhouse, qui devait, désormais, rendre compte d'une réalité nouvelle et, à en juger d'après les écrits d'avant-guerre, imprévue. La pensée hobhousienne connut alors, sinon une évolution, du moins une affirmation de certaines de ses orientations au détriment d'autres aspects. A cette occasion, il semble que l'auteur éprouva des difficultés à conserver la cohésion remarquable de sa pensée, reflet de la conception organique, où tout se liait pour former une totalité extrêmement cohérente. Ainsi, la pensée apparaît parfois décousue et l'étude des écrits hobhousiens de la guerre révèle des contradictions que l'auteur parvient mal à masquer. Certes, la guerre donna lieu à un discours qui tentait d'expliquer ses origines dans le cadre du développement historique, qui avait toujours constitué l'angle d'approche de l'auteur, mais celui-ci ne parvint pas à rendre compte du fossé qui se creusait entre l'État tel que le « nouveau libéralisme » l'avait conçu et l'État tel qu'il émergeait pendant la guerre. En effet, Hobhouse avait construit sa pensée sur la négation de l'opposition entre les libertés individuelles et l'intervention de l'État, il avait aussi cru à la modernité du parti libéral qui, ayant révisé ses fondements idéologiques et s'étant allié avec les forces populaires, devait mener le pays sur la voie de l'harmonie sociale. Or, dès l'entrée en guerre, ces convictions furent sapées par de nombreux événements ; dans cette mesure, le sort de la pensée de l'auteur apparaît intimement mêlé au contexte national et international de la guerre. Par conséquent, nous proposons, dans notre dernière partie, d'examiner les aspects de la pensée de l'auteur caractéristiques de cette période et nous tenterons de souligner leur lien avec les événements du moment.

### 4. Fidélité aux libéraux et au libéralisme

---

La première difficulté que rencontra Hobhouse coïncide précisément avec l'entrée en guerre, puisqu'il lui fallait déterminer une position de soutien ou d'opposition à l'action du gouvernement : il opta pour un soutien critique de la politique de celui-ci, pour des raisons complexes qui doivent à la fois à ses liens avec ses amis politiques et à sa théorie politique. Le ralliement à la décision d'entrer en guerre ne fut certainement pas facile pour l'auteur. Il fut, d'abord, aux côtés du « petit Groupe pour la Neutralité (avec Lord Courtney et Lord Bryce)<sup>381</sup> ». Au sein même du gouvernement se trouvaient d'autres opposants à la

---

<sup>381</sup> Hobson p. 49 : « Hobhouse's sympathies were with the little Neutrality Group (including Lord Courtney and Lord Bryce). »

guerre : les trois John (Burns, Morley, Simon) ainsi que Lord Beauchamp, Charles Trevelyan, et surtout Lloyd George<sup>382</sup>, ne partageaient pas l'enthousiasme populaire. Jusqu'au dernier moment, ils menacèrent de démissionner si le gouvernement se rangeait à l'opinion de Grey et acceptait d'entrer en guerre. Le *Manchester Guardian* était également opposé à la déclaration de guerre. Le journal de C. P. Scott indique que celui-ci fit son possible pour tenter d'influer en faveur de la non-intervention dès l'ultimatum autrichien à la Serbie. Hobhouse était évidemment tout à ses côtés sur cette question, pourtant, comme Scott, il refusa de rejoindre les pacifistes le soir du 4 août, mais sembla emboîter le pas aux dirigeants libéraux qui, à l'exception de Morley (ministre de l'Inde), de Burns (président du conseil de gouvernement local) et Trevelyan (sous-secrétaire d'État de l'éducation) préférèrent, finalement, rester au pouvoir et oeuvrer pour la victoire.

Hobhouse ne rallia pas les opposants à la guerre qui, à l'initiative de Trevelyan, se réunirent dans l'Union of Democratic Control. Ce fait peut sembler relativement surprenant pour plusieurs raisons. D'abord l'UDC regroupait de nombreux proches de Hobhouse, dont Hobson et Margaret Llewelyn-Davies. Le journal la *Nation*, dont Hobhouse était un collaborateur régulier, lui apporta son soutien, mais l'auteur se rangea du côté du *Manchester Guardian*, semblant indiquer ainsi qu'en cas de divergence, ses sympathies restaient en priorité acquises à la ligne éditoriale de ce dernier plutôt qu'à la position de Massingham, rédacteur en chef de la *Nation*. Ce fait semble constituer l'une des explications au ralliement de Hobhouse à ceux qui choisirent de se ranger aux côtés du gouvernement dans sa décision d'entrer en guerre.

#### 4.1. Critique de la diplomatie de Grey

Toutefois, avant d'envisager le sens de l'écart entre Hobhouse et ses amis de l'UDC et de *The Nation*, il semble qu'il faille d'abord se concentrer sur les questions de politique étrangère que la guerre mettait en lumière. Le refus de Hobhouse d'adhérer à l'UDC est, en effet, aussi surprenant parce que les positions du mouvement semblaient tout à fait conformes à celles de l'auteur. Les trois objectifs principaux de l'UDC étaient les suivants : premièrement, il devait y avoir, à l'avenir, un contrôle parlementaire de la politique étrangère ; deuxièmement, les démocraties européennes devaient entamer, à la fin de la guerre, des négociations pour former une organisation dédiée à la prévention des conflits ; enfin, troisièmement, les conditions de paix ne devaient pas être humiliantes pour le vaincu et ne consacraient pas de frontières artificielles susceptibles d'engendrer des nouveaux conflits. L'UDC tenait la diplomatie secrète de Grey pour responsable de l'entrée en guerre, opinion que partageaient Lloyd George<sup>383</sup>, d'une part, et Scott et Hobhouse, d'autre part, qui jugeaient que la politique étrangère du gouvernement libéral avait fait montre d'antagonisme vis-à-vis de l'Allemagne, et qui n'avaient, en outre,

---

<sup>382</sup> Voir J. CHARMLEY, *Splendid Isolation (Britain and the Balance of Power 1874-1914)*, p. 393. Cet ouvrage est désormais abrégé « Charmley ».

<sup>383</sup> Voir Charmley, p. 331 Lloyd George aurait eu ce commentaire : « Edward Grey is one of the two men primarily responsible for the war. »

aucune sympathie pour le ministre des affaires étrangères depuis son soutien à l'intervention en Afrique du Sud. Ainsi, Hobhouse résumait l'attitude de la Grande-Bretagne envers l'Allemagne, et la saga des *dreadnoughts* dans les années d'avant-guerre sur un ton plutôt critique :

***The half-patronizing friendship for Germany rapidly gave way, first to commercial jealousy, and then to unconcealed alarm for our national safety. All the powers of society were bent on lavish naval expenditure, and of imposing the idea of compulsory service on reluctant people. (Lib 104)***

Le *Manchester Guardian* avait toujours critiqué la course aux armements : en 1909, il prit parti contre Reginald McKenna, alors ministre de la marine, et Asquith, lorsqu'ils réclamèrent plus de cuirassés, tandis que Lloyd George et Churchill préféraient allouer plus d'argent à la politique sociale. Il afficha la même position lorsque, à son tour, Churchill réclama la construction de quatre nouveaux bateaux en janvier 1914<sup>384</sup>. En effet, alors que Scott et Hobhouse étaient pourtant très versés dans les questions internationales, ils ne semblaient pas prendre la mesure de la menace allemande. Pour eux, la politique de l'équilibre des puissances en Europe (*balance of power*) de Grey, masquait une certaine germanophobie. Lors de la crise du Maroc en juillet 1911, par exemple, Scott parlait, dans son journal intime, du « **microbe de la germanophobie**<sup>385</sup> » dont certains hommes politiques auraient été victimes. Il écrivit une lettre à Asquith, en tant que responsable libéral à Manchester, pour le mettre en garde contre une guerre avec l'Allemagne<sup>386</sup>, et récusait l'argument qu'employait Grey pour justifier le soutien britannique à la France, à savoir que les routes commerciales étaient menacées. En outre, il lui fit connaître sa position sur les exigences territoriales de l'Allemagne au Congo : il ne voyait aucun inconvénient à ce que celle-ci possédât un comptoir commercial en Afrique occidentale.

#### 4.2. Fidélité à Scott et Lloyd George

Cet épisode connut un dénouement qui nous semble révélateur des liens entre le *Manchester Guardian* et le pouvoir. Selon T. Wilson, on pria Scott de ne plus écrire sur la question dans son quotidien avant d'avoir vu Lloyd George, qui lui demanda de ne pas se désolidariser de la position du gouvernement sur cet événement. Plus tard, Scott rencontra Grey qui lui expliqua que la Grande-Bretagne devait intervenir aux côtés de la France pour ne pas consacrer la domination allemande en Europe, ce qui signifierait l'isolement pour la Grande-Bretagne et le risque de se retrouver face à un bloc des nations continentales. Ainsi, concernant les affaires étrangères au moins, il apparaît que le *Manchester Guardian* ne pouvait pas s'éloigner tout à fait librement de la ligne gouvernementale qui était, rappelons-le, la ligne libérale. Il semble, en outre, que Hobhouse lui-même fût contraint à la même circonspection, en tout cas pour ce qui concerne ses écrits dans le journal. Cependant, cette retenue ne relève pas, à notre avis,

<sup>384</sup> Voir T. WILSON, *The Political Diaries of C. P. Scott, 1911-1928*. Cet ouvrage est désormais abrégé « *Wilson* ».

<sup>385</sup> Cité par *Wilson* p. 48.

<sup>386</sup> Lettre de CP Scott à Asquith le 20/7/11, citée par *Wilson*, p. 44.



de l'autocensure et il ne faut en déduire que Hobhouse était en quelque sorte bâillonné sur les questions internationales. En revanche, nous pensons que la collaboration et l'amitié avec Scott étaient déterminantes : si leur correspondance fait état de certaines divergences, elle indique surtout une influence mutuelle ainsi qu'une confiance qui signifiait qu'en cas de doute Hobhouse s'en remettait aisément à l'avis de Scott. Or celui-ci était proche de Lloyd George, et informait régulièrement Hobhouse de ses échanges avec le Chancelier de l'Echiquier. Par conséquent, il semble que l'on puisse parler sinon d'une influence, du moins d'un lien indirect entre Lloyd George et Hobhouse, et les années d'avant-guerre témoignent effectivement d'une proximité de point de vue entre les deux hommes : sur le plan des affaires intérieures, Lloyd George était considéré comme le principal instigateur des réformes sociales, tandis que sur le plan international, Hobhouse, notamment de par son travail d'éditorialiste du *Manchester Guardian*, exprimait des opinions proches de celles du ministre.

La solidité des liens entre Scott et Lloyd George ainsi que la sympathie, plus relative, de Hobhouse pour ce dernier<sup>387</sup> ont essentiellement leur origine dans le conflit en Afrique du Sud, dont nous avons déjà mentionné le rôle fondateur dans les allégeances politiques de l'auteur. Dès la guerre des Boers, la plupart des dirigeants de 1914 étaient déjà présents à la direction du parti libéral et Lloyd George s'était acquis le soutien du *Manchester Guardian* lorsque, avec Campbell-Bannerman, il avait déclaré que cette guerre était immorale<sup>388</sup>. A l'inverse, Asquith, Grey et Haldane avaient fondé, avec Lord Rosebury, la Liberal League pour soutenir la politique impérialiste du gouvernement. Cette division des libéraux pesa lourd sur les années qui suivirent : même si le parti était réconcilié lors de son accession au pouvoir, la méfiance régnait entre les gladstoniens, comme Morley, et les « ligueurs » (*Liberal Leaguers*). Selon Charmley, ces derniers ne constituaient pas, à proprement parlé, un clan au sein du gouvernement libéral, mais la politique étrangère resta le reflet de l'esprit qui avait animé la ligue :

***The unity of the 'Liberal Leaguers' should not be exaggerated: Asquith took little interest in foreign affairs, and Haldane could hardly be classed as a Germanophobe; there is, nevertheless, a kernel of truth in the comment that 'the Liberal League did not vanish. What happened is simply that in 1905 it absorbed the Liberal Government. And that is why we went to war in 1914.' The Government was not 'absorbed' but foreign policy was. (Charmley 332)***

Scott et Hobhouse conservèrent aussi toute leur méfiance envers les anciens membres de la Liberal League : dès 1908, une lettre de Hobhouse à Scott indique son antipathie envers Asquith. A l'occasion du remplacement de Campbell-Bannerman, les deux hommes auraient préféré que soit suivie la direction suggérée par Lloyd George, c'est-à-dire un renforcement du poids des radicaux au sein du gouvernement :

***I am clear now that we cannot directly oppose Asquith for the present. But I think we ought at the outset to indicate reserves, and to press in the direction George suggests. (03/03/08, Wilson 30)***

<sup>387</sup> La correspondance entre C. P. Scott et L. T. Hobhouse montre que Hobhouse est plus méfiant envers Lloyd George, cependant, jusqu'au gouvernement de 1916, il semble assez bienveillant.

<sup>388</sup> Voir S. J. LEE, *Aspects of British Political History 1815-1914* p. 206. Cet ouvrage est désormais abrégé « Lee 1 ».

Comme l'indique Wilson, cette lettre fut suivie d'un éditorial virulent où le *Manchester Guardian* expliquait sa réserve face à la nomination d'Asquith et son soutien à Lloyd George :

***Those liberals who look to the party for the resolute championship of democratic ideas at home and abroad cannot entrust him [Asquith] with their political destinies with the kind of confidence which they extend to the present Prime Minister [Campbell-Bannerman] [...] Men like Mr Lloyd George, for example, whose official career has been one unbroken series of brilliant success, would, if their authoritative position was adequately recognised, serve as a guarantee to the party at large. (06/03/08 Wilson 30, 31)***

A l'aube de la guerre, Lloyd George était donc, aux yeux de Hobhouse, le meilleur représentant de la politique sociale du « nouveau libéralisme », en même temps que l'un des libéraux qui avaient su rester fidèles à l'esprit de Gladstone en matière de politique étrangère. Les années depuis le début de la guerre des Boers avaient donc consacré une relation privilégiée entre Lloyd George, Scott et, par extension, Hobhouse. Il nous semble trouver là l'une des explications de l'attitude de Hobhouse au début de la guerre. Les trois hommes avaient été unis contre la guerre des Boers dans un même respect des principes gladstoniens, et, dans la mesure où les deux premiers apportèrent leur soutien, chacun à leur manière, au premier gouvernement de guerre, Hobhouse ne pouvait que les suivre, dans une sorte de répétition de leur alliance lors de la guerre des Boers, et ce d'autant plus que la décision dut être prise dans la précipitation, parce qu'aucun des trois hommes ne s'attendaient à la guerre. Une lettre de Scott à Hobhouse, écrite peu après le 4 août 1914, évoque le ralliement au gouvernement, malgré les réticences, et indique à la fois le rappel de la guerre des Boers et le sentiment de précipitation :

***Many thanks for your letters. I am so glad you approve of what we have done. I was working desperately all Saturday and Sunday to work up opposition to the war [...] but events moved too fast and it was all in vain. It reminded me terribly of all that went before the Boer War. (Wilson 99)***

En effet, jusqu'au dernier moment, Hobhouse et Lloyd George pensaient que les relations entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne s'étaient améliorées depuis 1912 et que la perspective d'un conflit était désormais lointaine. Hobhouse écrivait à Scott le 4 juin 1913 que le comité de politique étrangère auquel il appartenait pensait peut-être se dissoudre, maintenant que la situation paraissait meilleure<sup>389</sup>. La correspondance entre Scott et Hobhouse indique qu'à la veille de la guerre, les deux hommes étaient surtout préoccupés par la question irlandaise<sup>390</sup>. Quant à Lloyd George, il apparaît qu'il fut d'un optimisme persistant jusqu'à l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie :

***Speaking at the Mansion House on 17 July, Lloyd George declared that while there was never a 'perfect blue sky in foreign affairs', he expected to get over the current difficulties well enough. On 23 July, he told the Commons that relations***

<sup>389</sup> Cité par Wilson p. 90 : « Our Foreign Policy Committee has been considering what we should do of the changed situation, whether to dissolve or continue to urge the questions upon which we are not yet satisfied. »

<sup>390</sup> Ainsi Scott écrit à Hobhouse le 25 juillet 1914 : « I was delighted with your two leaders on the Irish question. They couldn't have been better. » (Correspondance Scott/Hobhouse).

*with Germany were 'very much better' than they had been 'a few years before'.*  
(Charmley 390)

## 5. Fidélité aux principes du libéralisme en matière de politique internationale

Il semble donc que l'on puisse distinguer une sorte de chaîne qui reliait Hobhouse au gouvernement libéral de 1914, par l'intermédiaire de maillons tels que Scott et Lloyd George, qui partageaient un même idéal pacifique. Mais la proximité avec les deux hommes était, on le sait, loin de former le seul lien de Hobhouse avec le parti libéral. Son attachement à celui-ci provenait surtout de sa position historique en matière de politique étrangère. Ainsi Hobhouse était attaché au parti libéral, plutôt qu'à une organisation d'inspiration socialiste comme le parti travailliste ou la société fabienne, notamment parce qu'il soupçonnait certains de ses membres les plus influents (Shaw et les Webb) d'impérialisme. Le progrès éthique qui inspirait à l'auteur son optimisme d'avant guerre était, en effet, conçu comme un progrès mondial et nécessitait que les relations entre les nations soient moralisées.

La pensée hobhousienne a toujours été fortement tournée vers une forme d'internationalisme, et celui-ci constitue un pan indissociable du système d'organisation sociale, au même titre que l'organisation à l'échelle nationale présentée dans notre deuxième partie. La réaction de l'auteur aux événements de 14-18 s'inscrit donc dans le cadre de son analyse des relations internationales, laquelle s'élaborait explicitement à partir du gladstonisme qui, dans le cadre du processus d'appropriation des grandes figures du libéralisme (le discours autogène sur les influences exposé en première partie), correspond à la vision internationaliste hobhousienne.

### 5.1. Gladstonisme

Pour l'auteur, l'essence du libéralisme qui sous-tendait le « nouveau libéralisme » tout autant que le libéralisme classique avait trouvé l'une de ses expressions les plus parfaites dans la politique étrangère de Gladstone. N'était-ce pas lui qui, en 1881, avait, justement, permis la constitution d'un gouvernement autonome des Boers, lors de l'accord de Majuba<sup>391</sup> ? A ce titre, Gladstone figure aux côtés de Mill au panthéon du libéralisme où tous deux incarnent le stade de l'évolution de ce dernier avant le passage au « cœur du libéralisme<sup>392</sup> », qui, selon Hobhouse, correspond, comme nous l'avons vu, au « nouveau libéralisme ». Ainsi, Hobhouse se référait aux mêmes principes que ceux que Gladstone avait évoqués pour justifier sa politique étrangère : « **Faire oeuvrer le concert européen pour la justice, la paix et la liberté... Voilà ce qui a toujours été mon idéal en politique étrangère**<sup>393</sup>. »

Même si Hobhouse consacre à peine trois pages à Gladstone dans *Liberalism*, le

<sup>391</sup> Voir *Lib* p. 50.

<sup>392</sup> Nous rappelons que ces stades sont signalés par des chapitres dans *Liberalism*, notamment chapitre V : « Gladstone and Mill » et chapitre VI « The Heart of Liberalism ».

simple fait qu'il soit l'une des deux seules personnes dont le nom figure dans le titre d'un chapitre suffit à prouver son importance aux yeux de l'auteur. Il est intéressant de constater que la présentation que Hobhouse fait de Gladstone participe du procédé de sélection des aspects compatibles avec son « nouveau libéralisme », qui caractérise sa stratégie de reformulation du libéralisme décrite dans notre troisième chapitre. A ce sujet, Clarke indique que T. H. Green avait aussi cherché à montrer que le gladstonisme « pouvait s'appliquer aux questions sociales et politiques<sup>394</sup> » : la démarche de Hobhouse n'était donc pas incongrue. L'auteur laisse l'adhésion de Gladstone au laisser-faire dans l'ombre, puisque, de manière très caractéristique, il minimise l'importance de cet aspect et s'applique à montrer que la pensée de Gladstone, comme son parcours politique, était en évolution et allait dans le bon sens, c'est-à-dire du conservatisme vers le libéralisme, avec l'adoption d'abord du libre-échange dans le sillage de Peel, puis du « principe représentatif<sup>395</sup> ». S'il concède brièvement que Gladstone ne se rallia pas aux « idées semi-socialistes<sup>396</sup> », il prend garde de ne pas souligner cette incompatibilité, pourtant évidente, entre le libéralisme gladstonien et le « nouveau libéralisme ». En outre, s'il admet que, pour ce qui est de l'économie, le premier ministre n'acheva pas son évolution, puisqu'il s'en tint aux principes « acquis lors de sa maturité<sup>397</sup> » et fut hermétique aux idées qui apparurent à la fin des années 1880, l'auteur croit pouvoir affirmer que les prémices du changement de vision économique (donc du ralliement au « nouveau libéralisme ») sont visibles dans les Irish Land Acts de 1870 et 1881 :

***Yet in relation to Irish land he entered upon a new departure which threw over freedom of contract in a leading case where the two parties were on glaringly unequal terms. (Lib 49, 50)***

Dès lors, il est possible de faire de Gladstone un héraut du « nouveau libéralisme », d'autant que le « nouveau libéralisme » de Hobhouse conservait les mêmes principes de politique étrangère, sans opérer de modification ou de reformulation notable. La tentative d'inscrire Gladstone dans le courant du « nouveau libéralisme » trouve toute sa logique quand on considère que Hobhouse voulait absolument que les questions internationales demeurent au centre de la politique, et que leur traitement repose sur les mêmes principes moraux, que Gladstone avait l'habitude de mettre en avant en diplomatie. Par conséquent, Gladstone devint l'incarnation de la politique diplomatique soumise aux principes éthiques de la pensée hobhousienne. Il est décrit comme un homme éminemment moral dont la politique n'aurait été inspirée que par une moralité sans faille. Hobhouse distingue donc un « principe gladstonien » (*Gladstonian principle*) qu'il oppose

<sup>393</sup> Gladstone cité par Charmley p. 176 : « The working of the European concert for purposes of justice, peace and liberty [...]. This has always been the ideal of my life in Foreign Policy ».

<sup>394</sup> P. Clarke, *Liberals and Social Democrats*, p. 14 : « In many respects Green stood for a gladstonian style of politics but he showed that the gladstonian appeal to conscience could be applied to social and economic questions too. »

<sup>395</sup> Lib p. 49 : « representative principle ».

<sup>396</sup> Ibid. : « semi-socialistic ideas ».

<sup>397</sup> Ibid. « acquired in middle life ».

à Machiavel et à Bismarck et qui fait partie intégrante des principes du libéralisme définis par l'auteur. En effet, le « principe gladstonien » participe de la conception organique qui considère le monde comme constitué de parties interconnectées :

***Gladstone proceeded on the principle that reasons of State justify nothing that is not justified already by the human conscience. The statesman is for him a man charged with maintaining not only the material interests but the honour of his country. He is a citizen of the world in that he represents his nation, which is a member of the community of the world. (Lib 50)***

Le vrai patriotisme consiste donc à être « **le champion de la justice** » ainsi que de la liberté et « **le défenseur des opprimés** »<sup>398</sup>. Il n'est, évidemment, pas question de discuter en détail ici la justesse de la description que l'auteur fait de Gladstone ; signalons, cependant, que la vision de Hobhouse est très idéaliste. Par exemple, Hobhouse pensait pouvoir affirmer que, s'il était encore là, Gladstone serait intervenu en faveur des Arméniens « **pour sauver l'honneur national et empêcher un mal monstrueux** »<sup>399</sup>, comme il l'avait fait pour les Grecs. Or, cette spéculation n'était guère risquée puisque l'un des traits caractéristiques de la politique étrangère de Gladstone, était la méfiance voire la haine envers les Turcs :

***He described her [Turkey's] culture as 'inferior' and her government as a 'bottomless pit of inequity and fraud'. The full measure of his hatred became apparent in his pamphlet on The Bulgarian Horrors and The Question of the East. (Lee 1 190)***

Mais, Hobhouse ne fait évidemment pas mention de cet autre éclairage des motivations de Gladstone dans sa politique à l'encontre de l'empire ottoman, qui aurait nuancé la vision idéaliste proposée au lecteur, et il choisit, donc, de l'expliquer exclusivement par des considérations morales. Ici Hobhouse exprime là peut-être plus son propre sentiment que celui, hypothétique, de Gladstone<sup>400</sup>, et laisse ainsi une nouvelle fois apparaître son idéal humanitaire, de même que la place prépondérante des principes moraux dans sa pensée.

## 5.2. Le discours de rationalisation de la guerre

Dans la tradition du libéralisme gladstonien, le pacifisme de Hobhouse n'équivaut pas à une absence d'intervention hors des frontières ou à une « splendide isolement ». C'est, au contraire, la concertation entre les nations qui est susceptible de promouvoir la paix aux côtés de la justice et de la liberté<sup>401</sup> : ce principe de l'intervention, au travers, notamment de la concertation diplomatique entre les nations, avait été délaissé, ce qui avait permis l'apparition des causes de la guerre. Cette dégradation des relations

<sup>398</sup> Lib 50, 51 : « Simply as a patriot, again, a man should recognize that a nation may become great [...] as the champion of justice, the seccourer of the oppressed, the established home of freedom. »

<sup>399</sup> Lib p. 50 : « to save the national honour and prevent a monstrous wrong ».

<sup>400</sup> Collini souligne que le rapprochement semble, en effet, peu naturel : « [Hobhouse] exploited the prestige of those figures in the Liberal Pantheon who could be represented as having intimations of the Progressive's case (not only were Mill and Green put to work in this way but also, even less plausibly, were Cobden and Gladstone). » Collini LS p. 96.

internationales fournit à Hobhouse le premier grand axe de ce que nous appelons « le discours de rationalisation de la guerre » pour désigner l'ensemble des écrits hobhousiens qui tentent d'expliquer l'avènement de la première guerre mondiale en tant qu'étape dans le développement historique qui constitue la trame de son analyse sociologique. En effet, selon une explication que l'auteur propose en 1915<sup>402</sup>, l'échec du concert européen, qui sous-tendait tout l'édifice diplomatique de Gladstone, avait mené à la catastrophe de 1914. Ainsi, depuis le massacre des Arméniens à la fin du 19<sup>e</sup> siècle<sup>403</sup>, on était allé de Charybde en Scylla, en laissant survenir les guerres des Balkans<sup>404</sup> (il est intéressant de noter qu'ici l'analyse de Hobhouse évoquait celle de Gladstone, puisque celui-ci avait prédit les problèmes dans les Balkans depuis le traité de Berlin de 1878, oeuvre de Disraeli, dont il avait dénoncé la conception à courte vue<sup>405</sup>).

Si Hobhouse était très critique à l'égard de la politique isolationniste au sein de l'Europe à la fin du siècle, il jugeait, en même temps, que la politique des alliances était également dangereuse et devait forcément déboucher sur la guerre. Pour lui, les intentions affichées du gouvernement libéral de faire renaître le « concert européen » s'étaient, sous la houlette de Grey et dans le contexte spécifique de l'époque, insidieusement transformées en une politique d'alliance avec la France et la Russie contre la Triple alliance. Or cette politique était impopulaire et Grey avait démenti qu'elle impliquât une obligation d'intervention militaire en cas d'agression d'un des pays alliés<sup>406</sup>. Ainsi la nature de l'alliance était demeurée vague voire secrète<sup>407</sup>, jusqu'à la crise entre l'Autriche et la Serbie qui devait déclencher la guerre :

***Grey denied that Britain had any 'obligations' deriving from the 'Triple Entente' which forced her into the war; although literally true, it hardly tallied with his statement to the Cabinet that 'We have led France to rely on us.' It was true only in that literal way in which politicians use the truth when they want to gloss over inconvenient facts, as Grey implicitly acknowledged when he asked 'every man'***

<sup>401</sup> Hobson p. 49 : « His [Hobhouse's] pronounced anti-imperialism was closely bound up with the cause of Arbitration as the pacific mode of settlement for all international differences. »

<sup>402</sup> Voir L. T. HOBHOUSE, *The World in Conflict*, p. 61. Cet ouvrage est désormais abrégé « WC ».

<sup>403</sup> Voir Lee 1 p. 258 notamment : les massacres eurent lieu entre 1894 et 1896 et engendrèrent des crises entre la Turquie et la Grande-Bretagne en 1896 et 1897.

<sup>404</sup> Lee 1 p. 186 : « [...] the return of Macedonia to Turkey provided the cause for the first Balkan War (1912) in which Bulgaria, Serbia and Greece liberated it from Turkey. The second Balkan War (1913), which was concerned with the division of the spoils, resulted in the defeat of Bulgaria by Greece and Serbia). »

<sup>405</sup> Voir Lee 1 chapitre 14.

<sup>406</sup> Voir Lee 1 p. 263.

<sup>407</sup> Voir Wilson p. 62 : le journal de Scott signale qu'en 1912, il découvrit l'existence d'accords militaires avec la France, alors même que certains membres du Cabinet étaient encore dans l'ignorance.

***to look into his own heart' to decide 'how far' the Anglo-French 'friendship' entailed 'obligation'. (Charmley 394)***

La guerre confirma donc qu'il n'y avait pas eu d'exercice du contrôle démocratique sur la politique diplomatique du gouvernement. Dès lors, il était inévitable que se produise une coupure entre les gouvernants et les gouvernés. Ainsi, le 1<sup>er</sup> août le *Manchester Guardian* publiait un éditorial qui appelait au refus des arguments de Grey, montrant que l'équipe de la rédaction ne reconnaissait pas l'existence de l'alliance, et retournait, d'une manière qui nous semble dénoter le style de Hobhouse, les arguments de Grey quant au « devoir moral » de la Grande-Bretagne d'intervenir aux côtés de la France :

***Then is it honour that we must fight for ? No; for honour's sake we must keep the peace. There are as Mr ASQUITH and Sir EDWARD GREY have both told us no engagements with European Powers that would take away our perfect freedom of choice in the vent of a general European war. Being free as regards Europe we are not free as regards our own people but we must decide in favour of neutrality. For if we decide differently, then we violate dozens of promises made to our own people— the promises to seek peace, to protect the poor , to husband the resources of the country, to promote peaceful progress. These promises are in honour binding, and if they are broken, then not only are our interests sacrificed but our honour is tarnished. (« leader » MG 01/08/14)***

Une fois de plus, il semblait évident pour Hobhouse que lorsque l'on considérait les relations entre les États comme un domaine à part de la vie publique et que l'on omettait de leur appliquer les principes éthiques qui fondaient la démocratie, on finissait toujours par en payer le prix. La raison d'État qui avait voulu que l'on garde secret le détail des alliances auxquelles se soumettait la Grande-Bretagne, dont, surtout, l'alliance avec la France, avait poussé l'ensemble du monde dans un ensemble de liens complexes et amoraux, sur lesquels la société n'avait pu se prononcer :

***It was the vice of the Triple Entente that it reposed on no specific terms. No one knew, not even our own Foreign office to what precisely we stood morally committed. (WC 61)***

En effet, ce premier point du discours de rationalisation de la guerre (la guerre avait pu avoir lieu parce qu'on avait pas continué à soumettre la politique internationale aux principes gladstoniens) ne se contentait pas de renvoyer implicitement aux défauts de la diplomatie de Grey. Il soulignait, de manière caractéristique de la pensée hobhousienne, l'échec de la moralisation des rapports internationaux, et, par conséquent, leur détérioration inévitable :

***I firmly believe that if on the political side the Armenian massacres began the train of events which led through many windings to the break-up of Turkey and thereby to the conflagration of 1914, far more surely on the ethical side the failure of the European Concert gave evidence of a breakdown of principle which initiated a reign of mutual fear whereof a general catastrophe was the inevitable outcome. (WC 11)***

## 6. La pensée internationale

Conformément à sa conception organique, Hobhouse s'orienta donc vers la recherche

d'un sens global du conflit, plutôt que vers l'explication conjoncturelle des événements. Or, la philosophie hobhouseienne avait toujours mis en valeur la prééminence de l'éthique, et la guerre n'échappait pas à ce principe : elle était l'aboutissement logique, non pas seulement des erreurs « techniques » diplomatiques telles que les alliances, mais d'une politique internationale qui avait sans cesse bafoué les principes moraux les plus fondamentaux. Alors que les années d'avant-guerre avaient été témoins de progrès démocratiques sur le plan national, le plan international avait été marqué par le manque de morale des relations entre les nations. Le fait que l'évolution vers l'harmonie connût un tel recul ne réfutait pas la conception du progrès harmonique. Au contraire la guerre, qui, pour la première fois, était mondiale, venait corroborer le principe de l'interconnexion. On avait laissé proliférer les entorses aux principes éthiques et, par là, induit une disharmonie qui avait fini par gagner le monde entier. La première cause de la guerre était donc l'erreur de concevoir la société nationale et la société internationale comme des entités indépendantes l'une de l'autre. Pour Hobhouse, la grande guerre fut la démonstration éclatante de la nature organique du monde, et il ne cessa, dès lors, de se souvenir de cette leçon de l'histoire pour appeler à l'application des principes libéraux dans la politique internationale.

### 6.1. Nationalisme et nationalités

Cette dernière devait se fonder sur deux axes principaux : le premier était le respect des nationalités, puisque « **le nationalisme était proche du coeur du libéralisme**<sup>408</sup> ». A cet égard, Hobhouse avait toujours été partisan de la reconnaissance des nationalités, qui représentait, aux côtés de la liberté et de l'égalité, la condition de la démocratie, elle-même facteur de stabilité et de progrès et, par conséquent, de paix. Comme nous l'avons écrit en deuxième partie, la démocratie ne pouvait se résumer à l'assujettissement d'une minorité par la majorité, sous peine de contredire les principes moraux qui la justifiaient :

***Thus in the subject people the milk of social feeling is turned to gall. All that leads a free people to respect law, to support government, to take pride in public prosperity, to sacrifice personal to common interest, will work in this case only towards discord and civil strife, and the best men become the worst citizens. At least they become the most resolute opponents of the established order. The more opposition develops, and this means the more life flourishes in the subject people, the more the tension increases***<sup>409</sup>.

Le libéralisme était donc forcément favorable à l'accession des nationalités à un gouvernement autonome, et sa politique internationale était allée dans ce sens sous Gladstone. De la même manière, le libéralisme était favorable au fait que les frontières nationales reflètent l'existence des nationalités, ce qui, pour Hobhouse, était un facteur de cohésion de la société, qui permettait que l'intervention de l'État et l'organisation de la vie sociale ne soient pas ressenties comme une atteinte à la liberté. Depuis la mise en adéquation des frontières et des nationalités au 19<sup>e</sup> siècle, avec, notamment l'unification

<sup>408</sup> L. T. HOBHOUSE, « Irish nationalism and Liberal Principle », p. 166 : « Nationalism lay close to the heart of Liberalism ».

<sup>409</sup> *Ibid.* p. 169.



de l'Allemagne et de l'Italie, « **la conscience nationale et la conscience de l'État [étaient] devenues une seule et même chose** <sup>410</sup> ». A cet égard, dès le début de la guerre, l'auteur mit en garde contre la tentation inconsidérée de démanteler l'Allemagne : celle-ci provoquerait sans nul doute une instabilité permanente en Europe.

Un élément de réflexion supplémentaire peut aussi servir à souligner l'importance de la nationalité dans la pensée hobhousienne : d'après Meadowcroft, il existe un parallèle entre « **la prédominance croissante de l'État-nation** <sup>411</sup> » en Europe pendant le 19<sup>e</sup> siècle (on peut choisir l'indépendance grecque en 1830 pour dater le début du mouvement) et le fait que l'État devienne en même temps un concept plus naturel pour les contemporains. En effet, ce mouvement vers un gouvernement autonome impliquait pour ses défenseurs, « **l'acquisition des attributs associés à « l'État » (statehood)** <sup>412</sup> ». Ainsi, dans le cadre de l'influence du *Zeitgeist* évoquée dans notre partie précédente, on peut constater une évolution politique, qui part de la prise de conscience de l'appartenance à une communauté « nationale » pour aboutir à la volonté de se constituer en État. Une telle évolution indique l'émergence d'une conception de l'État en tant que communauté de citoyens, conception que l'on trouve au cœur de la pensée politique hobhousienne, qui permet, par là même, le passage de la vision négative de l'État en tant que menace envers l'individu à une vision positive de l'État comme incarnation du Bien Commun.

Cependant, la bienveillance traditionnelle du libéralisme envers les nationalismes s'était établie en des temps révolus, et la question des nationalités était devenue plus complexe que ce que la nostalgie de Hobhouse pour le Gladstonisme voulait bien laisser croire. En effet, selon Hobsbawm, pour ce qui concerne le nationalisme, il faut distinguer entre la conception libérale du 19<sup>e</sup> siècle et celle qui la remplaça progressivement à partir du traité de Berlin en 1878. Cette distinction est, au demeurant, illustrée par deux des sens actuels du terme « nationalisme <sup>413</sup> ». Ainsi Hobsbawm parle d'une mutation du nationalisme qui s'articule autour de quatre points, qui sont indiqués dans l'extrait qui suit :

***The first [...] is the emergence of nationalism and patriotism as an ideology taken over by the political right. [...] The second is the assumption quite foreign to the liberal phase of national movements, that national self-determination up to and including the formation of independent foreign states applied not just to some nations which could demonstrate economic, political and economic viability, but to any and all groups which claimed to be a 'nation'. The difference between the old and the new assumption is illustrated by the difference between the twelve rather large entities envisaged as constituting 'the Europe of Nations' by***

<sup>410</sup> WC p. 66 : « Thus the national consciousness and the State consciousness have come to be one and the same thing. »

<sup>411</sup> Meadowcroft, CS, 21 : « the increasing predominance of the 'nation-state' as the basic unit of European politics. »

<sup>412</sup> Ibid. : « [...] an undeniable movement towards self-government, autonomy, and the acquisition associated with 'statehood'. »

<sup>413</sup> « Nationalisme 1. Exaltation du sentiment national ; attachement passionné à la nation à laquelle on appartient, accompagné parfois de xénophobie et d'une volonté d'isolement.[...] 3. Doctrine, mouvement politique qui revendique pour une nationalité le droit de former une nation. » in Petit Robert, édition 1987.

***Giuseppe Mazzini, [...] in 1857 and the twenty-six states –twenty-seven if we include Ireland- which emerged from President Wilson’s principle of national self-determination at the end of the First World War. The third was a growing tendency to assume that ‘national self-determination’ could not be satisfied by any form of autonomy less than full state independence. For most of the nineteenth century, the majority of demands for autonomy had not envisaged this. Finally, there was the novel tendency to define a nation in terms of ethnicity and especially in terms of language<sup>414</sup>.***

Pour Hobhouse, la question des nationalités était effectivement devenue épineuse : ni la montée du nationalisme réactionnaire (qu’il appelait « *hyper-nationalism* »), ni la multiplication des divisions des communautés en nationalités distinctes n’étaient des facteurs d’harmonisation. Déjà avant la guerre Hobhouse avait dénoncé la relation entre le nationalisme, en tant qu’idéologie patriotique, et l’impérialisme. De la même manière, l’auteur avait précisé dans *Irish Nationalism and Liberal Principle* que la revendication d’une identité nationale nécessitait d’être questionnée avant d’être considérée comme légitime. Tant que deux nationalités vivaient en bonne intelligence, comme les francophones et les anglophones au Canada, il n’était pas souhaitable de les séparer. Le nationalisme (en tant que désir de former une nation distincte) ne naissait que lorsqu’une communauté (*race*) exerçait une domination implacable sur une autre, comme dans le cas des blancs sur les noirs, ou lorsque le pouvoir était aux mains d’une nationalité venue d’ailleurs (dans le cas colonial), qui tentait souvent, en outre, d’appliquer le principe de diviser pour mieux régner, et précipitait, par là, les divisions entre les nationalités présentes sur le territoire, en favorisant l’une par rapport à l’autre, établissant ainsi une caste dominante (*ascendancy caste*). Ainsi, le nationalisme devenait souvent un prétexte plutôt qu’une revendication sincère, comme le montrait le cas de la soudaine apparition de l’Ulster, désireuse de se constituer en tant qu’entité nationale, alors que son nationalisme n’était qu’une excuse pour masquer le fait qu’une caste ascendante était soucieuse de conserver ses privilèges.

Fidèle aux principes du libéralisme, Hobhouse avait toujours affirmé qu’une minorité devait jouir de certains droits qui garantissaient sa liberté, ainsi que d’une certaine autonomie : en 1915 il espérait encore que les « mesures libérales » prises par le gouvernement réussiraient à « ***incorporer le sentiment irlandais dans une véritable unité nationale commune au Royaume-Uni*** <sup>415</sup> ». Toutefois, les écrits plus tardifs semblent indiquer une réticence envers l’indépendance totale ou, du moins, une préférence nette pour la coopération entre les nationalités au sein d’un même pays. A cet égard, l’exemple de la coopération entre les Anglais et les Écossais lui semblait un modèle à suivre :

***Both English and Scots have a national distinct sense, and if the English majority had habitually ignored or over-ridden the Scotch, there would have been a Scotch separatist movement as vital as the Irish. But, on the one hand, Scots and English***

<sup>414</sup> E. HOBSBAWM, *Age of Empire* p. 144.

<sup>415</sup> WC 65 : « It is the general belief and hope that liberal measures have similarly incorporated Irish sentiment in a true national unity common to the United Kingdom. »

***were in all essential respects near enough to one another to feel a common unity against the rest of the world ; and on the other hand, the Scots have retained their own law, their distinctive institutions, and the tacit right to accept or reject any new legislation for Scotland through their own representatives. The case shows the relativity of such conception as nationality, and the wide possibilities of harmonizing it with other claims. (ESJ 192, 193)***

Ainsi, Hobhouse reconnaissait que la revendication systématique de l'indépendance introduisait une difficulté de taille : d'une part, comme le montrait l'exemple irlandais en 1922, lorsqu'une nationalité avait trop longtemps souffert d'oppression, il ne pouvait plus y avoir de réconciliation, et on ne pouvait éviter l'indépendance totale. Pourtant, d'autre part, le « principe de nationalité » ne pouvait signifier que « ***n'importe quel groupe de personnes, si petit soit-il, possédait un droit inconditionnel de choisir leur propre mode de gouvernement***<sup>416</sup> ». Il fallait donc « ***prendre en compte le nombre et la viabilité économique et géographique***<sup>417</sup> ». En effet, de même que, selon la définition hobhousienne des droits, on devait toujours considérer l'intérêt de l'ensemble pour déterminer les droits de l'individu, on devait ici envisager les intérêts des autres nationalités formant la communauté nationale dont un groupe voulait se séparer : l'indépendance d'une nationalité ne pouvait évidemment être considérée comme un droit absolu, c'est-à-dire naturel :

***No human claims are absolute till weighed against the counter-claims. The population that inhabits the town or piece of land that happens to be the commercial or strategical key to a great territory, has no indefeasible claim to a sovereignty which enables it to open or bar the door to a much greater population. (ESJ 193)***

Par conséquent, il était simpliste de penser que la satisfaction des revendications nationales était une solution miracle : la question était des plus complexes, et il était difficile de formuler une règle générale et, par conséquent, abstraite<sup>418</sup>. Néanmoins, il ne fallait laisser aucune nationalité en situation d'asservissement (*subject nationality*) après la guerre, afin d'éviter un nouvel embrasement. Toutefois, si la question des nationalités avait joué un rôle important dans l'avènement de la guerre<sup>419</sup>, leur règlement ne constituait pas une solution suffisante susceptible d'éviter à l'avenir une telle catastrophe. Hobhouse considérait que le nationalisme avait eu un rôle historique d'émancipation des peuples en permettant que les grandes nations se forment autour de nationalités et, en ceci, sa vision était conforme à celle de Mazzini<sup>420</sup>. En revanche, le nationalisme ne semblait plus être aujourd'hui la seule manifestation de la lutte pour la liberté qu'il avait incarné par le passé, en tant que mouvement de libération d'une nationalité assujettie,

<sup>416</sup> WC p. 85 « [...] any group of persons, however small, enjoy an unqualified right to choose their own form of government. »

<sup>417</sup> Ibid. : « Number, geographical and economic self-sufficiency must be taken into account [...]. »

<sup>418</sup> Voir ESJ pp. 193, 194.

<sup>419</sup> WC p. 64 : « The later years of the nineteenth and the beginning of the twentieth century have seen the rise of the Slav nationalities into political prominence, and the problems arising out of this last movement have provided the occasion and in part the cause of the present war. »

mais était devenu également une « **menace permanente contre la paix et l'ordre** <sup>421</sup> ». Désormais, le nationalisme, qui avait eu le mérite de consolider les liens dans la nation, avait surtout le tort de renforcer les divisions entre les nations, parce qu'il correspondait « **au désir des nationalités dominantes de consolider et d'étendre leur pouvoir** <sup>422</sup> ».

## 6.2. Prémices d'une communauté « inter-nationale »

Le nationalisme s'était donc transformé, en raison, d'une part, de l'émergence de l'idéologie nationaliste expansionniste, que Hobhouse considérait comme la nouvelle donnée des relations internationales, et, d'autre part, à cause du changement de contexte. L'auteur avait conscience que cette mutation supposait une adaptation de la politique libérale traditionnelle envers les nationalités :

***The nineteenth century associated the idea of nationality and liberty, and the connection was genuine enough as long as it applied to subject peoples struggling to be free. But that very growth of national consciousness which inspired the struggle for freedom, turned to exclusiveness and imperiousness as soon as it had achieved its end, and nationality as an exclusive principle- as a kind of collective egoism justifying itself, as ordinary egoism is never allowed to justify itself, in contempt for law and justice and the corresponding rights of others- has become the dominating force in twentieth century politics, and has destroyed the cosmopolitan ideas of free intercourse in which the men of Cobden's time saw the solution of the misery of the world***<sup>423</sup>.

Hobhouse introduisit la distinction entre l'internationalisme de Cobden qu'il appela, désormais, le « cosmopolitisme » et qu'il définissait comme tendant vers un effacement naturel des antagonismes entre les pays grâce, notamment, à une collaboration commerciale<sup>424</sup>, et un nouvel « inter-nationalisme » qui devait tenir compte de l'unité nationale telle qu'elle s'était affirmée dans les dernières décennies. Ainsi, de la même manière qu'il avait déterminé un ancien libéralisme (*older liberalism*) auquel avait succédé

<sup>420</sup> Dans WC, Hobhouse cite l'Allemagne, l'Italie, la Grèce, le « succès partiel » (*partial success of Ireland*) et la nationalité Magyar pour juger que la tendance du 19<sup>e</sup> siècle est à la coïncidence de l'État et de la nationalité.

<sup>421</sup> WC p. 63 : « [...] the rise of nationality, essential in its first stages to political liberty [...] is also a permanent menace to peace and order. »

<sup>422</sup> L. T. HOBHOUSE, « Nationality in War », *MG* 13/3/15 : « The underlying causes of the war, as they are presented in this volume [Dr Gibbons *The New Map of Europe*] may perhaps be reduced to two –the desire of subject nationalities for freedom and a desire of dominant nationalities to consolidate and extend their power. » L'abréviation « MG » signifie désormais « *Manchester Guardian* ».

<sup>423</sup> L. T. HOBHOUSE, *Questions of War and Peace*, p. 190. Cet ouvrage est désormais abrégé « QWP ».

<sup>424</sup> A cet égard, l'attachement de Hobhouse au libre-échange prend tout son sens, parce qu'il est conçu par l'auteur comme par Bright et Cobden, c'est-à-dire comme une arme contre la guerre dans le monde : « John Bright and Richard Cobden had argued that 'the example of England would be to bring about free trade all over the world' and that 'great wars could never be made again, being incompatible with the ideas of an industrial age'. » (*Charmley* p. 23).

le « nouveau libéralisme », l'auteur constatait la mort d'un « ancien internationalisme » qui appartenait à une époque libérale révolue. Mais, là où le remplacement de « l'ancien libéralisme » par le « nouveau libéralisme » était accueilli avec enthousiasme, la fin de l'internationalisme était décrite avec nostalgie voire tristesse :

***The older internationalism, based on a belief in humanitarian ethics on the one hand, and in the peaceful tendencies of commerce on the other, is dead. In principle, I suppose, it perished when the nations instead of fulfilling Cobden's prophecy, and following the example set by England in adopting free Trade, began to foster their new industries by protective tariffs, and to seek for new fields of industrial development in the weaker or less developed countries, which they sought to enclose within its own tariff wall. (QWP 189/190)***

Il faut noter que Hobhouse ne pensait pas, ou, en tout cas, ne reconnaissait pas explicitement, que la mort du cosmopolitisme qu'il décrivait revenait à l'obsolescence du gladstonisme ; il resta, en fait, relativement vague sur ce point. On peut toutefois souligner qu'il semble que dans les années d'avant-guerre, Hobhouse avait pensé que la loi morale s'imposait progressivement à toutes les nations, et que l'on pouvait espérer que leur sagesse, en progressant selon les règles de l'évolution orthogénique, mènerait à une paix durable : c'était là le sens même de la civilisation. L'auteur était alors déjà favorable à des lois internationales pour réguler les rapports des nations entre elles, et critiquait ceux qui, sous prétexte de l'absence d'une souveraineté supérieure à la nation, prétendaient que de telles lois n'existaient pas. Comme l'indique Schnorr, la guerre des Boers avait déjà fragilisé l'idée selon laquelle les nations adoptent spontanément une attitude conforme aux exigences, et Hobhouse avait concédé que la « position du juriste international serait plus forte s'il avait un souverain international ». Mais, en même temps, il affirmait encore que « ***l'expérience montre une meilleure voie vers la paix universelle que la mise en place d'une souveraineté mondiale***<sup>425</sup> ».

Après les événements de 1914, la concertation volontaire des nations et leur respect des lois morales issues de la conception humaniste apparaissaient plus utopiques. Cependant, loin de revenir sur l'idée d'une concertation entre les nations et une loi internationale, Hobhouse soutint qu'il fallait, au contraire, trouver des moyens plus efficaces pour la réaliser. Ce que Hobhouse retenait de Gladstone, à savoir la place de l'éthique dans les relations internationales, la concertation pour l'arbitrage des crises, ainsi que l'idée d'une communauté des nations, n'était pas remis en question. Il s'agissait par contre de définir les moyens d'y parvenir, ce qui devait constituer le deuxième axe principal de l'application des principes libéraux dans la politique internationale.

L'examen du développement historique indiquait que l'évolution qui avait conduit au renforcement de la cohésion sociale devait désormais passer à une nouvelle étape et permettre l'émergence d'une cohésion internationale : étant donnée la conception organique de l'auteur, il était logique que le développement de la coopération qui devait mener à l'organisation décrite dans la deuxième partie du présent ouvrage s'étende au delà des frontières. En effet, l'organisation sociale nationale et l'organisation sociale

<sup>425</sup> Schnorr p. 384 « Hobhouse konzediert zwar , dass « the position of international lawyer would be stronger if he had an international sovereign » ; aber gleichzeitig gilt auch : « experience shows a more excellent way towards universal peace than the establishment of a world-sovereignty ».

internationale sont, par essence, une seule et même chose, qui se fonde sur la collectivité (*community*). Or « la vérité éthique c'est qu'il n'y a, fondamentalement, qu'une communauté qui est la race humaine.<sup>426</sup> » au sein de laquelle existent, en effet, d'autres communautés. L'individu est membre de sa famille, d'un syndicat ou d'un parti, d'une association sportive, d'une religion... Il est originaire d'une ville, d'une région ou d'un pays. Ainsi, Hobhouse en vient à montrer la relativité de la notion de communauté nationale :

***We have continually [...] contrasted the individual with "the community," but we have never yet asked what community is meant. It has in fact, only been necessary hitherto to distinguish an individual and a communal principle, and what we have said would hold good as long as there were some community of which the individual is a recognized member, no matter what the community might be. The term, however, will no doubt have suggested to the reader the organized political community, i.e. the State. But this is not to be too hastily assumed. [...] "The coal mines belong to the community." Good ! but do the South Wales mines belong to South Wales, or to England ? Do the English mines belong to England and the Scottish to Scotland, or all to the United Kingdom (including Ireland) ? Or do they perhaps belong to none of these, but to humanity ? To the patriot the last suggestion will seem a paradox, but the same patriot is by no means so clear that Persian oilfields belong exclusively to Persia, or Mexican oilfields to Mexico. (ESJ 198, 199)***

Par conséquent, la séparation de l'humanité en nations ou États, ne doit être conçue que comme une division parmi d'autres, comme l'annonçait la notion de l'État en tant qu'association qui n'exclut pas l'existence d'autres associations. En outre, si l'État est, par nature, une division géographique (il existe à l'intérieur de ses frontières) rien n'exclut la possibilité de voir les autres formes associatives transcender les frontières, afin de rassembler des communautés internationales. Pour cette proposition Hobhouse s'inspirait de l'organisation prônée par les partisans des guildes, dont il contestait la pertinence économique, mais applaudissait l'idée d'organisations internationales<sup>427</sup>, car elles présentaient trois avantages : premièrement, lorsqu'elles rassemblaient des personnes concernées par les enjeux économiques (travailleurs ou producteurs), elles permettaient une meilleure administration du secteur en question, deuxièmement elles constituaient un contre-pouvoir à l'État, enfin, et surtout, elles jetaient les bases d'une internationalisation de l'organisation politique de la société. En effet, la guerre avait montré le danger de la souveraineté absolue des nations et de la concentration du pouvoir qui s'ensuit même dans une démocratie :

***The main reason [apart from undemocratic government] why the State has exercised it [this central function of co-ordination] ill and become tyrannical, is its sovereign independence of other States, and the consequent need of defence and the fear of war. It is this which has tended to transform the modern State into a great hate-organization. (ESJ 203)***

Pour Hobhouse, le nationalisme devait, finalement, être combattu non seulement parce qu'il implique l'idée de supériorité d'une nation sur l'autre, comme il l'avait toujours pensé,

<sup>426</sup> ESJ p. 199 : « In ethical truth, there is only one ultimate community, which is the human race. »

<sup>427</sup> Voir ESJ p. 202.

mais aussi, plus généralement, en tant qu'il suppose la souveraineté absolue d'une nation et ignore, par conséquent, les devoirs moraux que lui impose le fait d'être membre, bon gré, mal gré, d'une communauté internationale. Le 19<sup>e</sup> siècle avait réussi à établir l'État démocratique à l'échelle nationale mais, avec la guerre, « **le vieil État-nation souverain s'était détruit lui-même à l'instar de la noblesse féodale pendant la guerre des deux Roses** <sup>428</sup> ». Désormais, une partie de la souveraineté nationale devrait être transmise à une autorité mondiale, et le développement des organisations internationales préconisées ne pouvait qu'accélérer ce processus, puisque l'État-nation ne serait pas en mesure de les coordonner.

Dans ce contexte, il paraît utile de se pencher sur la réaction de Hobhouse face à l'idée naissante en Grande-Bretagne d'une fédération du Commonwealth : Meadowcroft remarque en effet, qu'aux côtés du concept d'État-nation, que nous avons évoqué plus haut, il existait en Grande-Bretagne le concept concurrent d'empire dont le développement coïncidait historiquement avec la constitution de l'État-nation. S'il ne faisait pas l'objet d'un consensus <sup>429</sup>, des mouvements tels que la *Round Table* proposaient néanmoins une alternative dans l'organisation politique internationale, puisqu'ils décrivaient la future organisation de l'empire comme une coopération entre régions autonomes qui ne seraient pas constituées en États-nations. Comme nous le savons, l'auteur rejetait l'impérialisme, ce qui induisit probablement une méfiance *a priori* contre l'idée d'un Commonwealth issue de la politique impérialiste. Mais ce fait ne suffit pas à expliquer qu'il ne montrait guère d'intérêt pour l'organisation de l'empire surtout à partir du moment où la Grande-Bretagne conférait le statut autonome de dominion à ses territoires <sup>430</sup>. En quoi une collaboration d'États autonomes au sein d'une fédération pouvait-elle ne pas rencontrer son approbation voire susciter son soutien ? Le débat qui eut lieu entre Hobhouse et deux membres de la *Round Table* dans les colonnes du *Manchester Guardian* montre que Hobhouse pensait que la cohésion d'une communauté d'une même nationalité était forcément plus grande que lorsqu'un État regroupait plusieurs nationalités et que, par conséquent, la fédération de nationalités différentes n'était possible que dans une certaine mesure. Sa critique de l'ouvrage *The Commonwealth of Nations* édité par Lionel Curtis, lui donna l'occasion d'affirmer cette opinion :

***A Canadian will remain a Canadian, a South African a South African, an Englishman an Englishman, whatever form of government be adopted for the British Empire, and there will always be limits tacitly felt in the minds of men and capable of being exposed by any rash training of the authority which any central body can exert over the members. (« The Omnipotent State » MG 30/9/16)***

Il faut noter que l'argument n'avait pas pour but d'affirmer que seul l'État-nation était une organisation politique viable, puisque Hobhouse était, au contraire, en faveur de

<sup>428</sup> « The End of the War » MG, 12/11/18.

<sup>429</sup> Meadowcroft CS p. 21 : « [...] there was no general agreement on the forms which relations among Britain's overseas possessions would ultimately assume. »

<sup>430</sup> Le Canada obtint ce statut en 1867, l'Australie en 1901, la Nouvelle-Zélande en 1907.

structures politiques supranationales. Pour l'heure, il faut retenir que c'est la perspective d'un État fort et centralisé, que l'auteur prête à la *Round Table*, qui est dénoncée. Une fédération n'est donc possible que si elle respecte l'autonomie et la volonté des peuples en tout point. Alfred Zimmern répondit à Hobhouse dans le courrier des lecteurs que sa philosophie risquait de le mener à « **un nationalisme politique étroit et guindé**<sup>431</sup> », et qu'il projetait sur la *Round Table* sa propre obsession d'un État tyrannique de modèle prussien, dont il n'avait jamais été question pour les membres de la *Round Table* :

***There is nothing new in the "Round Table's" statement of the claims of the State. As "H" knows if he will only forget for a moment that there ever was such a person as Hegel, he will find it Plato and Aristotle, in the New testament [...] The real distinctive feature of the "Round table" political theory "H" never mentions [...] is its emphasis on the moral value of the exercise within a State of responsible self-government by as many as possible of its members, together with its insistence that just as individuals have a moral duty to be good citizens, so States have a moral duty to the rest of the world. (Zimmern, lettre au MG 5/10/16)***

Certes Hobhouse répondit à son tour qu'il n'avait rien contre « une union fédérale de ce que l'on nomme le Commonwealth britannique<sup>432</sup> » et maintenait que c'était bien le potentiel tyrannique de l'État prévu par la *Round Table* qui justifiait son opposition à ce projet politique, mais il reste qu'à la vue de la description des buts et de la nature de l'État contenue, en partie, dans l'extrait cité ci-dessus, la critique de Hobhouse est assez déroutante, car lui-même ne manquait pas de rappeler la dimension morale des liens au sein d'une société et au sein de la communauté internationale. Par conséquent, nous sommes tentés de chercher ailleurs l'origine de la dissension et de la trouver justement dans le refus de Hobhouse de voir le concept politique d'empire prendre le pas sur celui d'État-nation, et ce non pas parce qu'il voulait que la politique s'en tienne à ce concept mais parce qu'il voulait, comme nous le verrons, qu'une organisation internationale émerge des rapports entre les États-nations pour créer un organe politique supranational qui refléterait l'existence de la communauté humaine. Or, nous pensons qu'aux yeux de l'auteur, le risque du concept d'empire était d'occasionner un repli sur une fédération, d'engendrer une attitude protectionniste face au reste du monde et de voir la Grande-Bretagne se soustraire par là à sa dimension européenne. En d'autres termes, l'organisation que souhaitait Hobhouse était celles de nations où se développeraient les liens organiques entre individus d'une même communauté et d'une fédération mondiale de ces États.

### 6.3. La ligue mondiale : une ligue des nations ?

Hobhouse vit donc dans la guerre la fin de l'organisation politique mondiale en États-nations : il exploita amplement ce point dans son discours de rationalisation de la

<sup>431</sup> ZIMMERN Alfred E., « Correspondence » MG 5/10/16 : « it seems to me that his [Hobhouse's] own philosophy is in [...] danger of leading him into a narrow and stiff-necked political nationalism. »

<sup>432</sup> Réponse de Hobhouse le même jour : « I did not dismiss the suggestion of a federal union of the so-called British Commonwealth. »



guerre. Le massacre d'une génération n'aurait pas été vain si cette guerre devait s'avérer, pour reprendre l'expression française de l'époque, « la der des der ». De fait, la guerre coïncidait avec l'internationalisation des échanges et, par là, le rapprochement des nations :

***The war has also forced upon three-fourths of the world such intimate co-operation, not only military and political, but economic, as would have been deemed impossible under old conditions. The circumstances of the peace have, further, forced the extension of this co-operation to the enemy peoples. (« It Never Shall Happen Again » MG, 16/11/18)***

La condition de la paix était la création d'une communauté humaine (*a commonwealth of man*<sup>433</sup>). Comme beaucoup de ses contemporains<sup>434</sup>, Hobhouse espéra d'abord que celle-ci prendrait corps avec la création annoncée de la Société des Nations. Dans les mois qui précédèrent la conférence de Versailles, il consacra de nombreux articles à ce sujet, où il admettait que la définition précise de ce en quoi la future Société des Nations devait consister était une entreprise complexe, car il fallait éviter qu'elle ne répète les erreurs de la diplomatie d'avant-guerre des grandes puissances européennes. En ce sens, elle devait fournir de réelles garanties de paix plutôt qu'un simple engagement moral auquel on ne pouvait plus croire. A cet égard, l'auteur rejetait *a priori* la réduction de l'organisation internationale à un simple renforcement du tribunal de La Haye<sup>435</sup> pour en faire un instrument d'arbitrage et de conciliation et s'effrayait de la popularité aux États-Unis de la proposition de créer « **un genre de tribunal ou un organisme de conciliation** » qui ne disposerait, en cas d'échec de la négociation, que du recours dérisoire d'« **imposer une année de délai** »<sup>436</sup> avant le début d'hostilités armées.

La première difficulté que soulevait la définition d'une « ligue internationale » (*international League*) ou d'une « ligue de la paix » (*League of Peace*) était l'adhésion des pays vaincus, auxquels Hobhouse attribuait, nous le verrons, la responsabilité de la guerre. Certes, pour l'auteur, il n'était pas question d'empêcher la participation, à terme, de l'Allemagne, mais celle-ci s'était discréditée pour longtemps, et il était légitime de conserver de la méfiance à son encontre, du moins tant qu'elle restait gouvernée par les « Hohenzollern et les Junkers »<sup>437</sup>. Cette difficulté pouvait être contournée grâce au

<sup>433</sup> « The end of the War », MG, 12/11/18.

<sup>434</sup> « The Alliance and the League », MG, 13/7/18 : « All peace-loving people – and who in these days does not love peace? – look forward to the discovery of some alternative to the war, and many have thought to find it in a League of Nations. »

<sup>435</sup> Institué par les conférences de La Haye en 1899 et 1907.

<sup>436</sup> QWP p. 194 : « [...] some sort of tribunal, or, in the alternative, [...] some board of conciliation; and in the second place to interpose a year's delay from the time when they do so to the outbreak of war. »

<sup>437</sup> « The Alliance and the League ». L'Empereur allemand appartenait à la vieille dynastie des Hohenzollern, les Junkers étaient la classe des propriétaires terriens qui jouissaient d'un grand pouvoir politique. Soulignons, en passant, que ce reproche est typique de la conception manichéenne de Hobhouse : en effet, il passait sous silence le poids de l'aristocratie terrienne dans son propre pays.

maintien des alliances. Du propre aveu de l'auteur, la guerre avait changé son point de vue sur celles-ci<sup>438</sup> : il y était désormais attaché, toujours selon ses dires, comme on l'est à une famille et affirmait que la création de la « ligue internationale » n'impliquait pas la dissolution de l'alliance des alliés. Au contraire, les pays de l'Entente, désormais unis par des liens profonds et durables, pourraient fonder une « **confédération des démocraties** »<sup>439</sup> dont l'alliance prolongée constituerait la sécurité d'une défense mutuelle » et s'intégrer, en même temps, à la « ligue internationale » qui, à son tour, assurerait la paix en permettant la collaboration de toutes les nations du monde. Toutefois cette solution comprenait le risque de maintenir un pays dans l'isolement et de le voir nourrir un ressentiment peu propice à la paix durable, ou de faire perdurer l'antagonisme entre les deux blocs ennemis.

La guerre avait aussi enseigné que tous les pays ne désirent pas la paix et qu'il fallait, dès lors se prémunir contre les agresseurs. Hobhouse espérait qu'il se souviendrait de la leçon lors la période de paix qui suivrait forcément la guerre : « **Je dois prendre note de ma conviction qu'à ce moment aucun projet d'arbitrage qui ne sera pas soutenu par la force ne vaudra le papier sur lequel il sera écrit** »<sup>440</sup> Ainsi, une autre difficulté était celle des moyens de contrainte à la disposition de la « ligue internationale » pour l'application des règlements des différends entre les nations. Hobhouse mettait beaucoup d'espoir dans la pression économique tel que le blocus commercial, qui avait l'avantage évident de ne pas coûter la vie des soldats, faisant peut-être montre d'une certaine naïveté, encore que cette méthode avait fait ses preuves pendant la guerre, puisque, selon Clarke, « **le blocus maritime des puissances centrales était hautement efficace ; il fut peut-être le moyen le plus efficace dans la détermination du dénouement final de la guerre** »<sup>441</sup>. Lors de l'année 1917, pendant laquelle, selon Hobson<sup>442</sup>, l'auteur était extrêmement pessimiste sur l'issue de la guerre, à la suite, notamment, du retrait de la Russie, il tenta de convaincre Scott de plaider avec lui en faveur d'une paix négociée. Scott se rangeait toutefois à l'opinion de Lloyd George, qui disait qu'il fallait encore attendre. Hobhouse proposa alors de substituer la guerre économique à la guerre militaire, mais Scott refusa de publier un article dans ce sens<sup>443</sup>.

<sup>438</sup> WC p. 90 : « The war has radically changed my view [...]. »

<sup>439</sup> « The Alliance and the League » : « The Confederation of Democracies will be the tangible security of mutual defence, the League of Nations the mechanism of permanent peace. »

<sup>440</sup> WC p. 90 : « I must record my belief that then no schemes of arbitration unsupported by force will be worth the paper they are writ upon. »

<sup>441</sup> P. CLARKE *Hope and Glory (Britain 1900-1990)*, p. 87 : « The British naval blockade of the Central Powers was highly effective, possibly the most effective means by which the ultimate outcome of the war was determined. »

<sup>442</sup> Voir Hobson p. 52.

<sup>443</sup> Lettre de C. P. Scott à Hobhouse le 24/5/17 : « I return your article on possible peace-terms which has interested me very much. All the beginning seemed to me excellent, but I rather faint [...] before I reached the end. » (Correspondance Scott/Hobhouse).

En tout état de cause, la guerre économique ne constituait pas un moyen d'intervention suffisant pour assurer, avec certitude, la soumission d'un pays à un accord pacifique. Certes, si la « ligue internationale » s'établissait sur la Confédération des Démocraties, celles-ci disposeraient toujours de leurs armées pour assurer leur défense et pourraient s'en servir pour exercer une contrainte. Mais alors en quoi aurait-on définitivement tourné le dos à la guerre et à la loi du plus fort ?

De ces deux difficultés, Hobhouse semblait conclure, avec Hobson, qu'il n'y avait de « garantie définitive de paix permanente que dans la création d'un État international<sup>444</sup> » de type fédéral, afin de respecter l'autonomie des nationalités. Or, le projet du président Wilson<sup>445</sup> était déjà en retrait de la conception défendue en Grande-Bretagne par Lord Bryce à laquelle Hobhouse avait apporté son soutien. Dans « *The Future League of Peace*<sup>446</sup> », l'auteur avait comparé les deux conceptions pour conclure qu'elles avaient en commun le projet de créer un tribunal international et un conseil de conciliation, qui auraient en soi un effet pacificateur (le recours imposerait un délai qui éliminerait la possibilité de décisions impulsives) et moralisateur (le tribunal serait animé par des considérations éthiques auxquelles les pays accepteraient, en théorie, de se soumettre), mais qu'elles divergeaient quant à la question du recours à la force : d'un côté les Américains préféraient la prudence et hésitaient à conférer le pouvoir d'application à un tel organe, tandis qu'en face le projet de Lord Bryce semblait vouloir favoriser l'efficacité de la future ligue et lui conférer, par conséquent, une « autorité supérieure<sup>447</sup> », en faisant du conseil un « parlement permanent<sup>448</sup> ».

Cependant, la forme qui fut effectivement donnée à la SDN était loin de correspondre au moins au projet initial de Wilson, qui aurait pu être considéré comme un premier pas dans la bonne direction. Selon Scott, qui séjourna à Paris pendant la conférence de Versailles et tint Hobhouse informé du détail des négociations, deux conceptions s'y affrontaient : on pouvait soit faire une paix de réconciliation, soit créer une Société des Nations, qui ne serait en fait qu'une Société des Vainqueurs<sup>449</sup>. Scott et Hobhouse étaient évidemment en faveur de la première conception. Il faut, en effet, souligner qu'étant donné l'avènement de la démocratie en Allemagne et l'apaisement général des esprits,

<sup>444</sup> QWP pp. 198, 199 : « I am forced, therefore, to the conclusion that we must either go further or not attempt to move at all, and I should agree with my friend, Mr Hobson, that there is no final guarantee of a permanent peace except in the formation of an international State. »

<sup>445</sup> Les quatorze points étaient loin de prévoir une fédération internationale.

<sup>446</sup> L. T. HOBHOUSE, « *The Future League of Peace* », (1917) in « *Selected articles and essays* », in J. A. HOBSON, M. GINSBERG, L. T. *Hobhouse*, pp. 309-312.

<sup>447</sup> « *The Future League of Peace* » p. 311 : « a somewhat higher authority ».

<sup>448</sup> Ibid. « It must be more like the standing Parliament to which all nations may resort for the redress of grievances or the ventilation of projects ».

<sup>449</sup> Voir *Wilson* chapitre 33 pp. 367-375.

l'anti-germanisme de Hobhouse s'était modéré et le maintien de l'alliance semble être alors passé au second plan. Il plaidait pour une paix sans annexions territoriales et fondée sur le principe d'autodétermination des peuples. A l'occasion de Noël, il appela, dans les colonnes du *Manchester Guardian*, à une attitude charitable envers l'Allemagne :

***"If thine enemy hunger, feed him" has a very literal application to Germany to-day. It has very practical bearing on the future peace of the world. [...] In the Christmas season men still turn to kindlier ways of thinking, and the impulse to share the good cheer is more widely felt. It is on that kindlier and calmer habit of mind that the peace of the world must repose, and if it prevails in time we may yet be able to complete the old greeting and look forward with some measure of confidence to a renewed happiness in the new year. (« Peace on Earth » MG, 28/12/18)***

Bien que Scott ait cru un instant que Lloyd George allait se rallier à son opinion, ce fut, comme on le sait, la deuxième conception qui l'emporta. Selon Roland Marx, en effet, Lloyd George fut en grande partie responsable de ce que Hobsbawm nomme « l'échec presque total<sup>450</sup> » de la SDN :

***Le Premier ministre britannique joue un rôle majeur au sein du Conseil des quatre (États-Unis, Grande-Bretagne, France, Italie) qui réorganise le monde à Versailles à partir de janvier 1919. Il fait prévaloir nombre de ses points de vue : sur l'organisation d'une Ligue des Nations qui serait une organisation des vainqueurs, sans moyens propres, en particulier militaires, et où les « Grands » disposeraient, au sein d'un « Conseil », d'un droit de veto [...]»<sup>451</sup>.***

A cette occasion, Scott et Hobhouse comprirent qu'une telle paix pèserait lourd sur les générations à venir<sup>452</sup>. L'auteur fut donc très amer et il écrivit à Scott ces lignes éloquentes :

***I think if I had been Wilson I had rather have put a bullet through my head than signed those terms. I fear all protest is ineffectual, but every man I talk to whose opinion I value takes the same view. Tawney tells me that his fellow soldiers are especially keen. The feeling is that [it] is a real and deep breach of faith. (Lettre du 12/5/19, Wilson 374)***

Toutefois, Hobhouse ne perdit pas tout espoir de voir une « ligue mondiale » s'acheminer vers une fédération internationale. Tout au plus la déception de 1919 confirma que les gouvernements nationaux ne savaient que considérer leurs intérêts égoïstes. C'est pour cela, semble-t-il, qu'il choisit de souligner la fonction des associations internationales mentionnées plus haut. En 1921, date de publication de *The Elements of Social Justice*, sa proposition était d'intégrer ces associations internationales aux côtés des nations, afin que la direction de la fédération ne soit pas qu'un organe représentatif des nations, donc des communautés nationales, mais aussi des communautés transversales, auxquelles il confère la même valeur qu'aux nationalités. Une telle reconnaissance d'entités

<sup>450</sup> E. HOBSBAWM, *Age of Extremes* p. 34 : « The League of Nations was indeed set up as part of the peace settlement, and proved an almost total failure, except as an institution for collecting statistics. »

<sup>451</sup> R. MARX, *L'Angleterre de 1914 à 1945*, p. 48.

<sup>452</sup> Voir Wilson chapitre 13.

non-nationales devant siéger aux côtés des nations indique que Hobhouse avait définitivement renoncé à considérer l'État-nation comme l'unique division politique du monde.

## CHAPITRE 9 L'ÉTAT ET LA « CULTURE ALLEMANDE »

### 1. Le combat contre l'Allemagne : un combat idéologique

---

#### 1.1. L'entrée en guerre pour sauver la civilisation

L'un des effets du discours de rationalisation de la guerre fut de transformer la première guerre mondiale en une étape vers l'actualisation des liens organiques de la communauté mondiale. Cet argument permettait à l'auteur de nier l'idée d'une rupture dans l'évolution historique vers l'harmonie et, par là, d'affirmer que la guerre mondiale ne démentait pas, sur le fond, la pertinence des idéaux libéraux mais, au contraire, en soulignait la légitimité. De la même manière, l'intervention armée contre l'Allemagne participait des idéaux libéraux, car le discours de rationalisation s'appliqua à décrire celle-ci comme une guerre contre la tyrannie, pour la liberté des peuples. Dès l'invasion de la Belgique, le vœu de neutralité de Hobhouse, du *Manchester Guardian* ainsi que, comme on le sait, d'une partie des membres du gouvernement qui avaient menacé de démissionner, fut remplacé par le souci de réparer une telle atteinte à la liberté d'un peuple. Pour Hobhouse, l'intervention de la Grande-Bretagne s'inscrivait désormais dans la ligne du devoir moral d'intervention défini par Gladstone<sup>453</sup>.

Comme nous l'avons écrit, le discours de Hobhouse sur la guerre relègue les explications de concurrence commerciale, de partage des colonies ou des erreurs diplomatiques au second plan. Il semble ne s'y être intéressé que dans la mesure où elles dénotaient un esprit expansionniste et militariste, donc immoral, qui constituait la vraie menace qui planait sur l'Europe. Une telle approche présentait, en outre, l'avantage de permettre au discours de rationalisation de souligner, à nouveau, la continuité historique : Hobhouse avait déjà stigmatisé le militarisme comme ennemi de la démocratie libérale et proposé une vision bipolaire de la division idéologique en vigueur dans le monde. Ainsi, il était facile de transposer cette opposition à l'analyse de la guerre. De façon manichéenne, la guerre fut, dès lors, dépeinte par l'auteur comme un conflit entre deux conceptions opposées : l'autocratie militariste allemande se voyait attribuer la responsabilité de la guerre, tandis que les démocraties morales n'avaient d'autre choix que de se défendre.

---

<sup>453</sup> Par exemple, lors du refus de Disraeli d'intervenir en faveur des sujets chrétiens du gouvernement turc, Gladstone avait parlé de l'obligation morale d'intervenir : « Turkey had broken her pledges to Europe and we had the clearest moral obligations towards her victims. » Gladstone cité par *Charmley* p. 26.

## 1.2. La Russie

A ce sujet, il semble qu'il faille s'arrêter sur le point de vue de Hobhouse sur la participation de la Russie à la Triple Entente. En effet, à travers elle, l'alliance des démocraties en 1914 comportait un élément autocrate dont le discours de rationalisation de la guerre avait du mal à justifier la présence, comme Hobhouse le reconnut rétrospectivement :

***To England, France and Belgium this war presented itself as a struggle for national freedom as against the pretensions of a military autocracy. It was from the outset a grave embarrassment that the western Allies were fighting in concert with the most reactionary autocracy of the Continent. (« The Russian Revolution », MG, 24/3/17)***

Dans un premier temps il semble que Hobhouse ait fait mine de croire que la guerre était aussi porteuse de l'espoir d'un régime de liberté pour les libéraux de Russie. Pour eux, comme pour leurs homologues occidentaux, le soutien à la guerre provenait d'une assimilation de celle-ci à une guerre pour la démocratie, c'est-à-dire dans leur contexte spécifique, d'une guerre de libération. De fait, les déroutes militaires de l'armée russe rajoutaient à l'impopularité du gouvernement tsariste en Russie même et à son discrédit aux yeux des alliés. En ce sens, Hobhouse employait l'image de la perte des forteresses militaires entraînant la chute de la forteresse tsariste : puisque le pays était menacé, il fallait découvrir les moyens politiques pour permettre la cohésion nationale, et ceux-ci se trouvaient dans l'introduction de mesures libérales. Par conséquent, la Douma faisait pression pour obtenir des changements conséquents, et bénéficiait, selon Hobhouse, du soutien de ses alliés :

***The pressure of awakened Liberalism has grown stronger and the need of radical change more manifest with every advance of the enemy upon Russian soil. [...] We shall know soon whether the Russian Parliament and nation will get their will. It is the cordial hope of the Allies that they may, for the sake of Russia herself even more than for the sake of the most efficient conduct of the war. (« The New Russia » 28/8/15)***

Ainsi, si la Russie n'était pas encore une démocratie, ce conflit lui permettrait de le devenir parce qu'elle avait rompu avec les « **Empires réactionnaires d'Europe centrale** <sup>454</sup> », et parce que la guerre lui enseignait que pour rallier les forces de la nation il fallait un gouvernement représentatif. En outre, dans le cadre de la conception de la guerre comme une lutte de la démocratie contre l'autocratie, l'avènement d'un régime libéral en Russie serait une victoire tout aussi efficace que des conquêtes militaires :

***There could be no heavier blow struck at German hopes than the establishment of a Liberal system of government in Russia. The vast potentialities of Russia need only the emancipation of the Russian people for their full realisation, while the reactionary Central Powers encircled by a ring of democratic States would be stricken by a moral palsy. (« The New Russia » 28/8/15)***

Conformément à sa confiance dans l'avènement du libéralisme en Russie, Hobhouse fit

---

<sup>454</sup> « The New Russia » MG, 28/8/15 : « The Liberal elements [of Russia] saw in association with the Western Powers and in the rupture with the reactionary Central Empires the beginning of a new era. »

un accueil enthousiaste à la révolution de mars 1917 qui renversait des dirigeants germanisés<sup>455</sup>. Si le nouveau régime savait garantir les droits des nationalités, alors on assisterait véritablement à l'émergence d'un bloc cohérent qui incarnerait l'idéal de justice et de libération des peuples soumis. De plus, la victoire des révolutionnaires russes (que Hobhouse continuait d'appeler des libéraux) isolait l'Allemagne dans son entêtement autocratique et il était désormais permis d'espérer que l'exemple russe encouragerait les libéraux en Allemagne (sauf peut-être les Prussiens) à se saisir du pouvoir, mettant ainsi fin à la guerre et marquant le passage à un nouvel ordre mondial plus harmonieux. Mais la paix séparée avec l'Allemagne eut l'effet inverse. En outre, les bolcheviques se révélaient être plutôt éloignés du libéralisme que Hobhouse prêtait aux révolutionnaires de février. Il eut, en effet, l'occasion de rencontrer Livitnoff<sup>456</sup> et écrivit à Scott à ce sujet :

***I met Livitnoff at the Courtney's yesterday, and was impressed with his utter crudity and lack of ability. His socialism is the sort of schoolboy stuff which one has been denying for thirty years to be anything but a caricature. He tells us that Local Committees are taking all the land, and all the stock on it beyond what they judged that a man can use for himself. No compensation, but a charitable allowance to keep an ex-proprietor going for a year of two till he learns to work. (27/1/18, Wilson 331)***

Néanmoins, la déception de Hobhouse ne lui fit pas partager les intentions cyniques de certains dirigeants conservateurs, qui pensaient pouvoir négocier une paix avec l'Allemagne en lui proposant de garder ses conquêtes à l'est pour se retirer, en retour, des territoires occupés à l'ouest<sup>457</sup>. D'après Wilson, Hobhouse soupçonna Lloyd George d'avoir quelque sympathie pour cette idée<sup>458</sup> qu'il condamnait fermement. Il affichait le même désaccord face à l'attitude du gouvernement quant au refus de laisser les dirigeants travaillistes participer à la conférence internationale de Stockholm. Un article de mars 1918<sup>459</sup> indique que Hobhouse attribuait tout autant la décevante politique internationale des Russes aux bolcheviques qu'à l'incapacité des gouvernements occidentaux à ouvrir le dialogue avec ceux-ci :

***They [...] set out last year a great principle which, again, in words, was our own. If we, too, had been quite faithful to those words and backed them by effective will we should then have fallen into line. [...] We should have sent our Socialists to talk it over with theirs and come to an understanding. (« Faith and Powder » 2/3/18)***

Hobhouse maintenait donc que la révolution russe participait du progrès libéral, il

<sup>455</sup> « The Russian Revolution » MG, 24/3/17 : « liberation from German ideas and a germanised governing class ». Hobhouse fait ici allusion à « l'esprit autocratique allemand » ainsi que, peut-être, aux liens de sang entre la famille du tsar et les familles princières allemandes. Si c'est le cas, il ne souffle pas mot des liens avec ceux qui s'appelaient désormais les Windsor.

<sup>456</sup> Représentant plénipotentiaire des soviets en Grande-Bretagne.

<sup>457</sup> Voir *Wilson* chapitre 24.

<sup>458</sup> Voir *Wilson* p. 305.

<sup>459</sup> Rappelons que, les calendriers étant différents, la révolution de février a eu lieu en mars.

concédaient tout juste en mars 1918 que les Bolcheviks étaient des bébés (*babes and sucklings*) dont l'occident, en refusant sa collaboration, avait éveillé l'hostilité. Il lui était, par là même, encore possible de légitimer l'argument de l'alliance des pays de l'Entente, unis dans la lutte pour l'idéal démocratique contre la tyrannie autocratique de la Triple Alliance, même si les relations entre les pays occidentaux et la Russie indiquaient, après la révolution, une absence évidente de solidarité. Dans « The Dawn », il rappelait, en outre, que si le sens de l'alliance des démocraties avec la Russie était de permettre que la liberté y soit enfin reconnue, l'Entente perdait toute crédibilité si, au contraire, les démocraties se laissaient gagner par l'esprit du tsarisme. Le soutien à l'esprit de liberté des révolutionnaires n'était possible que si une vieille démocratie comme la Grande-Bretagne continuait de montrer l'exemple au lieu de sombrer dans des compromissions iniques :

***If association with us has helped to liberate Russia, it may be feared that our politics have not gone wholly untarnished by association with the Tsardom. We shall not act as befits the democratic dawn if we, the most experienced of the great peoples in self-government, are content to use democracy as a themes of speeches and articles while practising autocratic arts, allowing the use of spies and informers in our courts, curtailing the freedom of the Press, persecuting men for conscience' sake, and abandoning the effort to treat Ireland as we applaud the new Russia for treating Finland***<sup>460</sup>.

### 1.3. La guerre des idéologies

Ainsi Hobhouse était catégorique sur le fait que le cœur de la guerre était d'ordre idéologique. Par conséquent, les origines de la guerre se trouvaient essentiellement dans l'histoire des idées. La guerre fut, en effet, une période prolifique sur le thème du « combat idéologique », et une forte proportion des écrits de Hobhouse lui fut consacrée, comme *The Metaphysical Theory of the State*, des parties de *The World in Conflict* et de *Questions of War and Peace*, ainsi que de nombreuses critiques (*review*) d'ouvrages philosophiques dans les colonnes du *Manchester Guardian*, ainsi que dans d'autres périodiques<sup>461</sup>. Cette analyse était à la base du désaccord avec la position des pacifistes puisque, pour que la paix soit possible, il fallait postuler qu'un règlement du conflit l'était aussi, et, par conséquent, que l'Allemagne était entrée en guerre pour des questions matérielles auxquelles on aurait pu apporter une autre réponse que l'intervention armée. Mais si l'Allemagne faisait la guerre par idéologie guerrière, alors seule la victoire alliée pouvait constituer une réponse. Ainsi, Hobhouse critiquait le point de vue de Russell, qui dans *Principles of Social Reconstruction* rappelait que l'Allemagne avait été poussée à la guerre par son désir de posséder un empire colonial : il lui rétorquait que dans l'invasion de la Belgique et de la France, l'Allemagne avait fait plus que prendre possession d'un territoire, puisqu'elle avait bafoué le droit de ces deux pays à « **mener à bien leurs propres idéaux sociaux et politiques au lieu d'être forcés de servir comme**

<sup>460</sup> L. T. HOBHOUSE « The Dawn », p. 307, in « Selected articles and essays », in J. A. HOBSON, M. GINSBERG, L. T. Hobhouse, pp. 305-308.

<sup>461</sup> *The Nation*, *The Contemporary Review*, etc.



**conscrits ou comme esclaves à munitions de l'Allemagne**<sup>462</sup> ».

Il est intéressant de noter que la collaboration avec la *Nation*<sup>463</sup>, dont le rédacteur en chef, Massingham, était membre de l'UDC et par conséquent plus proche que Hobhouse de la No-Conscription Fellowship que soutenait Russell, se cantonna à des articles ayant trait à la philosophie<sup>464</sup>, comme si l'autorité de l'auteur en la matière continuait d'être reconnue, malgré la dissension entre la position de la rédaction et de Hobhouse, qui empêchait la collaboration sur des questions d'actualité. L'auteur eut, néanmoins, recours au courrier des lecteurs (dans lequel, à l'époque, s'exprimaient souvent les personnalités connues) pour exprimer librement son opinion : le 31 octobre 1914, la *Nation* publia une lettre de Hobhouse, qui nous renseigne à la fois sur les différences qui l'opposaient à la ligne de l'UDC, adoptée par le journal, et l'analyse hobhousienne des causes de la guerre. Cette lettre constituait une réponse à un manifeste écrit par des universitaires et des scientifiques allemands, qui appelait les Anglais à rester neutres, ainsi qu'au manifeste de l'UDC<sup>465</sup> :

***When I read it [the British manifesto] it occurred to me that it would be interesting to state the British case as it appears to those who, though antimilitarists of long standing, believe that the cause of civilization in Europe stands or falls with the victory of our country. ( « The manifesto of German professors », Nation, 31/10/14)***

Hobhouse expliqua, en effet, que les actions belliqueuses allemandes, dont, avant tout, l'invasion de la Belgique malgré sa neutralité, avaient « forcé ceux qui ont toujours été de fermes partisans de la paix à reconnaître [...] que l'obstacle insurmontable à la paix est le militarisme allemand<sup>466</sup> ». Il refusa de considérer que l'invasion de la Belgique n'avait été qu'un prétexte à la déclaration de la guerre, et précisa que son attitude n'était pas dictée par la peur de s'opposer à son gouvernement mais par le fait qu'il pensait que son gouvernement avait raison de combattre l'Allemagne, car la guerre était désormais le seul moyen de sauver « la paix internationale » ainsi que les « idées libérales ».

<sup>462</sup> « An Apostle of Peace » *MG* 19/12/16 : « What they [Belgium and France] stand for is the right to maintain and carry through their own social and political ideals instead of being forced to serve as conscripts or munition slaves of Germany in her subjection of other peoples. »

<sup>463</sup> *Hobson p.* 62 : « Hobhouse wrote frequent articles for the *Nation* under the editorship of W. H. Massingham, and during most of the years from 1907 to 1915 was a regular attendant at the interesting weekly lunches, where unbridled discussion on current themes of policy took place. In 1915, however, the bitter divergence of views among members of this group upon the origins and merits of the war and upon peace negotiations caused him so much irritation that he gave up his attendance at the lunches and wrote very little more for the paper. »

<sup>464</sup> Par exemple, « The Mechanics of the Soul » *Nation* 26/9/14, ou « The ideas of Treitschke » *Nation* 24/6/16.

<sup>465</sup> Hobhouse ne dit pas explicitement qu'il s'agit du manifeste de l'UDC mais d'un manifeste de professeurs anglais.

<sup>466</sup> « These events have compelled those who have always stood most strongly for peace to recognize- in many instances, very unwillingly- that the insuperable obstacle to peace in German militarism. » (lettre de Hobhouse, intitulée « The manifesto of German professors », à *The Nation* 31/10/14).

Le pacifisme de Hobhouse n'était donc pas remis en question par son soutien au gouvernement, parce que ce pacifisme avait toujours été de nature morale. Or cette guerre était la guerre morale par excellence et incarnait, contrairement à la guerre des Boers, le patriotisme du juste :

***Simply as a patriot, again, a man should recognize that a nation may become great not merely by painting the map red, or extending her commerce beyond all precedent, but also as the champion of justice, the seccourer of the oppressed, the established home of freedom. (Lib 50, 51)***

Il est cependant difficile de distinguer ici ce que pense vraiment Hobhouse de ce qu'il écrit. La position affichée est que l'Allemagne est fautive et que la Grande-Bretagne devait intervenir, notamment après l'invasion de la Belgique. Mais il ne pouvait ignorer qu'Asquith et Grey avaient fait de celle-ci un casus belli, pour persuader le gouvernement d'entrer en guerre et d'honorer ainsi les promesses faites à la France<sup>467</sup>. En outre, la correspondance de Scott indique que le soutien à la guerre relève de la résignation<sup>468</sup>. S'agissait-il donc plus de la peur inspirée par la guerre que d'une reconnaissance de sa légitimité morale ? Dans ce cas, on pourrait parler d'un écart entre le discours de rationalisation de la guerre et le point de vue réel de Hobhouse. Il est aussi possible de penser que Hobhouse s'est convaincu lui-même de l'enjeu éthique et idéologique, en assimilant, comme nous le verrons, la culture allemande à la tyrannie de l'État idéaliste, et que, si tant est qu'il eût encore quelques scrupules lors de l'entrée en guerre, ceux-ci eurent tôt fait de disparaître. Nous penchons plutôt pour une combinaison des deux interprétations : la guerre déclencha chez Hobhouse un franc rejet de ce qu'il considérait comme la culture allemande, et la conception manichéenne que nous avons mentionnée plus haut confine parfois à la germanophobie, comme s'il était tombé lui aussi sous l'influence de la propagande gouvernementale anti-allemande. Il ne doutait pas de la culpabilité de l'Allemagne pendant la guerre, mais avec le recul des années, il semble qu'il ait laissé transparaître une position plus modérée et justifié le soutien au gouvernement plus par l'ampleur de la menace allemande que par l'enjeu moral et idéologique d'un tel combat. Ainsi, lors d'un article sur Scott, Hobhouse décrit une hésitation que l'on peut être tenté de lui attribuer aussi :

***War once declared, he recognized that the position was radically changed. We might have been wrong, as he certainly thought- and I do not know when or precisely how far he really changed this view- in entering upon it, but it was not as the Boer War, when we were doing wrong to another and weaker nation. We were up against far the greatest power in the world. The wrong, if any, was done by our Government to our own people, and there was no going back.***<sup>469</sup>

#### 1.4. L'idéalisme et la culture allemande

---

<sup>467</sup> Voir S. J. LEE, *Aspects of British Political History 1914-1995*, p. 21. Cet ouvrage est désormais abrégé *Lee II*.

<sup>468</sup> Lettre de C. P. Scott à W. Mellor le 7/8/14 : « The whole future of our nation is at stake and we have no choice but do the utmost we can to secure success. » citée par Wilson p. 100.

<sup>469</sup> L. T. HOBHOUSE, « *Liberal and Humanist* ».

L'assimilation de la culture allemande à la tyrannie militariste participe, en outre, du discours de rationalisation de la guerre, en ce qu'elle est présentée comme un simple développement de ce que l'analyse hobhousienne avait déjà constaté dans les années précédentes. En effet, la controverse avec les idéalistes datait, comme nous l'avons écrit, de la période à Oxford et de la publication de *The Theory of Knowledge* et, derrière Bosanquet, cible de fréquentes attaques de Hobhouse en tant que représentant contemporain le plus éminent de l'idéalisme, Hegel était déjà en ligne de mire. Par conséquent, Hobhouse n'eut pas de difficulté à expliquer la guerre comme un résultat de l'influence de l'absolutisme idéaliste, et c'est dans ce contexte qu'eurent lieu les attaques les plus virulentes. Pour l'auteur, la dénonciation des conséquences fatales de l'hégélianisme faisait partie intégrante de la guerre contre l'Allemagne. Il intégra à l'édition de *The Metaphysical Theory of the State* une dédicace au lieutenant R. O. Hobhouse, son fils, dans laquelle il donnait la mesure de l'enjeu du combat idéologique :

***One morning as I sat there [in a cool Highgate garden] annotating Hegel's theory of freedom, jarring sounds broke in upon the summer stillness. [...] The familiar drone of the British aeroplanes was pierced by the whining of the Gothas. High above, machines guns barked in sharp staccato and distant thuds announced the fall of the bombs. [...] As I went back to my Hegel my first mood was one of self-satire. Was this a time for theorizing or destroying theories, when the world was tumbling about our ears ? My second thoughts ran otherwise. To each man the tools and weapons that he can best use. In the bombing of London I had just witnessed the visible and tangible outcome of a false and wicked doctrine, the foundations of which lay, as I believe, in the book before me. (MTS 5, 6)***

Beaucoup des arguments utilisés pour dénoncer la responsabilité de l'idéalisme hégélien ont été évoqués dans le cadre de la réfutation de l'idéalisme<sup>470</sup>. En conséquence, nous nous contentons, pour la plupart, d'un simple rappel : Hobhouse affirmait que par sa confusion entre l'Idéal et le réel, l'idéalisme était un absolutisme. L'État idéaliste ne se considérait pas soumis à l'exigence éthique, il ne distinguait pas entre la société et l'État et confondait la volonté de celui-ci avec celle de l'individu, le privant, par là, de liberté réelle en l'obligeant à se soumettre au pouvoir de l'État. L'obéissance venait remplacer la saine contestation de l'État et la raison ne pouvait plus progresser. Dans l'ensemble, l'idéalisme politique revenait à un écrasement de la conscience individuelle, niant à la fois sa liberté et sa responsabilité morale. En plus de ces reproches habituels, Hobhouse mit l'accent, pendant la guerre, sur la conception idéaliste en matière de politique internationale. Hegel accordait une place démesurée au sentiment national, comme le montrait la phrase donnée en citation dans *The Metaphysical Theory of The State* : « **Ceux qui pensent que les peuples peuvent former un ensemble avec d'autres peuples savent peu de choses de l'esprit d'un peuple.** » À ceci Hobhouse rajoutait ironiquement : « **(comme, par exemple, l'ensemble que le fier Écossais forme avec l'Anglais)**<sup>471</sup>. » De plus, la philosophie hégélienne faisait une apologie de la guerre, la

<sup>470</sup> Voir chapitre 4.

<sup>471</sup> MTS p. 100 : « "Those know little of the spirit of the people who think that they can make a whole along with others [Hegel *Philosophie des Rechts*] (as e.g. the proud Scot has made with the Englishman) [...]. »

décrivant comme un « moment éthique » et s'opposait à toute tentative de former une « ligue de paix », pourtant recommandée par Kant en des temps où, selon Hobhouse, la culture allemande était encore saine<sup>472</sup>.

L'influence de Hegel sur l'esprit des dirigeants allemands était évidente quand on considérait qu'ils avaient justement poussé l'argument de la nationalité jusqu'à l'expansionnisme et la guerre. Hobhouse croyait, en outre, que toute la philosophie allemande récente portait la responsabilité de la guerre : « l'État divin de Hegel, le pouvoir de Treitschke, le mépris de Nietzsche pour la modération sont fondus ensemble dans l'esprit qui anime les classes dirigeantes de l'Allemagne<sup>473</sup>. » Par conséquent, ses articles critiques ne manquaient pas de la dénoncer. Le *Manchester Guardian* refusait, par exemple, la « **réhabilitation de Nietzsche**<sup>474</sup> », même si celui-ci critiquait l'État prussien, dont les fondements « **se trouvaient dans Hegel** », car il n'en faisait pas moins l'apologie du pouvoir. Pour Hobhouse, le cœur de la philosophie nietzschéenne était son autre grand ennemi idéologique, à savoir « **la théorie biologique qui fut la gloire suprême de la science du 19<sup>e</sup> siècle** » et qui « pouvait être interprétée comme une justification de la force et de l'affirmation de soi<sup>475</sup> ». Comme l'idéalisme, Nietzsche niait la loi morale et attaquait la raison<sup>476</sup> et dans l'ensemble, il y avait, « **en effet, une étrange note de dureté et d'insensibilité dans toute la production intellectuelle de l'Allemagne**<sup>477</sup> », dont la guerre était la conséquence directe. En outre, il ne s'agissait pas là du seul point de vue de Hobhouse, puisque, selon Ayerst<sup>478</sup>, Montague écrivait aussi des leaders vengeurs contre Nietzsche. Le compte rendu d'une réunion de la Sociological Society relatait l'intervention de Lord Bryce, qui déclinait les mêmes arguments anti-germaniques et croyait discerner que « **nous, en Angleterre et en Amérique, avons une conception totalement différente de l'État de celle qu'avaient les Allemands** » et que c'était là que se trouvait « **l'explication du comportement extraordinaire du gouvernement allemand et de l'armée allemande pendant la guerre**<sup>479</sup> ».

<sup>472</sup> MTS p. 100 : « Kant's proposal of a League of Peace is specifically repudiated. »

<sup>473</sup> WC p. 56 : « Hegel's divine State, Treitschke's power, Nietzsche's contempt of restraint are fused together in the faith that animates the governing classes of Germany. »

<sup>474</sup> « The Rehabilitation of Nietzsche », critique de la nouvelle édition de *affirmations* de Dr. Havelock Ellis MG 25/5/15.

<sup>475</sup> WC p. 38 : « The biological theory which was the crowning glory of 19<sup>th</sup> century science could be interpreted as a justification of force and self-assertion. »

<sup>476</sup> Voir WC chapitre 5 « The Revolt ».

<sup>477</sup> « The Rehabilitation of Nietzsche » MG 25/5/15 : « There is indeed a strange note of hardness and insensibility running through the intellectual work of Germany, and it needed little of that "human imbecility" which Dr. Ellis finds at work to turn it to those terrible applications which have brought about the tragedy of Europe. »

<sup>478</sup> D. AYERST, *The Manchester Guardian. Biography of a Newspaper*, p. 373.

### 1.5. Participation à la propagande ?

On ne peut manquer, rétrospectivement, d'interpréter le discours de Hobhouse et du *Manchester Guardian* sur la culture et la barbarie allemande comme partie prenante d'un discours de galvanisation d'une nation en guerre, qui était un fait nouveau dans l'histoire britannique : ceci prenait essentiellement la forme de la « propagande d'atrocités » (*atrocity propaganda*) qui visait à susciter la haine de l'ennemi dans l'opinion publique<sup>480</sup>. La correspondance entre Scott et Hobhouse indique souvent la conscience qu'ont les deux hommes de celle-ci<sup>481</sup>, et il semble que l'on puisse juger qu'il y a, ici, les signes d'une participation, probablement involontaire, à la propagande, d'autant que Scott siégeait au comité de direction de la division de l'information (*News Division*) qui devait surveiller la diffusion des informations relatives à la guerre<sup>482</sup>. Certes, on avait donné un cadre aux discours et écrits publics, puisque les conditions de censure établies par *DORA* (*Defence Of the Realm Act*<sup>483</sup>) limitaient de fait la publication d'articles « tendant à déprimer les sujets de Sa Majesté et à reconforter l'ennemi<sup>484</sup> ». De même la « loi sur les secrets officiels » (*Official Secrets Act*), en vigueur depuis 1911, rendait difficile l'accès aux renseignements d'ordre militaires, pendant que le Département de l'Information (*Department of Information*) se chargeait de diffuser une pléthore d'histoires anti-allemandes<sup>485</sup>. Néanmoins, il ne faut pas surévaluer le musellement de la presse : son contrôle s'exerçait plutôt de manière indirecte en s'en remettant à l'autocensure des rédactions, sous le regard, il est vrai, du bureau de la presse (*Press Bureau*) qui veillait désormais à son bon fonctionnement. En tout état de cause, tant que l'on ne révélait pas des informations susceptibles de servir à l'ennemi, il demeurait tout à fait possible de critiquer le gouvernement et la guerre en des termes généraux, même s'il était fortement

<sup>479</sup> « The German Idea of the State », *MG* 28/4/15 : « We in England and America had a totally different conception of the State to that which Germany had [...] This was the explanation of the extraordinary behaviour of the German Government and the German army during the war. »

<sup>480</sup> Lee 2 p. 26 « An unprecedented increase in government sponsored information [...] took the form especially of atrocity propaganda, designed to induce a ferocious hatred of the enemy. »

<sup>481</sup> Par exemple ; C.P. Scott à Hobhouse : « A wounded man –an *educated* corporal just back from Loos sends a letter to us –too damaging for publication- from which it appears that in that engagement again we shelled our own men and that we *lost* hill 70 after winning it in that way. » Lettre du 13/10/15, citée par *Wilson* p. 142.

<sup>482</sup> Voir J. STEVENSON, *British Society 1914-45*, p. 77. Cet ouvrage est désormais abrégé « *Stevenson* ».

<sup>483</sup> La loi sur la défense du royaume, votée en août 1914.

<sup>484</sup> Ainsi, en novembre 1915 le *Globe* fut supprimé par le gouvernement pour avoir publié de fausses informations ? D'après J. L. THOMSON, *Politicians, the Press and Propaganda*, p. 86 : « [...] false statements tending to depress His Majesty's subjects and give comfort to the enemy ». Cet ouvrage est désormais abrégé « *Thomson* ».

<sup>485</sup> Voir *Stevenson* p. 76.

déconseillé de faire montre d'un trop grand manque de solidarité avec le gouvernement, parce qu'une telle opinion risquait d'être utilisée par la propagande allemande<sup>486</sup> et de démoraliser l'opinion publique et les troupes.

Il serait donc erroné de penser que la virulence, voire le caractère excessif du ton de certains articles de Hobhouse, lui ait été dicté par une quelconque source extérieure et encore moins une source gouvernementale ; néanmoins il faut garder à l'esprit que la parole ou, du moins, les écrits publiés d'un auteur ou d'un éditorialiste tel que Hobhouse avaient lieu dans le contexte particulier de la guerre, où l'on avait, bon gré, mal gré, fortement conscience du poids des mots<sup>487</sup>. Toutefois, cet éclairage ne suffit pas, à lui seul, à expliquer que Hobhouse semble s'être parfois fait le relais d'un discours officiel sur la barbarie allemande. Ainsi, lors de la tragédie du Lusitania, il écrivait les lignes suivantes :

***What of the power which thus assails us, and which beyond doubt will continue to assail us in similar fashion and which is openly rejoicing at the Havoc it has wrought? To a deed of darkness such as this last there must indeed be one instant and powerful reply. It must rouse and kindle the nation to greater effort and a more steadfast resolve to achieve victory by every fair and lawful means.***  
**(« The Gospel of Ruthlessness » MG 10/5/15)**

Avec un siècle de recul, on pourrait être tenté de rapprocher le ton du discours de Hobhouse et du *Manchester Guardian* de celui du *Times* et du *Daily Mail* qui qualifiaient, par exemple, le torpillage du Lusitania de « meurtre prémédité<sup>488</sup> » et publiait les photographies des cadavres des femmes et des enfants<sup>489</sup>. D'après Ayerst, Emily Hobhouse, par exemple, condamna la germanophobie du journal et cessa, par conséquent, d'y contribuer<sup>490</sup>. Cependant, il nous semble trouver deux explications principales à l'emportement de Hobhouse : d'abord une indignation sincère face à la tournure de la pratique guerrière pendant la première guerre. Le sentiment d'effarement, qui prédominait dans l'opinion, est certainement à l'origine du manque de sérénité que traduisent certains des écrits de la guerre. En effet, le thème de la barbarie de l'Allemagne était, certes, largement utilisé à la fois à l'intérieur de la Grande-Bretagne pour encourager la volonté de riposte et à l'extérieur pour s'attirer les sympathies des pays neutres<sup>491</sup>, mais il reflétait, semble-t-il, la croyance des contemporains. Il est probable en effet que ceux-ci,

---

<sup>486</sup> La vente de la *Nation* fut interdite à l'étranger en Avril 1917 parce que la propagande ennemie avait cité les critiques de Massingham à l'encontre de Haig.

<sup>487</sup> Voir A. SMITH, *The New Statesman*, chapitre 5.

<sup>488</sup> Thomson p. 48 : « premeditated murder ».

<sup>489</sup> Ibid.

<sup>490</sup> D. AYERST, *The Manchester Guardian* p. 375.

<sup>491</sup> Thomson p. 37 : « Besides the domestic audience, these broadsides were also aimed at the world, and most importantly, American, opinion. »

dont Hobhouse, croyait en l'existence des atrocités prétendument commises par l'armée allemande : une commission d'enquête, sous la direction de Lord Bryce, avait publié « **une condamnation des brutalités allemandes qui incluait le récit de bébés empalés et de femmes amputés de leurs seins** »<sup>492</sup> (en se fondant sur des preuves particulièrement minces, selon Stevenson<sup>493</sup>), élevant ainsi les rumeurs au rang de faits avérés.

Pourtant, Hobhouse est resté lucide face aux excès du discours propagandiste que répandait notamment la presse de Northcliffe, et on peut aller jusqu'à supposer une deuxième explication qui consisterait à affirmer que c'est justement parce qu'il avait conscience des dérives que pouvait occasionner pareil discours, qu'il lui fit quelques emprunts, afin de produire un discours parallèle et concurrent à la fois. En effet, Hobhouse avait toujours détesté la presse populiste, qui était, à ses yeux, l'instrument de la réaction. Pendant la guerre elle lui semblait d'autant plus dangereuse qu'elle trouvait un écho auprès du gouvernement en la personne de Lloyd George qui savait, plus que n'importe quel autre dirigeant, entretenir de bonnes relations avec toute la presse et non pas seulement avec le *Manchester Guardian* : « **De toute évidence il n'y a nulle part de résistance solide contre l'influence George-Northcliffe et l'on peut s'attendre à ce que le gouvernement soit de plus en plus dirigé par le Times** »<sup>494</sup>. Le discours de Hobhouse dans le *Manchester Guardian* se différencie donc fondamentalement du bellicisme caractérisé de Northcliffe<sup>495</sup> : lorsqu'il dénonce les atrocités commises par l'armée allemande, l'auteur en profite toujours pour exhorter l'Angleterre à ne pas suivre l'exemple allemand, tandis que la presse de Northcliffe se saisit des atrocités commises par l'armée allemande pour argumenter que les alliés ne doivent se satisfaire que d'une victoire totale<sup>496</sup> (sans conditions vis à vis de l'Allemagne).

Deux articles, écrits respectivement en juin 1915 et en avril 1917, sont intitulés « représailles » (« *Reprisals* ») et tentent d'exposer les deux points de vue possibles quant aux ripostes des armées alliées. Hobhouse y indique qu'il comprend que l'indignation suscitée par les exactions allemandes puisse engendrer un sentiment de vengeance. Dès lors que l'Allemagne cesse de se conformer aux conventions de La Haye, la guerre correspond à une régression au stade primitif de l'évolution sociale, et l'on est parfois contraint à employer les mêmes armes que l'ennemi, comme le gaz, pour ne

<sup>492</sup> Ibid. : « An investigative commission, convened under the former British ambassador to the United States, Lord Bryce, published a condemnation of German brutalities including reports of the impaling of babies and amputation of women's breasts. »

<sup>493</sup> Stevenson p. 75 : « The allegation of German atrocities was corroborated on the flimsiest evidence by a committee headed by Lord Bryce. »

<sup>494</sup> Hobhouse à C.P. Scott 30/12/15 : « Evidently there is no solid resistance anywhere to the George Northcliffe influence and we may take it that the cabinet will be more and more run by the Times. » (cité par Wilson p. 165).

<sup>495</sup> Selon Thomson, la réputation de belliciste de Northcliffe, qui avait fait campagne en faveur des *dreadnoughts*, était fermement établie, notamment parmi les libéraux et la presse libérale (voir Thomson p. 39).

<sup>496</sup> Voir Thomson p. 42.

pas lui laisser l'avantage militaire. Néanmoins une telle attitude mène à l'escalade, et « dans un concours d'horreurs, l'Allemagne nous battra toujours<sup>497</sup> ». Les démocraties qui se battent pour la paix doivent donc être vigilantes et n'avoir recours aux méthodes allemandes que lorsque c'est strictement nécessaire du point de vue militaire. Il n'existe, par exemple, aucune justification possible au bombardement de populations civiles ou au meurtre des prisonniers de guerre. Il faut que les moyens employés demeurent compatibles avec la fin recherchée :

***Ruthlessness will not be driven from the world by ruthlessness. The only result of such a competition will be to give us a world which was not worth fighting for. But brutality can be disarmed and a common danger can be met by the co-operation of all against whom it is directed. (« The Gospel of Ruthlessness » MG 10/5/15)***

## 2. La guerre intérieure

---

### 2.1. « L'esprit allemand » en Grande-Bretagne

Le combat idéologique de Hobhouse ne se résumait donc pas à un combat contre l'Allemagne : comme nous l'avons écrit, il était dirigé contre l'esprit allemand, qui consistait en un mélange de pouvoir absolu de l'État (autocratie) et de militarisme. Or, les idées ne connaissent pas de frontières, surtout au sein de la conception organique de l'auteur. L'impérialisme, tout comme le militarisme, étaient aussi présents en Angleterre, et Hobhouse les trouvaient non moins détestables et dangereux que leurs pendants allemands. Cette précision permettait à l'auteur de ne pas sombrer dans un racisme primaire dont il voyait se dessiner les contours dans la véhémence du discours anti-allemand. Comme il le précisait dans « National Character<sup>498</sup> », il s'agissait de rester civilisé et de ne pas faire l'amalgame entre « l'esprit allemand » et la race allemande, afin de ne pas commettre l'erreur de céder à la « théorie biologique » exprimée dans l'impérialisme, qui était fondé sur l'idée d'une prétendue supériorité naturelle des Anglo-Saxons. L'analyse sociologique, qu'il opposait à la biologie, permettait de comprendre que la culture allemande résultait d'une histoire spécifique et que les Allemands demeuraient des hommes semblables en tout point au reste de l'humanité. La guerre avec l'Allemagne n'était finalement que l'expression d'une lutte, plus masquée et donc plus pernicieuse, entre l'esprit absolutiste qui prédominait dans la culture allemande et l'idéal libéral inscrit dans la tradition culturelle anglaise.

Ainsi, lorsque l'armée allemande empoisonnait les puits<sup>499</sup>, l'absolutisme marquait un point contre l'éthique libérale qui veut que les relations entre les pays, soient, même en temps de guerre, gouvernées par des lois et conventions internationales. Mais, de la même manière, certains événements en Grande-Bretagne incarnaient la victoire de ce

<sup>497</sup> « Reprisals » MG, 21/4/17.

<sup>498</sup> MG 6/5/16.

<sup>499</sup> Voir « Poisoning the Wells », MG, 7/5/15.



même esprit et corollairement la défaite de l'esprit libéral. La propension de l'opinion publique à se laisser manipuler par la presse de Northcliffe témoignait, notamment, de la fragilité de l'ancrage de l'esprit libéral. Par exemple, Hobhouse était outré par le sort réservé aux allemands sur le sol britannique et par les émeutes anti-allemandes. Ils représentaient, à ses yeux, l'expression d'un nationalisme exacerbé et d'un recul des idéaux humanitaires en Grande-Bretagne, relayés par le *Times* et le *Daily Mail*, eux-mêmes obsédés par la prétendue activité des espions allemands sur le sol national<sup>500</sup>. De manière plus grave, les journaux libéraux, semblaient rester passifs face à de tels événements. Hobhouse tenta donc d'user de son influence pour que le gouvernement et la presse les condamnent :

***About the alien question, I wrote to Simon the other day and you may like to see his reply. Massingham tells me that Asquith was personally much concerned and has visited the concentration camps. [...] Simon's letter only partly answers mine, for I urged that the Press campaign was more dangerous than the Government's action, and that Grey or Asquith ought to be asked to say a word to the country to point out the evil effect of rioting [...] I wish a little more could be said in the MG about the thing, but I know the difficulties. (Lettre de Hobhouse à Scott 27/10/14, Wilson 109)***

## 2.2. L 'accroissement du rôle de l'État et de l'exécutif.

Le phénomène était encore plus inquiétant quand le gouvernement au pouvoir était lui-même gagné par « l'esprit allemand », comme l'illustrait l'épisode de la conscription, qui constituait une « **soudaine rupture de la vieille et chère tradition** »<sup>501</sup> : l'État britannique s'attaquait ici à la liberté de l'individu de la manière la plus dangereuse puisqu'il menaçait désormais la liberté morale. En effet, le respect de la conscience individuelle était l'une des données fondamentales de la conception libérale, et il était inacceptable qu'elle fût bafouée, même sous le prétexte de la guerre. Pourtant, la situation exceptionnelle pouvait justifier la suppression momentanée des droits de l'individu pour le Bien Commun. Dans une situation normale, Hobhouse aurait trouvé les arguments pour justifier que le Bien Commun est, au bout du compte, desservi lorsque l'éthique (ici la préservation de la liberté de conscience) n'est pas prioritaire, mais la menace qui planait sur les pays alliés était énorme et il fallait bien gagner la guerre. Lorsque le gouvernement s'apprêtait à ordonner la conscription, il disposait d'un argument de taille en affirmant que « **notre existence est en jeu, nous devons appeler à l'aide tous ceux qui sont capables** », tandis que la réponse de l'individu semblait tout aussi valable : « **Oui, mais cela va à l'encontre de ma conscience. Demandez à tous ceux qui sont volontaires pour ce service, demandez-moi n'importe quel autre service, mais pas celui-ci** »<sup>502</sup>.

Il faut souligner la nouveauté de la situation pour les contemporains, qui étaient

<sup>500</sup> Thomson précise que la presse libérale se faisait aussi l'écho de ces campagnes anti-allemandes (voir p36), néanmoins, Hobhouse en attribuait la responsabilité à Northcliffe.

<sup>501</sup> « The case against Persecution » *MG*, 18/8/17 : « The adoption of military service in this country was a sudden breach with a long-standing cherished tradition. »

confrontés pour la première fois au contexte d'une guerre totale qui nécessite une organisation de toute la société et pas seulement de son armée. Le cours de l'histoire, auquel Hobhouse prêtait tant d'attention, avait épargné jusqu'ici la Grande-Bretagne, mais selon Greenleaf<sup>503</sup>, on avait vu la naissance de la guerre totale dans la France révolutionnaire et dans la guerre civile américaine (la guerre de Sécession). Toujours selon Greenleaf, ce fait avait été reconnu justement par Hegel<sup>504</sup>, et l'on peut rétrospectivement juger que l'incompréhension qu'avait Hobhouse du philosophe révèle, notamment, son refus de concevoir l'État totalitaire comme la conséquence incontournable de la guerre moderne. Pourtant les changements technologiques impliquaient que l'effort de guerre s'accompagnât désormais d'un effort industriel, donc d'une participation de toute la nation :

***Above all, then, a belligerent nation in the circumstances of modern war turns over to a system of control in which a major proportion of its productive capacity and economy, indeed its life as a whole, comes in one way or another under public supervision; and the role of government is thus greatly augmented. (Greenleaf I 51)***

Il ne fallut pas attendre longtemps pour que la nation comprenne que l'organisation économique habituelle ne pouvait pas perdurer : la crise des munitions fut, en effet, un sévère avertissement. Au début de la guerre, le gouvernement s'attendait à ce que le secteur privé fournisse une quantité suffisante d'obus et de munitions. Cette attitude reposait sur la confiance dans le système économique issu du laisser-faire : si la demande augmentait, l'offre suivrait. Mais, lorsqu'au printemps 1915 le manque de munitions devint criant, le gouvernement dut se résoudre à mettre ce secteur sous son contrôle. Pour Hobhouse, ce type d'intervention n'était, évidemment, pas condamnable en soi. Au contraire, un renforcement de la coopération au sein du pays ne pouvait que susciter son approbation. Il applaudit donc aux premières manifestations du rôle croissant de l'État. Ainsi, le gouvernement, alerté par des grèves en février 1915, prit conscience de la nécessité de s'assurer de la coopération du monde ouvrier en ayant recours à une politique de consultation et de négociation avec les syndicats : il dépêcha Lloyd George pour « **tenter d'obtenir un semblant d'accord avec eux avant de prendre le contrôle des usines d'armements** »<sup>505</sup>. En conséquence, le ministre organisa une conférence et obtint l'engagement des syndicats de ne pas faire grève et de mettre fin au refus d'employer des travailleurs non-qualifiés. Un éditorial du *Manchester Guardian*, dont le

<sup>502</sup> « Compulsion », *MG*, 12/6/15 : « The State may say, speaking through Government as its organ, "Our existence is at stake. We call on everyone to help us who is able, and all must serve alike." If the dissident replies, "Yes, but it is against my conscience. Call on all willing for this service. Call on me for any other, but not for this. »

<sup>503</sup> Voir *Greenleaf I* chapitre 2.

<sup>504</sup> *Greenleaf I* p. 47 : « Hegel acknowledged an intensification of the link [between war and politics] with his understanding that in modern war the maintenance of the state's independence requires the sacrifice of property, life, opinion and all else. »

<sup>505</sup> C. WRIGLEY, *Lloyd George*, p. 71 : « In March the Cabinet delegated to Lloyd George the task of seeing the trade unions in order to 'try to get some sort of understanding with them before taking over the Armaments works'. »

style évoque Hobhouse, se félicitait de cet accord caractéristique de l'organisation souhaitée par l'auteur, puisque les individus choisissaient librement de coopérer afin de servir le Bien Commun :

***The agreement arrived at between the Government and the representatives of the trade unions principally concerned in public work seems so reasonable that it is natural to ask why it was not arrived at before. [...] It may be possible in other countries to drive men to work. In England they must be led, and if extra work is required of them and if customs and rules which they cherish must be put aside, it is necessary to convince their reason that such changes are required for the common good [...] it is the English way, and it is on the superiority of the English way in general to the arbitrary way that we stake our whole success in this war. If Germany is fighting for the Kultur, the essence of which is not civilisation but the doctrine of the subordination of the individual German to the State, we are fighting for the Union of law and liberty under which the acts of Government must win the willing consent of those whom it primarily affects. (« The Government and Labour » MG 22/3/15)***

L'article appelait, en outre, à étendre cette coopération au « profit privé », c'est-à-dire à englober le patronat dans les négociations pour que le gouvernement puisse s'assurer qu'il ne bénéficierait pas indûment de la trêve syndicale. Mais l'adéquation entre la politique hobhousienne et la politique gouvernementale fut de courte durée :

***By the summer the failure of all parties to make the Treasury Agreement effective and the ever-growing need for greater war output led to this voluntary settlement being replaced by a statutory one, The Munitions of War Act of 2 July 1915<sup>506</sup>.***

La position du *Manchester Guardian* face à la nouvelle loi était de déplorer l'usage de la contrainte, non pas seulement en soi, mais parce que, conformément à la théorie hobhousienne, la contrainte engendrait moins d'efficacité (*efficiency*) que l'adhésion volontaire. Selon l'éditorial « Problems of Organisation » du 2/7/15, il eût été préférable de négocier les salaires afin « **d'accélérer la tendance à l'assentiment face à la position exceptionnelle<sup>507</sup>** » et d'accompagner toutes les mesures exceptionnelles dans la production industrielle d'une surveillance accrue du capital, afin d'éviter qu'on ne profite des « bénéfices de la guerre ». Néanmoins, cette loi restait légitime :

***What is the use of all this compulsion in this Munitions Bill ? The answer is, in the first instance, that the passing of a Bill by Parliament for the suspension of trade union regulations and for the withdrawal temporarily of the right to strike is a declaration of public opinion. It is a solemn affirmation on the part of the Government that such restraint upon the part of labour is a necessity in the crisis in which we are at present placed. (« Problems of organisation » MG 2/7/15)***

Ainsi, dans les premières années de la guerre, l'auteur n'exprimait pas de condamnation, sur le fond, de la politique gouvernementale et de son usage de la contrainte : il reconnaissait en tout état de cause l'urgence de la situation et apporta son soutien à

<sup>506</sup> *Ibid.* p. 71.

<sup>507</sup> « Problems of Organisation » MG 2/7/15 : « The result [of defining a principle on which arbitration should proceed on questions of wages] would have been, in our view, to have accelerated the tendency to assent to the exceptional position, and thereby to have facilitated the smooth working of the new machine which the Government is setting up. »

l'emprunt<sup>508</sup> (*War Loan*). Toutefois ces mesures avaient beau être acceptables, elles jetaient le doute sur la valeur de la démocratie en tant qu'organisation sociale et risquaient de corroborer les « théories de l'efficacité », dont nous avons déjà indiqué que Hobhouse les assimilait à l'écrasement de la liberté individuelle. La capacité de l'Angleterre libérale à gagner la guerre devenait une forme de test de la supériorité de l'organisation démocratique et représentait l'occasion d'apporter un démenti définitif au soupçon de décadence :

***In our day the creed of decadence, like everything else, has swathed itself in the garb of science. The physical decadence of England was the subject of statistical demonstration. [...] Revelling in their own forebodings, these prophets of evil wallowed in description of the national decay that was to come from our objection to universal drill, our weakness in giving freedom and equality to dependencies, our humanitarian madness that kept the unfit alive, our insanely democratic jealousies that taxed the millionaire [...]. We could not recruit our little army [...] the day dawned, and every German success was answered by an upward bound of the British recruitment roll. [...] War may destroy the virtues of peace but peace cultivates the virtues that are required in war. (« Decadence » MG 6/3/15)***

Or, au fur et à mesure que les défaites britanniques s'accumulaient, la question de la qualité de l'administration devenait inévitable, et la tentation était grande de soustraire le contrôle de la guerre au gouvernement habituel pour le remettre entre les mains des experts ou, au moins, comme ce fut le cas en décembre 1916, à un exécutif plus restreint.

L'angoisse de perdre la guerre était telle que Hobhouse apparaissait, dans un premier temps, disposé à entendre les arguments de Lloyd George en faveur d'un gouvernement disposant de pouvoir renforcé. En effet, celui-ci était la seule alternative libérale à Asquith, qui avait, aux yeux de Hobhouse, fait trop souvent la preuve de son incompétence : « ***J'admets qu'il est impossible de défendre le gouvernement Asquith . Continuer avec lui signifiait une défaite certaine***<sup>509</sup>. » Bien qu'il ne lui pardonnât pas sa déclaration imprudente en faveur d'une guerre qui irait jusqu'à la victoire totale contre l'Allemagne<sup>510</sup>, lors de l'épisode de la « vilaine interview<sup>511</sup> » (*naughty interview*), Hobhouse voyait précisément en Lloyd George le chef d'un exécutif fort, ouvertement anti-démocratique, et pourtant peut-être le dernier espoir de l'Angleterre : « ***Pour moi, Lloyd George c'est tout ou rien. Peut-être nous mènera-t-il à des***

<sup>508</sup> Voir « Saving and Spending » MG 10/7/15.

<sup>509</sup> Hobhouse à C. P. Scott le 9/12/16 : « I admit [...] that it is impossible to defend the Asquith Government. To go on with it meant certain defeat » cité par Wilson p251/252.

<sup>510</sup> Thomson p. 108 : « In late December the Press Lord [Northcliffe] urged the war secretary to give a statement to Roy Howard of the American United Press, who had stopped in London on his way to Germany. Lloyd George took his advice and their conversation, published internationally became famous as the "Knock-Out Blow" interview. In it the Welshman made it plain that the Allies intended to fight to the finish and would not agree to a compromise peace. »

<sup>511</sup> D'après Wilson ce sont les termes de Lloyd George lui-même. Voir Wilson p. 241.

**désastres pires encore, ou il vaincra. Le point en sa faveur est qu'il prendra des décisions**<sup>512</sup>. »

### 2.3. La contradiction

Ainsi, surgit une contradiction qui semble avoir été sinon inextricable, du moins durement ressentie par l'auteur : cette guerre devait être gagnée pour préserver l'État libéral et, en même temps, la condition de la victoire était telle que celui-ci devait avoir recours aux méthodes allemandes de militarisme et de soumission de l'individu à l'État, ce qui revenait, justement, à la défaite de l'État libéral. En d'autres termes, il était possible de penser que cette guerre, quelle qu'en soit l'issue, sonnerait le glas du libéralisme, ce que Hobhouse ne pouvait admettre, à moins de réviser entièrement sa pensée, puisque le sens de l'évolution consistait en un progrès vers le libéralisme tel qu'il le concevait. Dès que cette contradiction apparut, Hobhouse tenta sans cesse de la surmonter. Sa réponse consistait essentiellement à tenter de montrer que la Grande-Bretagne gagnerait la guerre en prouvant la supériorité de l'organisation libérale face à l'étatisme. Il stigmatisa, de façon caractéristique, le nouveau règne des experts comme une erreur typique de renoncement à la tradition libérale. Son argument au début de l'année 1916 était qu'après « **l'expérience de ces seize derniers mois** » pendant lesquels « **les experts avaient eu le champs libre** », **on pouvait douter de leur efficacité**<sup>513</sup>. En outre, la restriction des libertés équivalait à un appauvrissement de la culture britannique, préjudiciable à son dynamisme. L'exemple du sort réservé à Russell, qui fut renvoyé de Trinity College puis emprisonné pendant six mois en 1918, était révélateur : une vision à court terme pouvait prétendre que la guerre nécessitait que l'on engageât des poursuites contre les opposants, mais, sur le long terme, on risquait de compromettre la production intellectuelle du pays et de perdre ce que l'on prétendait sauver par une telle mesure :

***Briefly, if the intellectual primacy of Germany in the contemporary world can be disputed, it is as much due to Mr. Russell in England as to M. Bergson in France. That the intellectual primacy of Germany should be disputed does seem to me of national importance, partly on patriotic, partly on higher grounds. (« Of National importance » MG 4/5/18)***

Contre ceux qui continuaient, malgré le prétendu échec avéré de la tentation étatique en Grande-Bretagne, d'affirmer que les succès allemands constituaient bien la preuve de l'efficacité d'un tel système, Hobhouse faisait valoir qu'on ne pouvait transposer l'étatisme allemand à la Grande-Bretagne, parce que leur histoire n'était pas la même. Le gouvernement allemand n'avait pas commis l'erreur d'altérer son mode de souveraineté en entrant en guerre, il était resté militariste et autocrate : il fonctionnait donc pendant la guerre sur son mode habituel. En revanche, en Angleterre, la souveraineté populaire avait cessé de s'exercer dans de bonnes conditions puisqu'on lui avait dénié le droit à l'information, la rendant incapable de juger et de prendre des décisions. L'opinion

<sup>512</sup> Hobhouse à C. P. Scott le 9/12/16: « George I regard as kill or cure. He may land us in even worse disaster or he may win. The point in his favour is that he will take decisions. » Cité par Wilson pp. 251, 252.

<sup>513</sup> « An Organ of Government » MG 1/1/16 : « The expert authority, the directive mind, has had a free run and it may be doubted whether, after sixteen months of experience, this has proved so successful from the point of view of simple efficiency. »

publique avait accepté l'argument de l'exception de la guerre et avait « remis les rênes du pouvoir aux mains de ses délégués et serviteurs<sup>514</sup> ». A la vue de l'échec de cette méthode il fallait rendre le pouvoir au peuple, quitte à risquer la fuite de certains secrets de guerre jalousement défendus par DORA :

***All this discussion it may be said brings the risk that the Germans may find out what we are doing , but, after all, it is better to do something really effective with the knowledge of the Germans than to do something utterly ineffective without their knowledge. Certainly, whatever the advantages of secrecy and despatch, we pay for them heavily in the blunders and the omissions which free criticism by men of common sense, if not cowed by authoritative names, would infallibly prevent. (« An Organ of Government » MG 1/1/16)***

La même argumentation contre la suppression de la souveraineté populaire, donna lieu à l'article « The Cause » qui, le 27/4/18, attribuait sans équivoque la cause des défaillances britanniques à cette dernière. Les attaques contre DORA y étaient, désormais, à peine voilées, cependant le reproche était autant adressé au gouvernement qu'à l'opinion publique elle-même, restée trop passive dans tous les pays alliés, ce qui indique peut-être que Hobhouse ne pouvait se résoudre à accuser directement et seulement les dirigeants : n'était-il pas en mesure de critiquer directement le gouvernement, justement à cause de DORA ? Comme nous l'avons écrit plus haut, la correspondance Scott/Hobhouse semble montrer que, jusqu'au début de l'année 1917, l'auteur était encore sensible aux arguments de l'efficacité d'un gouvernement fort, tandis qu'après il devint plus méfiant face à cet argument et perdit confiance dans les dirigeants.

Une autre stratégie de l'auteur pour refuser les atteintes à la tradition libérale, telles que le renforcement de l'exécutif ou la conscription, fut de chercher à éviter que la contradiction ne se manifeste ouvertement, en trouvant des compromis qui ne semblaient pourtant guère possibles. Le gouvernement devait s'appliquer à préserver un espace de liberté pour qu'il constitue un rempart ultime contre « l'esprit allemand » :

***Government must never let anything but insuperable necessity bring matters to such an issue. [that a man may rightly suffer for doing what he believes right] It must go a long way bout to adapt state exigencies as it sees them to right and wrong as the conscience of some upright man judges them. (« Compulsion » MG 12/6/15)***

Hobhouse encouragea Scott dans ses démarches pour empêcher la conscription. Les deux hommes défendaient l'idée que la Grande-Bretagne, en tant que premier producteur industriel des alliés, devait se concentrer sur la production et laisser l'effort humain à d'autres. Ce point de vue était partagé par d'autres membres du gouvernement, notamment par McKenna<sup>515</sup>, dont Hobhouse se rapprocha pendant la guerre<sup>516</sup>. A l'occasion de la crise gouvernementale de décembre 1916, Hobhouse écrivait à Scott :

<sup>514</sup> Ibid. : « However public opinion [...] suffered dethronement meekly and resigned the reins of power to the hands of its delegates and servants. »

<sup>515</sup> Hobhouse à C. P. Scott, le 24/9/15 : « I managed at length to see McKenna this afternoon and had a talk inter alia upon conscription; I was interested to get so completely different a view from that which we have had. McKenna's objection is not so much that it would divide the country, as that we are unable to stand it industrially. » Cité par Wilson p. 137.

***This [a tightening of the screw of conscription] I believe to be a fatal mistake because Russia is the real reserve for men. The capable man is McKenna whom they won't have because he knows too much of our real condition to push conscription hard. (3/12/16 Wilson 242)***

Pourtant Lloyd George avait expliqué à Scott que l'honneur de la Grande-Bretagne était en jeu : il n'était pas possible de proposer d'échanger des armes britanniques contre des vies humaines russes, et les relations avec la France risquaient de se détériorer si la Grande-Bretagne ne faisait pas l'effort de fournir plus de soldats<sup>517</sup>. En outre, la « presse Northcliffe » poussait dans ce sens parce que Northcliffe s'inquiétait aussi du déshonneur britannique<sup>518</sup>. Mis devant le fait accompli, le *Manchester Guardian* ne retira pas son soutien à Lloyd George, même si Hobhouse devenait de plus en plus critique à son encontre.

## 2.4. Réaction de Hobhouse face à la contradiction

Hobhouse apparaissait donc hésitant sur l'attitude à tenir, ou du moins, il semblait rechercher une position de compromis qui ne mettrait pas en péril la liberté individuelle et reconnaîtrait, néanmoins, la gravité de la situation et la nécessité de participer à l'effort collectif. Dans la mesure où il s'était toujours fait l'avocat de la réconciliation de l'intérêt individuel et collectif, construisant toute sa pensée sur la négation d'une quelconque antinomie entre les deux, il tenait là une occasion cruciale de faire la démonstration de la cohérence de son système, mais il nous semble qu'il fut souvent, face à des questions concrètes, quelque peu dans la position de celui qui tente de ménager la chèvre et le chou, et qu'il ne réussissait pas, en conséquence, à conclure de façon claire. Cette hésitation est illustrée par l'attitude de Hobhouse envers la question des objecteurs de conscience. En effet, l'auteur se concentra sur le sort qui leur fut réservé, dès la mise en place de la conscription, ayant été notamment alerté sur cette question par sa soeur Emily Hobhouse, et par son neveu Stephen Hobhouse<sup>519</sup>. Il présenta le cas des objecteurs de conscience comme l'incarnation de la lutte entre la tradition libérale, qui, en Grande-Bretagne, avait su prévoir une clause de conscience à la conscription, et « l'esprit allemand » :

***A country which is fighting for freedom abroad should be very careful to maintain freedom at home. The test of freedom is the treatment of those who differ from us. We can all be free easily enough as long as we are all of one mind. But how does a nation treat those who refuse to conform to its requirements? That is the***

<sup>516</sup> Avant la guerre McKenna avait été à l'origine de la construction des dix huit *dreadnoughts* de 1911, et n'avait donc pas les faveurs de Hobhouse.

<sup>517</sup> Voir *Wilson* chapitre 15.

<sup>518</sup> Thomson cite la correspondance de Northcliffe p. 69 : « German agents, aided by a large number of French people, are circulating the motto, "Germany will fight to the last German and England to the last Frenchman." »

<sup>519</sup> Stephen Hobhouse fut l'un des objecteurs de conscience les plus connus, son cas était cité en exemple par les partisans du respect de l'objection. Voir notamment M. HOLROYD, *Bernard Shaw*, p. 364.

**test. [...] How does this country come out of the test in regard to the conscientious objectors to military service? [...] Was there not a possibility of meeting this conviction without wrecking the whole scheme of compulsion? The late Government and Parliament thought that there was, and the two Military Service Acts accordingly contained conscience clauses. (« The Case against Persecution » 18/8/17)**

Pourtant, en dépit de la loi, les conditions d'emprisonnement des objecteurs reconnus<sup>520</sup> étaient particulièrement sévères, confinant, selon Hobhouse, à la persécution. Elles constituaient, par conséquent, une nouvelle entorse grave à la tradition libérale :

**Whatever the issue of the war, this persecution, violating the spirit of Parliament itself, of an arbitrarily selected number of upright men will remain an indelible blot of infamy on the tribunals which condemn them, the War Office which has persecuted them, the Government that sanctions the persecution and the nation which allows the Government to wreak its foolish will upon them. (« The Case against Persecution » 18/8/17)**

A la vue de cet article on pourrait penser que Hobhouse revendiquait la primauté de la conscience sur le devoir envers l'État, mais, en même temps, il n'était pas très bien disposé face à cet argument : l'auteur lui-même ainsi que tant d'autres, voulait la paix mais avait le courage de ses opinions et acceptait que la condition de la paix était, précisément, la guerre contre les idéaux anti-pacifiques de l'Allemagne. L'État avait raison d'avoir recours à la contrainte pour sauver le Bien Commun. Or, les pacifistes convaincus mettaient celui-ci en danger dans une réaction qui n'était finalement que de l'égoïsme :

**Some pacifists, I find, [...] wrap themselves in their virtue. They will not make or meddle with the business. They will save their own souls and if society gibes and tortures them they will show it how they can stand gibe and torture. The last infirmity of noble minds is something far more subtle than ambition. It is an over-emphasis on personal rectitude—a very rare failing, I admit, and one closely akin to a great virtue, but none the less a failing in that after all it places self in the forefront instead of the common service. (« Removal of Mountains » MG 28/9/18)**

Certes, la position de Hobhouse, en l'occurrence, n'est pas absurde puisqu'elle indique son respect de la liberté d'opinion : il admet que, dans une société libre, l'individu doit pouvoir faire valoir son objection de conscience avec laquelle Hobhouse n'est, par ailleurs, pas d'accord. Cependant, il nous semble trouver ici l'expression d'une opposition réelle entre la liberté individuelle et le Bien Commun que Hobhouse avait toujours refusé de prendre en compte et dont il ne sût pas (ou ne voulût pas) prendre acte quand il s'y trouvait effectivement confronté, se contentant de convenir, comme dans l'extrait ci-dessus, de la complexité du problème en remarquant qu'une « défaillance morale » est parfois très proche d'une « grande vertu ».

On pourrait, toutefois, contredire cette affirmation en rappelant que, comme nous l'avons indiqué en deuxième partie<sup>521</sup>, l'auteur avait déjà concédé qu'en cas (fortement

<sup>520</sup> Un tribunal décidait de la légitimité de l'objection et beaucoup de postulants n'étaient pas reconnus, ce qui leur valait d'être enrôlés et de passer en court martiale s'ils s'obstinaient.

<sup>521</sup> Voir chapitre 5 section 3.3.



improbable) de conflit insoluble entre l'individu et le Bien Commun, ce dernier devait prévaloir. Mais alors, Hobhouse aurait dû, en toute logique, réaffirmer cette opinion alors que la question devenait subitement tout à fait d'actualité. Or, les écrits de la guerre indiquent, au contraire, un souci accru du rôle potentiellement liberticide de l'État, comme si Hobhouse était devenu plus libéral, voire libertaire, et moins « nouveau libéral ». En effet, même s'il ne revint pas, formellement et explicitement, sur les fondements de sa pensée, l'auteur exprima une forte inquiétude quant au devenir de l'État britannique après, voire pendant, la guerre, montrant, par là, qu'il avait tout à fait conscience de la contradiction décrite plus haut. En outre, la reconnaissance d'un conflit possible entre l'individu et le Bien Commun exprimée dans la période d'avant-guerre ne concernait que des points de détails qui auraient pu surgir dans l'évolution vers l'harmonie. La philosophie hobhousienne suppose que tout conflit peut être harmonisé, parce que l'harmonie reflète la nature organique du monde, ce qui implique qu'un compromis peut toujours être trouvé. Ainsi, si, dans la réalité sociale de l'avant-guerre, le conflit apparaissait, il restait un phénomène marginal et n'affectait pas l'organisation sociale dans son ensemble, tandis que pendant la guerre les atteintes à la liberté de l'individu au nom du Bien Commun devinrent monnaie courante. Nous concluons donc que la pensée hobhousienne ne disposait pas fondamentalement des outils nécessaires à la rationalisation de cette nouvelle situation. Cependant, on ne trouve pas de reconnaissance explicite d'une contradiction dans les écrits de l'auteur. Celle-ci est toutefois exprimée dans les « dialogues du pessimisme » grâce auxquels Hobhouse put recourir à la fiction pour extérioriser son impuissance.

## chapitre 10 les « dialogues du pessimisme »

### 1. La fin de l'optimisme

---

L'oeuvre entière de Hobhouse témoigne de moments de découragements : la période de la guerre des Boers et la trahison de certains libéraux en donnant un bon exemple. En outre l'auteur était de tempérament dépressif et semblait donc particulièrement enclin à des phases pessimistes. Ainsi, l'enthousiasme déclenché par l'élection du gouvernement libéral, dont témoigne le chapitre « *The Future of Liberalism* » examiné plus haut, semble plus modéré lors des deux dernières années avant la guerre. Pourtant, il semble que l'on puisse parler d'un pessimisme plus profond qu'il n'était apparu avant la guerre et qui semble avoir été propre à cette période. En effet, si l'oeuvre de Hobhouse indique parfois le découragement ou la déception de l'auteur avant 1914, ce n'est qu'après cette date que se révèle un désarroi certain et que des doutes quant à la justesse de l'analyse politique proposée par la pensée hobhousienne semblent affleurer. Toutefois, si la guerre en tant qu'épisode dans les relations internationales faisait figure d'exception et pouvait, par conséquent, susciter des sentiments exceptionnels, il reste que la période 1914-1918 de la politique intérieure britannique ne peut être complètement séparée des années précédentes. Il faut donc envisager brièvement les années d'avant-guerre afin de

déterminer les origines du pessimisme de Hobhouse.

### 1.1. Un pessimisme d'avant-guerre ?

L'insurrection des Orangistes, notamment, était une cause d'inquiétude pour l'auteur : s'il restait en faveur du principe de l'adhésion volontaire comté par comté, comme il l'écrivait à C. P. Scott, bien qu'il pensât personnellement que la meilleure solution de la question irlandaise passait par le refus de consacrer la division entre l'Ulster et le reste du pays, il était scandalisé par le fait que le gouvernement fasse mine de se soumettre au chantage de Carson. Comme dans le cas des grèves et des actions des suffragettes, le gouvernement ne devait pas céder au chantage d'une partie de la société, puisque le Bien Commun était réalisé de manière raisonnable, c'est-à-dire par des négociations qui devaient déboucher sur un consensus, qu'il appartenait alors à l'État de faire appliquer, et dans lesquelles devaient prévaloir les principes progressistes énumérés ci-dessus. Or le gouvernement Asquith s'avérait, aux yeux de Hobhouse, incapable de la fermeté nécessaire au maintien de l'unité de la collectivité :

***This government at least will not fight the forces of society when these really make up their minds to a stand. Better far, to my mind, to lose Home Rule than to accept a compromise based on the dictation of Carson with the backing of the army and society. (Lettre de Hobhouse à Scott, 2/5/14, Wilson 84)***

La caractéristique de cette période de crise était effectivement un sentiment de désunion dans la société edwardienne. Hobhouse jugeait sévèrement Asquith qu'il pensait incapable de réussir à unifier la société et, par là, à renforcer ses liens pour évoluer vers l'harmonie. De manière plus générale, les années qui précédèrent la guerre connurent des événements qui laissaient entrevoir que le monde s'acheminait vers des changements irrévocables. Sur le plan international d'abord, il devenait de plus en plus évident qu'un conflit était imminent. L'insatisfaction allemande de ne pas posséder d'empire colonial comparable à celui de la Grande-Bretagne, ou, au moins, à celui de la France, était connue. La montée du protectionnisme, à laquelle seule la Grande-Bretagne résistait, rendait l'acquisition de colonies d'autant plus importante que celles-ci pouvaient constituer de nouveaux marchés. En effet, selon Hobsbawm, l'une des causes du conflit mondial se trouve dans l'intensification de la concurrence entre les États<sup>522</sup>. Ainsi, en Grande-Bretagne, le déclin économique était amorcé ; la concurrence de l'Allemagne, notamment, était patente depuis les années 1880 au moins, et d'autant plus dangereuse que sa supériorité technologique se manifestait aussi dans l'industrie d'armements. D'après H. Matthew, l'hostilité entre les deux pays était déclarée dès 1910 :

***[...] by 1910 it was clear that Germany would be Britain's adversary, if she were to have one. In a series of incidents in North Africa, the Balkans, and Turkey, and in the continuing escalation of the navy building programme (despite British attempts, especially in 1911-12, to negotiate a limitation agreement) Anglo-German hostility became confirmed. (H. MATTHEW, « The Liberal Age », 112)***

La situation internationale n'était pas seule en cause : sur le plan de la politique intérieure, comme nous l'avons écrit, les aspects fondamentaux de la stabilité politique de l'époque

---

<sup>522</sup> Voir E. HOBSBAWM, *The Age of Empire* pp. 50-55.

victorienne, tels que le laisser-faire avaient été remis en question par le développement du rôle de l'État. Ainsi, du point de vue britannique, 1906 apparaît comme une autre date pouvant désigner la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Cette division a le mérite de souligner la continuité dans l'accroissement du rôle de l'État qui caractérise une bonne partie du 20<sup>e</sup> siècle, mais elle présente l'inconvénient de ne pas refléter le brusque basculement d'un optimisme général, caractéristique du 19<sup>e</sup> siècle, vers un sentiment plus pessimiste, de peur du conflit mondial qui a accompagné le 20<sup>e</sup> siècle<sup>523</sup>. Cela étant, une date demeure un outil de désignation et il n'existe évidemment pas de choix parfait. Aucune de ces deux dates ne fait état, par exemple, des difficultés du gouvernement libéral, dont certains historiens<sup>524</sup> pensent qu'il marque le début du déclin définitif du parti libéral. En effet, l'accumulation des conflits sociaux et le retour de la question irlandaise sur le devant de la scène avaient indéniablement affaibli le gouvernement Asquith, et si la thèse de G. Dangerfield qui prétend que l'Angleterre libérale avait été « réduite en cendres » entre 1910 et 1913 semble exagérée<sup>525</sup>, l'immédiat avant-guerre était une période de doute quant à la capacité de l'Angleterre libérale à faire face aux problèmes du moment. En tout état de cause, il est toujours difficile, voire vain, de se prononcer rétrospectivement, et les points de vue divergent : Stevenson et R. Marx se contentent de signaler qu'en 1914, le gouvernement était à bout de souffle, tandis que O'Morgan emploie un ton plus alarmiste :

***On the eve of world war, [...], Britain seemed to present a classic picture of a civilized liberal democracy on the verge of dissolution, racked by tensions and strains with which its sanctions and institutions were unable to cope***<sup>526</sup>.

Toutefois, selon Stevenson, cette désunion n'était que partielle, puisqu'une telle analyse, fondée sur l'observation des « **conditions sociales et des bouleversements politiques tend à obscurcir les aspects unis et solidaires de la société britannique** »<sup>527</sup>. Malgré la tendance pessimiste de sa personnalité, Hobhouse n'était pas complètement découragé par la crise de cette période : l'auteur pensait que d'autres libéraux comme Lloyd George semblaient susceptibles d'orienter la politique du gouvernement dans une meilleure direction et que la réforme de la propriété terrienne ainsi que le passage au suffrage universel constituaient autant de solutions aux problèmes du moment. Plus généralement, en Angleterre, les changements sociaux amorcés par la politique des gouvernements libéraux restaient porteurs d'espoir pour l'auteur, et l'heure était encore à l'optimisme, même s'il s'agissait d'un optimisme amoindri. Le « **pessimisme ambiant** »

<sup>523</sup> Ibid. p. 9 : « Since 1914 the world has been dominated by the fear, and sometimes by the reality, of global war and the fear (or hope) of revolution. »

<sup>524</sup> Voir chapitre 11.

<sup>525</sup> Stevenson p. 44 : « For Dangerfield, the years between 1910 and 1913 saw Liberal England 'reduced to ashes'. This view, however substantially overstates the case, even for the troubled years prior to the Great War. »

<sup>526</sup> K. O'MORGAN, « The twentieth century », p. 115 in K. O'MORGAN dir., *History of Britain 1789-1983*, pp. 115-189.

<sup>527</sup> Ibid. : « [...] an emphasis on 'crisis' and on the divisions of Edwardian society, manifest enough through any analysis of social conditions and the pre-war political upheavals, tends to obscure the cohesive and solidaristic aspects of British society. »

», dont parle Roland Marx, semble avoir été plus le fait des ennemis politiques de l'auteur que de ses alliés. L'idée d'une « décadence » de l'époque est ainsi explicitement réfutée<sup>529</sup>, parce qu'elle évoque à la fois la nostalgie de la toute-puissance de l'Angleterre (les impérialistes attribuèrent les défaites de la guerre des Boers à cette soi-disant décadence), et les notions eugénistes qui prétendaient, notamment, que l'aide aux pauvres allait à l'encontre de la sélection naturelle qui permet la survie des plus forts.

## 1.2. L'entrée en guerre : début du pessimisme.

Ainsi, les années d'avant-guerre participent certainement de l'esprit du 19<sup>e</sup> siècle, en ce qu'elles étaient encore imprégnées d'une grande confiance dans le progrès social incarnée, comme nous l'avons vu, dans les théories de l'évolution sociale, et, chez Hobhouse, dans le concept d'évolution orthogénique :

***If public opinion pollsters in the developed world before 1914 had counted up hope against foreboding, optimists against pessimists, hope and optimism would pretty certainly have prevailed. Paradoxically, they would probably have collected proportionately more votes in the new century, as the western world approached 1914, than they might have done in the last decades of the old; But of course that optimism included not only those who believed in the future of capitalism, but also those who looked forward with hope to its supersession. (E. HOBBSAWM, Age of Extremes 11)***

En ce qui concerne le camp des progressistes, même si l'enthousiasme déclenché par la mise en place des mesures sociales était retombé, en 1913 et 1914, le sentiment de rupture dans l'évolution vers le progrès n'était pas affirmé.

En revanche, Hobhouse semble avoir fortement ressenti l'impression de « **fin de siècle** », qui inspira la phrase « **Les lumières s'éteignent sur l'Europe entière. Nous ne les verrons pas rallumées de notre vivant**<sup>530</sup> ». Pour de nombreux intellectuels, elle représentait une catastrophe, comme l'illustre cet extrait d'une lettre de l'écrivain H. James, écrite le 5 août 1914 :

***The plunge of civilization into this abyss of blood and darkness by the wanton feat of those two infamous autocrats is a thing that so gives away the whole long age during which we have supposed the world to be, with whatever abatement, gradually bettering, that to have to take it all now for what the treacherous years were all the while really making for and meaning is too tragic for any words.***<sup>531</sup>

Hobhouse ne pouvait partager l'optimisme qu'exprimaient les manifestations patriotiques spontanées dans toute l'Europe et le déferlement des volontaires à l'enrôlement en

<sup>528</sup> R. MARX, *L'Angleterre de 1914 à 1945*, p. 18.

<sup>529</sup> Voir « *Decadence* » MG, 6/3/15.

<sup>530</sup> « The lamps are going out all over Europe. We shall not see them lit again in our time ». Hobsbawm l'attribue à Grey. Cependant, S. Hynes émet des réserves sur cette paternité. Voir S. HYNES, *A War Imagined*, p. 3.

<sup>531</sup> Cité par B. BERGONZI, « *Late Victorian to Modernist* », p. 414, in Pat ROGERS dir., *The Oxford Illustrated History of English Literature*, London, Oxford University Press, 1987, pp 379-430.

Angleterre, parce que celui-ci témoignait du patriotisme des masses, entretenu par le contexte colonial et le mythe de la supériorité militaire britannique<sup>532</sup>, qu'il avait toujours dénoncé. S'il partageait, par contre, l'inconscience générale quant aux conditions du conflit qui venait de se déclencher<sup>533</sup>, quelques mois plus tard, il dut se rendre à l'évidence, la guerre était pratiquée à une échelle qu'il eût été impossible de soupçonner auparavant. Comme le confirme Hobson, l'humeur pessimiste de Hobhouse ne devait plus le quitter : « **La grande guerre eut un impact terrible sur un esprit si sensible et si versé dans la causalité historique**<sup>534</sup>. » Il connut de fréquents passages dépressifs et son appréciation des événements se faisait parfois au travers du prisme de son pessimisme, comme Scott lui en faisait souvent le reproche.

En effet, la correspondance des deux hommes est truffée d'allusions à l'état dépressif de Hobhouse, ou au moins à son pessimisme<sup>535</sup>. En 1915, Scott tentait de l'encourager à apporter sa contribution à la guerre en continuant d'occuper sa fonction de penseur du libéralisme :

***There is this whole vast question on national organisation and of the rousing and disciplining of the working class. The government have no time and also not too much courage or statesmanship, and most of the thinking has to be done for them. Most even of the thinkers are serving in the ranks or serving tables, and on those who, like you, are left our destiny largely rests. I should like to see you giving your whole time and strength to the business.***<sup>536</sup>

Plutôt que de sombrer dans la mélancolie dont il se savait menacé, il se lança dans une série d'articles du samedi (*Saturday articles*), puis dans des textes plus longs regroupés dans l'ouvrage *Questions of War and Peace*. I fut, en cela, encouragé par Scott<sup>537</sup>. Le pessimisme de Hobhouse n'est nulle part mieux exprimé qu'au travers des personnages qu'il créa d'abord pour le *Manchester Guardian*. En outre, ces articles, que nous appelons les « dialogues du pessimisme », semblent indiquer que Hobhouse savait que sa

<sup>532</sup> Stevenson pp. 48, 49 : « In fact, as the great imperial power, patriotism and national pride were almost part of the Edwardian psyche. A whole generation had been brought up on the boys' books of G. A. Henty, the *Boy's Own Paper*, the tales of Rider Haggard and best-selling accounts of the Boer War which promoted an image of war as both honourable and glorious. 'It was generally felt,' wrote Duff Cooper, 'that war was a glorious affair and the British always won.' »

<sup>533</sup> Ainsi, lorsque Kitchener dit au Conseil des Ministres qu'il s'attendait à ce que la guerre dure trois ans, le ministre des affaires étrangères, Sir Edward Grey considéra que la prédiction était « improbable, si ce n'est incroyable » (*unlikely, if not incredible*) cité par Stevenson p. 49.

<sup>534</sup> Hobson p. 49 : « The Great War fell with a terrible impact upon a spirit so sensitive and so steeped in historical causation. »

<sup>535</sup> Par exemple le 28/3/18 « Surely you are much too gloomy », ou le 24/5/17 « I think you are too pessimistic and perhaps not quite consistent about the war » Correspondance Scott/Hobhouse.

<sup>536</sup> Lettre de Scott à Hobhouse en mai 1915 citée par Hobson (elle date précisément du 7/5/1915).

<sup>537</sup> Lettre de C. P. Scott à Hobhouse, 1/4/15 : « I didn't understand from your letters that you had actually started on a series of Saturday articles. That's splendid. » Correspondance Scott/Hobhouse.

philosophie était mise à l'épreuve par l'avènement du conflit : lui-même semblait en proie à un conflit intérieur où se confrontaient, d'une part, sa certitude, jamais démentie jusqu'alors, que le cours de l'histoire correspondait au progrès de la raison et, par conséquent, au progrès social, et d'autre part, un pessimisme sur la tournure que prenait effectivement l'évolution historique.

## 2. Les dialogues : expression du doute de Hobhouse

---

Cette confrontation est mise en scène au travers des rencontres et des conversations de certains personnages types qui incarnent chacun un degré distinct d'optimisme ou de pessimisme. Les personnages apparaissent comme les représentants des différents discours de l'époque sur la guerre et, en même temps, les porte-paroles des sentiments contradictoires de Hobhouse. Si l'on nous pardonne ce recours superficiel à la psychologie, il semble que l'auteur ait préféré la forme allégorique plutôt que l'article proprement journalistique ou l'essai, afin d'exorciser son inquiétude et son sentiment d'impuissance. En effet, si les dialogues participent aussi de la tradition philosophique (on pense forcément aux dialogues platoniciens), ils possèdent un tour littéraire qui semble permettre à l'auteur de s'échapper de la réalité à l'épreuve de laquelle sa pensée politique est durement soumise, ou en tout cas, ils offrent à l'auteur l'occasion d'exprimer des sentiments qui n'ont guère leur place en théorie politique, tel que son désespoir, confirmé par son propre fils :

***He [Hobhouse] [...] suffered from what passes most of us lightly, the tragedies of public events. These he felt with such an acuteness as to make them almost personal. The Great war was a shattering blow to him. It struck directly at the whole foundation of his thought, and I am sure that it and its consequences were very largely responsible for the break-up of his health in 1924 and his early death. (cité par Hobson 91)***

### 2.1. « Optimism »

Le premier de ces articles, paru le 26 Juin 1915, intitulé « Optimism », indique que Hobhouse est conscient de son pessimisme mais qu'il lui semble malheureusement justifié. L'article introduit les personnages de Martius, qui, comme l'indique son nom, est entièrement du côté des bellicistes enthousiastes, et de Pluvius qui incarne le pessimisme. De son propre aveu, Hobhouse envie Martius, et les premières lignes de l'article indiquent, qu'avant la guerre, le type de personnalité incarné par Martius n'était guère éloigné de celle de l'auteur :

***Of living men Martius is he whose temperament I am most often inclined to envy. To say that he never foresees evil would be a quite inadequate expression of the facts. When the evil which he always denied to be possible has arrived he sees it as good. He was formerly an avowed pacifist of the type which denied war to be possible in the modern world, particularly under a government so wise, far-sighted, and consistently liberal as ours. (« Optimism », MG, 26/6/15)***

Or, la guerre révèle que cet optimisme était une erreur de jugement. Pourtant, loin de s'en départir, Martius reste serein et ne cesse d'affirmer que la victoire est imminente et ce malgré les défaites cruelles et la crise des munitions. Le ton de l'auteur est très satirique

lorsqu'il décrit l'optimisme inébranlable de Martius :

***Well, Martius has had nearly eleven happy months since the war began. Each victory has been to him an unqualified joy, and each retreat a masterly step destined to make the next victory more complete. (« Optimism »)***

Face à lui, le personnage de Pluvius, prétendument pessimiste, souffre, en fait, de sa perspicacité et de ses doutes légitimes. Hobhouse rejoint la réalité lorsqu'il affirme que les « Martii » sont légion et que, bien que moins nombreux, il existe une « Gens Pluvia ». Or, s'il est plus agréable, à titre personnel, d'être un Martius, les gens qui ne savent pas reconnaître leurs erreurs ne sont pas utiles à la société :

***Of Martius one thing is clear : that he will neither initiate nor tolerate criticism. Everything being so much for the best in his world, there being no defects, no remedies can be needed. We have only to go on as we are, suppress croakers, and all will be well. Also Martius is quite unteachable by experience, for with him to be convinced that one of his ideas is wrong is to be convinced that he has always rejected and denounced it. Martius remains through life unaware of having made mistakes. So the Gens Martia does not contribute much to constructive statesmanship. (« Optimism »)***

On retrouve ici en filigrane la philosophie de la connaissance qui sous-tend l'oeuvre de Hobhouse. Le doute, écho probable du cartésianisme, est la condition de la constitution de la vérité, dont la découverte est progressive. Sans aller jusqu'à reconnaître que sa pensée politique est ébranlée, Hobhouse semble implicitement revendiquer ce droit au doute pour échapper à l'erreur de la certitude, ou en d'autres termes « dissiper le brouillard que crée les « martiens »<sup>538</sup> ». L'article semble annoncer que Hobhouse est en proie au désarroi d'un Pluvius parce que, pour lui, contrairement à Martius, la guerre équivaut à une remise en question des convictions d'avant-guerre. Mais il ne s'agirait pas là d'un pessimisme stérile ; celui-ci serait, au contraire, fécond, parce qu'il oblige à reconsidérer ses certitudes et permet l'évolution de la pensée<sup>539</sup>, ainsi que la critique nécessaire au gouvernement<sup>540</sup>. A cet égard, la conclusion de la confrontation entre l'optimisme « martien » et le pessimisme « pluvien » est explicite :

***Pessimism is a bitter astringent, but taken in moderation, not more than once daily, it has its uses. Optimism is a soporific which should only be prescribed for those whose useful life is past. (« Optimism »)***

La lecture de cet extrait pourrait donner à croire que Hobhouse fait, finalement, l'apologie du pessimisme et serait peut-être à l'aise dans le rôle d'un Pluvius. Néanmoins, la brève apparition d'un troisième personnage semble indiquer que Hobhouse refuse de présenter Pluvius comme la seule alternative à l'optimisme borné d'un Martius. Ainsi, il crée un personnage idéal qui semble réconcilier la perspicacité de Pluvius et la force de caractère

<sup>538</sup> « Optimism », *MG* 26/6/15 : « Pluvius, on the contrary, though he suffers needlessly, does help to dissipate the fog which the Martians create. »

<sup>539</sup> Ibid. : « to keep things on the move ».

<sup>540</sup> Ibid. : « He [Pluvius] could not run the country unaided, for he would despair too soon. But he helps to make a platform for the man who can run it. »

de Martius :

***Between the two we want someone to mediate –someone like, shall I say, Georgius Gallicus –who is perfectly clear-eyed in his vision of existing difficulties and dangers, but believes in ultimate success on the ground that he is resolved to it, that he knows the resources and temper of his fellow-countrymen, and is determined to discover the means by which they can be brought to bear. He is in a sense as confident as Martius, but confidence with him is not a passive attitude, accepting all things as good. It is a practical attitude of resolve to make them good. He is as critical as Pluvius, but not as melancholy. (« Optimism »)***

Toutefois, le personnage de Georgius Gallicus fait surtout figure d'alibi : il est introduit sans véritable nécessité dramaturgique dans l'économie de ce dialogue et réduit à la portion congrue dans l'expression de ses idées. Ce personnage tiers, qui viendrait heureusement dépasser le heurt frontal du belliciste borné et du pessimiste radical par l'unification dialectique de la vigueur et de la lucidité, s'avère incapable d'incarner l'équilibre entre les deux autres protagonistes. La conciliation supérieure de l'action éclairée que Hobhouse appelle de ses vœux, apparaît dès lors pour ce qu'elle est, un vœux pieux, une belle idée, une posture intenable : « Georges le Gaulois » (dont le nom indique peut-être qu'il représente l'alliance franco-britannique, mélange du roi George V et des gaulois) est un porte-parole paradoxalement mais significativement presque muet, qui ne semble pas manifester pas autre chose qu'une aporie idéologique.

## 2.2. « The Soul of Civilisation »

Dans *Questions of War and Peace*, un long dialogue intitulé « The Soul of Civilisation », préalablement publié dans *The Contemporary Review* en août 1915, met à nouveau en scène deux personnages qui semblent incarner chacun un possible point de vue hobhousien. La description de Marryat ne peut manquer de rappeler Hobhouse lui-même :

***Marryat is a man who, without being a pessimist, is subject to pessimistic moods. Some internal spring of scepticism breaks out from time to time and sends waves that submerge for while all his cherished beliefs, his beliefs in other men, in himself and in the eternal meaning of things. But the flood always recedes and the convictions emerge once more, unchanged, perhaps a little blurred and ragged at the edges through the wear and tear. (QWP 7/8)***

Face à lui se trouve un personnage qui, plus encore, peut être considéré comme le porte-parole de Hobhouse, puisqu'il s'exprime à la première personne du singulier. « ***Le dialogue commence le jour où la coalition est annoncée***<sup>541</sup> » : Marryat est déprimé parce qu'il craint que cet événement signifie la fin de tout ce en quoi il a cru. Comme il le dit à son interlocuteur (qui parle à la première personne), son souci principal n'est pas la simple fin du gouvernement libéral : « ***Ce qui compte c'est que le militarisme a gagné. Je ne veux pas dire que nous allons perdre, mais que nous ne gagnerons qu'en adoptant les méthodes allemandes.*** » En effet, selon Marryat, ce jour annonce la fin de la civilisation : « ***Ne vois-tu pas que la moralité est morte ?***<sup>542</sup> » Dans son emportement,

<sup>541</sup> QWP p. 8 : « The dialogue starts on the day the coalition is announced » : il s'agit probablement du gouvernement de coalition constitué à la suite de la « crise des munitions » en Mai 1915.



Marryat reproche à « JE » d'avoir cru pouvoir se fonder sur son approche scientifico-philosophique pour affirmer que l'histoire correspondait à un progrès. « JE » est celui qui a commis l'erreur de soutenir qu'un « **phénomène comme la guerre actuelle était devenu impossible du point de vue historique**<sup>543</sup> ». De plus, rajoute Marryat, loin de permettre le progrès, la science s'avère une influence négative sur le cours de l'histoire et non pas, comme Hobhouse l'avait espéré, le moyen d'accélérer la marche vers le progrès.

La réponse de « JE » est caractéristique du discours de rationalisation de la guerre signalé plus haut : « JE » confesse être également triste mais il sait que Marryat est plus désespéré et qu'il lui faut trouver les mots pour le consoler. Si l'on admet que Marryat et « JE » incarnent tous deux Hobhouse, on trouve ici la représentation des tendances qui se confrontent en lui. L'une tend vers le désespoir tandis que l'autre cherche à surmonter son pessimisme. « JE » dit qu'il a douté du bien-fondé de la guerre mais qu'il a compris, par la suite, qu'il s'agissait d'une guerre pour la victoire de la civilisation. En ce sens, il parvient à concevoir la guerre comme le début d'une vie meilleure. En effet, il ne faut pas s'en tenir au cours extérieur des choses » (*the external course of events*) mais à l'âme de la civilisation. Dès lors, la seule question importante serait de savoir « **si la guerre prouvera que l'âme de la civilisation occidentale est décédée et mourante ou bien vivante et vigoureuse**<sup>544</sup> ». « JE » pense que la « Kultur » allemande incarne, depuis l'éna, la réaction contre le principe humanitaire libéral<sup>545</sup> ». Plus précisément, il attribue au matérialisme et aux méthodes révolutionnaires des démocrates sociaux allemands leur incapacité à promouvoir le libéralisme dans leur pays<sup>546</sup> ».

« JE » apparaît ci comme le Hobhouse de *The Metaphysical Theory of the State*, qui voit désormais dans la guerre une lutte entre deux idéologies : « **Au début je pensais que nous avions commis l'erreur de nous lancer dans une guerre qui n'avait pas de nécessité historique**<sup>547</sup> », mais il affirme voir maintenant le sens du conflit : il ne s'agit pas « d'une bataille entre un pays et un autre mais d'un combat en faveur des éléments essentiels d'une civilisation humaine libre<sup>548</sup> ». Marryat se laisse convaincre mais rétorque

<sup>542</sup> QWP p. 10 : « The vital thing is that militarism has won the day. I don't mean that we shall be beaten, but we shall win only by adopting German methods [...]Don't you see that morals have come to an end ? »

<sup>543</sup> Ibid. p. 11 Marryat à « JE » : « [did you not say] that anything like the present war had become historically impossible ? »

<sup>544</sup> Ibid. p. 13: « [...] whether the war proves the soul of Western civilisation to be diseased and dying or alive and vigorous. »

<sup>545</sup> Ibid. p. 19 : « Germany reacted strongly against the whole liberalising humanitarian principle [...]. »

<sup>546</sup> Ibid. p. 21 « Liberalism died in Germany after 1848, and social democracy was all along materialistic in basis and revolutionary in method, so that its influence on the directing forces was negligible. »

<sup>547</sup> Ibid. p. 28 : « At the beginning I feared that we had blundered into a war devoid of historic necessity. »

<sup>548</sup> Ibid. p. 29 : « [it is] not a fight between one country and another, but a struggle for the elements of a free and human civilisation. »

toutefois qu'il exagère « *l'influence des théories* »<sup>549</sup>. Mais « JE » rappelle que l'Allemagne est justement un pays où les intellectuels (il les appelle les « professeurs ») ont une énorme influence, et que la culture actuelle de l'Allemagne est leur création : ils ont, en quelque sorte endoctriné le peuple allemand. Ce poids des « professeurs » est un fait social qui prouve que l'attitude de l'Allemagne dans la guerre provient d'une culture de l'étatisme et de militarisme. Il peut ainsi conclure sur la contingence des événements et dire que si l'on sauve son âme, on pourra reconstruire ce qui a été détruit.

Toutefois, on peut douter que cette conclusion ait été très convaincante et qu'elle représente, en tout cas, la conviction inébranlable de Hobhouse. D'abord parce que, comme nous l'avons écrit, dans ce dialogue, Marryat semble être aussi le porte-parole de Hobhouse, plus précisément, de ses doutes. Dans « *The Soul of Civilisation* » comme dans d'autres écrits, ce sont plus les questionnements, exprimés ici par la voix des personnages, qui apparaissent révélateurs de l'état d'esprit de Hobhouse plutôt que les conclusions qui tentent d'insuffler une note d'espoir. De plus, la réponse de « JE » aux attaques de Marryat repose essentiellement sur deux arguments : le premier décrit la guerre comme un combat idéologique, la considérant comme une manifestation du combat entre le progressisme (libéral) et la réaction. Cependant ce premier argument n'explique néanmoins pas que la force de la réaction qui est telle que, du propre aveu de « JE », elle puisse risquer de faire vaciller toute l'âme de la civilisation occidentale !

Le deuxième argument consiste à dire que la notion de l'histoire comme progrès n'est pas remise en question par la guerre, puisqu'il a toujours été dit, conformément à la conception hobhouseienne, que le progrès n'est pas constant ou linéaire. Or, ce thème était récurrent dans les écrits de l'auteur : pendant la guerre il insista fortement sur la validité de sa théorie de l'évolution et renvoya aux experts le reproche d'une erreur de prédiction de l'avenir. En effet, Hobhouse prétendait que la guerre ne démentait pas l'idée de progrès telle qu'il l'avait conçue, puisqu'il rappelait qu'il s'était contenté d'affirmer l'existence d'un sens général de l'histoire en tant que progrès. En revanche, les « experts » étaient ceux qui avaient prétendu pouvoir préjuger des détails du déroulement de l'avenir, dans une négation de la primauté de l'expérience, semblable à l'erreur idéaliste. Il était donc vain de vouloir prédire l'avenir avec exactitude, mais il demeurerait néanmoins possible de procéder à une étude sérieuse afin de définir des tendances (*trends*) générales qui pouvaient se révéler proches de la vérité<sup>550</sup>. A partir de cette mise au point, Hobhouse rétablissait le lien cohérent entre le sens qu'il conférait à l'histoire avant 1914 et l'expérience de la guerre :

***Cobden was wrong in thinking that Free Trade would lead to peace because, in point of fact, other nations did not follow England in adopting Free Trade. But he was very right in the analysis of conditions which showed that Protection led to militarism and war, and Free Trade to industrialism and peace. At bottom there was more truth than error in his view. A rational view of politics fulfils itself in***

<sup>549</sup> Ibid. p. 21 : « You academic people immensely exaggerate the influences of theories. »

<sup>550</sup> « Predictions » *MG* 11/1/19 : « Rational prophecy [...] cannot forecast the individual case. [...] Political or military prophecy which pretends to cover this element of prophecy is vain. Prophecy which expresses an instructed general view of broad conditions is valuable. »

***vary various and disconcerting ways. But it does fulfil itself. ( « Predictions » MG 11/1/19)***

Ainsi, Hobhouse aurait pu maintenir qu'un texte tel que « The Future of Liberalism », examiné au début de notre troisième partie, ne comportait pas d'erreur fondamentale de jugement, et il pouvait, dès lors, continuer à soutenir la validité de sa théorie du développement social, exposée dans *Social Development* en 1924. Cependant, il reste qu'à partir d'un certain degré de généralité, on peut faire dire tout et son contraire à une prédiction : il semble que nous touchions là à l'une des faiblesses de la pensée hobhousienne que nous avons déjà soulignée lors du deuxième chapitre sur l'évolution et du troisième chapitre sur les influences, c'est-à-dire la tendance de l'auteur à la révision, qui consiste à faire coïncider *a posteriori* la réalité avec son interprétation, de manière à pouvoir conserver une vision téléologique de l'histoire.

### 2.3. « The Hope of the World »

Les tentatives d'explications de « JE » ne parviennent donc pas à masquer l'absence d'explications rationnelles qui rendraient compte de la guerre en cohérence avec la pensée politique de Hobhouse. Toutefois, un autre dialogue intitulé « The Hope of the World<sup>551</sup> », retrace un débat plus complexe et, bien qu'il se termine encore sur une conclusion caractéristique du discours de rationalisation de la guerre, semble plus aporétique que « The Soul of Civilisation » ou « Optimism ».

L'ononastique nous indique qu'il s'agit du même genre de personnages types que ceux présentés dans les autres dialogues de l'auteur. Loder (*laud-er* ?) représente l'optimisme sans réserve sur la façon dont la guerre est menée, tandis que Moore (*more* ?) renchérit et se félicite de la guerre, qui permet à la véritable nature de l'homme de s'exprimer. Face à ces deux avocats de la guerre virile, deux femmes incarnent le pacifisme : Priscilla « n'admire pas l'intellect masculin<sup>552</sup> » et, au nom de la souffrance des êtres humains, quelle que soit leur nationalité, refuse catégoriquement le recours à la guerre, tandis que la vieille Mrs Swainson semble plus sage car elle admet que même un chrétien fidèle au sixième commandement<sup>553</sup> doit reconnaître que l'Allemagne a violé les règles (imparfaites) de l'humanité en envahissant la Belgique. Le débat est ensuite laissé aux personnages les plus importants qui ressemblent beaucoup à ceux de « The Soul of Civilisation », et, à nouveau, évoquent respectivement la vision désespérée et la vision rationnelle entre lesquelles Hobhouse oscille. Pentire<sup>554</sup> (*tired of writing* ?) reprend le discours sur la germanisation de l'État, et en énumère les étapes :

***Our ruling classes, who long ago discovered that the German State organisation was the only sound method of democracy, have now persuaded the democracy***

<sup>551</sup> in QWP.

<sup>552</sup> « The Hope of the World », in QWC p. 37 : « Priscilla, it must be owned, is no admirer of the masculine intellect. »

<sup>553</sup> « Thou shalt not kill. »

<sup>554</sup> Selon Freedden, il est « l'alter ego » de Hobhouse voir M. FREEDEN, *Liberalism Divided* p. 32.

***itself that it is the only method of beating Germany. Consider the steps. First the Press is brought under control. The Government becomes the sole source of trustworthy information.[...] Then comes the coercion of the Trade Unions [...] Do you suppose these powers will be readily relinquished after the war ? Then comes conscription. Then comes [...] the war of trade, with some form of Protection as its consequence. (QWC 56/57)***

Le « JE » du dialogue tente de rétorquer qu'au contraire, la guerre a prouvé aux « germaniseurs » (*germanisers*) qu'une démocratie était apte à faire la guerre et ne constituait donc pas une organisation sociale inférieure à l'organisation allemande, mais Pentire ne se laisse pas convaincre. La guerre marque la défaite de l'humanitarisme, déjà amorcée avant 1914 :

***Humanitarian religion, confronted with the facts, has proved as delusive as every other. Ethically its ideal is just, and to my mind the only ideal on which a consistent ethical theory can be based. But as a working force in human life it is even more impotent than Christianity. (QWC 66, 67)***

Si « JE » reprend la parole à la fin du dialogue pour conclure sur la théorie du progrès non-linéaire de Hobhouse, « The Hope of the World » apporte un éclairage supplémentaire sur la pensée hobhousienne pendant la guerre. En effet, un autre personnage, particulièrement intéressant fait son apparition : Burnell (*burn all*, qui veut détruire ce qui a été réalisé par le « nouveau libéralisme » et en revenir au libéralisme classique ?) attribue la responsabilité de la guerre aux « Pentires », qui sont les « nouveaux libéraux », puisqu'ils ont abandonné la liberté au profit de l'Étatisation :

***You cannot have liberty by halves. You cannot be at the same time lauding the State and seeking in it the consolation of human ills, and yet depreciating patriotism as a sentiment that leads to warfare and destruction. (QWC 86)***

Selon Burnell, les « nouveaux libéraux » ont eu le tort d'abandonner les idéaux de liberté lors de la réforme du contrat libre et de mesures telles que *The Insurance Act*, qui appauvrit l'ouvrier en le privant d'une partie de son salaire. Il leur reproche, en outre, d'être allés jusqu'à faire alliance avec les réactionnaires, c'est-à-dire, ceux qui ne défendent pas la liberté contre la tyrannie. A ce stade de la conversation, Pentire fait une concession significative puisqu'il reconnaît sa compromission avec les réactionnaires, qu'il tente de justifier en expliquant que « nouveaux libéraux » avaient vu leurs propositions de réformes si souvent attaquées sous prétexte de la préservation de la liberté, qu'ils avaient perdu de vue l'importance de cette notion : « ***le radical était tellement las d'entendre évoquer le nom de liberté lors de chaque tentative de diminuer la tyrannie économique, que ce terme avait fini par perdre son sens***<sup>555</sup> ».

Il semble qu'il s'agisse là d'un aveu crucial puisque le « nouveau libéralisme » est explicitement accusé de s'être trop éloigné de la liberté et que la représentant du « nouveau libéralisme » admet son erreur. Certes, ce sont les hommes politiques qui sont les premières cibles de l'attaque et non les penseurs. « JE » évoque alors les difficultés propres à la démocratie : un homme politique se coupe inévitablement de sa base électorale en accédant au pouvoir. D'une part il se met à fréquenter un autre milieu et,

<sup>555</sup> QWC pp. 104, 105 : « The radical got so tired of hearing the name of liberty invoked against every attempt to restrain economic tyranny that it lost all meaning for him. »

d'autre part, il est confronté à la complexité de la réalité et devient forcément moins extrémiste, ce que ses électeurs ne peuvent manquer de ressentir comme une trahison. C'est alors la quadrature du cercle puisque les électeurs se détournent de la politique et la laissent aux mains des quelques hommes. Dès lors la représentativité de l'exécutif n'est plus qu'une apparence : les maux dont souffre la société britannique en cette période troublée trouveraient donc leur origine non pas uniquement dans la guerre, ou dans la menace idéaliste, mais bien dans l'évolution vers un État interventionniste, où l'exécutif est devenu à la fois plus puissant et plus tyrannique.

## CHAPITRE 11 LE DÉCLIN DU LIBÉRALISME

### 1. Remise en question de la conception de l'État du « nouveau libéralisme »

---

#### 1.1. Une résurgence des idéaux libéraux

« The Hope of the World » fait donc apparaître, de façon explicite, un nouveau regard sur le rôle de l'État par rapport au « nouveau libéralisme » de l'avant-guerre, que Hobhouse semble désormais remettre en question. Ce nouvel élément est à prendre en compte dans l'interprétation de la récurrence des allusions à Cobden qui, dans la période de la guerre, avaient pris le pas sur les références à Mill. Il semble que l'on assistait ici à une résurgence des idéaux libéraux, auxquels Hobhouse identifiait son point de vue. Ainsi, de même que la guerre des Boers avait rapproché Hobhouse des libéraux classiques, tout en l'éloignant du socialisme de *The Labour Movement*, la Grande Guerre entraîna une réaffirmation des éléments fondamentaux du libéralisme et, par contraste, une révision de la conception de l'État du « nouveau libéralisme » :

***Both in the press and on the platform the Liberal party has for twenty years, indeed ever since GLADSTONE's retirement, had a number of prominent representatives who were ready at any moment to prove their open-mindedness by abandoning any Liberal tradition. Just now there is a good deal of activity going on in this section. Voluntary service is gone. Free Trade is going. It is one of the "preconceived opinions" which after the war we should be prepared to disregard, so Lord ROSEBURY tells us. [...] It only remains to close the House of Commons and abolish trial by jury and the preconceived opinions of Liberalism will be completely disposed of. (« Preconceived Opinions » MG 22/1/16)***

En préalable, il faut noter que l'allusion à la fermeture des Communes évoquait sans doute le renforcement de l'exécutif au détriment du pouvoir législatif amorcé par DORA. Le gouvernement put ainsi prendre de nombreuses dispositions qui, bientôt, dépassèrent, selon Greenleaf, ce qui avait été prévu et permit un développement si conséquent de l'État que l'on alla jusqu'à parler de « Socialisme d'État<sup>556</sup> ». De plus, il faut ajouter que si

---

<sup>556</sup> Voir Greenleaf I p. 60.

le libre-échange dans son sens le plus strict ne concerne que les échanges commerciaux d'exportation et d'importation, et que c'est donc ainsi que Hobhouse l'entendait essentiellement, il semble qu'il ait été lié à la notion, plus générale, d'économie libre. En filigrane de la défense du libre-échange (*Free Trade*) se trouvait donc la notion plus générale de la liberté commerciale (*freedom of trade*). Ces deux principes étaient évidemment mis à mal par la guerre : déjà en 1915 les taxes McKenna (*McKenna Duties*) rompaient avec le libre-échange. En outre, selon Greenleaf, Walter Runciman, le ministre du commerce du gouvernement Asquith, devait céder à la pression grandissante et renoncer de s'en tenir à son refus de toute intervention de la part de l'État pendant les deux premières années de la guerre. Il avait permis que « ***l'importation, la production et la distribution de nourriture*** » fussent « ***entièrement laissées à l'entreprise privée*** »<sup>557</sup> mais dut, finalement, céder face aux nombreuses difficultés : l'inflation des prix, les problèmes de transports maritimes engendrés par les mouvements de troupes et de matériel militaire et par la guerre sous-marine, la spéculation et l'accumulation de l'épargne. Il autorisa donc le ministère du commerce à intervenir vers la mi-novembre 1916, dans un aveu implicite de l'inefficacité de l'organisation libérale de l'État.

Certes, Hobhouse prétendit que les principaux responsables de la disparition des principes fondamentaux du libéralisme étaient les réactionnaires, ceux-là même qui avaient, en d'autres temps, contribué à l'avènement de la militarisation de l'État et conspiré contre le libre-échange. Par conséquent, il renvoyait dos à dos la politique de l'État allemand et les partisans d'une politique protectionniste contre la puissance allemande : c'était « ***des gens paradoxaux, leur haine de l'Allemagne*** » avait « ***toujours été proportionnelle à l'admiration qu'ils vouaient à ses principes*** »<sup>558</sup>. Pourtant cet argument ne pouvait expliquer le fait que le parti libéral lui-même, par l'intermédiaire de son gouvernement, se soit rallié à une telle politique : la remise en question du principe du libre-échange équivalait pour Hobhouse à une atteinte de trop aux idéaux libéraux. D'abord, comme nous l'avons écrit, le libre-échange était, conformément à la conception de Cobden, un facteur de paix et, en tant que tel, son abandon, même si on le limitait aux relations commerciales avec l'Allemagne après la guerre, préparait une atmosphère d'hostilité permanente. De plus, on peut penser qu'il ait eu aussi une valeur symbolique pour l'auteur : rappelons que sa défense avait constitué le point de ralliement des forces progressistes, qui avait mené à la défaite du gouvernement unioniste en 1906, là où le rassemblement autour de l'anti-impérialisme avait échoué. En tout état de cause, Hobhouse semblait d'autant moins disposé à céder sur ce principe que la lutte contre la conscription<sup>559</sup> semblait perdue. Pourtant, Scott lui écrivait, à la suite de la parution de « *Preconceived Opinions* », que « la question du libre-échange que nous considérons

<sup>557</sup> Greenleaf I p. 58 : « For more than two years the import, manufacture, and distribution of food [...] were left almost entirely to private enterprise. »

<sup>558</sup> « Trade Policy after the War » *MG*, 5/2/16 : « Paradoxical people, their hatred of Germany has always been proportioned to their admiration of her principles. »

<sup>559</sup> La loi de janvier 1916 ordonna la conscription des célibataires, entraînant la démission de Simon, ministre de l'intérieur. (Voir Stevenson p. 64).

comme si vitale, est vraiment secondaire et insignifiante comparée aux autres<sup>560</sup> », mais pour Hobhouse il s'agissait là d'un cheval de bataille dont l'enjeu était la liberté et tout l'esprit de l'Angleterre :

***This freedom of ours [we the English] has had three capital manifestations. The first is the freedom of the subject [...]. This freedom war was certain to impair but it must be our part to guard it jealously [...] and to restore our liberty to its largest boundaries as the pressure of war recedes. The second manifestation of freedom was voluntary service [...]. This immunity is gone. The third manifestation was freedom of trade [...]. This freedom is now doomed by the apostles of the German State. How far have those who are for the jettison of all these traditions asked themselves how much of England's glory and greatness depends on them? (« Trade Policy after the War » MG 5/2/16)***

Dans la conclusion de cet éditorial Hobhouse semblait répondre à ceux, dont Scott, qui étaient disposés à considérer l'argument pratique de l'efficacité de l'organisation économique comme une justification de l'abandon de ce qui n'était pour eux qu'un principe abstrait :

***It may be said that these are very abstract and academic considerations to apply to a matter which is of hard business. We should reply that from the days of its first advocates Free Trade rested as much on such considerations as on concrete economic facts. It was the union of breadth of view with hard and sharp business intelligence that made the success of Cobden. (« Trade Policy after the War » MG 5/2/16)***

Devant ces menaces, la réaction de Hobhouse consistait donc à souligner les caractéristiques du libéralisme classique au sein de sa propre pensée politique, comme si, sous la menace de l'État tyrannique, son « nouveau libéralisme » voulait se concentrer sur l'essentiel, c'est-à-dire sur la liberté. Celle-ci était conçue comme la différence ultime entre l'organisation allemande et l'organisation anglaise. En effet, la guerre montrait que même la démocratie ne suffisait pas à garantir la liberté de l'individu et, dans un article intitulé « The Organized State<sup>561</sup> », Hobhouse en venait à contester l'organisation sociale de type social-démocrate prônée par Naumann. Il nous semble que cet article est particulièrement révélateur des difficultés théoriques auquel Hobhouse se trouvait confronté. Il s'agissait de distinguer sa propre politique de celle de Naumann<sup>562</sup>, alors même que tous deux étaient, en principe, des libéraux démocrates imprégnés de la conception organique. Toutefois la pensée politique hobhousienne voulait, plus que jamais, maintenir la primauté de la liberté de l'individu, tandis que Naumann lui préférait, selon Hobhouse, l'organisation de la société. Ainsi, selon Hobhouse, Naumann écrivait que l'Allemagne était au deuxième stade du capitalisme et, par là, plus proche de socialisme d'État que l'Angleterre, qui était encore au premier stade du capitalisme.

<sup>560</sup> C. P. Scott à Hobhouse le 25/1/16 : « The question of Free Trade which we used to think so vital, is really subordinate and comparatively trifling by the side of those others [the ones that we now have]. »

<sup>561</sup> MG 12/8/16.

<sup>562</sup> Théoricien politique et social allemand, démocrate libéral et progressiste. Selon Schnorr, il mit l'accent sur l'organisation technique de la société.

L'organisation était plus collective, donc meilleure. Or, Hobhouse ne pouvait accepter une définition a contrario de l'Angleterre comme un État désorganisé, où employeurs et employés étaient loin de se considérer comme partie prenante d'un ensemble, car le capitalisme britannique avait aussi évolué : « **Il y avait bien plus d'actions concertées et d'organisations générales dans l'industrie britannique en 1913 que, par exemple, en 1883** »<sup>563</sup>. » Mais alors en quoi les deux organisations concurrentes étaient-elles si distinctes ? La réponse de Hobhouse évoquait « une distinction plus profonde entre les idéaux »<sup>564</sup> des deux nations. Une fois de plus, l'auteur affirmait que l'Allemagne plaçait l'État au dessus de l'individu, mais il rajoutait, de manière plus inattendue, que la liberté en Allemagne était conçue comme la conformité avec la loi, tandis qu'en Angleterre on trouvait difficile de se « départir d'une conception de la loi comme une restriction et une entrave sur l'individu »<sup>565</sup>. A ce point, on peut être tenté de soupçonner Hobhouse d'incohérence ou de mauvaise foi. N'avait-il pas lui-même affirmé que la loi permettait la liberté de l'individu ? Il semble qu'il s'agisse ici de distinguer entre une soumission aveugle à la loi parce que c'est la loi, et la prise de conscience de la nécessité de la loi pour le Bien Commun. La distinction entre la politique de Naumann et de Hobhouse demeurait donc possible, car cet article soulignait justement le cœur de la spécificité du « nouveau libéralisme » anglais en rappelant que dans la conception britannique, le développement de l'individu, envisagé notamment, de manière greenienne, en tant que conscience morale, était libre et autonome. En revanche, la dénonciation de la conception social-démocrate d'un Naumann semblait participer de son assimilation à l'organisation mécanique que l'auteur avait toujours identifiée au socialisme fabien.

## 1.2. Un recul face à l'État ?

Comme nous l'avons montré, la pensée politique de Hobhouse attribuait une grande importance au principe de liberté, et la guerre en menaçant la liberté vint confirmer voire renforcer la conscience de son importance. Si l'extension du rôle de l'État ne se faisait pas sur la base de la coopération d'individus libres, l'organisation sociale ne pouvait que verser dans l'étatisme, dans lequel aucune forme de libéralisme ne pouvait se reconnaître. Ce dernier devait au contraire s'opposer à l'accroissement de l'intervention de l'État dans le souci de sauver la liberté. On peut donc penser qu'en mettant l'accent sur celle-ci, Hobhouse ne procédait pas à une réelle modification de sa théorie politique, mais il était cependant acculé à un choix, en quelque sorte obligé, de prendre parti dans la pratique : en donnant la priorité à la liberté individuelle, il refusait le développement de l'État ou, du moins, de cet État-là. Par conséquent, il apparaît que la perspective de procéder à une réconciliation entre le socialisme et le libéralisme<sup>566</sup>, qui sous-tendait la conception de Hobhouse avant la guerre, devint plus improbable pendant celle-ci, puisque

<sup>563</sup> « The organized State » : « There was vastly more concerted action and general organisation in British industry in 1913 than, say, in 1883. »

<sup>564</sup> Ibid. : « But there is perhaps a deeper distinction between the ideals which have found a home in the two nations. »

<sup>565</sup> Ibid. : « In England, on the other hand we find it difficult to break with the conception of law as a restraint and a fetter upon the individual [...]. »



la liberté de l'individu était soumise à une véritable menace :

***For a generation of more advanced political thinkers in England have been largely occupied in combating what they regard as prejudices against the extension of State activity. They were concerned to show that many of the old ideas of social and political liberty were based upon circumstances peculiar to the time in which they arose, were no longer applicable to the conditions of the present day, and had, in fact, become obstacles to democratic progress. It seems as though these very men, or their successors who will carry on the torch of democracy in the next generation, will become the severest critics of the State and its claims. [...] We may anticipate on the return of peace a severe struggle for the restoration of old rights of citizenship, a struggle in which the proper limits of government authority on the one hand and the rights of individual on the other will once more occupy the forefront in the arena of political controversy. (« The Omnipotent State » MG 30/9/16)***

Derrière l'extension du rôle de l'État, qui s'accompagnait de la remise en cause des libertés chères au libéralisme, Hobhouse voyait se dessiner le spectre d'une organisation mécanique (*machinery*), et le gouvernement de coalition des libéraux et des conservateurs, sous la houlette du radical Lloyd George, ne fit qu'accélérer la mise en place d'un État autoritaire dont l'implantation était si profonde qu'il n'était guère possible d'espérer le voir disparaître de lui-même à la fin de la guerre. Par conséquent, il devenait patent qu'un fossé s'était creusé entre la politique gouvernementale et les idéaux libéraux. Malgré le maintien du soutien du *Manchester Guardian* à Lloyd George, Scott lui-même éprouvait des doutes et disait qu'il craignait que le nouveau premier ministre ne « **soit perdu pour le libéralisme parce qu'il ne connaissait pas le sens de la liberté** <sup>567</sup> », tandis que Gilbert Murray lui faisait le reproche de ce soutien :

***Liberalism is very much down in the world now. And you have your share in the responsibility for that fact; you doubtless approve of the present government, at any rate in the present circumstances [...] I merely wish you to realize that the tone of your leading articles and London letters sometimes puts an almost intolerable strain on the patience of many who are accustomed to regard themselves as good Liberals and admirers of the Manchester Guardian. (Lettre de Murray à Scott, 5/5/17, Wilson 277)***

Toutefois, il était impossible d'avoir recours aux autres dirigeants libéraux. A cet égard, la position de Scott était aussi inconfortable que celle de Hobhouse : le parti libéral au pouvoir (il resta largement majoritaire dans le premier gouvernement de coalition de mai 1915) sous la direction d'Asquith jusqu'en 1916 n'avait su concrétiser la coopération de l'ensemble de la société, à cause de son attitude trop passive résumée dans la formule « *Wait and See* ». Il n'avait pas le soutien de Scott ou de Hobhouse ni pour sa politique de guerre ni pour sa politique sociale. En outre, il n'avait même plus le mérite d'incarner la défense des idéaux libéraux classiques telles que le service volontaire et le libre-échange.

<sup>566</sup> Selon Meadowcroft, Hobhouse veut réconcilier « what he described as 'the two branches' of the democratic and humanitarian movement – liberalism and socialism ». Voir introduction à *Liberalism* p xii.

<sup>567</sup> Wilson p. 279 cite journal intime de Scott où celui dit avoir vu Milner et lui avoir confié : « I said I feared he [Lloyd George] might be lost to Liberalism because he did not know the meaning of liberty. »

Cette branche là du parti libéral était donc indéfendable<sup>568</sup>.

Un changement de gouvernement sous la direction de Lloyd George pouvait avoir au moins l'intérêt d'améliorer les chances de remporter la guerre. De plus, avec la participation accrue des travaillistes grâce notamment à la présence de Henderson, désormais membre du gouvernement restreint de guerre (*War Cabinet*), et le renforcement de l'élément radical, il pouvait être l'embryon de l'alliance progressiste que Hobhouse avait appelé de ses vœux dans le chapitre « The Future of Liberalism » et dont Scott espérait qu'elle succéderait au pouvoir libéral<sup>569</sup>. Mais les espoirs en ce sens furent de courte durée, puisque la démission d'Henderson survint dès le mois d'août 1917, à la suite du fameux épisode dit du « paillason » (*door mat*), lors duquel Lloyd George le fit attendre derrière la porte, pendant que « **ses collègues discutaient de son « délit » d'avoir apporté son soutien officiel à la participation des travaillistes à une conférence internationale à Stockholm, où les délégués britanniques auraient rencontré leur homologues allemands et autrichiens** »<sup>570</sup>. Le remplacement de Henderson par Barnes ne put effacer les conséquences d'une telle erreur. De plus, la montée du parti travailliste, qui sut, contrairement au parti libéral, regrouper ses troupes, suivie de la nouvelle extension du suffrage et du bénéfice social de la guerre, signifiaient que celui-ci pouvait désormais se passer du recours à l'alliance *Lib-Lab*. En outre, le pôle pacifique se regroupait derrière sa bannière tandis que les partisans de la paix négociée, à laquelle Hobhouse appelait depuis le début de 1917<sup>571</sup>, trouvaient leur porte-parole en Lord Landsdowne, un conservateur, et que les tentatives de Scott pour réconcilier Lloyd George et Asquith autour de la définition des buts de la guerre, première étape vers une possible négociation, restaient vaines<sup>572</sup>. Une fois de plus, le parti libéral décevait profondément Hobhouse, mais contrairement à la période de la guerre des Boers, aucune de ses composantes ne semblait survivre pour préserver les idéaux compatibles avec la pensée hobhousienne.

Ainsi, l'une des conséquences durables de la période de la guerre fut le déclin du parti libéral : depuis la rupture entre Asquith et Lloyd George, il apparaissait irrémédiablement affaibli et le coup de grâce fut asséné par le premier ministre lorsqu'il s'allia aux conservateurs pour la *Coupon Election* de 1918. Or, il nous semble discerner un parallèle entre ce déclin et les difficultés que rencontrait Hobhouse, qui constitue bien

<sup>568</sup> C. P. Scott à Hobhouse : « I don't [believe in Asquith] and rejoice to see the Liberal Party leaders on the way to be purged by a little adversity. »

<sup>569</sup> Selon Wilson, Scott était favorable à un gouvernement libéral composé de radicaux et de travaillistes. Voir *Wilson* p. 101.

<sup>570</sup> G. R. SEARLE, *The Liberal Party (Triumph and Disintegration, 1886-1929)* pp. 198, 199 : « Henderson was kept waiting on the door mat outside the Cabinet Room while his colleagues discussed his 'delinquency' in publicly backing Labour participation in an international conference of socialists at Stockholm, where the British delegates would have met their German and Austrian counterparts ». Cet ouvrage est désormais abrégé « *Searle* ».

<sup>571</sup> Voir *Hobson* p. 52.

<sup>572</sup> Voir *Wilson* p. 321.

plus qu'une simple coïncidence : en même temps que se produisait la régression de l'emprise libérale sur les sphères du pouvoir, Hobhouse semble s'être aussi éloigné de la politique, et le « nouveau libéralisme » cessa d'être l'une des influences idéologiques prépondérantes. Certes, l'âge de Hobhouse et sa perte de confiance envers les hommes politiques sont pour beaucoup dans cette prise de distance, mais au delà de ces explications, on peut s'interroger sur un éventuel échec de la pensée hobhousienne à aborder les enjeux politiques du vingtième siècle dont avait accouché la guerre.

## 2. Hobhouse et le parti libéral

---

### 2.1. La relation entre Hobhouse et le parti libéral

Cette question nous oblige à examiner plus en détail les circonstances de la chute du parti libéral ainsi que les relations entre celui-ci et Hobhouse. Or, l'ampleur des liens entre l'auteur et le parti libéral est difficile à évaluer : comme nous l'avons déjà écrit, il s'agissait d'une relation souvent ambiguë, car l'attachement de Hobhouse au libéralisme consistait surtout en une proximité avec les grands penseurs du libéralisme et non avec ses hommes politiques. Il refusa de devenir député bien qu'on lui offrit de se présenter dans une circonscription acquise au parti libéral, parce qu'il ne voulait pas se soumettre à l'autorité d'un parti<sup>573</sup>. Ainsi, lorsque Hobhouse se décrit comme libéral, il parle de l'idéologie, pas du parti. Néanmoins une telle distinction comporte des limites : d'abord parce que l'exemple de la place conférée à Gladstone par l'auteur indique que les dirigeants du parti libéral incarnent aussi les idéaux théoriques, d'autant que d'autres membres éminents du parti, comme Campbell-Bannerman, possèdent un statut semblable. De plus, il ne fait pas de doute que Hobhouse a soutenu les gouvernements libéraux, même s'il les a, parfois, critiqués, et qu'il n'a jamais pardonné l'épisode de la guerre des Boers aux *Liberal Leaguers*. Nous avons aussi indiqué que par l'intermédiaire de Scott, lui-même dirigeant local du parti libéral et ancien député, Hobhouse était également proche des sphères du pouvoir, et qu'il entretenait, en outre, des relations cordiales avec de nombreuses figures du parti libéral. En revanche, pendant la guerre, Hobhouse ne parvint pas à éviter la rupture avec le parti libéral, parce que celui-ci pratiquait une politique désormais trop éloignée de sa pensée. Jusque là, il lui avait toujours été possible de trouver certains dirigeants pour incarner les idéaux du « nouveau libéralisme », quitte à les opposer au reste du parti, mais la politique de Lloyd George et l'indépendance des travaillistes lui fit perdre ses derniers alliés potentiels. La relation de Hobhouse passa donc d'une proximité certaine en 1914 à une distance qui n'allait faire que grandir après 1918.

Parallèlement à la place du parti libéral pour Hobhouse, il convient de préciser le rôle que jouait l'auteur pour le parti : Hobhouse était, bien sûr, un des inspirateurs qui avaient guidé le parti libéral vers les réformes sociales conformes à la conception du « nouveau libéralisme » et avaient fourni la base intellectuelle qui constituait la trame logique de la politique. On consultait Hobhouse par l'intermédiaire de Scott, ou directement lors de

---

<sup>573</sup> Voir Hobson p. 89.

rencontres ou d'échanges épistolaires ; on faisait appel à lui pour prendre des responsabilités dans la nouvelle organisation sociale<sup>574</sup>. En des temps troublés, le gouvernement libéral dépendait d'autant plus du soutien des intellectuels libéraux qu'ils influençaient l'opinion au moyen de la presse.

En tout état de cause, les sorts du « nouveau libéralisme » hobhouseien sur le plan théorique et du parti libéral sur le plan pratique semblent donc avoir été intrinsèquement liés lors des phases « triomphantes<sup>575</sup> » lorsque l'on mettait en place les grandes réformes sociales et lors du début de la « désintégration ». En effet, si un théoricien du « nouveau libéralisme » comme Hobhouse ne réussissait plus à surmonter la contradiction entre la coexistence des libertés individuelles et le rôle de l'État qui était apparu dans un nouveau contexte, s'il voulait continuer de proposer une théorie cohérente. Il devait alors, logiquement, tirer des conclusions de cette impuissance et se déterminer soit en faveur d'une restriction du rôle de l'État, qui reviendrait à un repli sur un libéralisme plus classique, éloigné du socialisme, soit en acceptant de réviser la notion de liberté individuelle, pour qu'elle ne paraisse plus incompatible avec la nouvelle forme que prenait l'intervention de l'État. D'autre part, si le parti libéral ne surmontait pas les difficultés qu'il connaissait pendant la guerre, il allait s'affaiblir, et les théoriciens du « nouveau libéralisme » devraient abandonner l'espoir de le voir appliquer une politique inspirée par leur pensée. Ils auraient alors le choix, comme ce fut effectivement le cas, entre le ralliement au parti travailliste (que préféra, par exemple, Hobson), et l'éloignement d'avec le pouvoir politique. Ainsi, le déclin du parti libéral risquait de priver la théorie du « nouveau libéralisme » de son instrument politique, tandis que les difficultés éprouvés par un théoricien comme Hobhouse risquaient de priver le parti libéral de l'inspiration qui lui avait permis de se renouveler pour mettre en oeuvre une politique sociale capable de rallier les suffrages des nouveaux électeurs de gauche.

### 2.2. Situation de Hobhouse face au déclin du parti libéral

Selon l'historien politique G.R. Searle<sup>576</sup>, l'historiographie reste divisée en trois thèses quant aux raisons exactes du début de la « désintégration » du parti libéral. Toutefois, elles ne sont pas mutuellement exclusives, et chacune d'entre elles semble apporter un éclairage intéressant sur l'évolution de la situation de Hobhouse face au déclin du parti libéral et peut-être au déclin de sa propre influence. La première consiste en une explication par les circonstances : le parti libéral aurait, en fait, eu la malchance d'être au pouvoir lors de l'entrée en guerre et aurait, par conséquent essuyé la colère des patriotes devant les difficultés à obtenir une victoire. Les hésitations d'Asquith à passer au « **socialisme de guerre de Lloyd George**<sup>577</sup> » sont parfois considérés comme la cause

---

<sup>574</sup> Voir chapitre 6 section 1.4.

<sup>575</sup> J'emprunte ce terme au titre de l'ouvrage de Searle.

<sup>576</sup> Voir Searle, notamment le chapitre intitulé « Liberalism and the Great War ».

<sup>577</sup> Ibid. p. 123 : « [...] the bold planning which characterised the 'war socialism' presided over by Lloyd George in 1917 and 1918. »

de l'aliénation de l'opinion publique, mais, selon Searle, cette explication omet de prendre en compte le fait qu'Asquith ne pouvait pas aller plus loin dans l'interventionnisme sans diviser l'unité nationale. Effectivement, pour en revenir à Hobhouse, l'extension du rôle de l'État mettait la base idéologique du gouvernement libéral dans l'embarras, même s'il la soutenait lorsqu'elle semblait relever d'un renforcement de l'unité sociale, puisqu'il s'y opposait lorsqu'elle empiétait sur les principes fondamentaux du libéralisme. En outre, toujours selon cette première thèse, l'évolution de la situation en Irlande priva le parti libéral d'un des thèmes distincts de sa politique. A la lumière des écrits de Hobhouse, on pourrait étendre le problème irlandais au thème global des relations internationales qui, comme nous l'avons vu, cessa aussi de constituer un pôle de ralliement possible, et ce de manière définitive lorsque Lloyd George trahit les idéaux gladstoniens à Versailles. Pour Hobhouse, en tout cas, le parti libéral perdait sa raison d'être s'il n'était plus porteur du principe d'autonomie et de libre détermination des peuples. Enfin la querelle entre Asquith et Lloyd George et la désunion qui s'ensuivit, sur laquelle nous avons déjà décrit la position de Hobhouse, aurait constitué l'ultime incident fatal.

Une deuxième thèse est celle qui est avancée par Trevor Wilson<sup>578</sup> : d'après Searle, elle présente l'intérêt de fournir une explication plus profonde et plus cohérente que la simple succession d'événements malencontreux. Elle se fonde sur la contradiction que nous avons décrite comme étant au centre des difficultés de Hobhouse :

***Wilson's thesis is that liberals were ideologically ill-equipped for 'total war'. The successful waging of such a war, he says, seemed unfortunately to require the abandonment or at least the temporary suspension of nearly all the principles and values which Liberals held dear. (Searle 132)***

Cette contradiction aurait précipité la division du parti libéral en trois factions : un premier groupe se composait des libéraux patriotes ralliés derrière Lloyd George, puis venaient les loyalistes qui restaient fidèles à leur dirigeant Asquith. Hobhouse ne pouvait évidemment pas compter parmi eux. Enfin, « **les radicaux les plus attachés aux principes désespérèrent tout bonnement du libéralisme, ils commencèrent à désert leur parti pour le parti travailliste** <sup>579</sup>. » Ce fut par exemple l'attitude de Hobson, l'autre grand théoricien du « nouveau libéralisme ». Selon cette thèse, ce passage du libéralisme au travaillisme fut facilité par l'existence de l'UDC, qui regroupait ces libéraux et des travaillistes, encourageant par conséquent leur fusion. Or on sait que Hobhouse n'avait pas suivi Hobson à l'UDC. Si l'on s'en tient à cette thèse, la division du parti libéral aurait laissé Hobhouse de côté, le rendant, en quelque sorte, orphelin d'un parti. Cet éclairage permet de penser que Hobhouse aurait été quelque peu mis sur la touche parce qu'il ne sut pas trancher entre le libéralisme classique et ainsi se contenter d'Asquith, et l'intégration dans le travaillisme.

Searle signale, cependant, que la thèse de Wilson comporte des limites. D'abord elle ne rend pas compte du large soutien dont bénéficia Lloyd George en 1916 de la part de la

<sup>578</sup> Searle signale que cette thèse est exposée dans *The Downfall of the Liberal Party*, nous rajoutons que T. Wilson est aussi l'auteur de *The diaries of CP Scott*, dont nous nous sommes abondamment inspiré pour le présent ouvrage.

<sup>579</sup> Searle pp. 132, 133 : « The more high-principled radicals simply despaired of Liberalism altogether and began to desert their Party for Labour. »

base du parti et des sympathisants libéraux. Pour ceux-ci, comme pour Hobhouse, il n'y eut pas de divorce définitif avec le nouveau premier ministre lors de son accession au pouvoir. Searle rajoute que les sympathisants libéraux étaient habitués à la « **tension entre la politique et les principes** » et que c'était donc la trahison de la *Coupon Election* qui constitua la vraie rupture. En ce qui concerne Hobhouse la divergence de Searle et de Wilson sur ce point importe peu. En revanche, nous avons souligné que Lloyd George incarnait la possibilité de la victoire. Ainsi, lorsque Barbara Hammond dit que « **le régime Asquith signifie le désastre certain et modéré ; celui de LI.G. le désastre absolu ou le succès** »<sup>580</sup>, son opinion est identique à celle qu'exprimait l'auteur. Il nous semble que ce soutien résigné était justement l'expression de toute la contradiction que ressentait Hobhouse : il ne croyait pas que l'on pouvait gagner cette guerre sans faire d'entorse à la tradition libérale, mais à la fois il ne pouvait s'y résoudre. De plus il ne faut pas perdre de vue le contexte particulier de la première guerre mondiale : contrairement à la seconde, son issue demeura incertaine jusqu'aux derniers mois, et au printemps 1918 on craignait fortement qu'elle ne soit perdue. Dans ces circonstances, Hobhouse consacrait peu de temps aux questions intérieures, ses critiques envers Lloyd George avaient trait au gaspillage de vies humaines sur le front, à la conscription en Irlande (qui fut décidée mais jamais appliquée), mais il ne se souciait apparemment pas des querelles intestines du parti libéral : lors du « débat Maurice », le *Manchester Guardian* défendit le gouvernement contre Asquith et rien n'indique que Hobhouse désapprouvait cette position. Il est même peu probable que l'auteur ou que Scott aient compris qu'il s'agissait là d'une étape décisive puisque la rupture entre les libéraux étaient désormais avérée<sup>581</sup>. En outre, la portée de cet événement, et plus généralement de la politique de la guerre, apparaît évidente avec le recul de l'histoire, mais dans l'immédiateté ils ne semblaient pas devoir être fatal sur le long terme. De son vivant, Hobhouse avait vu la sécession de Chamberlain et les disputes autour de la politique impériale ; il avait toujours conçu que la radicalisation du parti libéral entraînerait un glissement de sa frange droite vers le conservatisme, tandis que le reste du parti dériverait à gauche.

### 3. L'après guerre et la fin du « nouveau libéralisme ».

---

#### 3.1. Hobhouse face au parti travailliste

Selon Cook, ce n'est que dans les années vingt qu'il devint évident qu'il n'y aurait pas un parti du progrès constitué de la plupart des libéraux alliés au travaillistes et que, par conséquent, « **le parti serait peut-être moins ouvert aux idées radicales qu'auparavant** »<sup>582</sup>. C'est précisément sur ce point que l'infortune du parti libéral et de

---

<sup>580</sup> Searle p. 134 : « The Asquith regime means certain & moderate disaster; the LI.G. either absolute disaster or success. »

<sup>581</sup> C. COOK, *A short History of the Liberal Party 1900-88*, p. 73 : « The Maurice debate was occasioned when, in May 1918, Major General Frederick Maurice [...], had alleged in the press that Government statements concerning the number of British troops in France were untrue. Asquith [...] demanded the establishment of a Select Committee of the House of Commons. Asquith insisted his motion was not a vote of censure. Lloyd George however treated the issue as a vote of confidence. On the vote the Government won [...]. Some 71 Liberals had supported the Government but 98 had voted against. »

l'auteur se rejoignent. En effet, et c'est là la troisième thèse présentée par Searle, l'émergence du parti travailliste en tant que force incontournable sur l'échiquier politique ne se contenta pas de prendre des sièges au parti libéral. Il s'assura au contraire que l'on ne reviendrait pas à l'organisation sociale d'avant guerre, ce qui constituait une divergence de taille entre les attentes des libéraux et celles de la classe ouvrière :

***As for the bulk of the Liberals in the country, for them the main issue of the day seems to have been, not social reform, but the restoration of liberty. Thus, whereas many labour Party members hailed 'war socialism' as a proof of the practicability of socialism itself, Liberals tended to see it as a 'Prussian innovation' which was both dangerous and inefficient. (Searle 139)***

Au sortir de la guerre les buts immédiats des deux partis étaient donc distincts, bien qu'ils représentaient tous deux les buts initiaux du « nouveau libéralisme ». Hobhouse, quant à lui, semblait hésiter entre les deux priorités. D'un côté, il n'était pas question de revenir sur les acquis sociaux. Dès que la victoire fut une certitude, Hobhouse sembla connaître un regain d'optimisme et se mit à attendre la mise en place du nouvel ordre qui pouvait justifier le sacrifice de la guerre. Les écrits de cette époque témoignent aussi de la volonté d'une politique réformiste, mais celle-ci devait être fidèle au « nouveau libéralisme » en ce sens qu'elle garantissait la liberté et la cohésion de toute la société. Son soutien allait donc aux Trade Boards, ainsi qu'aux conseils industriels (*industrial councils*), qui seraient connus sous le nom de Whitley Councils<sup>583</sup> dont la création fut annoncée à la fin du mois de juin 1917. Ceux-ci devaient empêcher la résurgence des conflits sociaux dont la Grande-Bretagne avait été victime juste avant la guerre et qui n'avaient pas tout à fait disparu pendant celle-ci. Il se félicitait aussi des avancées de la condition féminine et appelait à l'égalité des salaires<sup>584</sup>, en accord avec son principe selon lequel la justice sociale impliquait la justice économique. Certes, d'un autre côté, il fallait rétablir d'urgence la primauté de la liberté. A cet égard, Freedon cite un article révélateur de ce souci, qui s'inscrit dans la continuité du processus de repli sur les fondements du libéralisme :

***The very same Hobhouse who before the war had utterly rejected Spencer's individualistic and atomistic political thought could write on the occasion of Spencer's centenary : "... after a lapse of years, the strange turn of events is giving Spencer his revenge. For the 'state' to which his opponents unceasingly appealed is rapidly becoming almost as unpopular with them as it was from the first with him, and it is well within the bounds of possibility that the reaction from war politics will ultimately produce a new liberty movement, a revised twentieth century Cobdenism which may look back to Spencer as one of his progenitors"<sup>585</sup>.***

Toutefois, Hobhouse n'avait pas explicitement effectué de remise en question de l'État

<sup>582</sup> Ibid. p. 83 : « As it was the long-term effect [of the fact that dissident radical Liberals could now look for an alternative party in Labour] was to siphon off the many advanced social reforms and make the party perhaps less open to radical ideas than before. »

<sup>583</sup> Voir « Industrial self-government » *MG*, 29/6/17.

<sup>584</sup> « Equal Pay for Equal Work » *MG*, le 2/11/18.

<sup>585</sup> *FREEDEN Michael, Liberalism Divided*, p. 29. Cet ouvrage est désormais abrégé « *Freedon II* »

dans sa pensée politique. Si les « dialogues du pessimisme » ainsi que la vigilance accrue envers le rôle de l'État témoignent d'un doute quant à la possibilité de conjuguer un État fort et la liberté de l'individu, il semble que Hobhouse ait été désireux de fermer la parenthèse de la guerre et de revenir à son analyse politique habituelle, qui laissait une large place à l'État :

***After a prolonged course of Fabian economics and Hegelian metaphysics [during the War] one departs wishing that one could never hear the word "State" again. But I think we ought to control the sense of nausea due to repletion for the sake of the many who use the term "State" in all innocence for the supreme legal authority<sup>586</sup>.***

En effet, il semble qu'il considérait encore le « nouveau libéralisme » comme la meilleure politique possible et qu'il continuait d'être, à ses yeux, d'actualité. L'affaiblissement du parti libéral ne constituait pas, *a priori*, un problème grave, puisque le « **socialisme démocratique modéré du parti travailliste de MacDonald**<sup>587</sup> » incarnait finalement mieux les valeurs du libéralisme que le parti libéral lui-même. A ce sujet, un extrait d'une lettre de Hobhouse de 1926 citée par Hobson, est restée célèbre, nous le citons donc in extenso :

***My difficulty about the Liberal Party lies farther back than yours. I doubt if it any longer stands for anything distinctive. My reasons are on the one side that moderate Labour –Labour in office- has on the whole represented essential Liberalism-not without mistakes, but better than the organised party since C-B's death. On the other side, the Liberal Party, however you divide it up, never seems better agreed within on essentials. Of the present fragment, part leads to the Tories, part to Labour, part has nothing distinctive but is a kind of Free Trade Unionist group. The deduction I draw is that the distinction between the kind of Labour man who does not go 'whole hog' for nationalisation, on the one hand, and the Liberal who wants social progress on the other, is obsolete. I, anyway, have always felt that it was unreal and that, if we divided parties by true principles, the division would be like this :***

Communist	}	Ordinary Labour	}	Bad Liberal	}	Diehard
Theoretic Socialist		Good Liberal		Ordinary Tory		

***But traditions and class distinctions kept many 'good Liberals' outside Labour. Now Labour has grown so much that it tends to absorb them and to leave the bad Liberals who incline to the Tories, and a mass of traditional Liberals who can't desert a party of that name. (29/09/26, cité par Hobson 66)***

Cet extrait nous ramène cependant au thème de l'alliance entre les libéraux radicaux et les travaillistes si chère à Hobhouse et à Scott. D'après Searle ce dernier tentait encore de la réaliser dans les années vingt, puisqu'il cherchait à convertir Henderson à cette idée<sup>588</sup>. Or, à en juger par cet extrait, Hobhouse finit par être convaincu qu'elle avait eu lieu de manière informelle. Toutefois, nous pensons qu'il faut émettre quelques réserves

---

<sup>586</sup> « *The New Democracy* », review of G.D.H. Cole *Social Theory*, cité par Freedman II p. 70.

<sup>587</sup> Searle p. 164 « the moderate democratic socialism espoused by MacDonald's Labour Party ».



par rapport à cette conviction. S'il s'agissait du véritable point de vue de Hobhouse, pourquoi ne rallia-t-il pas le parti travailliste ? Nous avons déjà écrit qu'il n'avait pas saisi l'occasion de la transition par l'UDC, mais cela ne peut qu'expliquer le sort de l'auteur dans les années de la guerre, auxquelles on peut peut-être ajouter 1919, voire 1920. Nous sommes donc tenté de penser que l'opinion de Hobhouse n'était pas si proche des travaillistes qu'il le paraît dans cette lettre. Il était certainement plus proche d'eux que des libéraux divisés, mais son attention était retenue par la formidable flambée des conflits sociaux qui, selon Clarke, n'avait rien à envier à 1912<sup>589</sup>. Le paysage politique de l'après-guerre était celui d'un pays en proie à la division des classes, que la fibre libérale de Hobhouse ne pouvait tolérer. Avant comme après la guerre, Hobhouse ne supportait pas l'idée du chantage exercé par les syndicats et de leurs atteintes au Bien Commun, pas plus qu'il ne pouvait admettre la politique en termes de lutte des classes. Or l'adhésion au parti travailliste signifiait la coexistence, d'une part, avec des partisans de cette conception, d'autre part avec des syndicats qui lui étaient devenus tout à fait antipathiques :

***You will have understood that I have been getting away from orthodox Trade Unionism for a long time. This has been due mainly to Trade Board experiences, which have impressed me with the limitations of the Trade Union views. The fact that our [The Manchester Guardian] action is resented by the Trade Union World therefore leaves me cold. (Lettre, septembre 1926, cité par Hobson 66)***

Un tel parti ne pouvait proposer une politique harmonique, soucieuse de l'ensemble de la société, car un parti politique ne devait pas reposer « **sur des groupes organisés selon des intérêts partiels** »<sup>590</sup>, mais sur une vision politique commune. Les fondements de la pensée hobhousienne, tels que l'idée d'un bien rationnel, la conception organique, l'évolution orthogénique vers une société de l'harmonie, dépendaient tous essentiellement de la notion de communauté, et le militantisme politique cessait d'intéresser Hobhouse s'il ne participait pas d'une telle vision d'ensemble. En 1914, l'instabilité sociale menaçait déjà son engagement politique, ainsi qu'il l'écrivait à Margaret Llewelyn-Davies :

***Well, you will say vogue la galère. It all brings us near to the great class war, nothing is to be got except by fighting. The moment you convince me of this I shall shut up shop as a radical or socialist or anything reforming, because I shall be convinced that human nature is hopeless, and that the attempt to improve society had better be left alone. (Février 1914, cité par Hobson 65)***

Une différence essentielle demeurerait donc entre le parti libéral et le parti travailliste, ou plus exactement entre la conception qu'avait Hobhouse du libéralisme et certaines des conceptions politiques du travaillisme, et même si le parti libéral devenait trop faible pour

<sup>588</sup> Voir Searle p. 150.

<sup>589</sup> P. Clarke donne les statistiques des jours de travail perdus en "disputes industrielles" (*industrial disputes*): en 1919 =35 millions, 1920=27 millions, 1921=86 millions, 1922=20 millions, auxquels il faut rajouter, quatre ans plus tard, la grève générale de 1926. Voir P. CLARKE, *Hope and Glory* p. 107.

<sup>590</sup> *Freedon II* p. 202 cite un article de Hobhouse intitulé « A Liberal's View of Trade Unionism » *MG* 14/11/25 : « [a political party] should consist surely consist not of bodies of men organised for partial interests ».

être l'organe de la politique progressiste, c'était le libéralisme qui pouvait encore inspirer celle-ci. L'une de ses dernières lettres à Margaret Llewelyn-Davies, écrite en juin 1929, montre qu'il continuait à lui faire davantage confiance :

***This Labour victory is like the sunrise – only may the day be longer than it was in 1924. I was too despondent and never believed that Baldwin would be beaten, and, as you know, never cared who beat him if it could but be done. As it is, I am sorry the Liberals did not get more seats, as I think (I know it's blasphemy) they carry more brains to the square inch than Labour, most of whose men are merely dull and terribly afraid of their permanent officials. (cité par Hobson 67)***

### 3.2. Hobhouse et la politique dans les années vingt : une désaffection mutuelle

Pour Hobhouse, il était devenu évident que les partis ne reflétaient pas la réalité des divisions idéologiques, et peu lui importait la dénomination du parti tant qu'il s'avérait susceptible d'appliquer une politique conforme à sa conception du progrès. Mais, alors que la classe ouvrière apparaissait toujours prête à servir ses intérêts particuliers par des moyens peu démocratiques tels que la grève, l'auteur remarquait que le peuple était en proie à l'apathie quand il s'agissait d'exercer son pouvoir au moyen de la démocratie :

***The political strike may be used for good ends, but it may also be used selfishly, against the common weal. The facts of life make of us a community, not a jumble of separate trades or professions unrelated to each other. The community needs its organ, to bring all these different interests into common council, and that organ is Parliament. Why cannot the Labour world throw into the choosing of Parliament the energy and concentration that it displays in a strike? (« The Real King » MG 14/12/18)***

En 1918 l'auteur faisait donc le constat que le passage au suffrage universel<sup>591</sup> ne suffisait pas à faire disparaître la séparation entre le peuple et ses dirigeants politiques. Comme nous l'avons écrit en deuxième partie, Hobhouse tenta de proposer des remèdes à cette passivité en proposant de créer des associations favorables à la participation active. À « l'action directe » prônée par le syndicalisme il répondait dans « The Real King » par la possibilité de référendums, grâce auxquels les électeurs pourraient dicter leur volonté au gouvernement directement sans être obligés de passer par les partis politiques.

***“Will you retain compulsory military service?” There is a very simple question to which every voter, man or woman, can give a simple yes or no. It affects every family, almost every individual. A free people should be free to decide such a question on its own merits, disentangled from the web of electoral issues.” (« The Real King » MG 14/12/18)***

En attendant la mise en place d'un tel « **mécanisme d'action directe** »<sup>592</sup>, les partis demeuraient, toutefois, les dispositifs permettant d'influer sur la vie politique de l'ensemble de la collectivité. Mais les partis eux-mêmes semblaient peu intéressés par ses propositions. Comme nous l'avons déjà écrit, le parti travailliste refusa sa proposition de

<sup>591</sup> Les femmes de moins de 30 ans en restèrent exclues jusqu'en 1928.

<sup>592</sup> « The Real King » MG, 14/12/18 : « a machinery of direct action ».

collaboration dans les Trade Boards et, lorsqu'en 1927, il prit part à certaines réunions du Liberal Industrial Council pour discuter de l'usage qui pouvait être fait des Trade Boards<sup>593</sup>, il écrivait qu'il voulait savoir « **si l'individualisme ou le Bien Commun triompherait dans ces comités** »<sup>594</sup>, évoquant ainsi la thématique classique du « nouveau libéralisme » dont le parti libéral apparaissait vouloir justement se débarrasser : « **Nous refusons de dépenser du temps ou de l'énergie sur la controverse entre l'individualisme et le socialisme . Si tant est que ce fût jamais une véritable question, elle est maintenant certainement dépassée** »<sup>595</sup>.

La désaffection était mutuelle entre Hobhouse et la politique : les années vingt reléguèrent donc le « nouveau libéralisme » au rang des idéologies désuètes. Malheureusement pour le chercheur, Hobhouse ne s'est pas exprimé sur ce sujet. Il continuait d'enseigner sa sociologie du progrès et de prévoir un monde de la raison triomphante : la seule concession que l'on peut apercevoir réside peut-être dans le fait qu'en se concentrant sur la sociologie, il continua à souscrire au principe de progrès comme moteur de la société en mettant toutefois moins l'accent sur le rôle que devait jouer le libéralisme en tant que force politique. Cependant « The Problem », son dernier écrit à caractère fortement politique, indique que l'avenir était dans le renforcement de la coopération incarnée dans des organes tels que les Whitley Councils ou les Trade Boards. Selon l'auteur, si ceux-ci ne connaissaient pas de grands succès, c'était par manque de pouvoir exécutif, mais l'interprétation concurrente de Halévy met en lumière la partialité de la vision de Hobhouse :

***The Whitley council sought to innovate and to create a kind of mixed institution, half-worker, half-employer, from which the idea of the class struggle would be absent... Must we willingly blind ourselves, shutting our eyes to an annoying reality, and ... deny this very real conflict of interests and passions?...utopia is the Whitley Council and the dream of a fusion of classes. (Halévy cité par Freedon II 59)***

Les Whitley Councils peuvent être considérés, dans le cadre de notre étude sur Hobhouse, comme le symptôme qui reflète « **la faiblesse fondamentale du libéralisme de leurs partisans** »<sup>596</sup>. A cet égard, Freedon propose une analyse de la faiblesse du libéralisme d'après guerre qui nous semble tout aussi applicable à la pensée de Hobhouse :

***[This weakness was] the conviction that institutional devices could bring about a social harmony that could eradicate conflict from human relationships, and could constitute machines that 'will be directly responsible to every movement of thought, and should be not only a solvent of difficulties, but a means of***

<sup>593</sup> Voir Hobson p. 67.

<sup>594</sup> Hobson p67, cite Hobhouse : « I want to see whether individualism or the Common Good will get its way with committees. »

<sup>595</sup> Searle p. 159, il cite le manifeste libéral de 1928 *Britain's Industrial Future* : « We refuse... to spend time or energy over the controversy between Individualism and Socialism... If it ever were a real issue, it is now certainly obsolete. »

<sup>596</sup> Freedon II p. 59 : « [...] the Whitley Councils still reflected the fundamental weakness of the liberalism of their supporters. »

***preventing difficulties arising'. Gilbert Murray- the Oxford classicist- saw it simply as a question of applying that liberal intervention, representative government, to the sphere of industrial relations. These themes [...] represented an innocence about social structure and political power that prevented liberals from modernising and adapting their ideology in the way that the pre-war new-liberals, under entirely different circumstances had succeeded in doing. (Freedon II 59)***

Comme l'implique Freedon, le temps du combat pour la démocratie (le suffrage universel) était révolu, et l'heure était plutôt à la satisfaction des demandes ouvrières, qui portaient plutôt sur des problèmes concrets<sup>597</sup>. Certes, Hobhouse avait conscience de ce changement puisqu'il appelait à la réorganisation économique ; le « nouveau libéralisme » se distinguait justement de ses prédécesseurs par l'accent mis sur la redistribution des richesses. Mais il ne proposait pas de solutions immédiates, puisque l'évolution globale de la société devait permettre d'accéder progressivement à la justice économique. Dès lors ses théories pouvaient sembler peu favorables à la classe ouvrière. Plus généralement, du point de vue de la lutte des classes, la réforme modérée et progressive de l'ensemble de la structure sociale qu'il prônait ne revenait-elle pas finalement à un attachement conservateur à la société bourgeoise du 19<sup>e</sup> siècle ? C'est probablement le reproche que lui auraient fait les marxistes. Cependant, du point de vue de Hobhouse, il semble que la contradiction éprouvée pendant la guerre rendait impossible la conception d'une intervention plus forte de la part de l'État, et l'exemple de la Russie suffisait à confirmer que le danger de la tyrannie se trouvait aussi dans les franges les plus extrémistes des mouvements ouvriers. En outre, et c'est peut-être là le signe de la perspicacité de Hobhouse que nous garderons en conclusion, seule une réorganisation totale et rationnelle de la société mettrait fin aux inégalités : la lutte des classes actualisée en conflit social n'était pas capable de menacer l'oligarchie. Elle ne pouvait donc que perpétuer sa domination et maintenir le système social dans un statu quo, sous couvert de réformes superficielles :

***All I see or read goes to convince me that if it comes to a class war, the class in possession will win hands down. Numbers are nothing. When it comes to force, organisation, drill, and tradition are everything. (Hobhouse février 1914, cité par Hobson 65)***

---

<sup>597</sup> Freedon II p. 59 : « Most members of the working class seemed less interested in far-reaching plans for reform [...] they wished to concentrate on bread and butter questions. »

## conclusion

Penseur de l'harmonie, Hobhouse est aux antipodes de la contradiction : toute tension doit être effacée, intégrée et ne constitue pas une dynamique. Lorsque les tensions irréductibles apparaissent, tant dans la théorie que dans la pratique (comme dans les conflits sociaux), la pensée hobhousienne fait montre d'une certaine impuissance ; Hobhouse semble rêver d'un monde dénué de conflits où n'existent pas d'intérêts contradictoires. La seule tension fondamentale est l'opposition entre le progrès et la réaction : quelle que soit l'époque, le progrès est en marche, même si les réactionnaires tentent de s'y opposer. Dans l'idéal hobhousien, il n'y a qu'un progrès global vers une société de la coopération d'individus libres. De la même manière, il n'y a qu'une réaction : le conservatisme. Selon les périodes de l'histoire, le progrès et la réaction se manifestent sous des aspects différents : le libre-échange contre le protectionnisme, le partage des richesses contre la concentration de la propriété, l'autonomie des peuples contre l'impérialisme, le pacifisme contre le militarisme, ou la démocratie contre l'oligarchie. Même s'il peine parfois, le progrès l'emporte, donc il ne s'agit pas non plus d'un conflit irréductible. C'est là le sens que Hobhouse attribue à l'histoire au moins jusqu'à la première guerre. Mais au sortir de la guerre, il devient plus difficile de distinguer de manière aussi manichéenne entre ce qui participe du « bon progrès » ou de la « mauvaise réaction ». On a alors l'impression que les certitudes de Hobhouse sont ébranlées et qu'il aspire à se retirer dans des sphères qui sont moins en proie au conflit parce qu'elles sont intemporelles. Les principes, les valeurs morales, la découverte de la vérité par la raison, sont les domaines dans lesquels Hobhouse se réfugie, peut-être pour échapper à une impression d'absurdité du monde :

***We in the West, says Tagore, have let ourselves be tyrannised over by Things –the material things of our own creation, the monsters of mechanical invention. We cannot escape by a single effort of the will. But it is something if we can fall back awhile into these vast spaces of the great silence and feel the relative smallness even of that tremendous issue which is being fought out today. [...] Our difficulty, if we cannot be in the active work [in the army], is to keep the essential of faith, which is surely that the meaning of life lies too deep to be shaken by any physical violence or the to-and-fro of military success. Something like this was the lesson which those early sages were the first to read to the world. (« The eternal quest » MG 6/4/18)***

Pourtant, comme nous avons tenté de le montrer dans notre dernier chapitre, on peut penser que la pensée politique de Hobhouse a finalement constaté que la tension entre individu et État était insurmontable. Elle conclurait donc sur une aporie, et c'est précisément pour cette raison qu'elle aurait été laissée quelque peu de côté. En effet, d'après la renommée actuelle de Hobhouse, l'histoire ne semble pas avoir retenu son oeuvre parmi les théories politiques qui influencent encore notre pensée à l'aube du 21<sup>e</sup> siècle. Certes, la publication récente d'études dénote un regain d'intérêt pour l'auteur ainsi que, plus généralement, pour le « nouveau libéralisme ». Cependant, il s'agit, pour l'instant, d'un travail d'historiens des idées politiques et dans le dernier ouvrage en date<sup>598</sup>, Andrew Vincent reconnaît lui-même que le « nouveau libéralisme » n'est pas passé à la postérité :

***Republicanism, classical liberalism and libertarianism, communitarianism, Marxism, feminism, and neo-Aristotelianism flourish in contemporary anglophone political theory, but one hardly ever finds a reference to the new liberalism as a coherent or distinctive view***<sup>599</sup>.

Selon Vincent, le caractère éclectique de la doctrine serait pour beaucoup dans cette disparition : le « nouveau libéralisme » se caractériserait par une grande complexité, notamment à cause de la tension entre l'individualisme et l'orientation sociale. Il serait donc difficile de l'identifier, c'est-à-dire d'en préciser simplement le contenu de manière à pouvoir s'y référer.

Toutefois, le recul de presque cent ans autorise une mise en perspective de l'héritage de la pensée politique de Hobhouse, qui permet de constater qu'elle a continué d'exercer une influence tout au long du 20<sup>e</sup> siècle. On peut, en effet, ne pas se tenir au sens restreint du « nouveau libéralisme » comme courant incarné essentiellement par Hobson et Hobhouse, et historiquement circonscrit aux années 1890 à 1914 voire à 1918. La thématique de la relation de l'individu et de l'État perdure dans les théories de penseurs politiques majeurs du 20<sup>e</sup> siècle : « [...] **les oeuvres de William Beveridge, J. M. Keynes et, surtout, de T. H. Marshall ont conservé une partie de l'esprit de la théorie du « nouveau libéralisme** »<sup>600</sup>. Effectivement, on retrouve, en 1942, dans le rapport

<sup>598</sup> A. SIMHONY, dir., D. WEINSTEIN, dir., *The New Liberalism*.

<sup>599</sup> Andrew VINCENT « *The new liberalism and citizenship* », p. 205, in A. Simhony, D. Weinstein, op. cit., pp. 205-227.

<sup>600</sup> Ibid. p. 210 : « [...] part of the spirit of the new liberal theory was carried through in the work of William Beveridge, J. M. Keynes, and, especially, T. H. Marshall. »

Beveridge (*Social Insurance and Allied Services*) des points communs avec la pensée politique de Hobhouse. En ce qui concerne Beveridge particulièrement, la filiation avec le « nouveau libéralisme » de Hobhouse apparaît frappante à la lecture de *Why I am a Liberal* :

***The execution of a Radical Programme involves an extension of the responsibilities and functions of the State. It means at the same time more individual liberty, not less. That is because Liberal radicalism avoids the errors both of the so-called individualists, who treat every liberty as equally important and of the collectivists who desire extension of state activity for its own sake***<sup>601</sup>.

Il semblerait donc que l'on peut affirmer que la politique de l'État-providence jusqu'au début de l'ère Thatcher, comporte effectivement la marque de la redéfinition du rôle de l'État entrepris notamment par Hobhouse. Comme il le présentait dans les années vingt, la pérennité du « nouveau libéralisme » devait être rendue possible par l'intermédiaire du parti travailliste. Toutefois, il s'agit là seulement d'éléments communs à la politique de l'État-providence et à la pensée politique de Hobhouse. Celle-ci se présentait comme une pensée de la globalité, cohérente parce qu'elle constituait une vision d'ensemble. Dans cette mesure aucune pratique politique n'a reflété l'intégrité de la pensée hobhousienne. Déjà, les théoriciens des années trente se sont éloignés de sa dimension éthique, et l'on peut penser que Hobhouse aurait vu dans la politique sociale mise en oeuvre après la deuxième guerre mondiale une incarnation du fonctionnement mécanique qu'il dénonçait. La politique de l'État-providence n'a pas permis l'émergence de cet être rationnel et moral, sorte de nouvel homme, que l'oeuvre de Hobhouse décrivait. La solidarité sociale s'est affirmée mais on ne peut prétendre que la morale ait progressé, en tout cas de manière flagrante, pas plus qu'on ne peut affirmer, après le 20<sup>e</sup> siècle, que la raison ait triomphé.

Par conséquent, on peut considérer que l'histoire a démenti la notion d'évolution orthogénique. A ce sujet, on peut juger, avec J. Gray<sup>602</sup>, que l'espoir exprimé par la pensée politique de Hobhouse, s'est fondé à tort sur un projet, hérité du siècle des Lumières, qui consiste à reconstruire rationnellement une morale universelle qui ferait autorité. Selon Gray, la pensée de J. S. Mill, par exemple, serait typique de cette démarche :

***Mill believed that human beings were convergent enough in their considered judgements of human well-being to come to a consensus on a single kind of life as best for the species. Mill's ethical theory is an account of those considered judgements, while his political theory is a wager that it is a liberal society that most effectively promotes the best kind of human life. (Two faces 57)***

Étant donnée l'influence millienne sur la pensée de Hobhouse, il n'est pas étonnant de constater que pareille description semble également convenir au projet hobhousien. Or, Gray considère que ce libéralisme issu des Lumières, qu'il nomme le libéralisme du consensus rationnel (*the liberalism of rational consensus*) est incohérent en ce qu'il

<sup>601</sup> in R. ECCLESHALL, « W. Beveridge, [excerpts from] *Why I am a Liberal* », p. 231, *British Liberalism, (Liberal Thought from the 1640s to the 1980s)*, pp. 228-235.

<sup>602</sup> Voir J. GRAY, *Two Faces of Liberalism*.

postule l'existence de principes universels. Au contraire, le libéralisme ne serait cohérent que lorsqu'il se contenterait de proposer un « *modus vivendi* » social, capable de permettre la coexistence pacifique entre des conceptions morales différentes. L'harmonie et la conception organique auraient donc été des concepts qui auraient empêché Hobhouse de penser la diversité des hommes, puisque même si tout individu devait développer sa personnalité propre, ce développement était conçu comme rationnel et allait *in fine* rapprocher les hommes. Mais selon cette réfutation du « libéralisme du consensus rationnel », il faudrait admettre que la seule vision politique possible est celle d'une société atomiste où les individus, voire les communautés, se contentent de coexister et où le Bien Commun se résume à ce fragile équilibre. Le « *Modus vivendi* », que Gray oppose au « libéralisme du consensus rationnel », reviendrait finalement à un « agrégat d'individus » et au libéralisme classique. Or, dans la perspective hobhousienne en tout cas, une telle conclusion n'est pas satisfaisante puisqu'elle ne rend pas compte de la possibilité d'un progrès social.

Il reste que la critique de Gray a l'avantage de proposer une explication théorique à l'aporie de la pensée politique de Hobhouse. On pourrait la reformuler pour écrire que l'utopie de Hobhouse aurait été de concevoir la société comme formant une unité indivisible où les individus sont unis par des principes éthiques communs révélés par la raison. Le projet hobhousien repose sur un axiome fondamental : le développement de l'individu vers un stade rationnel et moral auquel correspond une organisation sociale également rationnelle et morale. La tension entre l'individualisme et le collectivisme doit disparaître lorsque la raison humaine sera en mesure de comprendre que l'intérêt propre équivaut à l'intérêt commun. C'est en ce sens que l'on peut prétendre remplacer la concurrence entre les individus par une coopération. Si l'on réfute cet axiome alors le projet du « nouveau libéralisme » est privé de son fondement théorique.

Néanmoins, si la pensée politique de Hobhouse se fondait peut-être sur un trop grand optimisme quand à la possible rationalisation des échanges entre les individus, on ne peut toutefois la qualifier d'utopiste dans son ensemble. L'oeuvre de Hobhouse insiste, de manière réaliste, sur les conditions qui doivent permettre la mise en place de la coopération entre les individus. Il faut responsabiliser ceux-ci en leur permettant de participer, au moyen des associations, à l'organisation économique et politique de la société. Par conséquent, il faut rappeler que Hobhouse n'était pas coupable d'angélisme : il ne croyait pas à un avènement miraculeux de la justice sociale, et ses propositions d'étendre le pouvoir des Trade Boards ou des Whitley Councils, par exemple, peuvent laisser penser qu'il ouvrait la voie à une forme d'autogestion bien éloignée du libéralisme. L'idée d'un contrôle exercé par les citoyens, d'un contrepoids à tout pouvoir (le pouvoir politique des nations contrebalancé par des organisations internationales non-gouvernementales ou de la subordination du pouvoir économique au pouvoir politique) sont autant de « pistes » avancées par l'auteur qui sont encore d'actualité.

L'aporie de la pensée politique de Hobhouse ne semble pas avoir été dépassée ou résolue près d'un siècle plus tard. Aujourd'hui, plus que jamais, le débat politique semble se faire l'écho de la confrontation entre libéralisme classique et « nouveau libéralisme », puisque qu'après la chute des régimes du bloc soviétique, le paysage politique des pays occidentaux et de la Grande-Bretagne en particulier, semble se résumer à l'opposition



---

entre libéralisme de gauche et libéralisme de droite. Ce dernier a resurgi dans les années quatre-vingts en se manifestant dans la critique néo-libérale de l'État-providence, tandis que le libéralisme de gauche caractérise les mouvements politiques dits « de gauche » qui prétendent toujours pouvoir réconcilier l'économie de marché avec une égalité conçue non pas simplement comme l'égalité devant la loi, mais comme une réelle égalité des chances. S'il l'on accepte qu'il s'agit là d'un débat sans fin, il est possible de ne pas juger durement la pensée politique de Hobhouse et de la voir comme l'une des manifestations historiques de l'espoir d'un monde meilleur, que les théories politiques de 20<sup>e</sup> siècle n'ont pas su mieux défendre. En outre, il faut admettre que les ambitions principales de la pensée hobhouseienne, comme la définition d'une liberté et d'une égalité concrètes, restent d'actualité. Ironiquement donc, nous concluons que la modernité de la pensée politique hobhouseienne réside essentiellement dans le fait qu'elle souligne des difficultés toujours irrésolues tant en théorie politique qu'en pratique, tandis qu'elle propose des directions que la politique n'a guère explorées.



## SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

Les oeuvres de L. T. Hobhouse sont classées, à l'intérieur de chaque section, par ordre chronologique ; les autres sections suivent l'ordre alphabétique.

### OEUVRES DE LEONARD TRELAWNY HOBHOUSE

#### OUVRAGES

---

- HOBHOUSE Leonard T., *The Labour Movement*, London, T. Fisher Unwin, (1893), 2<sup>e</sup> éd 1898, XII-98 p.
- HOBHOUSE Leonard T., *The Theory of Knowledge (a contribution to some problems of logic and metaphysics)*, London, Methuen & Co., 1896, XX-627 p.
- HOBHOUSE Leonard T., *Mind in Evolution*, London, Macmillan & Co., 1901, XIV-415 p.
- HOBHOUSE Leonard T., *Democracy and Reaction*, (1904), édition et introduction de Peter. F. Clarke, Brighton, Harvester Press, 1972. XL-280 p.
- HOBHOUSE Leonard T., *Morals in Evolution (a study in comparative ethics)*, London, Chapman and Hall (1906), 3<sup>e</sup> éd 1915, XVI-648 p.
- HOBHOUSE Leonard T., *Liberalism*, (1911), in *Liberalism and other writings*, édition et introduction de James Meadowcroft, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, XL-201 p.
- HOBHOUSE Leonard T., *Social Evolution and Political Theory*, New-York, Columbia University Lectures, 1911, IX-218 p.
- HOBHOUSE Leonard T., *The Labour Movement*, (3<sup>e</sup> éd 1912), édition et introduction de Philip P. Poirier, Brighton, The Harvester Press, 1974, XXX-159 p.
- HOBHOUSE Leonard T., *Development and Purpose (An essay towards a philosophy of evolution)*, London, Macmillan & Co., 1913, XXIX-383 p.
- HOBHOUSE Leonard T., *The World in Conflict*, London, T. Fisher Unwin, 1915, 104 p.
- HOBHOUSE Leonard T., *Questions of War and Peace*, London, T. Fisher Unwin, 1916, 223 p.
- HOBHOUSE Leonard T., *The Metaphysical Theory of the State*, [*Principles of Sociology vol 1*], London, Routledge/Thoemmes Press, (1918) 1993, 156 p.
- HOBHOUSE Leonard T., *The Rational Good*, [*Principles of Sociology vol 2*], London, Routledge/Thoemmes Press, (1921) 1993, 165 p.
- HOBHOUSE Leonard T., *The Elements of Social Justice*, [*Principles of Sociology vol 3*], London, Routledge/Thoemmes Press, (1922), 1993, 208 p.
- HOBHOUSE Leonard T., *Social Development*, [*Principles of Sociology vol 4*], London, Routledge/Thoemmes Press, (1924), 1993, 348 p.

## ARTICLES extraits du *Manchester Guardian*

---

Articles signés (les articles étaient signés parfois « L.T.H. », souvent « H » )

- HOBHOUSE Leonard T., « Decadence », 6/3/15.
- HOBHOUSE Leonard T., « Nationality in War », 13/3/15.
- HOBHOUSE Leonard T., « War and Literature », 20/3/15.
- HOBHOUSE Leonard T., « The Elements of Hope », 8/5/15.

HOBHOUSE Leonard T., « Compulsion », 12/6/15.  
 HOBHOUSE Leonard T., « Reprisals », 19/6/15.  
 HOBHOUSE Leonard T., « Optimism », 26/6/15.  
 HOBHOUSE Leonard T., « Saving and Spending », 10/7/15.  
 HOBHOUSE Leonard T., « Nerves », 18/9/15.  
 HOBHOUSE Leonard T., « Pressure and Compulsion », 25/9/15.  
 HOBHOUSE Leonard T., « Peace of mind », 2/10/15.  
 HOBHOUSE Leonard T., « An Unexpected Optimist », 13/11/15.  
 HOBHOUSE Leonard T., « Precept before Example », 4/12/15.  
 HOBHOUSE Leonard T., « An organ of Government », 1/1/16.  
 HOBHOUSE Leonard T., « The Third Antinomy », 19/2/16.  
 HOBHOUSE Leonard T., « National Character », 6/5/16.  
 HOBHOUSE Leonard T., « Church and Conscience », 20/5/16.  
 HOBHOUSE Leonard T., « Two Ways of Taking It », 10/6/16.  
 HOBHOUSE Leonard T., « The Organised State », 12/8/16.  
 HOBHOUSE Leonard T., « The Omnipotent State », 30/9/16.  
 HOBHOUSE Leonard T., « An Apostle of Peace », 19/12/16.  
 HOBHOUSE Leonard T., « The Russian Revolution », 24/3/17.  
 HOBHOUSE Leonard T., « A Study in Sacrifice », 31/3/17.  
 HOBHOUSE Leonard T., « The Parliament of Man », 7/4/17.  
 HOBHOUSE Leonard T., « Reprisals », 21/4/17.  
 HOBHOUSE Leonard T., « A Personal Religion », 12/5/17.  
 HOBHOUSE Leonard T., « Titles of Honour », 30/6/17.  
 HOBHOUSE Leonard T., « The Case against Persecution », 18/8/17.  
 HOBHOUSE Leonard T., « The Soldier as Statesman », 1/9/17.  
 HOBHOUSE Leonard T., « The New Revolution », 6/10/17.  
 HOBHOUSE Leonard T., « The New Socialism », 1/12/17.  
 HOBHOUSE Leonard T., « Faith and Power », 2/3/18.  
 HOBHOUSE Leonard T., « Philosophy in the Far East », 23/3/18.  
 HOBHOUSE Leonard T., « The Eternal Quest », 6/4/18.  
 HOBHOUSE Leonard T., « The Cause », 27/4/18.  
 HOBHOUSE Leonard T., « Of National Importance », 4/5/18.  
 HOBHOUSE Leonard T., « The Last Age and our Own », 15/6/18.  
 HOBHOUSE Leonard T., « Persecution », 29/06/18.  
 HOBHOUSE Leonard T., « What is Progress », 22/7/18.  
 HOBHOUSE Leonard T., « From the Trenches to Prison », 17/8/18.  
 HOBHOUSE Leonard T., « Luxury », 24/8/18.

HOBHOUSE Leonard T., « Removal of Mountains », 28/9/18.  
HOBHOUSE Leonard T., « How it strikes Contemporary », 19/10/18.  
HOBHOUSE Leonard T., « The Endowment of Motherhood », 26/10/18.  
HOBHOUSE Leonard T., « Equal pay for Equal Work », 2/11/18.  
HOBHOUSE Leonard T., « How They Took the News », 9/11/18.  
HOBHOUSE Leonard T., « The End of the War », 12/11/18.  
HOBHOUSE Leonard T., « It Shall Never Happen Again », 16/11/18.  
HOBHOUSE Leonard T., « A Conservative Idealist », 7/12/18.  
HOBHOUSE Leonard T., « The Real King », 14/12/18.  
HOBHOUSE Leonard T., « Peace on Earth », 28/12/18.  
HOBHOUSE Leonard T., « Prediction », 11/1/19.  
HOBHOUSE Leonard T., « The New Democracy », 19/4/20.

### Articles attribués à Hobhouse.

Les articles étaient souvent anonymes, surtout quand ils reflétaient la position du *Manchester Guardian*. Néanmoins, la correspondance entre C. P. Scott et Hobhouse renseigne sur la date et le contenu d'articles écrits par Hobhouse, permettant ainsi de les identifier : dans ce cas nous signalons le repérage par une astérisque \*. D'autres articles nous ont semblé caractéristiques de l'auteur et nous les incluons donc dans cette bibliographie.

HOBHOUSE Leonard T., « The Worship of Idols », 11/3/15.  
HOBHOUSE Leonard T., « The Government and Labour », 22/3/15.  
HOBHOUSE Leonard T., « The German Idea of the State », 28/4/15.  
HOBHOUSE Leonard T., « The Influence of Nationalism », 1/5/15.  
HOBHOUSE Leonard T., « Poisoning the Wells », 7/5/15.  
HOBHOUSE Leonard T., « The Gospel of Ruthlessness », 10/5/15.  
HOBHOUSE Leonard T., « The Rehabilitation of Nietzsche », 25/5/15.  
HOBHOUSE Leonard T., « Moral Isolation », 21/6/15.  
HOBHOUSE Leonard T., « Problems of Organisation »\*, 2/7/15.  
HOBHOUSE Leonard T., « Two Peace advocates », 3/7/15.  
HOBHOUSE Leonard T., « The Chancellor's Speech », 21/8/15.  
HOBHOUSE Leonard T., « The New Russia », 28/8/15.  
HOBHOUSE Leonard T., « Pre-conceived opinions »\*, 22/1/16.  
HOBHOUSE Leonard T., « Trade Policy after the War », 5/2/16.  
HOBHOUSE Leonard T., « Alliances and Trade »\*, 11/3/16.  
HOBHOUSE Leonard T., « Ireland and Conscription »\*, 7/10/16.  
HOBHOUSE Leonard T., « Ireland and the War »\*, 25/11/16.

HOBHOUSE Leonard T., « Germany, Austria and the Peace » \*, 2/6/17.

HOBHOUSE Leonard T., « Industrial Self-Government », 29/6/17.

HOBHOUSE Leonard T., « The Right of Criticism », 17/11/17.

HOBHOUSE Leonard T., « The Recovery of liberty », 29/12/17.

HOBHOUSE Leonard T., « The Alliance and the League », 13/7/18.

### Autres Articles

HOBHOUSE Leonard T., « The Prospects of Liberalism », *Contemporary Review*, 1908, 93, pp. 352-358.

HOBHOUSE Leonard T., « Contending Forces », *English Review*, 1910, 4, pp. 359-371.

HOBHOUSE Leonard T., « Government by the People », (1910), in *Liberalism and other writings*, (1911), édition et introduction de James Meadowcroft, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, pp. 123-135.

HOBHOUSE Leonard T., « The Growth of The State », (1911), in *Liberalism and other writings*, (1911), édition et introduction de James Meadowcroft, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, pp. 136-151.

HOBHOUSE Leonard T., « The Individual and the State », (1911), in *Liberalism and other writings*, (1911), édition et introduction de James Meadowcroft, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, pp. 152-165.

HOBHOUSE Leonard T., « Irish Nationalism and Liberal Principle » (1912), in *Liberalism and other writings*, (1911), édition et introduction de James Meadowcroft, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, pp. 166-175.

HOBHOUSE Leonard T., « The Historical Evolution of Property, in Fact and in Idea » (1913), in *Liberalism and other writings*, (1911), édition et introduction de James Meadowcroft, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, pp. 176-198.

HOBHOUSE Leonard T., « The Mechanics of the Soul », *Nation*, 26/9/14.

HOBHOUSE Leonard T., « The Gospel of Race », *Nation*, 8/1/16.

HOBHOUSE Leonard T., « The Ideas of Treitschke », *Nation*, 24/6/16.

HOBHOUSE Leonard T., « Selected Articles and Essays », in HOBSON J. A., GINSBERG Morris, *L. T. Hobhouse*, [Principles of Sociology], London, Routledge/Thoemmes Press, (1931) 1993, pp. 264-353.

HOBHOUSE Leonard T., « Liberal and Humanist », in *C. P. Scott 1846-1932 (The Making of The Manchester Guardian)*, London, Mullers, 1946, pp. 84-90.

London School of Economics & Political Science, ed., *Sociology and Philosophy (A centenary collection of essays and articles by L. T. Hobhouse)*, London, G. Bell & Sons, 1966, XXVII-340 p.

### CORRESPONDANCE

HOBHOUSE Leonard T., Scott C. P., Correspondence, in The papers of C. P. Scott, : Part 1. Political diaries, 1911-1928, and correspondence, 1876-1932, John Rylands University Library of Manchester.

HOBHOUSE Leonard T., « The Manifesto of German Professors », Nation, 31/10/14.

HOBHOUSE Leonard T., « Correspondence », The Manchester Guardian, 5/10/16.

WILSON Trevor, The Political Diaries of C. P. Scott, 1911-1928, London, Collins, 1970, 509 p.

ZIMMERN Alfred E., « Correspondence », The Manchester Guardian, 5/10/16.

## ÉTUDES SUR LEONARD TRELAWNY HOBHOUSE

### OUVRAGES

---

COLLINI Stephen, Liberalism and Sociology. (L. T. Hobhouse and political argument in England, 1880-1914), Cambridge, Cambridge University Press, 1979, VIII-281 p.

HOBSON J. A., GINSBERG Morris, L. T. Hobhouse, [Principles of Sociology], London, Routledge/ Thoemmes Press, (1931) 1993, 306 p.

SCHNORR Stefan Georg, Liberalismus zwischen 19. und 20. Jahrhundert.

Reformulierung liberaler politischer Theorie in Deutschland und England am Beispiel von Friedrich Naumann und Leonard T. Hobhouse. Baden-Baden, Nomos, 1990, pp. 289-458.

CARTER Hugh, The Social Theories of L. T. Hobhouse, Port Washington [N.Y] Kennikat press, (1927), 1968, 137 p.

OWEN John Elias, L. T. Hobhouse, Sociologist, London, Nelson, 1974, 225 p.

### ARTICLES

---

COLLINI Stephen, « Hobhouse, Bosanquet and the State », *Past and Present*, août 1976, 72, pp. 86-111.

NICHOLSON J. A., « Some Aspects of the Philosophy of L. T. Hobhouse (Logic and Social Theory », *University of Illinois Studies in the Social Sciences*, décembre 1926, vol. 14 n°4, pp. 7-93.

## ÉTUDES SUR LE « NOUVEAU LIBÉRALISME »



## OUVRAGES

- CHRÉTIEN Maurice dir., *Le Nouveau libéralisme anglais (à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Economica, 1999, 164 p.
- CLARKE Peter F., *Lancashire and the New Liberalism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1971, 472 p.
- CLARKE Peter F., *Liberals and Social Democrats*, Cambridge, Cambridge University Press, 1978, XIII-344 p.
- FREEDEN Michael, *The New Liberalism (An Ideology of Social Reform)*, Oxford, Clarendon Press, (1978) 2<sup>e</sup> éd. 1986, XI-291 p.
- FREEDEN Michael, *Liberalism Divided (A Study in British Political thought 1914-1939)*, Oxford, Clarendon Press, 1986, 400 p.
- MEADOWCROFT James, *Conceptualizing the State (Innovation and Dispute in British Political Thought 1880-1914)*, Oxford, Clarendon Press, 1995, 251 p.
- SIMHONY Avital dir., WEINSTEIN David dir., *The New Liberalism (Reconciling Liberty and Community)*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, 246 p.

## ARTICLES

- FREEDEN Michael, « The New Liberalism Revisited », in Karl Rohe dir., *Englischer Liberalismus im 19. und frühen 20. Jahrhundert*, Bochum, Brockmeyer, 1987 pp. 133-151.
- HALDANE R. B., « The New Liberalism », *The Progressive Review*, novembre 1896, vol 1 n°2, pp. 133-143.

## OUVRAGES THÉORIQUES

- Billouet Pierre (éditeur), *Critique de la raison pratique (les principes) Kant*, Paris, ellipses, 1999, 63 p.
- BOURGEOIS Bernard, *Hegel*, Paris, ellipses, 1998, 63 p.
- BRAUD Philippe, *Science politique*, Paris, Éditions du Seuil, 1997, tome I, *La démocratie*, 239 p., tome II, *L'État*, 248 p.
- CHRÉTIEN Maurice dir., *Libéraux et anti-libéraux*, Paris, Economica, 1994, 154 p.
- COLLINI Stephan, WINCH Donald, BURROW John, *That Noble Science of Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983, 385 p.

- COLLINI Stephan, *Public Moralists (Political Thought and Intellectual Life in Britain 1850-1830)* Oxford, Oxford University Press, 1991, 383 p.
- DUMONT Louis, *Essais sur l'individualisme (Une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne)*, Paris, Éditions du Seuil, 1983, 268 p.
- ECCLESHALL Robert, *British Liberalism, (Liberal Thought from the 1640s to the 1980s)*, Harlow, Longman Group, 1986, 255 p.
- FRANCIS Mark, MORROW John, *A History of English Political Thought in the Nineteenth Century*, London, Duckworth, 1994, 336 p.
- GRAY John, *Liberalism (Second Edition)*, Buckingham, Open University Press, (1986), 2<sup>e</sup> éd 1995, 113 p.
- GRAY John, *Two Faces of Liberalism*, Cambridge, Polity Press, 2000, 161 p.
- GRAY John dir., SMITH G. W. dir., *J. S. MILL On Liberty in focus*, London, Routledge, 1991, 286 p.
- GREEN T. H., *Lectures on the Principles of Political Obligation*, (1888), Kitchener (Ontario, Canada), Batoche Books, 1999, 191 p.
- GREENLEAF W.H., *The British Political Tradition*, Cambridge, Routledge, tome I, *The Rise of Collectivism*, (1983), 1988, 336p ; tome II, *The Ideological Heritage*, (1983), 1988, 579 p.
- HARRISON Brian, *The Transformation of British Politics 1860-1995*, Oxford, Oxford University Press 1996, 618 p.
- INFANTINO Lorenzo, *Individualism in Modern Thought, (From Adam Smith to Hayek)*, London, Routledge, 1998, 230 p.
- KAHN Pierre, *Le Positivisme*, Paris, Éditions Quintette, 1996, 72 p.
- MOREAU Pierre-François, *Les Racines du libéralisme. Une anthologie*, Paris, Éditions du Seuil, 1978, 184 p.
- SCRUTON Roger, *A Dictionary of Political Thought*, London ; Pan Books, (1982), 1983, 499 p.
- VITOUX Pierre, *Histoire des idées en Grande-Bretagne*, Paris, ellipses, 1999, 315 p.

## ÉTUDES D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

### OUVRAGES

---

- AYERST David, *The Manchester Guardian. Biography of a Newspaper*, New York, Cornell University Press, 1971, 702 p.
- BENASAYAG Miguel, SCAVINO Dardo, *Pour une nouvelle radicalité (Pouvoir et puissance en politique)*, Paris, La Découverte, 1997, 175 p.

- CARRÉ J., dir., RÉVAUGER J.-P., dir., *Écrire la pauvreté (Les enquêtes sociales au XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles)*, Paris, L'Harmattan, 1995, 318 p.
- C. P. Scott 1846-1932 (*The Making of The Manchester Guardian*), London, Mullers, 1946, 252 p.
- CHARMLEY John, *Splendid Isolation (Britain and the Balance of Power 1874-1914)*, London, Hodder and Stoughton, 1999, 518 p.
- CLARKE Peter F., *Hope and Glory (Britain 1900-1990)*, (1996), Harmondsworth, Penguin Books, 1997, 454 p.
- COOK Chris, *A short History of the Liberal Party 1900-88*, Basingstoke, The MacMillan Press, (1976), 3<sup>e</sup> éd 1989, 216 p.
- DANGERFIELD George, *The Strange Death of Liberal England*, London, Serif, (1935), 1995, 364 p.
- HALÉVY Élie, *Histoire du peuple anglais au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Hachette, 1975, tome IV, *Épilogue 1, Les impérialistes au pouvoir 1895-1905*, (1926), 430 p. ; tome V, *Épilogue 2, Vers la démocratie sociale et vers la guerre 1905-1914*, (1932), 677 p.
- HAMMOND J. L., *C P Scott of The Manchester Guardian*, London, G. Bell & Sons, 1934, XV-364 p.
- HOBBSBAWM Eric, *The Age of Empire 1875-1914*, London, Abacus, (1987), 1996, 404 p.
- HOBBSBAWM Eric, *Age of Extremes, (The Short Twentieth Century 1914-1991)*, London, Abacus, (1994), 1995, 627 p.
- HOLROYD Michael, *Bernard Shaw*, Harmondsworth, the Penguin Group, tome II 1898-1918, *The Pursuit of Power*, (1989), 1991, 420 p.
- HYNES Samuel, *A War Imagined*, London, The Bodley Head, 1990, 514 p.
- LEE Stephen J., *Aspects of British Political History 1815-1914*, London, Routledge, 1994, 375 p.
- LEE Stephen J., *Aspects of British Political History 1914-1995*, London, Routledge, 1996, 430 p.
- McCORD Norman, *British History 1815-1906*, Oxford, Oxford University Press, 1991, 518 p.
- MARX Roland, *L'Angleterre de 1914 à 1945*, Paris, Armand Colin, 1993, 175 p.
- MARX Roland, *Histoire de la Grande-Bretagne*, Paris, Armand Colin, 1980, 397 p.
- MOWAT, Charles Loch, *Britain between the Wars 1918-1940*, London, Methuen & Co, (1956), 1968, 697 p.
- O'MORGAN Kenneth dir., *History of Britain 1789-1983*, London, Sphere Books, 1985, 212 p.
- READ Donald, *Edwardian England 1901-15 (Society and Politics)*, London, George G. Harrap & Co., 1972, 288 p.
- SEARLE G.R., *The Liberal Party (Triumph and Disintegration, 1886-1929)*, Basingstoke, The MacMillan Press, 1992, 234 p.
- STEVENSON John, *British Society 1914-45*, Harmondsworth, The Penguin Press,

(1984), 1990, 503 p.

SMITH Adrian, *The New Statesman (Portrait of a political weekly 1913-1931)*, London, Frank Cass & Co., 1996, 340 p.

THOMSON J. Lee, *Politicians, the Press and Propaganda. (Lord Northcliffe and the Great War, 1914-1919)*, Kent [Ohio], The Kent State University Press, 1999, 317 p.

TIMMINS Nicholas, *The Five Giants (A biography of the Welfare State)*, London, Fontana Press, (1995), 1996, 606 p.

TOYNBEE Arnold, *Lectures on the Industrial Revolution*, (1884), .

WILLIS Michael, *Democracy and the State, 1830-1945*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, 122 p.

WRIGLEY Chris, *Lloyd George*, Oxford, Blackwell Publishers, 1992, 170 p.

## ARTICLES

---

« Leader », The Manchester Guardian, 01/08/14

POIRIER François, « Pauvreté et assistance : DRAMATIS PERSONAE », Revue française de civilisation britannique, janvier 1991, vol. 6 n°2, pp. 137-145.

REGAM Khalid, « La conception de l'État chez les Webb », Revue française de civilisation britannique, juillet 1995, vol. 8 n°2, pp. 49-64.

WHITTON Timothy, « Farewell, the Wages Councils », Revue française de civilisation britannique, juillet 1995, vol. 8 n°2, pp. 65-77.